Les Temps Modernes

8e année REVUE MENSUELLE n° 89

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

Avril 1953



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit sur rendez-vous

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6993-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

André Blumel.

LE DÉCRET-LOI DU 9 AVRIL 1940

Différentes poursuites pour des articles ou des discours, engagées par le Gouvernement en vertu de la loi sur la Presse, avaient abouti à des décisions d'acquittement prononcées par les tribunaux correctionnels, notamment par ceux de Montpellier le 28 mars 1950, de Château-Thierry le 21 avril 1950, d'Aix le 10 octobre 1950 et, en particulier, M. Vigne, secrétaire général des Combattants pour la paix, poursuivi pour un article « La liberté de dire que nous voulons la Paix », avait été acquitté par le Tribunal de Beauvais, le 20 décembre 1950 ; sur appel du Parquet, la Cour d'appel d'Amiens confirmait le jugement le 24 juillet 1951, en raison de ce que l'article incriminé constituait seulement une critique et n'était qu'une manifestation d'opinion. Le 1er juillet 1952, la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris, prononçait la nullité des actes de poursuites et d'information engagés contre M. Jacques Duclos pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, et prononçait sa mise en liberté.

On aurait pu croire cette affaire terminée. Il n'en était rien.

Le 8 juillet 1952, le procureur général près la Cour d'appel de Paris adresse au Garde des Sceaux « un bordereau de photocopies des documents saisis à l'occasion de l'affaire Duclos » et indique que « ces documents peuvent paraître de nature à révéler l'existence d'une entreprise ayant pour objet : 1° la démoralisation de l'armée et de la Nation ; 2° de porter atteinte à l'intégrité du territoire français ou de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels s'exerce cette autorité. »

Il conclut : « Je ne puis que vous laisser le soin d'apprécier s'il y a lieu de saisir l'autorité militaire. »

Ainsi donc, pour le Procureur général près la Cour d'appel de Paris, il y a présomption de crime contre la sûreté extérieure de l'Etat : la démoralisation de l'article 76, 3°, du Code pénal, — et délit : l'atteinte à l'intégrité du territoire français en temps de paix (article 80, 1°, du Code pénal).

Voici les dispositions de ces deux articles qui intéressent les cas que nous étudions :

Art. 76. — « Sera coupable de trahison et puni de mort :... (Décr. L. 9 avril 1940). 3° « Tout Français qui aura participé sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la Nation ayant pour objet de nuire à la défense » nationale. »

(L. 11 mars 1950). « Toutefois, en temps de paix, sera » puni de la réclusion tout Français ou étranger qui se sera » rendu coupable :

.. ..

» de participation en connaissance de cause à une entre» prise de démoralisation de l'armée, ayant pour objet de » nuire à la défense nationale ; »

Art. 80. — « Sera coupable d'atteinte à la sûreté exté» rieure de l'Etat et puni des peines portées à l'article 83, » tout Français ou étranger :

» 1° qui aura entrepris par quelque moyen que ce soit, de » porter atteinte à l'intégrité du territoire français ou de » soustraire à l'autorité de la France une partie des terri» toires sur lesquels cette autorité s'exerce. »

On remarquera :

1° La démoralisation de la Nation en temps de paix n'est pas prévue par la loi du 11 mars 1950 (dernière partie de l'article 76 du Code pénal, elle ne l'est que par le 4me paragraphe dudit article, c'est-à-dire par le décret-loi du 9 avril 1940) ;

2° Le texte original des poursuites émane du Parquet général près la Cour d'appel de Paris. Il concerne la « démoralisation de l'armée *et* de la Nation ». On retrouvera cette

phrase dans tous les actes successifs des poursuites et notamment dans la demande en autorisation de poursuites contre cinq membres de l'Assemblée nationale (N° 4415 des documents parlementaires).

3° Or, la formule du Code pénal (art. 76) est démoralisation de l'armée *ou* de la Nation. En utilisant la conjonction copulative, au lieu de la conjonction alternative, le Parquet général marque dès le début de l'information qu'il entend se servir du décret-loi du 9 avril 1940.

4° En temps de paix la démoralisation de l'armée n'est punie au maximum (Loi du 11/4/40) que de la réclusion, tandis que la démoralisation de la Nation, toujours en temps de paix, (décret-loi du 9 avril 1940) est passible de la peine de mort.

C'est le 8 juillet que le Procureur général près la Cour d'appel de Paris a adressé son rapport au Garde des Sceaux ; ce même jour le dossier est transmis au ministère de la Défense nationale, avec une promptitude à laquelle la justice ne nous a pas habitués et qui ne semble pas avoir permis à la Chancellerie d'exercer le moindre examen sur les pièces du dossier !

Le 8 août, le ministre de la Défense nationale, M. Pleven, donne l'ordre d'informer ; le 7 octobre, MM. Ducoloné, Messer, Gelly, Baillot, Merot, Laurent, Meunier et Le Leap sont inculpés, et le 14 octobre, le même M. Pleven transmet au président et aux membres de l'Assemblée nationale la requête du Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire de Paris en levée de l'immunité parlementaire, contre MM. Jacques Duclos, Etienne Fajon, François Billoux, Raymond Guyot et André Marty, députés, pour leur participation au même crime que les autres. Une demande analogue sera également introduite à l'Assemblée de l'Union française contre M. Léon Feix.

Le décret-loi du 9 avril 1940, qui forme le 4e alinéa de l'article 76 et qui prévoit la peine de mort, leur est-il applicable ?

Pris en temps de guerre, ce décret-loi a cependant survécu aux événements qui l'ont provoqué, bien qu'il n'ait jamais été ratifié.

Philippe Pétain lui-même n'a pas ratifié ce décret-loi ; ratifiant par l'acte dit « loi » du 10 août 1940 toute une série de décrets-lois pris par divers gouvernements jusqu'au 4 juillet 1940 (dont certains décrets-lois analogues à celui du 9 avril 1940) il n'a pas inclus, dans sa liste, le décret-loi susvisé.

Mais si ce décret-loi n'est pas caduc, des engagements répétés ont été pris par le gouvernement de M. Bidault, président du Conseil en mars 1950, au cours de la discussion du projet de loi qui devait devenir, après modifications, la loi du 11 mars 1950 : l'engagement de ne pas appliquer le décret-loi du 9 avril 1940 qui prévoit la peine de mort en temps de paix.

M. René Mayer, garde des Sceaux, un juriste qui appartint au Conseil d'Etat, s'opposant au contre-projet Tourne demandant l'abrogation du décret-loi du 9/4/1940, répondit que l'abrogation de ce texte aurait pour conséquence d'empêcher l'application dudit texte aux contumax frappés par les Cours de justice (Séance du 3/3/50 *J.O.* Déb. parl. Ass. Nat., page 1762).

Il reprit le même argument lors de la discussion de l'amendement Coffin (*J.O.*, page 1808), mais par contre — et parlant au nom du Gouvernement tout entier, tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République — il prit l'engagement catégorique de ne pas appliquer le décret-loi du 9/4/40 en temps de paix :

« Je rappelle d'autre part, dit-il, qu'en 1940, dans des » conditions qui ont été évoquées à cette tribune, a été » ajouté à l'article 76, un paragraphe 3° dont le Gouverne» ment prouve en déposant son projet qu'il n'a pas l'inten» tion de s'en servir, ce que personne n'a osé dire de votre » côté. » (*J.O.* mars 1950, page 1753).

« Je répète et je répèterai que c'est pour ne pas appliquer » le décret de 1940 que le Gouvernement a déposé ce texte » dont le deuxième alinéa prévoit des peines moins graves, » non pas la mort, mais la réclusion. » (*J.O.* même séance.)

» J'ai dit ce matin, lorsqu'on me pressait de m'exprimer, » qu'une des raisons de ce texte était d'écarter l'application » de l'article 76, § 3, en temps de paix. » (*J.O.*, mars 1950, page 1761).

« Le Gouvernement a déclaré qu'il ne demanderait plus » en temps de paix, l'application du 3me paragraphe de cet

» article 76. Il propose l'adoption d'un texte qui punit non » plus de la peine de mort, mais de la réclusion les actes de » démoralisation. Il est donc clair que l'article 76 ne s'appli» quera plus qu'aux contumax. » (*J.O.*, mars 1951, p. 1809.)

Au Conseil de la République, le même Garde des Sceaux dira :

« Ce Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter à » la Tribune, on le traite de fasciste, d'hitlérien, parce qu'il » n'a pas voulu se servir de textes de décret-loi. » (*J.O.*, mars 1951, page 787.)

Le Rapporteur au Conseil de la République était également un juriste, M. Georges Pernot, ancien ministre de la Justice. Il précisa bien la portée de la modification.

« Mais voyez-vous, la situation sera désormais très claire : » ou bien nous serons en temps de guerre, et alors il faudra » appliquer les trois premiers paragraphes de l'article 76 ; » ou bien, au contraire, nous serons en temps de paix, et » alors... il faudra nécessairement poursuivre en vertu du » texte voté par l'Assemblée nationale. »

Le ministre de la Défense nationale était, à cette époque, M. Pleven. Il l'est redevenu aujourd'hui. L'engagement était pris en son nom. Ce qui ne l'empêche pas, lui, le promoteur des poursuites, de les exercer, en vertu du décret-loi Serol.

La moindre probité, la moindre honnêteté élémentaire, commandent d'écarter de la poursuite le texte du décret-loi du 9 avril 1940.

Au cours des débats à l'Assemblée nationale, le Gouvernement avait accepté un amendement déposé par les représentants des groupes de la majorité d'alors, MM. de Menthon, Betolaud, Delcos et René Schmidt, qui apportait au texte initial du Gouvernement une modification importante. Le projet de loi initial punissait de la peine de réclusion « toute personne qui aura accompli sciemment un acte de nature à porter atteinte au moral de l'armée ou de la Nation », car, énonçait l'exposé des motifs, « l'action démoralisante pour l'armée et pour la Nation, même s'il n'est pas établi qu'elle se rattache à une « entreprise » organisée,

n'en est pas moins dangereuse et doit être punie tout comme l'atteinte aux matériels de défense de la Nation. »

L'amendement de MM. de Menthon, etc... pour l'adoption duquel le Gouvernement avait posé la question de confiance et qui fut adopté par l'Assemblée revenait à la notion d'entreprise et le paragraphe précité frappait de la peine de réclusion toute personne qui se sera rendue coupable « de participation en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour objet de nuire à la défense nationale. »

Ce que feu M. H. Donnedieu de Vabres, professeur de droit pénal, dans une chronique du *Recueil Dalloz* caractérise ainsi : « La loi (11 mars 1950) s'éloigne en revanche du projet gouvernemental lorsqu'elle subordonne en toute occurrence la répression du sabotage moral à l'existence d'une « entreprise ». Les auteurs se sont gardés d'étendre une incrimination qui fait une large part à l'arbitraire du Juge. » (*Recueil Dalloz*, 1950, Chronique, page 80.)

Ce n'est pas par hasard que ce pénaliste avisé a employé le vocable « arbitraire ». Il écrira également dans cette même chronique :

« L'incrimination par le décret-loi du 9 avril 1940 du » « sabotage moral » ouvrit à l'arbitraire judiciaire une » marge nouvelle qu'ils (les auteurs du décret-loi du 29 juil- » let 1939) n'avaient pas envisagée. » (*Recueil Dalloz*, Chronique, 1950, page 80.)

En effet, le rapport du gouvernement Paul Reynaud qui constituait l'exposé des motifs du décret-loi se terminait ainsi :

« Pour éviter toute incertitude dans l'application du » texte, et pour écarter toute appréhension sur la portée que » celle-ci pourrait recevoir dans la pratique, la rédaction qui » vous est présentée prend soin de préciser que l'accusation » devra établir l'existence de trois éléments constitutifs :

» 1° L'existence d'une entreprise de démoralisation de » l'armée ou de la Nation, c'est-à-dire l'existence d'une orga- » nisation plus ou moins occulte poursuivant des efforts con- » certés en vue d'atteindre un but nettement déterminé. » L'acte occasionnel d'un individu isolé ne suffirait donc pas » à déchaîner la poursuite en vertu de l'article 76 (3°) ;

» 2° Le but poursuivi par l'entreprise qui est de nuire à la » défense nationale, c'est-à-dire de diminuer la capacité de » résistance du pays vis-à-vis de l'agresseur, en minant la » force morale des armées et des populations civiles. Une » critique ou une manifestation d'opinion ne poursuivant pas » ce but échappe donc aux prévisions du texte ;

» 3° Un acte de participation voulue et consciente à l'or- » ganisation ou à la mise en œuvre de l'entreprise criminelle. » Un comparse inconscient ou occasionnel ne serait donc pas » visé par le nouvel article.

» Il n'y a pas lieu dans ces conditions d'appréhender que » le texte puisse recevoir une application extensive dépassant » les intentions de ses auteurs. Le Gouvernement veillera du » reste à ce que les poursuites engagées ne sortent pas du » cadre ainsi tracé. »

On voit qu'il est impossible de considérer un parti politique bénéficiant des dispositions constitutionnelles et des organisations déclarées comme « des entreprises occultes ».

Dans le Code Pénal annoté d'Emile Garçon, nouvelle édition refondue et mise à jour (1952), MM. Marcel Rousselet, premier Président de la Cour d'Appel de Paris, Maurice Patin, membre de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, ancien directeur des Affaires Criminelles et des grâces, Ancel, Président de la première Chambre de la Cour d'Appel de Paris s'expriment ainsi à propos du nouvel article 76 du Code Pénal :

« En plus des critiques du détail que nous avons été à » même de faire en étudiant l'économie de la loi, on ne peut » s'empêcher de critiquer le vague et l'imprécision des incri- » minations.

» De plus, on peut également trouver à redire à la compé- » tence donnée par le législateur aux tribunaux militaires. » Il semble qu'en cette matière, les tribunaux correction- » nels auraient été justement compétents. »

Ainsi, le mot « arbitraire » est répété par un grand pénaliste, le « vague et l'imprécision des incriminations » sont spécifiés par les plus hauts magistrats de ce pays qui expriment en même temps leurs regrets que la justice militaire soit compétente.

La justice militaire, en cas de crime contre la sûreté exté-

rieure de l'Etat, est en effet compétente en vertu du décret-loi du 29 juillet 1939, modifiant les articles 570 du Code d'Instruction Criminelle, et 2 du Code de Justice Militaire, décret-loi pris à la veille de la guerre, dont personne, au Parlement, n'a réclamé avec insistance l'abrogation.

Qu'est-ce que la justice militaire ? Lorsque la Commission Parlementaire dite de l'affaire des généraux, entendit M. Ramadier, qui avait été Président du Conseil et ministre de la Défense Nationale, la Commission s'étonna, à la suite d'une question de l'un des commissaires, M. Edouard Depreux, que le ministre de la Défense Nationale ait convoqué un juge d'instruction (magistrat assis), ce qui lui semblait contraire aux dispositions constitutionnelles.

M. Ramadier répondit le 9 février 1950 :

« Un juge d'instruction militaire n'est pas tout à fait dans la même situation qu'un juge d'instruction civil... », et un peu plus tard, il précisa : « Le juge d'instruction militaire fait plus étroitement partie du Parquet que dans les tribunaux civils. »

Un magistrat civil ne fait pas partie du Parquet, bien qu'il se trouve dans une situation hybride ; il est en réalité noté par le Procureur de la République et par le Procureur Général ; mais c'est néanmoins un magistrat assis, dépendant du Conseil Supérieur de la Magistrature et non du Garde des Sceaux. Et M. Turpault, qui est encore Directeur de la Justice Militaire, interrogé sur ce point, déclara : « Convoquer le juge d'instruction, c'était pour moi inopportun. » D'ailleurs, le Directeur de la Justice Militaire précisa un peu plus tard sa pensée devant la commission : « On peut dire que le juge d'instruction militaire est dans la position où se trouvait le juge d'instruction civil, avant la création du Conseil Supérieur de la Magistrature. »

Comme le Conseil a été institué pour affermir l'indépendance des magistrats du siège, on ne saurait, en termes plus élégants, faire savoir que les juges d'instruction militaire sont *dépendants*.

En outre, on a détaché au Tribunal de la Seine, pour assumer l'instruction militaire du complot, deux magistrats civils ; l'un, juge adjoint, récemment encore juge de pre-

mière classe détaché au Tribunal de la Seine, a été le chef adjoint du cabinet de M. Léon Bérard, en 1935, alors que ce dernier était Garde des Sceaux dans le cabinet Laval et non encore ambassadeur de Pétain ; M. Michel, mis à la disposition du ministre des Colonies, le 8 novembre 1938, comme agent comptable des timbres-poste coloniaux, est revenu dans la magistrature le 24 mars 1941. L'autre, M. Duval, juge de deuxième classe, est détaché au Tribunal civil de la Seine ; il a donc fait l'objet d'un double détachement ; il est accusé, par trois avocats dont la sincérité est fort appréciée au Palais de Justice, d'avoir frappé un détenu qu'accompagnaient pourtant ses gardes. Si on ne retient que sa propre version de l'incident, il aurait levé le bras devant un inculpé détenu, ce qui est tout à fait insolite.

En réalité, tout se passe comme si, devant les échecs qu'il a rencontrés devant la justice civile, le Gouvernement avait cherché, par le vague de l'incrimination et son caractère arbitraire, en se servant des exécutants que lui donnent les usages de la justice militaire, à frapper des adversaires politiques.

Ainsi, M. Vigne, acquitté par la justice civile, ainsi que nous l'avons dit, est, dix-huit mois après, poursuivi pour le même article de journal devant la juridiction militaire, sous la qualification de trahison.

Au procès Zola, le général de Pellieux, défendant les faussaires et répliquant à Jaurès, disait : « Je dis qu'on est coupable, qu'on est criminel, de chercher à enlever à l'armée la confiance qu'elle a dans ses chefs. »

Si le nouvel article 76 avait existé, on aurait poursuivi pour trahison, et peut-être condamné à mort Zola, Clemenceau, Jaurès et Scheurer Kestner, parce qu'ils cherchaient la vérité et défendaient un innocent.

André BLUMEL.

Gilles Martinet.

LE DOSSIER DU « COMPLOT »

Chacun sait que le secrétaire général de la C.G.T., Alain Le Léap, et quatre dirigeants de l'Union de la Jeunesse Républicaine Française, Ducoloné, Baillot, Laurent et Meunier, ont été arrêtés au mois d'octobre dernier. Nul n'ignore d'autre part que le ministre de la Défense Nationale a demandé la levée de l'immunité parlementaire de Jacques Duclos, Etienne Fajon, François Billoux, Raymond Guyot, André Marty et Léon Feix.

Mais il n'est pas sûr que l'immense majorité de nos concitoyens ait une idée précise de ce qui est reproché aux uns et aux autres.

Nombreux sont ceux qui pensent que le principal grief retenu à l'encontre de ces hommes politiques a trait à la manifestation organisée le 28 mai dernier contre la venue à Paris du général Ridgway. Or, si un non-lieu n'a pas encore été délivré dans les poursuites pour « complot contre la sécurité *intérieure* de l'Etat » qui avaient été effectivement engagées à cette époque, tous les militants arrêtés en mai-juin à Paris comme à Toulon, ont été libérés, et les poursuites actuelles ne font plus état de ce « complot ».

Bien d'autres personnes croient que Le Léap et les dirigeants de l'U.J.R.F. et les députés du parti communiste sont poursuivis, sinon pour des actes de sabotage, du moins pour des provocations à des sabotages. Or, ce chef d'inculpation n'a pas été retenu. On lit notamment, à la page 78 du rapport remis aux membres de l'Assemblée Nationale :

« *Provocation à sabotage : il n'y a pas provocation à sabotage matériel que s'il y a incitation à faire un acte précis. Or, le P.C. ne fait pas de telles provocations : le niveau de l'action concrète doit être élevé de façon à ce que*

les masses agissent spontanément, ce qui montre que les masses (la Nation) agissent sous le coup de la démoralisation et non sous celui de la provocation directe et ouverte. »

La confusion qui existe dans l'esprit de nombreux Français doit être dissipée. Quelle que soit en effet l'opinion que l'on ait du parti communiste et de sa politique, il ne fait aucun doute que l'offensive menée par le Gouvernement contre ce parti (en mai-juin devant la justice civile, puis à partir du mois d'octobre par le canal de la justice militaire) risque d'avoir les plus sérieuses répercussions non seulement sur le climat politique du pays, mais encore sur le fonctionnement de ses institutions.

Avant de prendre parti, il faut donc connaître le dossier et c'est ce dossier que nous entendons ouvrir aujourd'hui.

I

Les Articles 76 et 80 du Code Pénal.

Alain Le Léap, les dirigeants de l'U.J.R.F. et les parlementaires communistes sont poursuivis en vertu de deux textes législatifs :

1° Le III[e] paragraphe de l'article 76 du Code Pénal (dont le texte a été établi par un décret-loi du 9 avril 1940).

2° Le 1[er] paragraphe de l'article 80 du même Code (dont le texte a été établi par un décret-loi du 29 juillet 1939).

Le III[e] paragraphe de l'article 76 précise que sera coupable de trahison « *tout Français qui aura participé sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la Nation, ayant pour objet de nuire à la défense nationale.* » Le rapport adressé au Président de la République à cette occasion (et qui figure dans le *J. O.* du 10 avril 1940) indique que les éléments constitutifs de cette entreprise de démoralisation doivent comporter un caractère « *plus ou moins occulte* » et que « *le but poursuivi doit être de nuire à la*

défense nationale et non seulement d'avoir pour conséquence de nuire à la défense nationale ».

Le premier paragraphe de l'article 80 réprime les atteintes à l'intégrité du territoire effectuées par quiconque « *aura entrepris par quelque moyen que ce soit, de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce* ».

Voyons maintenant, à la lumière de ces textes, quels sont les faits qui sont effectivement reprochés aux dirigeants de la C.G.T., du parti communiste et de l'U.J.R.F.

II

La démoralisation de l'Armée ou de la Nation.

Dans le cadre des poursuites actuelles, il est essentiellement reproché au parti communiste, d'avoir :

— affirmé que l'armée française avait perdu son caractère national,

— combattu la prolongation du service militaire et mis en garde contre les engagements dans l'armée,

— invité les dockers à refuser le transport du matériel de guerre et les ouvriers à s'opposer à la fabrication de ce matériel,

— flétri la guerre du Viet-Nam et de Corée et exigé le rapatriement du corps expéditionnaire,

— enfin, appelé les soldats à la fraternisation, en Indochine.

L'armée française a perdu son caractère national :

Dans les textes incriminés se trouve notamment un article de Pierre Courtade paru dans l'*Humanité* du 22 mai 1952 et intitulé : *Leur armée*. Protestant contre la signature du traité sur l'armée européenne, Pierre Courtade écrivait : « *Ce n'est pas la première fois que, sans consulter le Parlement, les collaborateurs français d'une puissance étrangère ont tenté de mettre l'armée française au service d'une coalition ennemie de la France. Laval a essayé. Il s'y est cassé les*

dents. Une autre armée a surgi. Une armée nationale, une armée de la Résistance française. Car enfin, on peut toujours rédiger des manuels militaires en quatre langues et même en vingt langues, mais le jour où il faudrait placarder dans les villes et les villages de France l'affiche de la mobilisation, c'est en français qu'il faudrait l'écrire et c'est en français que des millions d'hommes et de femmes répondraient : « Non, cette armée n'est pas notre armée ; cette armée est l'armée de votre caste, de votre classe, l'armée de vos rapines coloniales et de vos policiers « européens » ; cette armée est l'armée de Ridgway. Cette guerre n'est pas notre guerre. »

On relève également un passage de l'article de François Billoux publié en mai 1952 par les *Cahiers du Communisme*. Dans cet article, F. Billoux écrivait notamment :

« La reconquête de l'indépendance nationale, en permettant de faire passer l'économie française au service du peuple, permettra également l'existence d'une véritable armée nationale française au service exclusif du peuple et de la sécurité de la nation.

« L'armée française actuelle sert les intérêts de la bourgeoisie française ; elle est mise à la disposition de la stratégie du camp impérialiste. Elle n'est donc pas une armée du peuple français. Elle fait la guerre contre la République Démocratique du Viet-Nam ; elle participe à la guerre contre la République Démocratique Populaire de Corée ; elle assassine les peuples coloniaux comme en Tunisie ; elle est utilisée contre les travailleurs en grève et contre les manifestations populaires ; elle est intégrée à l'armée européenne du Pacte Atlantique. C'est une armée qui sert les desseins impérialistes, qui n'ont rien à voir avec les intérêts du peuple français.

« La politique qu'elle sert ne peut donc mener l'armée française actuelle qu'à la défaite dans le déshonneur, la honte et le mépris du peuple, sans parler des justes châtiments qui sanctionneront les actes criminels que commet ou fait commettre une telle armée au Viet-Nam, en Corée, en Tunisie, à Madagascar, etc...

« C'est pour cela que non seulement des soldats et des

sous-officiers, mais aussi des officiers et généraux n'acceptent pas ou acceptent de plus en plus difficilement le rôle de mercenaires que le Gouvernement veut leur faire jouer contre les peuples, y compris contre le peuple français. Les militaires de tous grades vérifient ainsi chaque jour qu'un changement de politique qui assurerait la conquête de l'indépendance nationale permettrait du même coup l'existence d'une véritable armée française qui sera alors aimée et respectée du peuple, dont elle sera la fierté. »

Les thèses exposées ci-dessus ayant été défendues par Louis Baillot, au cours de son interrogation, le juge Duval déclara, selon le procès-verbal de l'instruction : « Vous prétendez que l'armée française a perdu tout caractère national. *Une telle affirmation est, à elle seule, de nature à démoraliser l'armée.* »

La prolongation du service militaire :

Le texte essentiel est constitué ici par un appel du Comité d'Action contre les 18 mois au peuple de France. Dans cet appel, signé par la C.G.T., le P.C.F., le parti socialiste unitaire, l'A.R.A.C. et l'U.J.R.F., on lit notamment :

« Peuple de France, le service de 18 mois ou de deux ans, c'est la guerre ; c'est l'intensification de la guerre colonialiste et criminelle au Viet-Nam ; c'est l'intensification de l'aide à l'agression américaine en Corée ; c'est l'accélération des préparatifs de la troisième guerre mondiale.

» Peuple de France, le service militaire de 18 mois signifie : une misère accrue dans les foyers ouvriers ; une aggration considérable des charges pour les paysans, pour les artisans, pour les commerçants.

» Avec les centaines de milliards des dépenses militaires, satisfaction légitime peut être donnée aux revendications des travailleurs, aux anciens combattants, aux marins.

» Peuple de France, toi qui ne veux pas la guerre, tu dois répondre : Pas de rabiot ! A bas les 18 mois ! Vive la paix !

» Fidèles à leurs traditions, à celles de Jaurès et de Guesde,

les organisations ci-dessous appellent à la lutte contre les 18 mois, contre la misère, contre la guerre.

» Français et Françaises de toutes opinions, unis dans un même refus, dressez-vous dans des manifestations puissantes, signifiez par des délégations à vos élus votre volonté de voir la jeunesse laborieuse reprendre sa place au travail, à la terre, dans les ateliers ou dans les bureaux.

» Que partout, de la grande entreprise au petit village, s'organise la protestation et l'action, par des meetings, des pétitions, des manifestations.

» Que partout résonne la volonté populaire.

» Pas de rabiot ! A bas les 18 mois ! Vive la paix ! »

A noter qu'il est non seulement reproché au parti communiste, à la C.G.T. et à l'U.J.R.F. d'avoir lutté contre les 18 mois, *mais aussi de dénoncer actuellement l'éventuelle prolongation du service militaire à deux ans*. Or, il ne s'agit ici que de *projets* prêtés au gouvernement à la suite de déclarations faites par certains leaders politiques de la majorité et non d'un texte de loi déposé devant le Parlement !

Le transport et la fabrication du matériel de guerre :

Il est fait état principalement des résolutions adoptées par le Bureau Confédéral de la C.G.T., le 6 mai dernier. A la suite de cette réunion, M. Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T., avait écrit dans la *Voix Ouvrière* du 14 mai un article dont voici le passage essentiel :

« La C.G.T. demande aux travailleurs, à tous les travailleurs, de comprendre que pour la sauvegarde de l'avenir de notre pays, pour la défense de leurs conditions d'existence et de vie, devant l'aggravation de la situation, aucun effort en dehors de toute considération politique, philosophique ou religieuse, ne doit être épargné.

» Personne ne nous menace, et l'on veut nous lancer dans une guerre d'agression, et la guerre signifierait la disparition presque complète de la France de la carte du monde. Voilà la réalité qu'il faut répéter chaque jour.

» Les métallos peuvent s'opposer à la fabrication du matériel de guerre ; les dockers peuvent s'opposer au chargement ou au déchargement de ce matériel ; les cheminots et les marins peuvent s'opposer à son transport. La lutte ouvrière contre la guerre peut donc être élevée à un niveau supérieur. Métallos, dockers, cheminots et marins auront à cœur de l'y porter.

» Mais il importe ne de pas les laisser lutter isolément. Chacune de leurs actions doit être appuyée par l'ensemble des travailleurs, par l'ensemble de la population de la localité ou du quartier.

» En appelant les travailleurs à cette lutte, la C.G.T. sait qu'elle répond à leur propre volonté ; elle sait qu'ils ont compris que l'arrêt des fabrications de guerre ne veut pas dire le chômage, que l'on peut donner du travail à tous pour l'application d'un programme économique de paix. Elle sait aussi qu'ils ont compris que, pour construire le socialisme, ce que chacun d'eux désire, il faut d'abord préserver la paix, que ce n'est pas sur des ruines et avec des infirmes que l'on pourra édifier la société nouvelle.

» En avant donc, camarades, avec confiance et fermeté. »

Le 15 mai, l'*Humanité* et *Le Peuple*, publiaient, d'autre part, une résolution de la commission administrative de la C.G.T. reprenant les lignes essentielles de l'article de Le Léap. En voici le texte :

« La commission administrative, après avoir entendu une information sur la réunion des secrétaires des unions départementales, réunis le 6 mai, appelle les organisations, les militants, les travailleurs à développer leur action pour la défense de la paix ; non seulement au sein du mouvement de la paix, mais également avec les moyens propres à la classe ouvrière.

» En félicitant les dockers pour leur action courageuse et soutenue contre le chargement et le déchargement du matériel de guerre, elle demande à tous les travailleurs utilisés aux fabrications et aux transports pour la guerre de s'inspirer de leur exemple, de considérer comme une de leurs tâches de défenseurs de la paix de lutter contre ces fabri-

cations et ces transports en liaison et avec l'appui des populations pacifiques et pour les remplacer par des travaux pacifiques.

» La C.A. attire l'attention des fédérations intéressées, et notamment celle des métaux, sur le grand nombre d'heures supplémentaires faites dans les fabrications de guerre et sur la nécessité d'une action soutenue pour aboutir à la cessation de ces pratiques.

» La C.A. invite les organisations et les travailleurs à tout mettre en œuvre pour assurer le succès des rassemblements ouvriers prévus dans le courant du mois de juin. »

Des précisions sur la nature de l'action à entreprendre sont données dans différents documents et notamment dans un « plan de campagne de la jeunesse pour la paix au Viet-Nam » qui aurait été saisi dans le bureau du rédacteur en chef de l'*Avant-Garde*. On lit notamment dans ce texte :

« L'action doit avoir pour but : *a*) d'empêcher le départ des marins et des bateaux de transport de troupes ou de matériel de guerre ; tous les moyens doivent être mis en œuvre (journaux, tracts, manifestations, débrayages) pour obtenir le refus d'embarquer et de charger les navires ; *b*) d'obtenir le refus des cheminots de conduire les convois de troupes et de matériel. Pour cela, les actions auprès des cheminots, les manifestations dans les gares, allant jusqu'à se coucher sur les voies, sont indispensables ; *c*) d'obtenir dans les usines le refus de fabriquer le matériel de guerre. Il convient pour cela d'organiser dès à présent des débrayages « tournants » avec les perspectives proches d'organisation de journées de débrayages les 10 novembre et 17 décembre. »

La guerre du Viet-Nam :

Le gouvernement français ayant reconnu en principe l'indépendance de l'Etat du Viet-Nam, il est difficile aux juges militaires de faire tomber la propagande communiste sur cette question sous le coup de l'article 80. Aussi, est-ce en vertu de l'article 76 sur la démoralisation de l'armée que

les dirigeants cégétistes et communistes ont été poursuivis.

Parmi les principaux textes incriminés, on relève le rapport présenté par Jacques Duclos au Comité Central du mois de septembre 1952, dont voici le passage le plus marquant :

« Cette guerre du Viet-Nam devient de plus en plus impopulaire. Son caractère anticonstitutionnel apparaît de plus en plus nettement, n'en déplaise au socialiste Vincent Auriol, qui est parmi les colonialistes les plus forcenés et qui est responsable du maintien scandaleux en prison du brave marin de France Henri Martin.

» Aussi devons-nous intensifier notre lutte contre la guerre du Viet-Nam, pour la conclusion d'un traité de paix avec la République Démocratique du Viet-Nam, présidée par Ho-Chi-Min, et dont nous saluons le septième anniversaire pour le rapatriement du corps expéditionnaire et la conclusion d'accords économiques et culturels répondant aux intérêts du peuple vietnamien et du peuple français. »

Toujours devant le même Comité Central du parti communiste, Duclos avait déclaré d'autre part :

« Comment ne pas voir, en outre, que la guerre du Viet-Nam faite par ordre des impérialistes d'outre-Atlantique pour la défense de leurs intérêts stratégiques en Asie, fait couler le sang du peuple vietnamien, coûte la vie à de nombreux Français et fait des coupes sombres parmi les jeunes officiers sortant des écoles.

» On est en droit de penser que ceux qui mettent tout en œuvre pour que cette sale guerre continue semblent avoir intérêt à ce que l'encadrement de l'armée française s'avère insuffisant, ce qui permettra de remplacer, au sein de la nouvelle armée européenne, les officiers français manquants par des officiers nazis.

» Fermement opposés à cette politique antinationale et conscients de défendre les intérêts français, nous demandons la conclusion immédiate d'un traité de paix avec le gouvernement Ho-Chi-Min et le rapatriement du corps expéditionnaire.

» Nous demandons, au surplus, qu'un traité de paix, qui

d'ailleurs aurait pu être signé depuis longtemps déjà si les intérêts étrangers ne l'avaient emporté sur les intérêts français. soit accompagné de la conclusion d'accords économiques correspondant aussi bien aux intérêts du Viet-Nam qu'aux intérêts de la France, ainsi que d'accords culturels qui rétabliraient de solides liens de compréhension amicale entre le peuple vietnamien et le peuple français.

» Une telle politique correspond aux véritables intérêts de la nation, tandis que le soutien du Pétain vietnamien Bao-Daï, s'il est conforme aux exigences américaines, est nettement contraire aux intérêts de notre pays. »

Le passage suivant d'un autre discours de Jacques Duclos (prononcé le 27 avril 1952, à Buffalo) est mis d'autre part en évidence :

« Des soldats français, des officiers français massacrent des Vietnamiens qui luttent pour leur indépendance. D'autres soldats français tuent des Coréens contre qui les impérialistes américains poursuivent, sous le pavillon de l'O.N.U., une déshonorante guerre d'agression. Ces deux guerres, faites pour des intérêts colonialistes, contraires aux véritables intérêts de la France, et poursuivies dans le cadre d'une stratégie qui vise à incendier le monde, ne peuvent être ni admises, ni excusées par des hommes dignes de ce nom. »

La fraternisation :

Sur ce plan, on ne trouve pratiquement dans le rapport remis aux députés qu'un seul texte. Il s'agit d'un plan de discours qui aurait été préparé par Nerot, directeur de l'*Avant-Garde*, en vue d'une réunion du Comité National de l'U.J.R.F. Ce plan de discours a été saisi lors d'une perquisition au Mouvement National pour la Paix, rue des Pyramides. On y relève la phrase suivante : « Il faut dire aux soldats français au Viet-Nam comme on disait aux soldats français dans la Ruhr en 1923, au Maroc en 1925 : « Refusez de combattre, fraternisez ». En sachant que cela n'est possible que si se développe en France un formidable mouvement de masse contre la guerre du Viet-Nam, contre celle de Tunisie. »

Pour appuyer une accusation qui manque singulièrement d'éléments, les juges militaires ont tenu à reproduire également des passages du livre d'André Marty sur la révolte de la mer Noire, en soulignant que si ce livre a été écrit bien avant la guerre, il a fait l'objet d'une réédition en 1949.

Dans l'exposé concernant les faits relevés à la charge de M. André Marty (p. 129 du rapport), on lit à propos de la réédition de ce livre :

« Ces écrits sont des apologies de toutes les formes de l'indiscipline jusqu'à la fraternisation et la révolte armée. Ils ne se bornent pas à retracer l'histoire des événements auxquels leur auteur a été mêlé, mais contiennent des allusions aux mutineries de 1907 et aux pénibles événements de 1917. »

III

Atteinte a l'intégrité du territoire français

Le premier paragraphe de l'article 80 réprime, depuis le décret-loi du 29 juillet 1939, les atteintes à l'intégrité du territoire, effectuées par quiconque « *aura entrepris, par quelque moyen que ce soit, de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce* ».

Les prises de position du parti communiste qui sont à l'origine des poursuites actuelles, concernent essentiellement les événements d'Afrique du Nord, et plus particulièrement la situation en Tunisie.

C'est ainsi que l'annexe 9 du document demis aux parlementaires comporte le procès-verbal du Bureau politique publié le 9 février 1952 par *France-Nouvelle*. On y lit :

« Le Bureau politique renouvelle au peuple tunisien l'expression de la solidarité sans réserve de la classe ouvrière et du peuple de France. Il salue particulièrement les patriotes tunisiens qui ont donné leur sang pour la cause de leur peuple. Il assure de sa sympathie tous les dirigeants du mouvement national de Tunisie. La répression sanglante pour-

suivie par le gouvernement français et son résident général le vicomte de Hauteclocque, est une nouvelle illustration de la politique colonialiste menée par les impérialistes français contre tous les peuples coloniaux en vue d'assurer les intérêts stratégiques américains et anglais. Il est significatif que le général Garbay, qui s'est signalé par sa sauvagerie contre le peuple malgache, soit maintenant chargé de diriger la répression en Tunisie.

» Ce sont les mêmes qui refusent au peuple tunisien sa liberté et son indépendance nationale et qui livrent le sol de France à l'occupant américain... Ce fait souligne la solidarité des combats des peuples tunisien et français. Un gouvernement de paix établira des relations amicales et des rapports commerciaux et culturels fondés sur une égalité absolue des droits. Le Bureau politique du P.C.F. salue les ouvriers et fonctionnaires, paysans, commerçants et artisans qui participent aujourd'hui à la grève, à l'appel des deux centrales syndicales : U.G.T.T. et U.S.T.T.

» Il se félicite des premières manifestations agissantes qui se développent en France en faveur du peuple tunisien. Que partout à l'exemple des conseillers municipaux communistes, socialistes et radicaux de Gentilly, des travailleurs de Toulon et des dockers de Marseille, s'exprime encore plus intensément la solidarité avec le peuple tunisien en exigeant :

» — La libération de tous les emprisonnés et déportés ;

» — La levée de l'état de siège et la cessation des mesures de guerre contre le peuple tunisien ;

» — L'arrêt de tout envoi de troupes et forces policières et le rappel de celles déjà parties ;

» — Le rappel de M. de Hauteclocque et du général Garbay ;

» — Le droit du peuple tunisien à la liberté et à l'indépendance nationale. »

Une autre déclaration du parti communiste français en date, celle-ci du 26 mars 1952 (annexe II, page 27 du rapport), reprend les mêmes mots d'ordre et « affirme que la seule politique conforme aux intérêts français et à la cause sacrée de la paix consiste à reconnaître au peuple tunisien

comme à tous les peuples coloniaux, le droit de disposer de lui-même. Seule une telle politique permettrait, en effet, d'établir avec le peuple tunisien des relations amicales fondées sur un pied d'égalité et des rapports économiques et culturels répondant aux intérêts des deux peuples ».

Mais, précise le rapport, « *l'événement le plus marquant sur ce plan de la propagande fut la journée de solidarité agissante* avec les peuples coloniaux opprimés, le 13 mai 1953 à la Mutualité » (page 80 du rapport).

Cette réunion avait été notamment préparée par un article d'Etienne Fajon paru dans l'*Humanité* du 8 mai 1952 sous le titre « Aidons-les comme ils nous aident ». En voici les principaux passages, tels qu'ils sont reproduits dans le rapport remis à l'Assemblée Nationale (page 107) :

« Mais inversement, la classe ouvrière a pour devoir de le soutenir activement : internationalistes, fidèles à toutes les traditions du mouvement ouvrier français, à l'enseignement de Guesde et de Jaurès, les travailleurs s'opposent à l'oppression coloniale sous toutes ses formes. Ils défendent le droit de libre disposition des peuples, le droit des peuples coloniaux à l'indépendance complète jusques et y compris la séparation d'avec la métropole s'ils le désirent.

» Devoir de classe ? Sans doute. Mais le soutien des peuples tunisiens, algériens et marocains correspond de surcroît à l'intérêt de notre classe ouvrière.

» D'abord parce que les crédits engloutis dans la sale guerre, dans l'occupation militaire des pays d'Afrique du Nord et des autres colonies, représentent presque la moitié des 1.600 milliards de dépenses militaires qui écrasent les travailleurs et l'ensemble des masses populaires.

» Ensuite et surtout parce que la lutte des peuples coloniaux apporte un appui considérable à la lutte du prolétariat français. L'oppression de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc engraisse et consolide la classe capitaliste qui exploite les travailleurs de la métropole. Les forces de répression utilisées là-bas sont destinées à servir aussi contre nous. De sorte que chaque recul des capitalistes en Afrique du Nord, comme chaque défaite du corps expéditionnaire en Indochine, est une victoire pour la classe ouvrière, pour

le peuple français. Et c'est aussi une victoire de la paix. Les incendiaires ne peuvent pas mettre le feu au monde sans avoir assuré leurs arrières. Or, la lutte libératrice de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc fait brûler le sol de ces pays sous les pas de l'impérialisme. Elle apporte ainsi une contribution décisive à la cause de la paix.

» Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre » disait notre maître Marx au siècle dernier. C'est parce que Paris veut vivre libre que la classe ouvrière et son peuple exprimeront mardi leur fraternité de combat avec la Tunisie, l'Algérie et le Maroc opprimés. »

Et voici le texte de la résolution votée à la fin du meeting, résolution qui a paru si importante aux juges chargés de l'instruction qu'ils l'ont reproduite à deux reprises dans le rapport remis aux députés (à la page 28 et à la page 138) :

« Les Parisiens et Parisiennes réunis le 13 mai 1952, à la Mutualité, et à l'appel du parti communiste français, dans un meeting grandiose et enthousiaste, dénoncent l'odieuse répression que le gouvernement Pinay développe en Tunisie, en Algérie et au Maroc.

» Ils s'élèvent contre la politique férocement colonialiste des gouvernants français, dictée par ceux-là même qui exploitent les travailleurs français et qui préparent, sous la direction des milliardaires américains, et pour leurs intérêts de classe, une troisième guerre mondiale.

» Ils se déclarent d'autant plus solidaires de la lutte libératrice des trois peuples d'Afrique du Nord qu'ils mesurent l'aide inappréciable que cette lutte apporte à leur propre combat pour la paix et le socialisme.

» Ils s'engagent à renforcer leur lutte anticolonialiste et appelent la classe ouvrière, les démocrates, tous les patriotes français à développer leur soutien aux peuples coloniaux, en particulier l'action concrète contre la production, la manutention et le transport du matériel de guerre.

» Ils exigent la libération de tous les patriotes tunisiens, algériens et marocains emprisonnés et la satisfaction des légitimes revendications à la liberté et à l'indépendance

des peuples d'Afrique du Nord, ainsi que de tous les autres peuples opprimés par les impérialistes français ».

Pour donner d'autre part une idée de la manière dont les interrogatoires ont été menés à ce propos, il n'est pas sans intérêt de lire cet extrait du procès-verbal de l'instruction (la communication de ces extraits a été faite par J. Duclos à la tribune de la Chambre et figure donc au *Journal officiel*) :

« *Le juge Michel* (*s'adressant à Alain Le Léap*) : « Dans le journal *Le Peuple* du 1er mars 1952, vous avez écrit notamment : « ... adressent leurs pensées aux travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux luttant pour leur indépendance et réclament le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Il s'agit là encore d'une propagande qui tombe sous le coup de l'article 80 du Code Pénal. »

« *Alain Le Léap :* Le 26 juin 1945, la France signait à San Francisco la charte des Nations Unies. Cette charte reconnaît explicitement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, je pense que vous devez en conséquence poursuivre les membres du gouvernement de l'époque ».

LE VÉRITABLE CARACTÈRE DES POURSUITES.

Je viens d'exposer les grandes lignes de l'accusation lancée contre Alain Le Leap, les dirigeants de l'U.J.R.F. et les parlementaires communistes. Je n'ai naturellement pu citer qu'un nombre restreint de documents, mais je n'ai omis aucun des chefs d'inculpation et les textes que j'ai évoqués sont ceux-là mêmes qui semblent être considérés comme les plus caractéristiques par les juges chargés de l'instruction. Je crois donc avoir donné un tableau complet et exact du dossier dont tous les Français doivent prendre connaissance.

Il me faut maintenant ajouter à la simple énumération des faits reprochés à Alain Le Leap, aux dirigeants de l'U.J.R.F. et aux parlementaires communistes, plusieurs observations sur le fond.

1° Il importe tout d'abord de relever que le texte législatif visant la démoralisation de l'armée ou de la Nation, a été

pris en période de guerre et répondait à des circonstances de guerre. Il n'a jamais été ratifié par le Parlement et son application, en temps de paix, apparaît comme tout à fait anormale. Quant au décret-loi sur les atteintes à l'intégrité du territoire français, il visait très précisément, à la veille du deuxième conflit mondial, les activités de l'autonomisme alsacien et de l'autonomisme breton. Son extension au lendemain de la guerre, au nationalisme de l'Afrique du Nord, était déjà, abusive. Son application actuelle en France tend à fermer la bouche à tous ceux qui estiment que l'évolution des nations colonisées vers l'indépendance est une évolution inévitable et qui souhaitent voir le Gouvernement français s'engager dans la voie suivie par l'Angleterre aux Indes, en Birmanie et à Ceylan.

2° Il faut ensuite constater qu'*aucun fait ignoré du public* ne figure dans ce dossier. L'essentiel des documents fournis est constitué par des articles de presse, des rapports présentés à des congrès et des résolutions votées à l'issue de meetings. Les seuls textes qui n'ont pas eu un caractère public sont : *a*) les carnets personnels saisis sur Jacques Duclos le 28 mai dernier ; *b*) des plans de discours et des notes établis par certains membres de l'U.J.R.F. et également saisis par la police lors de perquisitions. Dans les notes de J. Duclos comme dans celles de ces dirigeants de l'U.J.R.F. on ne trouve aucune consigne et aucune directive qui n'aient pas ailleurs fait l'objet d'une diffusion publique. On peut donc affirmer, sans craindre d'être démenti, que le parti communiste n'est poursuivi que pour l'*action publique* qu'il a menée au cours de ces dernières années. Et il faut noter à ce propos que les articles de presse incriminés n'avaient fait l'objet d'aucune poursuite au lendemain de leur publication, ce qui revient à dire que les autorités gouvernementales ne les avaient pas alors jugés séditieux.

3° Le rapport au Président de la République qui précède le texte du décret d'avril 1940 précisait comme nous l'avons vu que l'entreprise de démoralisation de l'armée ou de la Nation devait avoir un caractère plus ou moins « *occulte* ». Le texte remis aux députés ne produit aucune démonstration à propos de ce caractère occulte. Mais il semble qu'on

se préoccupe de combler cette lacune. C'est un commissaire de police, le commissaire Ducret, chargé le 7 octobre 1952 par le juge Michel de « *procéder à une enquête approfondie aux fins d'établir quelles sont les organisations responsables de campagne de démoralisation de l'armée ou de la Nation* », qui a bâti à ce propos une théorie dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas dépourvue d'originalité. Le commissaire de police Ducret a en effet fait ressortir, dans un rapport de 500 pages qui est actuellement entre les mains des juges, que le caractère plus ou moins occulte de l'entreprise de démoralisation pourrait parfaitement être constitué par le fait que *les liaisons entre le parti communiste d'une part, la C.G.T. et l'U.J.R.F. de l'autre, resteraient encore mystérieuses à l'égard d'un certain nombre de gens.* L'entreprise elle-même serait constituée par le caractère convergent des actions menées par le parti communiste, la C.G.T. et l'U.J.R.F., le caractère commun des mots d'ordre et le cumul des responsabilités entre certains dirigeants du parti et certains dirigeants des autres organisations !

4° Il apparaît d'autre part que les poursuites engagées visent *l'ensemble de l'action du parti communiste, de l'U.J.R.F. et de la C.G.T.* A aucun moment on n'explique pour quelles raisons Le Leap est arrêté et non Benoît-Frachon, pourquoi on demande la levée d'immunité parlementaire de Fajon et non celle de Lecœur. Il suffit d'ailleurs de lire les documents remis aux membres de l'Assemblée nationale pour y découvrir des articles d'une dizaine de membres du P.C., de la C.G.T. ou de l'U.J.R.F. qui n'ont jusqu'à présent, fait l'objet d'aucune inculpation. Dans ce même document, on peut d'ailleurs relever les têtes de chapitres suivants :

— Faits concernant le parti communiste.
— Faits concernant la C.G.T.
— Faits concernant l'U.J.R.F.

Dans l'exposé d'ensemble placé au début du rapport les juges chargés de l'instruction insistent sur l'importance des réunions du Bureau politique tenues en avril et en mai 1952

et au cours desquelles ont été discutés les éléments de la politique définie par F. Billoux dans *Les Cahiers communistes* du mois de mai, et ils relèvent que ces réunions ont eu lieu « *avec la présence notamment de MM. Duclos, Billoux, Fajon, Billot et André Marty.* » Le « *notamment* » montre bien que les autres membres du Bureau politique pourraient être également inculpés le jour venu.

Pour qui douterait encore du fait que c'est l'ensemble du parti communiste, de la C.G.T. et de l'U.J.R.F. qui sont visés, il suffirait de se reporter à ce rapport du commissaire de police Ducret que j'ai cité tout à l'heure. L'exposé chronologique contenu dans ce rapport commence... au mois de mai 1947 et met en cause tous les mots d'ordre lancés par le P.C. depuis cette date.

Le commissaire Ducret précise d'ailleurs que ses collaborateurs et lui-même ont commencé par l'examen méthodique des archives de chacun des services de la Préfecture de Police et le dépouillement de *toutes* les publications périodiques des hebdomadaires, quotidiens, de *toutes* les affiches, de *tous* les tracts ou pétitions, de *tous* les discours ou allocutions prononcés par des militants politiques ou syndicaux sur le plan national ou syndical.

Les constatations qu'ils ont été ainsi amenés à faire exigeaient, nous dit-on, que soit abandonné tout système classique de recherches et qui, partant d'une thèse criminelle, aboutit à la découverte de ces causes et à l'indentification de ces effets ; c'est au contraire en partant des causes et des auteurs que seront exposés les thèmes de propagande qui intéressent l'information.

5° A partir du moment où l'on se situe sur ce terrain, purement politique et il n'y a plus aucune limite aux accusations formulées par la justice militaire.

Il était déjà significatif que le juge Duval, comme le juge Michel, se soient avancés au cours de leur interrogatoire à formuler des jugements politiques dont voici les deux plus caractéristiques.

S'adressant à Louis Baillot, le juge Duval n'a pas hésité à déclarer : « La seule assimilation du gouvernement actuel

avec le gouvernement de l'occupation pourrait constituer le crime de démoralisation de la Nation. Mais en quoi vous estimez-vous qualifié et qui vous a mandaté pour faire le procès du Gouvernement ? ». (Ce qui a amené Baillot à répondre : « J'ai le droit que la Constitution reconnaît à tout citoyen. »)

S'adressant à Alain Le Leap, le juge Michel a déclaré de son côté « aux termes des articles 1er et 54 du Code du travail, les syndicats professionnels ne peuvent poursuivre d'autres objets que l'étude et la défense des intérêts professionnels de leurs membres. L'action concertée en vue de lutter contre la guerre répondrait-elle, d'après vous, à cet objet ? »

Mais il y a mieux encore : Dans le rapport du commissaire de police Ducret, c'est la position du parti communiste à l'égard du *plan Marshall*, c'est-à-dire d'un plan économique (dont on nous disait, en 1947, qu'il n'avait aucune incidence militaire), qui est mis en cause. Et comme le commissaire de police Ducret est amené à évoquer les manifestations contre les généraux Eisenhower et Ridgway, il n'hésite pas à écrire que ces manifestations et les campagnes qui ont précédé peuvent constituer des atteintes au moral d'une armée et d'une nation étrangère, alliées de la France.

Où s'arrêtera-t-on en si beau chemin ?

C'est à tous les Français qu'il appartient de répondre.

Gilles MARTINET.

Claude Roy.

CLEFS POUR LA CHINE

Fragments

L'HISTOIRE, COMME UN BANYAN...

Le banyan, ou *ficus indica* prolifère son empire feuillu des Indes à la Chine du Sud. Il n'en a jamais fini d'étendre ses racines, de tirer à lui la terre par toute la puissance de son tronc de leveur de poids et haltères, relançant ses branches vers le sol, les enfonçant, étalant de nouvelles racines pour un nouveau tronc, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il devienne l'arbre-arcades, l'arbre-temple, l'arbre-toit, l'arbre-municipal, l'arbre-palais, l'arbre-éléphant, l'arbre-Arbres.

L'histoire, en Chine ne pèse pas tant qu'elle n'est là, évidente, présente, racinée, têtue, patiente. Millénaire et contemporaine. Telle le banyan.

Sans doute a-t-elle pesé, jadis. Mais le culte des ancêtres depuis longtemps n'était plus bien étouffant.

Les dix-huit ans de mon amie Tan-hoa se souviennent sans ennui du jour anniversaire de la mort de ses grands-parents.

— On brûlait un peu de monnaie de papier devant l'autel de la famille et puis on leur offrait du riz, de la viande, des fruits et des gâteaux de *nien kao*.

— Et c'était tout ?

— Oh ! après, on mangeait le riz, la viande, les fruits et les gâteaux pour le déjeuner, et papa nous racontait des histoires sur grand-mère.

L'immortalité chinoise se mangeait en famille. Un repas de fête, une poignée d'anecdotes : les vivants s'en tiraient par quelques politesses, avec les morts, légers comme la monnaie de papier dont on achetait leur tranquillité. Les Chinois avaient fini par partager l'opinion de Montesquieu :

« Les deux mondes : celui-ci gâte l'autre, et l'autre gâte celui-ci. C'est trop de deux. Il n'en fallait qu'un. »

A Hang Tchéou, aux bords du lac, allez brûler une poignée de baguettes d'encens au temple du héros Yo Feï. De grands acacias ombragent sa cour où des enfants s'amusent. A gauche du temple, une allée de statues de pierre conduit au tombeau du héros. C'est une coupole de pierre patinée, dans un hémicycle d'arbres.

Si vous avez l'estomac trop sensible, n'approchez point de ces deux statues agenouillées, qu'une cage de fer emprisonne. Elles sont couvertes de crachats frais. C'est que les statues sont celles de deux traîtres qui vendirent le héros Yo Feï. Il vivait au XII[e] siècle, sous la dynastie Song. Les paysans vont aujourd'hui encore insulter ceux qui le livrèrent aux ennemis. Ils râclent soigneusement leur gorge et visent la figure. Ils visent juste.

Sans doute beaucoup d'entre eux ne savent pas lire. Ils n'ont pas lu les livres d'histoire qui racontent que Yo Feï, en 1138, allait rendre à l'empereur sa capitale conquise par les barbares Djurtchèt, lorsque deux de ses généraux le livrèrent à un ministre « collaborateur », qui le fit assassiner dans sa prison. Mais les visiteurs qui crachent, après huit siècles, leur mépris au visage des traîtres, ont appris au théâtre que Yo Feï fut un soldat loyal, un patriote.

L'enfant de Hang Tchéou

Il y avait trois saules pleureurs, des bambous, une statue funéraire corrodée de siècles, debout dans un champ, et la route déserte jusqu'à l'horizon, comme dans un dessin chinois au pinceau, comme à la fin des films de Chaplin. Pas âme qui vive.

Et puis il y eut sur la route un minuscule point vivant. Nous distinguâmes peu à peu la silhouette d'un enfant, deux paniers presque aussi grands que lui en équilibre aux extrémités du bambou à épaule. Quand nous arrivâmes à sa rencontre, nous découvrîmes que le garçon vendait des paniers de vannerie légère, gracieux comme une araignée du soir. Le gosse avait peut-être dix ans, les pieds nus et sales, une

chemise ouverte sur son petit torse maigre, le crâne tondu marqueté d'un vieil impetigo. (L'impetigo est une des maladies nationales chinoises. Elle naît de la sous-alimentation, s'entretient par la crasse. Millions de crânes scellés par l'empreinte grise de la misère...) Il nous souriait. Nous achetâmes un panier, trois cents yens. Le petit plia les trois billets dans sa poche soigneusement. Comme nous nous éloignions, il nous rappela.

(Pour éviter la fraude fiscale et la fraude tout court, le gouvernement populaire a demandé à tous les commerçants de tenir un carnet à souches. Un reçu est délivré à tout acheteur. Le double justifie devant le percepteur la comptabilité du marchand. La vérité oblige à dire que quand les commerçants de Shangaï ou de Pékin peuvent s'abstenir d'établir le reçu, ils le font allègrement. Mais ils n'osent pas tellement...)

Le petit marchand ambulant tira de son autre poche un crayon, un carnet à souches, s'accroupit sur ses talons et, tirant la langue, établit un reçu de la somme de yens 300, « pour un panier de paille en forme de melon d'eau ». Il data le reçu, le signa, déchira le double, nous le tendit gravement, rechargea son bambou à épaule et nous salua :

— Tu aurais pu ne pas nous donner de reçu, dit l'un de nous.

— J'aurais pu, dit le gosse. Mais ça aurait été très mal.

La mitrailleuse et la conférence

Dans le roman de Koung Chueh et Yuan Ching qui s'appelle *Fils et Filles de Chine*, on voit le jeune chef partisan Da Chouei pénétrer de nuit dans une petite ville occupée par les Japonais. Il rampe dans l'obscurité, évitant les patrouilles et les sentinelles, risquant à chaque instant sa vie, pistolet à la main. Il se faufile dans la maison d'un notable qui collabore avec les Japonais. Appuyant sa requête de son pistolet braqué, il réunit toute la famille Shen, les hommes, les femmes, les concubines, autour du maître de maison. Puis... Mais mieux vaut citer :

« — *N'ayez pas peur, dit-il.*

« Il invita les femmes à s'asseoir. Et, comme s'il faisait la classe, Da Chouei commença à leur faire une conférence sur la situation nationale et internationale, et sur le front uni. »

Plus loin, au cours du roman, les hommes de la VIIIe Armée s'emparent du commandant de la garnison de « miliciens » collaborateurs, installés par les Japonais dans la ville. « *Ce commandant, surnommé Grand Corbeau, se conduisait comme une bête sauvage. Il se servait sans payer dans les boutiques, il passait ses journées à aboyer contre la VIIIe Armée.* » Quand les communistes s'en sont emparé, on s'attend un peu à ce que son compte soit bon. Il l'est en effet : pour une conférence : « *Ils lui firent un cours pendant près d'une heure, puis il fut autorisé à retourner à la forteresse. « Mes yeux sont grands, mais ils n'ont pas de pupilles* », *grommelait Grand Corbeau, abjectement.* « *Je ne sais pas me conduire comme un homme. Vous savez tout de moi. Je suis comme une tortue dans un bol de verre. A partir de maintenant, je saurai me conduire...* »

Les lecteurs chinois de Koung Chuen et Yuan Ching ne trouvent pas du tout extraordinaire de voir un partisan risquer sa vie pour aller faire un exposé à une famille de collaborateurs, ni remettre en liberté le chef d'une garnison de fantoches, après l'avoir endoctriné pendant une heure. L'Armée populaire disposait de plusieurs armes : l'artillerie, les fusils, les mines, etc., — et la conférence.

Soldats

Impossible d'imaginer que la pluie puisse jamais avoir commencé ni puisse jamais cesser. La saison des pluies dans le sud de la Chine ne ressemble pas à la mousson des Indes, aux orages d'Europe. C'est une pluie régulière, interminable, qui chuchote jour et nuit son froissement froid sur les rizières, les tombes, les routes, les canaux noirs, les norias arrêtées, les villages transis, les pagodes, sous leur pile de parapluies en cônes.

Le peloton marchait sur le bord de la route spongieuse. Les hommes avaient aidé depuis trois mois les paysans d'un

hsieng que l'inondation avait dévasté l'autre année à remettre en état leurs champs. On avait besoin ailleurs de leurs bras. Ils y allaient. Le fusil à l'épaule, dans un étui de toile. Le sac au dos. La natte de paille sous le bras gauche. Et un parapluie en papier huilé jaune et bambou ouvert dans la main droite.

C'était un curieux spectacle, les deux cents soldats qui marchaient sur la route, et les deux cents parapluies ouverts au-dessus d'eux.

Un moment plus tard, ils s'arrêtèrent dans un village, fermèrent leurs parapluies qu'ils mirent à égoutter sous le porche du temple, s'ébrouèrent et s'accroupirent dans le temple pour casser la croûte. Je regardai un des soldats dérouler ses molletières. Sur sa cheville il y avait une large cicatrice circulaire, d'un rose pâle.

— Est-ce que ses chaussures ne le blessent pas ? demandai-je au lieutenant.

Il jeta un coup d'œil sur la cheville du soldat.

— Oh ! c'est Li, dit-il. Non, ce n'est pas sa chaussure qui le blesse. Mais sous le Kuomintang il a passé quatre ans en prison, et c'est la trace du fer qu'il portait au pied gauche.

Il disait ça comme une chose banale, évidente. *La trace du fer qu'il portait au pied gauche.* Ça allait de soi...

Critique et Autocritique

Pékin... mai.

Liou Chao-Chi, un des vice-présidents du Gouvernement central, et l'un des dirigeants les plus en vue du parti communiste, est un homme mince et fin, auquel on donnerait difficilement son âge. Il est né en 1898, mais on lui accorderait au plus trente-cinq ans. Il a un long visage intelligent, de belles mains maigres et nerveuses. J'ai assisté hier soir à une conférence qu'il a fait aux cadres du parti venus à Pékin pour la célébration du 1[er] Mai. Le thème était : « *De la critique interne et des luttes intérieures dans le parti* ».

Dans la première partie de son exposé, Liou Chao-Chi a mis l'accent sur la nécessité pour le militant communiste

du travail et de la réflexion personnels, ce qu'il nomme *l'autoculture*. Il a cité Marx : « *Ce n'est pas seulement dans le dessein de modifier les relations sociales existantes mais de vous modifier vous-mêmes que vous aurez à traverser des années de guerre civile ou internationale...* » Confucius : « *A quinze ans, mon esprit se courbait sous la réflexion. A trente, je me tenais droit. A quarante, je n'avais plus de doutes. A cinquante, je connaissais les décrets du Ciel. A soixante, mon oreille était l'organe obéissant de la réception du vrai. A soixante-dix ans, enfin, je pouvais suivre les désirs de mon cœur, sans transgresser la justice.* »

— Confucius, dit Liou Chao-Chi, ne se considérait point comme né « sage », non plus que Mencius, qui a analysé le processus de durcissement et d'autoculture qu'un grand homme doit entreprendre : « *Quand le Ciel est sur le point de confier une grande tâche à un homme*, a dit Mencius, *il exerce d'abord son âme par la souffrance, ses nerfs et ses os par la peine. Il expose son corps à la faim, et l'assujettit à l'extrême pauvreté. Il confond ses desseins. Mais par tout cela il stimule son esprit, fortifie son naturel, et remédie à ses faiblesses.* »

— Camarades, poursuit Liou Chao-Chi, devenir un bon communiste ne signifie pas connaître par cœur les classiques du marxisme-léninisme, mais s'élever au niveau des grands hommes de style léniniste. Mencius a dit : « *Chacun peut devenir un Yao ou un Shun* »[1], et Staline a dit : « *Les communistes doivent acquérir des caractères clairs et définis comme celui de Lénine* ». Cela veut dire la même chose.

Après avoir montré les dangers du psittacisme et du « formalisme », Liou a cité Tchouang Tseu, le disciple de Confucius, qui déclarait : « *Je réfléchis sur moi-même trois fois par jour* » et le *Livre des Chants*, qui enseigne qu'on doit se perfectionner « *ainsi qu'un lapidaire fait de sa pierre, la taillant et arrondissant, la limant et polissant.* »

— Camarades, nous devons étudier et nous cultiver en

1. Yao et Shun sont deux figures légendaires de la fable. De l'empereur Yao, le *Che King* dit : « *La vue de ses vertus mit la paix dans sa famille, le bon ordre parmi ses officiers, l'union dans tout le pays* ». Shun est le successeur que Yao appela au trône, et dont le *Che King* énumère les hauts faits avec vénération.

toutes circonstances; dans la défaite comme dans la victoire... Si vous possédez seulement de grands et vastes idéaux, mais manquez de la volonté de rechercher la vérité à partir des faits concrets, si vous ne vous abandonnez pas avec énergie à des tâches pratiques, vous n'êtes pas de bons communistes. Si, au contraire, vous vous bornez aux tâches pratiques, mais ne possédez pas les grands et vastes idéaux du communisme, vous êtes simplement des « carriéristes » vulgaires, vous n'êtes pas de bons communistes.

Liou a ensuite dressé un portrait moral du vrai communiste, des vertus qui doivent être les siennes : amour du peuple, connaissances approfondies, modestie, dignité. Le communiste doit être celui dont le proverbe chinois dit : « *Il se tourmentera bien avant que le reste du monde ne se tourmente, et se réjouira bien après que le reste du monde se réjouisse.* »

Il a énuméré et étudié les diverses tentations et les diverses erreurs d'appréciation qui peuvent faire dévier le communiste de la voie droite de la révolution. Et il a abordé ensuite les moyens de surmonter ces tentations et de corriger ces erreurs — c'est-à-dire la pratique de la critique et de l'autocritique.

Les luttes à l'intérieur du Parti, dit-il, ne doivent pas porter sur des points de détail, sur la vie privée des camarades, etc. Elles doivent être, pour rester fécondes, des luttes de principes.

— Nous avons vu des camarades discuter tant que leurs visages devenaient rouges, s'affronter tant qu'ils finissaient par s'injurier, lutter tant qu'ils finissaient par éviter de se rencontrer. Une profonde haine s'établissait entre eux. Et cependant, on ne trouvait pas en eux d'opposition sur les idées, sur les principes.

Ce n'est pas ainsi qu'il faut agir, affirme Liou :

— En montrant ou critiquant les erreurs des autres, nos camarades doivent mettre le doigt sur l'essentiel. Ils doivent expliquer systématiquement les problèmes, et les clarifier pour les résoudre. Ils doivent ne pas se borner à montrer les fautes, mais montrer aussi les réussites, ils doivent aider ceux qui se trompent à s'améliorer, et les convaincre...

Liou Chao-Chi parle pendant près de trois heures. L'audi-

toire, dont la plus grande partie est composée de jeunes gens et de jeunes filles, prend sagement des notes. Liou termine sur une citation des *Analectes* de Confucius, demandant à ses auditeurs de n'être pas semblables au bois pourri et au mur de terre dont parle le Sage : « *Le bois pourri ne peut être courbé, et un mur de terre ne peut pas supporter la truelle* » — et sur une citation de Mao Tsé-Toung : « *La lumière de l'aurore est devant nous. Nous devons nous lever et agir !* »

Il y a un temps très court entre sa péroraison et les applaudissements : les auditeurs achèvent de noter ce qu'il vient de dire. Puis les applaudissements éclatent.

Qui illustre le précédent

Le professeur Chao, célèbre théologien protestant, explique dans un long article pourquoi il s'est rallié au gouvernement populaire.

J'ai demandé au professeur Chao ce qui l'avait déterminé à penser et écrire cet article :

— J'ai tout appris de mes étudiants, m'a-t-il dit en souriant. En Chine, aujourd'hui, ce sont les fils qui ont ouvert les yeux aux pères.

Les fils. Dans la Chine de Confucius et de la piété familiale, ce n'est pas la moindre révolution que celle-ci : la jeunesse influençant l'âge mûr, les enfants pressant leurs parents, les arrachant affectueusement au vieux monde, à la vieille société, les entraînant avec elle de l'avant, vers l'avenir.

Mme Wang Chiang-Wen est une mère de famille de trente-neuf ans. Elle a élevé à Shangaï quatre enfants (quatre autres sont morts presque au berceau), sa vie tout absorbée par les travaux du ménage, les soucis maternels, le train-train quotidien. A la libération de Shangaï, elle avoue que si elle poussa sa fille aînée à rentrer au Collège révolutionnaire du Peuple et autorisa son fils à s'engager, c'était pour assurer son avenir — puisque les communistes semblaient tenir le bon bout. C'était de sa part un calcul affectueux, plus

que le fruit d'une conviction intime. Son mari, employé à la Bourse de Shangaï, se trouvait désormais sans travail. Il suivait des cours de comptabilité au syndicat, en attendant d'obtenir un emploi. La vie était dure pour Mme Wang. Elle était remplie de méfiance et de ressentiment envers les communistes : pendant de si longues années, elle avait entendu dire d'eux pis que pendre. Ils étaient au pouvoir, et son mari était devenu chômeur. Elle pensait que ses enfants du moins auraient à manger. Pour le reste, elle se recroquevillait dans sa coquille.

— C'est quand j'ai retrouvé mes enfants, quelques mois plus tard, qu'ils m'ont fait honte de mon attitude. Mon mari avait trouvé un emploi dans une agence officielle d'importation. Les enfants m'ont dit : « Mère, pourquoi ne cherchez-vous pas à vous instruire, à comprendre ce qui se passe autour de vous ? Vous seriez plus heureuse »... Mais comment aurais-je pu travailler, m'instruire ? J'avais mon ménage à tenir, les deux derniers enfants à élever. Et je pensais que les livres, les conférences, ce n'est pas affaires de femmes. Mon fils aîné m'a cité le précepte du *Grand Enseignement* de Confucius : « *D'abord se conduire soi-même ; puis conduire sa maison ; puis conduire l'Etat ; puis conduire le monde entier.* » Puisque le Sage a dit cela, et que les femmes déjà se conduisent elles-mêmes, et leur maison — pourquoi n'iraient-elles pas plus loin ?

Cette conversation avait lieu au siège de l'Association féminine des activités coopératives de Shangaï, dont Mme Wang Chiang-Wen est aujourd'hui une des secrétaires les plus actives.

— J'ai demandé à mon mari de m'aider un peu dans le ménage. Au début, il était d'une maladresse ! Quand il faisait la vaisselle, il cassait tous les bols... J'ai repris mes livres, abandonnés depuis mon mariage. J'ai suivi des cours à Si Tsong Road. J'ai pris peu à peu plus d'intérêt à la vie, à ce qui arrivait autour de moi. Quand mes enfants sont revenus à la maison, six mois plus tard, ma fille a dit : « Voilà que l'eau froide est devenue chaude. » C'était vrai. Et maintenant l'eau chaude est devenue eau bouillante...

Quand elle évoque sa vie d'autrefois, Mme Wang dit : « J'étais comme un ver de terre endormi pendant l'hiver,

qui s'est enfoncé bien profond dans la terre pour n'avoir pas froid. Je ne croyais pas à l'existence du printemps... »

Il y a en Chine des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont appris à croire au printemps.

Souvent, ces convertis témoignent d'autant de naïveté que d'enthousiasme. On en rencontre parfois (rarement) dont la sincérité semble douteuse, la conviction artificielle. Chez beaucoup d'entre eux, une toute neuve ardeur ne va pas sans brusquerie, inconsciente cruauté, candide intolérance, excès de simplicité, dogmatisme brouillon. On peut déplorer les excès de l'enthousiasme : les beaux esprits modérés ne s'en font pas faute. Déplore-t-on assez les excès de l'indifférence ? Les grands mouvements de l'histoire, en assurant d'un pas le progrès des hommes, s'accompagnent toujours d'une candide rigueur. Elle fait sourire ceux qui échappent à la contagion. Le sénateur romain de la fin de l'Empire, le prélat raffiné des temps de la Réforme raillaient ces chrétiens ou ces calvinistes fanatiques, qu'ils envoyaient sceptiquement refroidir leur ardeur sous les fers rouges du bourreau ou dans le nœud coulant de la potence. « Comptera-t-on pour rien*, demandait Voltaire, *le ridicule attaché aujourd'hui à l'enthousiasme ?* » Il faut pourtant passer pardessus le ridicule auquel échappent rarement les révolutions. Leur sens profond est au delà de l'ironie.

Je recopie la lettre publiée ce matin par un quotidien de Shangaï : « *Monsieur le Rédacteur en chef, notre Associations des étudiants a organisé une réunion pour discuter du Mouvement de la réforme intellectuelle. Quatre de nos camarades ont rendu compte de leurs anciennes façons de penser.*

« *Kao Ni-Soung, étudiant d'allemand, s'est critiqué de ses fautes de jadis, dues à une idéologie bourgeoise. Il a avoué avoir volé un livre à la salle de lecture. Une jeune fille, étudiante d'anglais, a donné une description détaillée de sa vie passée. Elle appartient à une famille de hobereaux et de capitalistes et avait l'habitude de dépenser beaucoup d'argent pour ses plaisirs.*

« *Un étudiant de première année a déclaré que, quoique appartenant à une famille pauvre, il avait l'ambition de devenir riche, et dépensait tout son argent pour s'acheter des*

vêtements européens à la dernière mode, afin de satisfaire sa vanité.

« *Une étudiante de troisième année a dit qu'elle avait été très progressiste pendant ses années de collèges, sous la domination du Kuomintang, et qu'elle avait même été candidate à l'adhésion au Parti communiste. Elle avait cédé cependant à l'influence de l'idéologie bourgeoise familiale et aux objections des siens. Après la libération, elle perdit son temps à aller voir des films américains et à lire des romans idiots, et renonça à devenir membre du Parti.*

« *Nous avons décidé de combattre en nous les restes de l'idéologie bourgeoise et d'intensifier la campagne de réforme intellectuelle.* »

LI HUI-JEN,
Université Fon Tan, Shangaï.

Polyeucte aussi est, à sa manière, *ridicule.* Et Voltaire a moqué Corneille, comme tant de lecteurs seront tentés de moquer le petit Li Hui-Jen et les « confessions » de ses camarades. Mais Voltaire avait-il raison ici ?

Mais de quoi que pour vous notre amour m'entretienne,
Je ne vous connais plus si vous n'êtes chrétienne.

Tel est le climat moral de la Chine nouvelle. Il explique et éclaire l'évolution intellectuelle du professeur Feng You-Lan. C'est un vieux gentleman chinois, entre soixante et soixante-dix ans, la longue mince barbiche classique, des mains extraordinairement fines et calmes.

— Votre carrière s'est déroulée tout entière à l'Université Tsin Hua, à Pékin ?

— Non. J'ai passé ma licence de philosophie en 1924 à l'Université Columbia, et mon doctorat à Princeton, en 1946. J'ai enseigné la philosophie chinoise aux Etats-Unis de 1946 à 1947. On m'a proposé là-bas de m'établir définitivement, mais j'ai préféré revenir en Chine, malgré la guerre civile.

— Vous aviez été ennuyé là-bas par le gouvernement du Kuomintang ?

— Comme beaucoup d'intellectuels, j'avais adopté vis-à-vis du Kuomintang une attitude passive mais distante. J'avais le sentiment de me tenir hors de la politique. J'aimais penser que j'étais engagé dans un travail académique pour

des motifs apolitiques. J'étais un éducateur, un point c'est tout. Cette position n'allait d'ailleurs pas sans réticences, ni hésitation. Un voyage à mon pays natal, en 1944, pour assister aux obsèques de ma mère, m'avait fait prendre conscience, après vingt ans d'absence, de l'état arriéré et féodal de la Chine provinciale. Néanmoins, jusqu'à la Libération, jamais ne m'effleura la pensée qu'il puisse exister une chose telle que la « conscience de classe ».

— N'avez-vous pas été tenté à la Libération de quitter la Chine ?

— Non. Mais je me suis préparé à suivre le cours des événements avec tout mon esprit critique. J'ai demandé à aller participer à la réforme agraire dans les campagnes chinoises. Je suis ainsi entré en contact comme jamais je ne l'avais fait avec le peuple. J'ai été extrêmement frappé par la technique de critique et d'autocritique à laquelle je voyais se livrer mes collègues marxistes. Deux de mes étudiants, communistes l'un et l'autre, avant de partir pour le front, m'entretinrent pendant deux jours de leurs idées. Après leur départ, vivement intéressé par tout ce que j'avais vu et entendu, j'entrepris d'écrire un essai sur l'autocritique, d'un point de vue philosophique. Un de mes amis me fit alors remarquer que ce que je voulais faire, c'était disserter académiquement sur l'autocritique, mais ne pas m'y adonner moi-même. Je fus contraint de lui donner raison.

— N'avez-vous pas trouvé dans la philosophie classique chinoise des antécédents de cette méthode de l'autocritique ?

— En un sens, oui. Mais les philosophes anciens s'enfermaient dans leur cabinet pour se livrer à l'introspection, en imaginant « *que dix doigts étaient pointés sur eux, et que dix paires d'yeux étaient braquées sur eux* ». Aujourd'hui, les doigts et les yeux ne sont plus imaginaires : les masses, l'entourage ont réellement les yeux et les doigts pointés vers nous. D'autre part, les philosophes anciens étaient totalement ignorants des lois du développement social. Semblables à des médecins bien intentionnés, ils épousèrent leur profession avec de maigres connaissances de médecine, et une ignorance totale de la physiologie et de l'anatomie.

— Vous défendiez dans vos ouvrages un néo-confucianisme basé sur les travaux des philosophes de la dynastie Soung ?

— Je me suis rendu compte depuis la Libération que lorsqu'une société a atteint le point où une révolution devient inévitable, ceux qui refusent les changements cherchent refuge dans une théorie commode. Le néo-confucianisme en Chine jouait le rôle du néo-thomisme en Occident. Il s'agissait de donner un nouvel éclat à la philosophie médiévale chinoise, comme les néo-thomistes tentent de faire revivre la pensée médiévale européenne.

— Sur quels problèmes votre réflexion s'est-elle plus particulièrement portée depuis la Libération ?

— J'ai été amené à reconsidérer les rapports de la pratique et de la théorie en philosophie. Il s'avérait que la *pratique marxiste* entraînait visiblement, pour tout observateur honnête, une amélioration constante du niveau matériel et moral de notre peuple. Jusque-là, le marxisme m'était apparu comme une doctrine trop « spécialisée », trop liée à la politique et à la sociologie. Les changements heureux intervenus depuis lors dans la vie chinoise m'ont conduit à croire que je m'abusais. Je suis intimement persuadé aujourd'hui que la philosophie a pour but de modifier les hommes et le monde. J'ai repris l'étude de la philosophie chinoise à la lumière de ce principe, et sur la base d'une union totale entre la pratique et la théorie, entre la pensée et l'action. J'achève un travail où j'esquisse l'évolution épistemologique de la pensée chinoise à travers Confucius, les Moïstes, l'idéalisme taoïste, l'Ecole des Lois et jusqu'à nos jours. J'ai été frappé de l'importance d'un philosophe matérialiste comme Wang Choung (né en l'an 27 apr. J.-C.) qui déclarait : « *L'action peut seulement être comprise par ses résultats et une théorie ne peut être tenue pour définitive que lorsqu'elle est appuyée de preuves.* » De même, sous la dynastie Ming, un penseur comme Wang Yang-Ming (1472-1528) me semble intéressant parce qu'il préfigure déjà les grands thèmes de pensée qui sont au centre de l'œuvre philosophique des marxistes européens et chinois.

Le professeur Feng prend un livre dans sa bibliothèque et me lit quelques lignes de Wang Yang-Ming : « *Il n'est pas forcément difficile de savoir, mais il est certainement difficile d'agir. Ce qui est le plus difficile doit donc nous préoccuper d'abord, et ce qui nous préoccupera d'abord sera diffi-*

cile. La connaissance dépend de l'action dans ses fruits, et l'action ne dépend pas forcément de la connaissance pour être efficace. L'action cependant aboutit toujours à la connaissance, tandis que la connaissance n'aboutit pas toujours à l'action. »

— Des philosophes comme Wang Choung et Wang Yang-Ming étaient méconnus ou mal connus même en Chine. Je crois qu'il sera du plus vif intérêt, ici comme en Occident, de les redécouvrir, et d'achever leur pensée dans le marxisme contemporain.

Et le professeur Feng ajoute :

— Dites à mes amis et confrères d'Amérique et d'Occident que mon évolution intellectuelle est sans mystère. C'est un dicton chrétien qui dit : « Aux fruits on juge l'arbre ». J'ai goûté les fruits de la Chine nouvelle. J'ai voulu connaître les racines de l'arbre qui les avait formés. C'est tout.

AUTRE ILLUSTRATION DU PRÉCÉDENT

J'attendais dans le couloir le camarade Kou You Pin, dit Lao Kou, le Vieux Kou. C'est un vieux militant qui cache une grande bonté derrière une grande timidité gauche et bourrue. Il fallait qu'il soit hier soir bien en colère pour que j'entende à travers la porte ses éclats de voix. Le jeune Yen est sorti, l'air furieux et défait d'un chien battu. Quand je suis rentré dans le bureau de Lao Kou, il se versait pensivement une tasse de thé vert.

— Ces gamins sont terribles, m'a-t-il dit. Yen a dix-huit ans, il y a un an qu'il est entré à la Ligue démocratique... Depuis, il a entrepris de réformer le monde entier. Je connais bien sa mère, c'est une vieille dame un peu sotte, très bonne, et qui est absolument dépassée par les événements. Elle vit à l'ancienne mode. De ses trois fils, l'aîné est aviateur et a suivi Tchang Kaï-Chek à Formose, le cadet est au Parti, et le dernier, c'est Yen. La vieille dame est venue hier pleurer dans mon giron. Yen et sa sœur, qui fait ses études d'infirmière, ont instauré à la maison une séance hebdomadaire de critique et d'autocritique, à laquelle ils ont imaginé d'obliger la pauvre vieille dame d'assister. Ils la rendent complètement folle. Ils veulent changer ses

manières de vivre, ses habitudes, sa façon d'agir avec ses domestiques, l'obliger à reconnaître ses erreurs et à se perfectionner... Ce n'est pas à 77 ans qu'ils feront d'elle une bolchevik ! J'ai conseillé à Yen de laisser un peu tranquille la vieille dame. Bien sûr, la critique et l'autocritique sont indispensables ! Mais tout de même...

Hier j'ai revu Lao Kou.

— Vous savez, dit-il, le jeune Yen est venu me voir le lendemain du jour où je lui avais frotté les oreilles. Imaginez ce qu'il m'a dit ? « Camarade Lao Kou, je viens faire mon autocritique... J'ai eu tort de vouloir contraindre ma mère à accomplir son autocritique... Elle n'a pas un niveau idéologique suffisamment élevé, et ça lui fait plus de mal que de bien...

Lao Kou hoche la tête en souriant :

— Ah ! ces gosses ! Ils sont terribles — mais pas méchants, au fond...

Minorités nationales

L'histoire décourage quiconque de se croire jamais *chez soi*. Pas plus les Hans que personne. Ils sont arrivés il y a quelques milliers d'années, venant probablement d'Asie Centrale. Ils ont repoussé lentement vers la périphérie les premiers occupants (qui eux-mêmes...), ou bien ont encerclé de maigres îlots d'aborigènes survivants dans leur grande vague fourmillante. Il reste une quarantaine de millions d'hommes qui ne sont pas Fils de Han, tassés aux marches de la Chine, ou végétant dans des enclaves.

Depuis deux mille ans, les Chinois aidaient de leur mieux les Braves Barbares à « mourir sans effort ». Sous la dynastie Ch'ing, l'empereur convoqua les Miaos pour prendre connaissance de ses décrets. Au fur et à mesure que les tribus Miaos arrivaient dans un défilé montagneux, les troupes impériales les massacraient méthodiquement. En 1850, les derniers survivants du peuple Minchia ont été massacrés comme de vulgaires Indiens d'Amérique du Nord. La grande rébellion des Miaos qui éclata en 1854, et se joignit à la révolte des Taïpings, fut écrasée définitivement après vingt années de lutte, en 1871. Dans le Kiangsi, les

Yao de Sanchiang sont morts de faim à 80 %, il y a dix ans, après que les armées du Kuomintang aient pillé toutes leurs récoltes. En 1939, 3.000 familles Kazahs du Sinkiang sont chassées par les progrès du général Ma Pu-Fang vers Chingaï. La plupart est massacrée, le reste meurt de faim. Il en subsiste aujourd'hui 334. Parmi celles-ci, 6 ont un seul survivant.

Dans le Kouei Tchéou, en 1940, les aviateurs de Tchang Kaï-Chek allaient mitrailler les villages des Miaos révoltés, et mettre le feu à leurs maisons. On a les colonies qu'on peut. La Chine avait les siennes à domicile, ou sur le pas de la porte.

A l'extrême nord-ouest de la Chine, dans l'immense Sinkiang, treize races coexistent tant bien que mal : Ouighous, Uzbeks, Mongols, Kazaks, Tungans, Tartares, Kirghizes, Hans, Mandchous, Hsipos, Russes et Solons. Dans le Ningsioa le Chingaï et le Kiangsi, où dominent (numériquement) les Thibétains, on trouve des Musulmans, et les Miaos, les Yis, les Lolos et les Yaos. L'humanité enchevêtre ses étages dans cet entrecroisis de races. Les unes en sont encore au stade d'un communisme primitif plus ou moins pur, d'autres au stade du système esclavagiste. Les Nosus du Yunnan vivent à l'ombre du château-fort, d'où le baron féodal protège et exploite ses serfs. Ailleurs, comme c'est le cas des Chungs, une classe de gros propriétaires fonciers s'est constituée, sur laquelle les Hans s'appuyaient pour exercer leur domination, par tyran interposé.

La peur des expéditions punitives, des impôts écrasants, des razzias de chair à canon effectuées par les agents recruteurs du Kuomintang, a maintenu la plupart des peuplades non Hans dans un volontaire isolement. Dans le corps de la Chine, les tribus farouches et effarouchées, retirées dans leurs montagnes, constituaient comme de petits caillots qui empêchaient le sang de circuler. Quand les Miaos descendaient à la ville, s'ils désiraient se procurer du sel, il leur fallait donner cent kilos d'huile de *tung* en échange de vingt kilos de sel.

Une nation n'est pas libre, qui en exploite d'autres. Le 9 septembre 1949, le Comité Consultatif politique de la Chine Populaire adoptait à l'unanimité l'article 9 du Pro-

gramme commun : « *Toutes les nationalités de la République Populaire de Chine ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.* »

Qui illustre le précédent
Li Huai et Liang Chao-Fou.

Il se trouve que Liang Chao-Fou est arrivée à la gare centrale de Shanghaï le jour même où Li Huai y prenait le train. La Chine est grande. On s'y croise pourtant.

Li Huai a dix-neuf ans, elle est née à Shanghaï, où son père dirige une petite maison d'import-export spécialisée dans le commerce des cuirs et la brosserie. (Sa firme travaille maintenant sous la direction du ministère du Commerce.) Elle vient de passer trois ans au Collège d'Infirmières Yu-Sung. Sur les 118 diplômées de sa promotion, 92 ont décidé à l'issue de leur dernier examen d'être volontaires pour un stage de trois ans dans les services d'hygiène sociale de la province de Sinkiang.

Liang Chao-Fou a également dix-neuf ans. Elle appartient au peuple des Miaos noirs, qui constituent une minorité de 40.000 âmes dans le district de Kaoli, au sud de la Chine centrale, dans la province de Kouei Tchéou. Elle sort de l'école supérieure de Kaoli. Elle a été choisie d'après ses notes pour aller effectuer un stage de trois ans à l'Institut Central des Minorités Nationales à Pékin.

Qui a dit que les Chinois sont insensibles, ne montrent jamais leurs émotions, etc. ? Sur le quai de la gare, quand le train qui emmenait Li Huai s'est ébranlé, sa maman s'est mise à pleurer. Le père de Huai passait doucement sa main sur la main de sa femme. Je me suis détourné.

Deux petites pionnières, chemise blanche, foulard rouge, offraient des fleurs à Liang Chao-Fou et à ses camarades.

Li Huai et Liang Chao-Fou ne se rencontreront peut-être jamais. J'aime qu'elles se soient pourtant croisées sur le quai de la gare de Shanghaï.

Je suis devenu camarade avec Li Huai il y a quelques semaines. J'avais fait sa connaissance en visitant le Collège d'Infirmières Yu-Sung. Elle parlait un bon anglais. C'est elle

qui me guida. Nous devînmes amis quand je découvris que son livre préféré, pour perfectionner son anglais, était *Alice au pays des merveilles.* Elle savait par cœur les aventures d'Alice. La veille de son départ, j'ai eu la chance de trouver chez un bouquiniste, près de Nankin Road, une édition meilleure que la sienne, celle que Lewis Carroll a illustrée lui-même. Je la lui ai donnée. Elle bouclait sa valise : une tenue bleue molletonnée pour l'hiver, deux tenues de coton bleu pour l'été, un peu de linge, une paire de chaussures de cuir, deux paires de chaussures chinoises en étoffe, un chandail tricoté par sa maman et une demi-douzaine de bouquins : les œuvres de Mao Tsé Toung, deux ou trois romans récents, et *Alice au pays des merveilles.* Elle a remplacé son vieil exemplaire dépenaillé par celui que je lui donnai. En rangeant le livre, elle l'a ouvert au hasard, et lu à haute voix quelques lignes : « *En un instant, Alice avait traversé le miroir, et se trouvait dans la Chambre d'Outre-Miroir. La première chose qu'elle fit fut de regarder s'il y avait là aussi un feu dans la cheminée. Elle fut ravie d'en trouver un, aussi brillant que celui qu'elle avait laissé derrière elle...* »

— Li Huai, ai-je dit, vous êtes comme Alice : vous aussi, vous allez traverser le miroir.

Elle m'a répondu gravement :

— Alice traversait le miroir parce qu'elle s'ennuyait, mais moi je vais le traverser parce que le président Mao nous a demandé de servir le peuple.

Deux mois plus tard, à Pékin, j'allais à l'Institut des Minorités Nationales où j'avais rendez-vous avec Liang Chao-Fou. J'avais reçu le matin une lettre en anglais de mon amie Li Huai, datée de Tihua, capitale du Sinkiang. Je pense que le mieux c'est de la recopier :

« Cher camarade Claude Roy,

« Il y a déjà 30 jours que vous étiez à la gare de Shanghaï pour nous accompagner. En vous écrivant, je pense que vous êtes maintenant de retour à Pékin, en train de vous promener sur Tien An Men. Notre voyage était encore bien plus

aimable que celui d'*Alice au pays des merveilles.* Vous m'avez demandé de vous raconter notre voyage. Nous n'avons pas rencontré le Lièvre de Mars, mais nous avons bu autant de thé qu'Alice chez le Chapelier Fou.

« Nous sommes arrivés à Sian le 9 juillet, après trois jours dans le train où nous nous sommes bien amusés. La camarade Wou Y s'est foulée la cheville à une station. Nous sommes restés six jours à Sian, où tout le monde a été très gentil avec nous. Nous avons quitté Sian sur neuf camions avec une ambulance. Les routes sont en zig-zag dans les montagnes après Lanchou, et la nuit, quand il pleut, on se demande toujours si on ne va pas tomber dans la vallée. Mais nous chantions *Le Soleil se lève à l'Est* que vous aimez tant et nous gardions le cœur joyeux. Nous avons examiné les malades et les femmes enceintes dans les villages où nous passions. Nous avons franchi le fleuve Jaune et le temps est devenu froid, nous avons passé à travers des déserts et puis au sommet de grandes montagnes où il a fallu mettre des chaînes aux camions à cause de la neige. Nous sommes arrivés à Yumen le 28 juillet. Les habitants avaient peint sur les rochers les quatre caractères qui veulent dire : « *Ambitieuse Jeunesse Ardente va vers la Frontière de la Patrie !* » Nous étions très fières. Nous nous sommes reposées à Hami et après c'était le vrai désert. L'air était si sec que nos lèvres se craquelaient, mais nous avons continué à chanter. Notre aimable patrie est vraiment très, très grande.

« A Turfan, les petits enfants Ouighours nous ont donné du raisin, et les paysans nous ont dansé leurs danses. Il fait très chaud à Turfan. Les gens disent qu'on ne peut pas y avoir un œuf frais, parce qu'ils deviennent œufs durs sitôt pondus, tellement le soleil tape !

« Vingt-huit jours après notre départ de Shanghaï nous sommes arrivés à Tihua. Les gens étaient bien contents de nous voir arriver. Nous avons commencé à travailler à l'hôpital. On va vacciner les gens. Il y a beaucoup de monde à la consultation.

« Au revoir, cher camarade Claude Roy. Soyez sûr que malgré la distance et le temps, nous sommes toujours amis. Dites aux camarades infirmières françaises que nous sommes

à Tihua pour servir le peuple. Je vous souhaite une bonne santé.

« Amie et camarade,

« Li Huai.

« P.S. — Il y a du feu de l'autre côté du miroir. »

L'Institut des Minorités Nationales se trouve aux portes de Pékin. Il a des branches dans toutes les grandes régions administratives de Chine. Il a été fondé le 11 juin 1951. Les bâtiments sont tout neufs. Ils accueillent des étudiants chinois, qui viennent y apprendre les langues et les coutumes des minorités, et des étudiants des minorités nationales qui viennent apprendre le chinois, perfectionner leur culture générale, s'initier au droit, à l'économie politique, etc... Il y a actuellement à l'Institut de Pékin des chaires de thibétain, de yao, de miao, de ouighour, de yi, de nassi, de tsuan, de tsoungtsa, de mongol et de liso. Quand j'y ai été, 134 étudiants chinois suivaient ces cours, et 214 étudiants des minorités travaillaient avec eux. Il y aura plus d'un millier d'étudiants en 1953.

Liang Chao-Fou m'a reçu, dans un des petits salons de l'Institut, avec deux camarades hommes de son peuple, et un interprète.

— Nous appelons cette pièce le pavillon de l'Amitié réunie, dit-elle, parce que c'est là que nous faisons l'amitié avec nos frères chinois.

On nous a servi du thé au jasmin et des fruits, et Liang m'a parlé de son peuple.

— Nous autres Miaos étions si pauvres, dit-elle, qu'il y avait des familles qui ne mangeaient jamais de sel. Les marchands chinois qui vendaient le sel exigeaient en échange des peaux et de l'huile de tung en quantités énormes. On avait seulement cinq aiguilles à coudre pour une peau de mouton. Mes parents étaient très pauvres. Il ont pourtant réussi à m'envoyer à l'école du district. Mais je me cachais d'être une Miao, de peur que mes camarades soient méchantes avec moi. Je parlais le chinois, jamais ma langue.

En 1943, il y a eu une révolte dans mon village. Les troupes du Kuomintang sont venues et le seigneur les a

aidées. Il a dénoncé mon père au Kuomintang. On a brûlé notre maison et le seigneur, qui avait envie de ma sœur depuis longtemps, l'a emmenée chez lui et l'a violée. Moi, j'étais à l'école. Après cela, je haïssais les Hans. Je n'ai pas laissé couler mes larmes, mais la haine était dans mon cœur, dure comme un noyau dans un fruit. Quand l'armée Populaire est arrivée, en 1949, nous ne savions que penser. J'étais de retour au village, en congé. Mais nous avons vu qu'ils mettaient en prison le seigneur du village, et que les marchands hans n'osaient plus donner cinq aiguilles pour une peau de mouton. Et l'Armée Populaire distribuait du sel à tous ceux qui en manquaient. Alors nous avons invité les soldats à une fête dans notre village. Mais après la fête, nous les avions invités à manger avec nous, ils ont refusé. Les gens de notre village étaient très humiliés, car chez les Miaos, refuser de partager le repas de votre hôte, c'est lui infliger une grande humiliation. Alors les soldats, quand ils ont compris que nous étions irrités, sont revenus. Ils nous ont dit que c'est le président Mao qui a défendu aux soldats de manger la nourriture du peuple, pour que le peuple ne soit pas privé. Qu'ils obéissaient aux ordres du président Mao, mais qu'il ne fallait pas que nous en ressentions de la rage. Ils ont accepté de souper avec nous, mais ils ont tenu à nous faire des cadeaux de viande et de sel de valeur égale à celle du repas qu'ils avaient pris chez nous. Nous leur avons fait présent alors d'une bannière brodée portant les mots : « Aux sauveurs de notre peuple ». Il est venu après une équipe médicale et antiépidémique, et on a ouvert une école dans notre village pour les trois villages voisins. Nous avons élu un maire, c'était la première fois que le village était administré par un des nôtres. Maintenant, je suis à l'Institut des Minorités, et mon père a une nouvelle maison. La haine n'est plus dans mon cœur.

Liang Chao-Fou m'a chanté avant que je ne parte une chanson que composèrent les paysans miaos de son village. J'en ai traduit, très mal, les paroles :

Autrefois les Miaos mangeaient des grains sauvages et des [melons d'eau.
Aujourd'hui les Miaos mangent du riz et du blé et du sel [beaucoup.

Autrefois les Miaos étaient comme l'herbe sous une grosse [pierre.
Le président Mao est l'homme qui a brisé la pierre.
Sous la pierre les Miaos ne pouvaient pas redresser leur tête.
On a brisé la pierre et les Miaos se tiennent tout droit.

Mais ce que ma traduction laisse perdre, c'est la saveur du chant, rauque et joyeux, tour à tour mélancolique et vif — la couleur d'herbe sauvage de cette ballade, la chanson libérée d'un peuple libéré.

Li Huai et Liang Chao-Fou ont le même âge : dix-neuf ans.

Claude Roy.

Jacques Lanzmann

LA GLACE EST ROMPUE (II)

Tôt dans la matinée, je quittais l'université après avoir épié les mouettes ; comme elles voletaient à ras du sol entre le terrain d'aviation et le crématorium, je fis un détour par le musée en construction, ayant estimé leur nombre à dix ou quinze redoutables milliers. Vent frais, presque violent ; la mer avait le hoquet ; bref, une mauvaise journée. Pourtant, à mesure que j'approchais du centre, je trouvais à la ville quelque chose de guilleret. Devant l'église protestante, on préparait l'enterrement d'un touriste anglais, mort, à ce qu'il semblait, d'une maladie infectieuse, ce qui rendait impossible son transfert au pays natal. Le mort étant seul dans la vie, on écrivit au gouvernement anglais pour lui demander quel mode d'enterrement lui semblait le plus convenable. La réponse jeta Rejkjavick dans la consternation : le mort avait vécu toute sa vie en Afrique ; pour marquer sa gratitude à ce continent, il avait adopté la religion musulmane. Pour moi, j'avais entendu parler, la veille, de cet étrange événement et je me félicitais de tomber au milieu des rites mortuaires.

Après avoir brisé le cercle et m'être poussé au premier rang, je remarquai deux choses : tout d'abord le cadavre, dans une cage en verre montée sur une splendide carrosserie d'automobile, ensuite ma solitude : personne ne se souciait de moi. Cette indifférence me fut un grand soulagement. Je la mis sur le compte de la nouveauté : un enterrement musulmano-protestant pèse plus lourd que la visite d'un Français, même vif.

Quelques minutes plus tard, j'avais appris le motif du vacarme. Une discussion s'était élevée sur les questions suivantes : fallait-il introduire un musulman dans l'église ou

laisser un fils de chrétien au bas des marches ? Le mort devait-il être incinéré à la mode protestante ou enseveli ?

J'eus la chance de rencontrer le waiter allemand. Il me traduisit les conversations essentielles avec beaucoup de science et d'urbanité. Dès la première question, le peuple se divisait ; un tiers voulait qu'on entrât dans l'église, un tiers qu'on restât au bas des marches et le troisième tiers était pour l'élimination de tout cérémonial. Ainsi donc, pour un tiers de ces âmes pieuses, un musulman n'était qu'un hérétique ; un autre tiers du peuple, également pieux mais débonnaire, songeait aux parents du mort, assurément de bons chrétiens : fallait-il condamner sur un coup de tête ou de soleil arabe le fils prodigue d'une famille honorable ? Ils réclamaient l'indulgence, qu'on le portât à l'intérieur de leur temple et qu'on lui donnât les derniers conseils d'homme. L'autre tiers du peuple était catégorique. Près de nous ce mort et tous les autres morts, nous l'enterrerons, nous le pleurerons peut-être comme si c'était un frère. Nous ne voulons pas de rites malsains et noirs comme les robes des prêtres catholiques ; à ce compte-là nous préférons lui donner à manger des sardines fraîches qu'on ira lui pêcher au large : acte peut-être absurde mais du moins sincère ; nous aurons transpiré de grosses gouttes, sorti nos bateaux et mis nos vieux habits. Ce dernier tiers était composé de pêcheurs plus évolués que ne le sont d'ordinaire les gens de mer. Ainsi les avis étaient partagés et le mort risquait de chavirer avec l'automobile sur un coup de colère. Chose étonnante : ils avaient tous été d'accord pour coucher le musulman dans la cage en verre où séjournent depuis dix ans les corps des grands et petits défunts islandais.

La foule commençait à s'impatienter et même à devenir agressive. Le grand pasteur Olaf Busmondur invita le peuple à voter. La foule se calma et se partagea en trois groupes. C'était une grande joie pour Busmondur de faire voter des hommes en désaccord, le jour même du 700e anniversaire du Parlement. Un homme d'église se hissa sur la cage en verre et entreprit la rude tâche de dénombrer chaque groupe; mais c'était impossible : à chaque instant des gens s'amenaient en désordre et s'infiltraient au hasard dans les groupes. La colère recommença de régner, plus forte encore. Les

anciens reprochaient nerveusement aux nouveaux venus d'avoir fait échouer le vote.

A ce moment, je m'aperçus que je me trouvais parmi ces rigoristes qui refusaient de laisser entrer dans le temple une chair païenne. La honte rougit mes joues. Je ne voulais pas non plus m'associer aux débonnaires qui consentaient à introduire le mort à l'intérieur du temple pour lui dispenser les derniers conseils. J'émigrai dans le groupe des athées au grand cœur primaire qui voulaient lui donner à manger de petits poissons. Mon ami allemand Wilfried m'avait suivi dans cette retraite d'honneur ; mais à peine m'étais-je mêlé aux pêcheurs que je rencontrai plusieurs marins du *Fjialfoss*. Ils furent si contents de me voir qu'ils se mirent à crier à tue-tête : « *Speak Arabisqu, speak Arabisqu !* » Ce cri fut magique. D'ordinaire innocent, plutôt amical que moqueur, ce cri de ralliement devint le roi des cris, le germe d'une grande idée. Le pasteur Busmondur qui avait entendu ces appels de l'Orient me fit mander au haut des marches. Je m'avançai, accompagné de Wilfried. J'avais une trentaine de mètres à franchir ; un vrai voyage tant la population avait proliféré pendant la dernière demi-heure ; il y avait là au moins dix mille personnes, chiffre considérable, si on pense qu'en ville la fête du Parlement battait son plein.

Le pasteur Busmondur est assurément le plus grand homme d'église de la terre, non par ses facultés mentales, mais par la taille. Je lui arrivai à peine plus haut que le nombril. Lorsqu'on le voyait adossé au temple préfabriqué (architecture tropicale qui a poussé en une nuit, dit-on), on croyait voir un fils à côté de sa mère ; il n'aurait eu qu'à allonger le bras pour sonner les cloches.

Arrivés en haut des marches, nous fûmes émus, Wilfried et moi, par le pauvre Anglais qui, depuis quatre jours, jaunissait et s'embarbait : il ressemblait tout à fait à présent à ses frères de religion.

Par l'entremise de Wilfried, Busmondur m'enjoignit avec autorité d'enterrer le mort à la mode arabe. J'avais séjourné en Afrique et j'étais le seul ici à connaître les rites des enterrements. Il me prit les mains et y glissa un billet de cinq mille kouronnes : cent soixante-quinze mille francs. Je n'en

fus point étonné, accoutumé que j'étais maintenant aux fantaisies islandaises.

Comme je restais inerte, Busmondur se mit à pleurer et toutes ses larmes me coulèrent dans la poitrine. Incapable de remuer, car la foule me coinçait de tous côtés, je fus vite trempé et effroyablement gêné par ses larmes géantes qui dégoulinaient sur ma peau et me faisaient tressaillir spasmodiquement chaque fois qu'elles touchaient ma panse.

J'acceptai en fin de compte la proposition du pasteur, qui s'arrêta aussitôt de pleurer. Le soleil apparut tandis qu'il me refilait un autre billet de cinq mille kouronnes. De nouveau il se mit à haranguer le peuple, déclarant que j'étais le sauveur de cette belle journée qui avait failli se terminer sans soleil et peut-être dans l'émeute.

Les applaudissements fusèrent et les trois factions se réunirent en un seul groupe fraternel.

Maintenant, écoutez bien ce qui suit :

Certes, j'avais été en Afrique, mais jamais je n'avais assisté à un enterrement arabe, cette cérémonie étant interdite aux Européens, comme aussi l'entrée des cimetières. Je me trouvai donc dans un grand embarras ; sans être superstitieux, je redoutai de profaner un mort.

La foule était grosse. Le pasteur était grand et de ses ongles géants il grattait nerveusement les cloches. Au loin, on entendait la musique de l'Armée du Salut qui animait la fête profane. Dans le ciel des hélicoptères se baladaient.

C'était une journée interdite aux automobiles. Les mouettes tourbillonnaient sur la mer et m'inquiétaient vaguement. Le mort ressemblait à un sillon de terre asséchée. J'étais indécis et j'avais les poches pleines. Cette lourde attente ne pouvait se prolonger. Wilfried me dit que Busmondur s'impatientait et m'enjoignait de commencer.

Je choisis les pleureuses parmi les plus belles filles de l'assistance. J'en pris quinze que je fis habiller et voiler à la manière arabe dans les dépendances du Temple, et cinq autres que je déguisai en bédouines du Djebel Amour. On confectionna les djellabas avec les draps du pasteur, et les vêtements chamarrés des bédouines avec des drapeaux islandais et des ornements d'église. J'envoyai chercher un lit

roulant dans les vieux stocks américains. Il tint lieu de brancard et nous y installâmes le mort.

Je m'approchais de lui, je lui ouvris péniblement les paupières et les coinçai avec des bouts d'allumettes. J'inventai ce rite pour impressionner le public. Ensuite, je fis habiller quatre hommes, dont Busmondur, avec des djellabas kaki découpées dans une tente de dix places ; je demandai qu'on alla quérir ma boîte de couleurs à l'Université et j'enduisis tout mon monde d'ocre jaune : je ne pus m'empêcher de rire en voyant ces géants se mettre à genoux pour se faire barbouiller le visage et les mains.

En bas, les trois groupes suivaient l'opération dans un silence religieux et effrayé.

Voyant au loin des membres de l'Armée du Salut qui paradaient musique en tête, j'envoyai le pasteur, drapé en musulman splendide, réquisitionner la fanfare. Je déshabillai les tristes musiciens pour les revêtir d'un uniforme bigarré. Parmi les instruments, je gardai seulement les fifres et les tambours. Une heure s'était à peine écoulée et déjà j'avais tracé les grandes lignes du cérémonial. Alors, je m'habillai en prêtre coranique et j'enseignai aux musiciens une mélopée de deuil ; puis nous nous mîmes en route vers un coin désert de la côte, où nous avions décidé, le pasteur et moi, de situer le cimetière musulman.

C'était un immense spectacle, qui laissait loin derrière lui tous les technicolors.

Le soleil s'était caché, il faisait de nouveau un temps gris et froid. Je marchais en tête, récitant des prières imaginaires ; ensuite venait le mort porté sur son brancard par les quatre géants, puis les pleureuses qui, ayant pris leur rôle au sérieux, éprouvaient un chagrin véritable ; derrière elles, les fifres et les tambours lançaient des sons nostalgiques. La foule suivait en silence ; les chevaux importés de Sibérie nous regardaient défiler au pied des geysers. De temps à aûtre, je me retournais pour surveiller le déroulement du cérémonial. Je m'aperçus qu'en approchant de la mer, les gens vêtus à l'orientale se mettaient à grelotter et à claquer de la bouche ; par souci de réalisme, j'avais respecté les « us » des régions chaudes et pauvres, notamment celui de marcher pieds nus. Devant cet étrange cor-

tège de gens grimés et déguisés, la tristesse m'envahit : nous n'étions pas ridicules, mais plutôt pitoyables, victimes d'une civilisation mécanique qui laisse certes peu de place aux tendres réjouissances.

Nous venions d'arriver sur la plage, j'avais ôté le voile qui recouvrait le corps du musulman et je l'avais abandonné aux pleureuses afin qu'elles pussent le déshabiller, non sans quelque perversion. Nous remîmes sur le brancard le corps nu et je constatai avec plaisir que son sexe était vraiment circoncis.

Je m'apprêtais à creuser la tombe, comme le font les prêtres coraniques, c'est-à-dire après avoir semé du blé autour de la sépulture, quand le désastre se produisit. Je fus le premier à remarquer quelque chose. J'espérais avoir terminé la cérémonie avant qu'un autre œil que le mien n'eût exploré le grand large. Mais c'était pure folie de ma part. Il se fit soudain un grand remous dans la foule et le peuple cria à l'unisson : « *Hit Kelkium... Hit Kelkium !...* » (Les baleines, les baleines !)

Le mort était oublié. La population se mit à courir en désordre vers le centre de la ville pour avertir les bateaux pêcheurs. Ceux qui couraient le plus vite, c'étaient les pseudo-Orientaux (sans doute parce qu'ils avaient froid). Seul un petit groupe de vieillards et d'invalides était resté avec moi. L'un d'eux m'aida à creuser la tombe à l'endroit que j'avais choisi. Nous fîmes seulement un trou de trente centimètres de profondeur car le mort était mince et le froid retenait les mauvaises odeurs. Nous l'installâmes dans sa dernière demeure et je fis en arabe une prière sincère et brève. Puis nous jetâmes de la terre et de grosses pierres sur le corps.

C'est ainsi que, d'un mort anglais et d'un Français, prêtre par intérim, est né le cimetière musulman de Rejkjavick.

Wilfried jouait à la marelle avec les enfants esquimaux dont les pères avaient été importés au Groenland ; Eric-le-Rouge, premier pionnier de la terre verte, était Islandais. Pour récupérer ses descendants, l'Armée du Salut islandaise adressa une pétition à l'Armée du Salut groenlandaise ; celle-ci, après un long délai employé peut-être à de difficiles recherches généalogiques, frêta un bateau qui

arriva à Rejkjavick le 25 juillet 1945. Les immigrants étaient mille cinq cents mâles dont mille vieillards qui moururent de privations et de mélancolie pendant le transfert. Ce désastre émut l'opinion et courrouça le corps médical ; celui-ci, en effet, avait signalé au gouvernement le danger qu'on faisait courir à ces bâtards de primates islandais en exposant leur fragile organisme à l'action des microbes européens. On organisa de grandioses funérailles pour les épigones d'Eric-le-Rouge. Il en résulta des troubles sérieux. Jamais le gouvernement n'avait eu à régler de si vastes obsèques : il ne savait que faire. On incinéra le plus de cadavres possible, mais le crématorium était modeste et les cérémonies menaçaient de s'éterniser. On avait rangé les corps dans un hangar préfabriqué, c'était l'été, ils commencèrent à sentir. On pensa à les mettre en bière : mais il n'existe pas un seul arbre dans le pays. On attendait d'une heure à l'autre le bois américain, mais il valait mieux ne pas trop y compter ; et puis il arriverait en billots, il faudrait le débiter en planches, fabriquer les cercueils : les cadavres polaires auraient le temps d'empester toute l'Islande.

Le 2 août, il restait encore quatre cadavres et pourtant le crématorium avait fonctionné jour et nuit. Déjà l'odeur entrait dans les maisons et des cendres suspectes tombaient sur la ville. Le gouvernement décida de prendre des mesures ; il était temps : le corps médical avait recruté des partisans qui défilaient dans les rues, le visage mauvais. Les membres de l'Armée du Salut n'osaient plus sortir et leur centrale était gardée par la police.

La décision du gouvernement fut simple et expéditive. Le matin du 3 août, on embarqua les morts sur des radeaux de caoutchouc ; un bâtiment les prit en remorque ; le pasteur Olaf Busmondur les bénit ; on hissa les couleurs. Puis les radeaux s'éloignèrent vers le nord. C'est en pleine mer qu'on les creva avec des balles dum-dum. Les requins étaient nombreux, on en eut vite fini. Les familles de la bonne société se partagèrent les orphelins. Les femmes célibataires préféraient les adolescents ou les adultes de bon âge. Les descendants d'Eric-le-Rouge vécurent entourés de respect ; amants recherchés, ils faisaient la grande attraction des promenades, le samedi soir. Toutefois, la plupart étaient jalou-

sement gardés par leurs maîtresses et les esquimaux du samedi se recrutaient exclusivement parmi les sujets libérés par la mort de leur bienfaitrice ou émancipés par le gouvernement. Ceux-ci en fort petit nombre : on n'émancipait que les sujets de valeur et versés dans la langue du pays.

Les enfants qui jouaient avec Wilfried appartenaient à la première génération de métis. Je le laissai jouer avec ces élus et, entouré de vieillards, je repris ma marche vers la ville.

Huit heures : le soleil avait chu derrière le mont Echia, le vent ne soufflait plus, le paysage semblait serein, la lumière devenait blafarde : c'était le commencement de la nuit islandaise ; devant la grande banque Konoldudur il y avait foule — surtout des femmes : j'eus le plaisir de les frôler au passage et de faire chavirer leurs yeux dans les eaux de l'indécence. Bientôt, fatigués par les émotions de la journée, les vieillards allèrent se coucher. Moi, je restais près de la banque : autour de ce bâtiment argenté, on s'affairait à dresser des estrades ; il y en avait une au beau milieu de la place Asmondu-Tonnason : deux orchestres de l'Armée du Salut y prirent place ; les musiciens somptueusement chamarrés s'assirent en tailleur et puis il y eut une grande détonation de musique. Une foule enthousiaste accourut des quatre points cardinaux : les femmes reprirent le refrain en chœur, les hommes scandaient les dernières syllabes. Les enfants restèrent graves. L'hélicoptère du président Oedur atterrit sur une scène fleurie. Le président en sortit, on hissa les couleurs et il se mit à parler. Il avait l'éloquence fougueuse mais le geste parcimonieux. Pour pallier aux vulgarités de langage, il n'hésitait pas à employer le « bras d'honneur » ou toute autre mimique sexuelle. Pour moi je ne me souciais pas de critiquer mais, en auditeur scrupuleux, je me guidais sur ces signes universels pour rétablir les grandes lignes du discours.

Ce jour-là le parlement fêtait son septième anniversaire : de quoi d'autre le président pouvait-il parler ?

Parti du sol, son bras s'éleva rapidement jusqu'à l'horizontale et s'immobilisa : il était évidemment question de

la civilisation moderne. Il me suffit de regarder l'orateur et l'assistance pour comprendre qu'un grand malheur était à craindre ou à déplorer. Mais déjà les mains du président battaient l'air allègrement, évoquant une plage et le tapotement des vaguelettes ; le bras se mit à tourner, enveloppa le monde et, lame de fond, l'engloutit. Alors le président toussa et fit un geste obscène qui signifiait : « On les aura ». Il était évidemment question de la politique « mécanique bénéfices » qui faisait alors l'objet du zèle gouvernemental. Pour terminer il montra du doigt la statue d'Eriksonn et sourit. Le peuple lui rendit son sourire. Quand il lança le doigt vers le large, toute le monde se retourna et nous vîmes le *Tilkium* en train de disparaître derrière la courbe de la mer. Le président serra les poings, fit le signe de la croix et conclut par un bras d'honneur.

La musique vibra, les bravos s'enflèrent ; fidèle à la tradition parlementaire, le président but un verre de sang de baleine puis il s'envola. Aussitôt après, la foule se rua vers la grande artère de la capitale, la rue Solkum-Kaldur, écrasant tout sur son passage ; les gens se bousculaient, se piétinaient, je fus mois-même entraîné par une formation d'une surprenante célérité qui laissait tout le monde sur place : j'ai su depuis que c'était l'équipe nationale de rugby, la plus fameuse du continent.

Rue Solkum-Kaldur, le spectacle était fantastique : à l'un de ses bouts un volcan fumait (rien d'inquiétant : il fumait depuis des siècles) ; à dix mètres au-dessus du cratère l'hélicoptère du président s'était fiché dans le ciel. Ce volcan est un lieu de pélerinage très fréquenté. Là, dit-on, par les soins de sa famille, fut inciné Eriksonn, atteint d'un mal incurable. Nul ne manque, aux grands anniversaires, de venir se pencher sur le gouffre fumeux et se saouler de l'esprit d'Eriksonn qui fuse des entrailles de la terre.

Un par un, les gens défilèrent, baisant le bord craquelé du cratère ; les pasteurs bénissaient les spectateurs accoudés à leur fenêtre, les orchestres jouèrent des airs funèbres, un quart de la population pleurait. De l'hélicoptère présidentiel, figé dans un impeccable garde-à-vous, seuls les moteurs ronflaient. Coléreusement.

La foule parut s'énerver. D'abord respectueuse, elle devint

distraite : les regards se levaient vers le ciel. Un cri d'enthousiasme, tout à coup, me fit lever les yeux à mon tour : la lumière nous éblouit, chacun fut entouré d'une auréole ; nous étions devenus tous parents ; on voyait nos poumons, toute la rue se reflétait sur les murs et la ville entière se projetait minutieusement sur le versant abrupt du mont Echia, à quarante kilomètres de là ; le monde s'était doublé d'un sosie noir et plat.

L'hélicoptère collé au coteau lointain, battait des ailes comme une mouche irritée. On aurait dit une soie naïvement peinte, tendue sur une partie du monde pour lui cacher la lumière. Dans l'ensemble c'était un prodige assez rassurant qui ne paraissait pas effrayer les indigènes. Pourtant une petite bande de touristes danois se mit à pousser des cris hystériques et je fus moi-même pris de peur en voyant le ciel se métamorphoser d'une façon singulière. L'air était pur et la lumière persuasive mais le ciel avait mis ses parures diaboliques. Il avait toutes les couleurs de la terre, c'était un champ, un champ démesuré, partagé en différentes zones de culture : j'y trouvais le blé jaune et le sol brun, le vert de l'herbe, des fleurs bleues, le rouge de la terre et des bandes parallèles qui m'évoquaient les forêts. Cette vision plus terrestre que céleste n'eût certes pas suffi à m'effrayer. L'impression de cataclysme venait d'ailleurs : des craquelures fissuraient les champs célestes et la mer aux yeux bridés giclait par les considérables lézardes.

Quand la population se fut habituée à ce phénomène polaire, la cérémonie reprit. Ayant baisé les gerçures du cratère et fait une dernière ovation à l'appareil présidentiel, chacun s'en fut festoyer à sa guise. On m'avait indiqué un restaurant esquimau tenu par six adultes émancipés, lieu féérique et digne des plus célèbres gastronomes. J'eus beaucoup de peine à m'y rendre car c'était justement l'heure de la libre circulation. Ausistôt, des centaines et des centaines de véhicules prirent le départ vers la campagne, obstruant complètement les artères ; j'utilisai les tapis roulants pour traverser ; mais ils sont espacés à peu près comme les ponts de la Seine à Paris, et le trajet fut lassant. Après avoir roulé et marché, j'arrivai devant le restaurant à dix heures. J'attendis devant la porte la fin des perturbations

solaires, puis j'entrai dans l'établissement nommé *Akadur-Akadamur.*

Les grooms étaient des métis de la première génération. Ils me parurent avenants quoique un peu ironiques. Les nombreux clients appartenaient pour la plupart aux anciennes familles adoptives. Un des portiers me poussa dans la salle et siffla en se mettant les doigts dans la bouche à la manière des gouapes de Ménilmontant. Aussitôt un adulte chamarré me poussa vers une table où une trentaine de personnes mangeaient un requin pourri et couché de son long dans un kayak. Je m'assis, nouai ma serviette autour de mon cou et, arrachant de mes mains le cœur déjà entamé de la bête, je le croquai. C'était excellent, ça avait goût de cœur ; ensuite, je pris la cervelle — qui avait goût de cervelle. — J'écoutais l'orchestre. Bien entendu les musiciens appartenaient à l'Armée du Salut. Ils avaient l'uniforme bleu, l'allure sobre et le geste précipité. Cependant, je remarquai que certains clients ne faisaient que traverser la salle et disparaissaient derrière une tenture d'art local groenlandais. Pris de curiosité je résolus de suivre ces nomades, mais dès que je me levai, on me présenta l'addition qui s'élevait à deux cents kouronnes. « Quels requins ! », me dis-je, et je disparus à mon tour derrière la tenture d'art. Un tapis roulant m'amena au premier étage. La salle était plus spacieuse et les tables plus étroites. Je m'assis ; une dizaine de convives mangeaient avec les doigts des plats d'apparence savoureuse. Je les goûtai tous sans arriver à en deviner la nature. Ma faim apaisée, j'écoutai de nouveau la musique ; cette fois ,l'orchestre était composé d'esquimaux de la deuxième génération, métissés d'américains. Leurs vêtements étaient en peau d'ours, bordés de dentelles, seule la casquette était réglementaire. La salle ressemblait à une place de marché ; il y avait des éventaires, des allées, des tables où l'on festoyait gaîment ; une multitude d'agfans des neiges roucoulaient en liberté dans les coins abandonnés ; ces pauvres oiseaux étaient occis et rôtis au fur et à mesure des commandes ; comble de luxe : on présentait l'agfan vivant et le client l'étranglait lui-même ; les femmes se disputaient ce plaisir, j'en ai vu qui en vinrent aux mains. Ecœuré par cette cruauté bien féminine,

je payai l'addition derrière une nouvelle tenture d'art et j'empruntai un second tapis roulant qui m'amena au deuxième étage de l'établissement. Cette salle-ci était décorée d'armes préhistoriques, de peaux de bêtes et d'un immense panneau sur lequel était peinte une chasse aux phoques. C'était un joli document qui aurait sûrement intéressé le Musée de l'Homme. Toutes les tables étaient occupées et j'attendis un moment ; l'orchestre exécutait un chef-d'œuvre dissonnant copié servilement sur celui que j'avais fait jouer pendant l'enterrement musulman. Tout en buvant au bar un cocktail de sang de baleine et de lait d'ânesse, je remarquai une tenture plus luxueuse que les autres, et qu'aucun client ne soulevait ; je la poussai du coude et pénétrai dans un somptueux corridor en faux marbre de Carrare ; sur le sol reposaient des coussins noirs et luisants. Je me demandais pourquoi l'atmosphère y était si lourde ; je m'aperçus que les murs étaient sans fenêtres ; un vieillard dormait accoudé à une espèce de prie-Dieu. Je m'éloignai sur la pointe des pieds, mais le vieil homme s'éveilla pour m'invectiver en une curieuse langue qui se parlait sans mots, rien qu'avec des rires. Je l'interrogeai du regard : je vis que ses yeux étaient bons, sa barbe longue et sur son nez avait poussé une cerise de chair ; une moustache protégeait des gerçures le rose de ses lèvres. Gêné par le climat insolite du corridor, je tendis la main à l'homme dans un geste d'adieu. Il la prit dans la sienne et me chatouilla la paume ; pourtant son physique interdisait de lui supposer des mœurs anormales ; je lui dis « Adieu, vieillard », et je mis le pied sur un escalier mécanique. En haut, une sonnerie se déclencha, une porte s'ouvrit et une femme en blouse blanche marquée d'un chiffre noir me fit enlever mes chaussures puis entrer dans un couloir. J'étais gêné par l'odeur de mes pieds ; à tout hasard, j'arborai un sourire complaisant. La jeune femme se mit à genoux et, sans se soucier de moi, continua à frotter le parquet avec une paille de fer et du cirage d'Albanie. C'était un cirage fort dont l'odeur combattait victorieusement la mienne. Je m'avançai nonchalamment vers une porte capitonnée sur laquelle on avait écrit : PROKIF-PLUMOCK. Je frappai trois fois et, sans réponse, j'entrai. Je me trouvai dans un grand salon abso-

lument nu ; rien que des murs roses avec des frises marrons et un grand tapis vert clairsemé de pâquerettes. On aurait dit un bordel plutôt qu'un intérieur bourgeois. Je me mis à rire pour chasser l'angoisse. Soudain, il se fit un tapage désordonné dans une pièce voisine. A en juger par la violence de ce tohu-bohu, il y avait derrière le mur une foule en rut. La porte s'ouvrit et une centaine d'homme hirsutes et jaunes s'abattirent la face contre le tapis, en s'ébrouant comme des ânes ; je les regardais avec joie : c'était la première fois, dans ce pays, que je voyais des gens heureux ; un homme en blouse blanche et en pantalon de velours les surveillait en souriant ; il tenait dans ses mains un énorme sablier ; lorsque le sable eut coulé d'un compartiment dans l'autre, il hurla des ordres. Les hommes à face jaune se retournèrent sur le dos et se mirent à pédaler dans le vide ; leur rythme s'accélérait et une bave de plus en plus abondante leur coulait des commissures des lèvres. De nouveau l'homme au sablier lança des ordres et les jaunes se mirent à courir en file indienne tout autour de la pièce. Le sablier vécut et mourut plusieurs fois ; épuisés par ces exercices, les jaunes s'endormirent bucoliquement sur le tapis vert au milieu des pâquerettes factices.. L'homme au sablier me parut le plus grand poète de l'Islande ; il vint vers moi et se présenta : docteur Unur-Mumur. Nous eûmes beaucoup de mal à nous comprendre, mais j'étais si intéressé que j'y parvins en grande partie. J'appris que l'asile de fous local étant devenu trop petit, on avait dû créer des annexes — une par quartier — pour les malades paisibles ; les autres, les enragés, les démoniaques, on les parquait dans l'asile-père à quelques kilomètres de la ville. J'avais sous les yeux la section des fous « Prokik-Plumock », c'est-à-dire atteints de jaunisse chronique. En 1945, ils étaient parfaitement sains de corps et d'esprit ; quelques-uns occupaient des postes administratifs,la plupart étaient des paysans, ils habitaient tous un village situé au pied du volcan Ekla : Krijaltur. Au cours de cette funeste année il y eut une éruption. Ce fut une grande catastrophe pour le pays, surtout pour les pauvres habitants de Krijaltur : aucun ne mourut, mais les trois quarts attrapèrent la jaunisse et devinrent subitement fous. Ils furent aussitôt pris en mains

par les psychiatres, qui les soumirent à différents traitements spectaculaires, mais inefficaces. On finit par désespérer de les guérir et on les installa dans les étages supérieurs d'un restaurant esquimau ; le quatrième étage leur sert de dortoir et de réfectoire, et le troisième, avec son tapis vert et ses roses en frise, leur tient lieu de square.

Je me liai d'amitié avec le médecin Unur-Mumur ; laissant les fous dormir du sommeil des justes, il m'emmena dans son automobile visiter l'asile-père. Nous empruntâmes le tronçon de route qui mène à Kiour-Foss. Nous nous arrêtâmes dans un charmant coin de campagne où les geysers étaient si nombreux qu'ils formaient une forêt infranchissable. Nous laissâmes la voiture dans un parc dont les serres enfermaient les plus belles fleurs du monde, puis nous fîmes notre entrée chez les fous.

Ils étaient très nombreux ; les uns jouaient à saute-mouton ou au gendarme et au voleur ou à Jésus naissant sur le gravier ; d'autres réfléchissaient, accoudés à quelque support. Certains parlaient à l'invisible en modulant des rires.

Je fis remarquer à Unur-Mumur qu'ils étaient atteints de la même maladie que le vieillard de l'annexe ; il me dit qu'ils appartenaient à l'espèce de fous-poètes nommés en islandais Juffos-Oltigur. Ce sont les moins dangereux de la colonie et si on les interne c'est seulement pour éviter que leur rire parlé ne contamine le langage des enfants en bas âge. La plupart étaient d'anciens bergers.

Nous arrivâmes ensuite devant des cellules grillagées, derrière lesquelles des fous écumants invectivaient les gens réputés sains. C'était la section des montagnards sans sexe, nommés en islandais Primoss-Moloss. Voici leur histoire. Ces hommes habitaient un village nommé Préfur, au bord d'un dangereux glacier où personne ne s'était jamais aventuré. Leurs mœurs étaient simples et ils idolâtraient les chiens. Ils les recueillaient et les nourrissaient jusqu'à leur mort. Lorsqu'une bête se blessait, les montagnards urinaient sur ses plaies pour les aseptiser.

Un jour, quinze d'entre eux essayaient un nouveau traineau sur les bords du glacier, quand les chiens s'emballèrent ; ils ne s'arrêtèrent que très loin, au milieu des glaces ;

une bande de loups venant on ne sait d'où les attaqua ; exténués, désespérés, les montagnards se défendirent avec de petits harpons et de grands couteaux, mais les chiens furent grièvement blessés ; la neige tombait en rafales, il faisait 40 degrés en dessous de zéro. Une fois les loups mis en fuite, les montagnards commirent l'inprudence de quitter leurs gants et de sortir leur sexe pour uriner sur les plaies douloureuses des chiens. Hélas ! lorsqu'ils voulurent faire rentrer leur sexe dans l'étroite braguette de leur vêtement de fourrure, ce fut impossible : leurs mains nues s'étaient gelées et quelques minutes plus tard ils sentirent avec horreur que leurs parties génitales tombaient sur la neige glacée. Leur sauvetage eut lieu par autogire ; trois d'entre eux étaient morts et les autres avaient succombé dans les affres de la déraison.

Laissant les Primoss-Moloss à leur égarement, nous continuâmes à explorer les divers compartiments de la folie. Nous arrivâmes dans un parc où les volcans avaient été rasés par les bulldozers ; une foule pacifique s'adonnait aux plaisirs de la vie mondaine ; ils bavardaient entre eux, les sourires se posaient sur les lèvres comme les papillons de nuit sur les lumières. C'était une atmosphère royale et éphémère. J'eus peine à croire que les membres de cette assemblée étaient atteints du mal qui s'enferme. Le docteur Unur-Mumur m'expliqua qu'ils étaient tous victimes de la civilisation moderne qui, sans transition, avait transformé leurs coutumes en industrie. Il y avait quelque chose de militaire dans leurs tics et dans leurs façons ; pour saluer ils se mettaient au garde-à-vous ; la plupart avaient cousu des galons sur leurs vêtements ; ils avaient subi l'influence de l'armée d'occupation. Soudain un grand gaillard blond, qui portait douze galons sur son épaule s'avança vers moi pour me toucher du plat de la main. Comme je me reculai, il cria : « Ultek ! Ultek ! » (Je t'aurai, je t'aurai.) Et il se précipita en avant. Je m'enfuis effrayé ; il courut après moi en hurlant « Ultek ! Ultek ! » j'essayais de le dépister mais je le sentais sur mes talons. Perdant la tête, à bout de souffle, je fis un suprême effort et je m'élançai vers la voiture d'Unur-Mumur. Comme je dépassai les cellules des Primoss-Moloss, le fou me toucha

presque, en criant « Ultek ! Ultek ! ». Epuisé, je fermai les yeux et tombai brutalement ; il posa sa main sur mon épaule et s'en retourna tranquillement. Je fus honteux de voir que les gardiens riaient : il s'agissait tout simplement d'une partie de chat et souris.

Je revins à l'Université de Rejkjavick au petit matin et je m'endormis.

Je revins à l'Université de Rejkjavick au petit matin et doute pas réveillé sans la visite de Northal. Tout de suite il m'enjoignit : « Bisness please, Mister Jacques », et il s'assit dans le fauteuil. Cette fois, fort des expériences qui me donnaient l'impression d'être déjà un très vieil Islandais, je lui tins tête. Je réussis à conclure avec lui un traité commercial en forme : je m'engageai à lui fournir quatre-vingts paysages d'Afrique, dont quarante représenteraient des rues du désert et quarante autres, des rues citadines, des mosquées ou des scènes d'intérieur. Ces tableaux seraient exécutés chez moi, en toute liberté et payés mille kouronnes pièce. Je calculai qu'à raison de cinq par jour j'en aurais fini en seize jours et que j'aurai gagné alors quatre-vingt mille kouronnes, soit l'honorable somme de deux millions six cent quarante mille francs. En signe de bonne volonté, je peignis tout de suite une toile et je demandai à Northal une avance d'un million. Docilement, il me donna un chèque barré que j'allai toucher à la banque ; je décidai aussitôt de le faire fructifier.

Changer des kouronnes en francs, c'est impossible ; inutile de m'amener à Paris avec cette fortune islandaise ; je savais que je verrai se refermer avec hostilité les yeux effarés des garçons de café et les cuisses des femmes lorsque je sortirais de mon nouveau portefeuille en peau de baleine un joli billet bleu de mille kouronnes. J'envisageai en vain plusieurs solutions ; il me fallut conclure que mes millions au lieu de se multiplier au grand jour allaient souterrainement s'amenuiser.

Pourtant, il me vint une idée de génie : j'achèterais des marchandises et je les expédierais à Paris, capitale des chéquards et du commerce abusif.

Mon million en poches, je me mis à parcourir la ville à la recherche d'objets rares. J'empruntai à cet effet la

rue Salkur-Valkur et me mis à flâner devant les vitrines en plexis-glass, qui abritaient, pour la plupart, des objets en plexis-glass. « Voilà une matière, me dis-je, qui n'épatera guère les Toureiffelliers. » Je m'abstins donc et j'entrai dans la grande bijouterie Gilloso-Furmondur qui tient tout l'angle de la rue Essur et de la place Dedur. Je pensai acheter de l'or, sous forme de lingots ou de coquilles décoratives. Dans cet espoir, je posai avec désinvolture mon million sur le bureau en faux chêne (là-bas le luxe est d'imiter le bois avec la pierre), puis je choisis sur les rayons les bijoux dorés de ma future prospérité. Malheureusement, ils n'étaient point en or, et leurs diamants n'étaient pas non plus en diamants. Mon désespoir fut grand ; pour consoler le marchand j'achetai tout de même pour cent mille kouronnes de bagues faites avec des dents de baleines et quelques étuis à cigarettes qui étaient venus du Nouveau Monde par les avions de la Air-Vionnus Olaf-Tressum.

Je courus tout l'après-midi de magasin en magasin, achetant de tout pour faire un monde. J'achetai pour cent mille kouronnes de saumon fumé, pour cent mille kouronnes de bottes en caoutchouc, pour vingt-cinq mille kouronnes de chewing-gum et de berlingots polaires. J'achetai de l'ennui, de la tristesse et de la rêverie plein mes poches et je me fis livrer le tout à l'Université. Encore une fois le monde moderne m'avait déçu.

Je rentrai à minuit par l'allée de faux arbres qui commence place Konoldudur et se termine au canal Derfiotre. Je songeais à mon lit quand soudain, je me mis à éternuer un liquide coloré et à suer une eau aigre. Nul doute, j'avais attrapé le rhume bleu qui « épidémiait » en ville : il était amené des îles Encatadas par les courants voltigeurs du Gulf-Stream. Sa particularité c'est qu'un liquide bleu coulait d'une seule narine pendant douze heures sans intermittence et que votre langue devenait bleue comme un bifteck saignant. Le remède le plus efficace, c'était les fruits et autres crudités qui atteignaient des prix exorbitants, car ils étaient rares et les malades nombreux.

J'entrai tout de suite chez un épicier (là-bas les magasins sont ouverts la nuit) ; je commandai des tomates, des melons, et des fruits bizarres importés d'U.R.S.S. qu'on

appelait mitchourinos. Je payai la tomate mille francs pièce ; quant au melon, qui ressemblait sous sa cloche à un souvenir de famille, son prix s'éleva à quatorze mille francs. Ma maladie dura huit jours à raison de cent cinquante mille francs de remèdes toutes les douze heures. J'eus alors la vive satisfaction d'être guéri et celle non moins vive d'être ruiné ; ainsi me furent évités les terribles soucis des transactions monétaires et de la gestion de ma fortune. Quinze jours après mon traité commercial avec Sigurdur, j'avais dépensé mon premier million et je lui avais fourni les soixante tableaux promis que j'avais peints en grande partie pendant le rhume bleu. Je reçus de lui un chèque d'un million sept cent quarante mille francs. J'allais toucher les sept cent quarante mille francs nécessaires pour voyager à l'intérieur des terres ; quant au million, je le laissai momentanément reposer à la banque.

Et c'est ainsi que, par un beau matin d'été polaire, je suis parti à dos de mulet suivi par deux autres bêtes qui portaient sur leur bât trois paires de bottes en caoutchouc, un fusil, une tente, des couvertures d'hiver, une grande quantité de boîtes de conserve et de poissons séchés, ainsi que vingt-huit melons, véritable petite source de vitamines. J'emmenai aussi plusieurs sacs d'avoine et une provision de foin compressé pour mes animaux.

Jacques Lanzmann.

LE MARXISME ET SARTRE

Les articles de J.-P. Sartre, les *Communistes et la Paix*[1] se sont présentés d'abord comme une prise de position sur des événements — la manifestation du 28 mai et la grève du 4 juin 1952 ; ils voulaient à cette occasion, semble-t-il, démontrer que le P.C. est le seul pôle autour duquel peuvent se rassembler aujourd'hui ceux qui s'opposent à la guerre. Il est significatif que ce propos ait exigé des considérations théoriques essentielles et de plus en plus étendues, un véritable exposé du marxisme prétendu orthodoxe, une théorie de la classe, de la mentalité ouvrière, du rapport des masses et du parti, etc... Convaincu, pour notre part, que la réflexion théorique commande l'estimation de la politique stalinienne, nous n'aborderons que plus tard ce dernier point et reviendrons d'abord sur la thèse générale de l'auteur.

Résumons cette thèse, qui n'est clairement formulée qu'au milieu du second article : le P.C. n'a pas été désavoué en mai ou en juin dernier par la classe ouvrière pour cette raison qu'il ne pouvait pas l'être. « Cette fois nous touchons au fond du problème, nous avertit l'auteur lui-même : si la classe doit pouvoir désavouer le Parti il faut qu'elle puisse refaire son unité en dehors de lui et contre lui. » (p. 725). La réponse longuement étayée est que la classe n'est rien sans le parti[2] : « sans lui, pas d'unité, pas d'action, pas

1. *Temps Modernes*, juillet et oct-nov. 1952.

2. Entraîné par un mouvement d'éloquence, l'auteur n'hésite pas à prouver plus qu'il n'est nécessaire : « La classe ouvrière, dites-vous, a manifesté sa désapprobation au P.C. De quelle classe parlez-vous? De ce prolétariat que Marx vient de définir avec ses cadres, son appareil, ses organisations, son parti? Il aurait fallu qu'il affirmât son unité contre les communistes, qu'il se manifestât comme classe à travers le désaveu qu'il infligeait au P.C. Mais où trouver les chefs, les tracts, les mots d'ordre; où prendre cette force et cette discipline qui caractérisent une classe combattante? Imagine-t-on la puissance qu'il eût fallu à des organisations clandestines pour mener à bien une pareille tâche et pour dresser, de Lille à Menton, tous les travailleurs contre leurs dirigeants? Pour entraîner « les masses » à un désaveu collectif du P.C., il ne fallait rien de moins que le

de classe » (p. 760). Cette thèse a au moins un corollaire [1] : le parti qui est l'unité de la classe est nécessairement unique et ne peut non plus être divisé en lui-même. « ...l'organisme de liaison doit être acte pur ; s'il comporte le moindre germe de division, s'il conserve encore en lui quelque passivité — une pesanteur, des intérêts, des opinions divergentes — qui donc unifiera l'appareil unificateur ? » Mais avant de revenir sur ce corollaire examinons la question de la nature de la classe.

Il est significatif que l'auteur, dès le début de son argumentation, emploie l'expression d'unité de classe de préférence à celle de classe. Or ce terme d'unité est, si j'ose dire, ambigu : est-elle immanente ou transcendante, réelle ou idéale ? Si elle est immanente, qu'on décrive les diverses formes d'existence de la classe pour retrouver en toutes un même sens. Si elle est réelle qu'on cherche dans les hommes, leur mode de vie, leur travail et leur lutte son principe, qu'on voit comment elle émerge des rapports que les hommes nouent entre eux dans des conditions données et comment elle change de sens tandis que ces rapports ou ces

parti communiste lui-même » (p. 734). Les communistes n'ont sans doute que peu goûté cette démonstration. Ils aiment à penser ou du moins à dire que l'approbation des ouvriers à leur politique est motivée, qu'elle récompense leur justesse de vue, leur dévouement, leur moralité. Voici que Sartre balaye tous ces beaux sentiments et leur oppose le principe d'identité : Parti = Classe. Jamais pareille logique n'avait été rêvée par des hommes qui croyaient voir en la simple obéissance empirique l'union la plus étroite du sujet et de l'attribut. Quant au lecteur non-stalinien, il se rappelle qu'en dehors de sa formulation A est A le principe d'identité a toujours alimenté des sophismes.

1. Un autre corollaire, à vrai dire tout à fait superflu par rapport à la théorie stalinienne de la classe mais capital aux yeux de Sartre, est consacré à la liberté de l'ouvrier. Faut-il, demande-t-il après avoir parlé du parti unique et indivisible, « faut-il comprendre que l'ouvrier est passif? C'est tout le contraire! ». (762). La démonstration a dû donner quelque difficulté à l'auteur. C'est qu'il a jusqu'à présent défini la liberté comme une tâche toujours à reprendre; maintenant la liberté est réalisée dans une fonction : le militantisme. « Entraîné, formé, élevé au-dessus de lui-même par le Parti, sa liberté n'est que le pouvoir de dépasser par des actes, à l'intérieur même de l'organisation, et vers le but commun chaque situation particulière. On dira d'un mot que le Parti est sa liberté. » Cette description n'envisage qu'un cas celui d'une parfaite communication entre les membres du parti et d'une sorte d'échange dans l'action. Malheureusement il arrive tous les jours que la situation pose des problèmes, que la tactique de dépassement ne soit pas claire : la liberté qu'on nous décrit n'a plus alors qu'un sens, celui de l'obéissance.

conditions se transforment ; bref, qu'on appelle unité une histoire singulière. A lire cette seule phrase de Sartre : « L'unité du prolétariat c'est son rapport avec les autres classes de la société, bref c'est sa *lutte* mais cette lutte, inversement n'a de sens que par l'unité ; chaque ouvrier à travers la classe se défend contre la société qui l'écrase ; et réciproquement *c'est par cette lutte que la classe se fait.* » (p. 760, c'est nous qui soulignons), à ne lire donc que cette phrase il semble bien qu'il nous parle d'une unité réelle. Cependant il lui importe seulement de montrer que l'unité fait le sens de la lutte. Il ajoute donc aussitôt pour définir le rapport du prolétariat à la société : ce rapport est réalisé par un acte synthétique d'unification qui, par nécessité, se distingue de la masse comme l'action pure de la passion. » Nous voici donc ramenés en plein kantisme, et sans même une théorie de l'imagination pour nous consoler de cette rude opposition entre l'activité et la passivité, entre l'unité et le divers empirique, la masse.[1] De fait, l'essentiel de l'analyse de la nature de la classe consiste à nous montrer qu'elle n'a pas de nature, à purifier le prolétariat de toutes attaches matérielles pour nous le présenter comme un acte.

Tel le morceau de cire, la classe est donc définie comme un non-être : elle n'est ni un ensemble d'intérêts, ni un mode de travail et de rémunération, ni un genre et un niveau de vie, ni un rapport social (p. 726). Qu'est-elle donc ? — « Elle n'est qu'en acte, elle est acte » (p. 732). Assurément il y a bien chez Marx l'idée que le prolétariat n'est pas seulement une catégorie économique (Sartre ne craint pas d'ajouter, nous y reviendrons, ni un « rapport social »), mais ceci signifie qu'en celui-ci l'existence économique et l'existence politique sont confondues, ou pour mieux dire que son rôle économique implique une transformation constante de ce rôle et une expérience sociale totale. Par exemple, Sartre ne voit dans l'identité des intérêts ouvriers qu'un motif de concurrence ; Marx, s'il est sensible à cet aspect, montre aussi, en revanche, que les intérêts généraux de la classe l'amènent progressivement à surmonter la contradic-

1. Ce détour par une théorie de la conscience transcendantale pour justifier le stalinisme, M. Garaudy doit en être stupéfait.

tion de ses intérêts particuliers. C'est le sens évident de la brève description de l'évolution de la classe qu'il donne dans le Manifeste et que Sartre fait servir à d'autres fins : « A ce moment du développement, le prolétariat forme une masse incohérente, disséminée sur tout le pays, et désunie par la concurrence... Or, l'industrie en se développant non seulement grossit le nombre des prolétaires mais les concentre en masses plus considérables. Les intérêts, les conditions d'existence des prolétaires s'égalisent de plus en plus ». Et encore : « L'organisation du prolétariat en classe et par suite en parti politique est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours et toujours plus forte, plus ferme, plus formidable ». Ces passages suggèrent l'idée d'un processus *naturel*, mais non inconscient, d'une expérience au sein de laquelle les conditions extérieures, l'action du groupe et la perception qu'il acquiert de ses tâches évoluent peu à peu en fonction l'une de l'autre. Comment en tirer la conclusion avec Sartre : « l'ouvrier se fait prolétaire, dans la mesure même où il refuse son état » (p. 732), alors que c'est avec cet état que sont données les conditions de lutte et de révolution sociale. En fait, les ouvriers n'ont dans l'histoire refusé leur état qu'à l'époque où ils ont tenté de s'opposer à l'essor industriel en brisant les machines : cette opposition à l'exploiteur est bien la plus radicale qui soit en un sens, puisqu'elle est négation de la condition même d'exploité, mais elle est aussi simple révolte immédiate et témoigne d'un refus de l'histoire. L'opposition de caractère révolutionnaire, en revanche, s'enracine dans la situation historique et ne la change qu'en découvrant en elle les possibilités de l'action ; par exemple les données de la production industrielle ne sont pas à supprimer mais à remanier de telle sorte qu'elles rendent possible l'émancipation de la majorité au lieu d'être le cadre de son asservissement. En bref, l'activité révolutionnaire est un travail effectué sur la société. Et de là vient, comme dit Marx, que si elle revêt une prétention universelle elle ne peut dépasser dans son œuvres les fins que lui imposent les conditions existantes. Toutefois, l'opposition au capitalisme n'a pas nécessairement un caractère radical, elle peut se traduire par une simple

lutte au sein du système pour arracher des réformes. Ou, pour reprendre ce terme, nous dirons que l'intérêt ouvrier a une double nature ; il peut se définir par de hauts salaires, le plein emploi, la réduction de la journée de travail et, en ce sens peut ne pas contredire à l'existence du capitalisme, mais d'autre part il est aussi pour le prolétaire celui de ne plus être exploité. Cette différence dans l'opposition ou dans l'intérêt peut être repérée historiquement : par exemple, pendant des décades, dans un pays donné, le mouvement ouvrier peut se borner à une lutte réformiste, comme il peut aussi manifester une violence révolutionnaire sans être capable de s'organiser dans des associations de défense économique. Cependant, pourvu qu'on considère le développement du prolétariat dans son ensemble, on voit que cette différence est relative : les deux luttes se fondent l'une l'autre et procèdent en définitive de la même source. En tant qu'il est un groupe social opprimé, le prolétariat a une conscience au moins rudimentaire de son opposition absolue au capitalisme — ainsi le voit-on dès son origine mettre en question la légalité du pouvoir bourgeois[1] ; en tant que son oppression a la forme particulière du salariat il a la possibilité permanente de résister au Capital et de lui marchander sa collaboration. Le Capital, fait remarquer Marx, ne peut naître que lorsque deux conditions sont réunies : le travailleur doit posséder sa force de travail, pouvoir donc en disposer en personne libre et il doit ne posséder rien d'autre[2]. Or si ces conditions fondent la puissance du Capital elles déterminent aussi la double lutte réformiste et révolutionnaire du prolétariat. Le travailleur serait-il totalement dépossédé mais esclave, il ne pourrait dépasser le stade de la révolte, c'est-à-dire d'une opposition *immédiate* si violente qu'elle soit. Serait-il maître de son travail sans être dépossédé, il ne pourrait puiser assez de force dans son opposition pour s'attaquer directement au pouvoir de la classe dominante. Cette hypothèse n'est d'ailleurs pas invérifiable : la lutte des esclaves aboutit bien à

1. Cette première conscience de classe se manifeste déjà dans le petit prolétariat parisien de 1792. Cf. Daniel Guérin, *La Lutte de Classes sous la Ire République*.
2. *Le Capital*, I, pp. 190-6. Costes, éd.

des soulèvements violents, mais elle ne peut engendrer une résistance organisée au sein du procès de production ; la lutte de la bourgeoisie, cependant, change progressivement le mode de production mais paraît impuissante, à elle seule, sans le secours de couches totalement dépossédées, à renverser l'Etat féodal. Le mouvement ouvrier, comme il apparaît tout au long du XIX[e] et du XX[e] siècle, lie constamment ces deux luttes. C'est en se battant pour ses intérêts immédiats que la classe s'organise, crée des bourses de travail, des associations, des syndicats et c'est en s'organisant qu'elle approfondit le sens de son opposition au capitalisme. Il n'y a pas deux courants, l'un qui chemine à travers les manifestations politiques, l'autre à travers les regroupements économiques ; il y a une expérience de l'opposition qui s'effectue constamment au sein et à partir du processus de production et qui de loin en loin se cristallise en lutte explicite à l'échelle de la société globale et affronte le pouvoir de l'Etat. La Commune ne reprend pas la révolution de 1848 pas plus que la révolution russe ne copie la Commune ; l'organisation sociale du prolétariat révolutionnaire a chaque fois une forme différente et le progrès ne traduit pas seulement les changements d'ordre matériel, qui ont affecté le nombre ou la concentration du prolétariat, il fait voir la transformation de l'expérience ouvrière qui s'est dans l'intervalle poursuivie dans la résistance à l'exploitation. Une remarque du même ordre s'applique au processus révolutionnaire lui-même. La révolution russe par exemple démarre sur des revendications qui ne mettent pas en cause le pouvoir de l'Etat. Cela signifie-t-il que la lutte est d'abord aveugle, puis qu'elle prend un sens quand intervient une direction consciente de ses fins historiques ? Cette interprétation qui prétend distinguer la conscience révolutionnaire de la simple lutte revendicative, suppose qu'on ne veuille considérer que les discours, les programmes, l'expression consciente du mouvement. Si l'on observe la manière dont les ouvriers, dès l'origine, conduisent leur lutte, s'opposent dans les faits à la légalité bourgeoise, créent des organismes autonomes de lutte, des comités d'usine ou des soviets, en d'autres termes agissent selon de nouvelles normes sociales, alors il apparaît que leurs revendications, quelle qu'en soit la portée

explicite, sont révolutionnaires. Un comité d'usine n'a pas de fonction, pas de sens dans un système d'exploitation et il en est donc la négation alors même qu'il n'a pour objectif qu'une augmentation de salaires ou un nouveau contrat de travail. A l'opposé pourrait-on dire, une manifestation « platonique » des ouvriers en faveur d'un gouvernement communiste n'a aucune portée révolutionnaire malgré le dégagement de l'intérêt immédiat qu'elle paraît impliquer. Il n'y a donc pas deux ordres d'activité — l'une intéressée, l'autre révolutionnaire — et le passage de l'un à l'autre effectué grâce à une ascèse ; il y a plutôt deux modes de conduites ou d'oppositions sociales. Si nous attachons une importance particulière à la lutte que mène le prolétariat pour défendre ses intérêts, ce n'est donc pas afin de réduire à celle-ci la lutte révolutionnaire, mais afin de voir comment cette dernière évolue en fonction de l'expérience que le prolétariat fait de l'exploitation et de la résistance qu'il y oppose, très précisément de rechercher comment, au travers de la lutte pour la réduction de la journée de travail, ou l'augmentation des salaires, ou contre l'intensification de la production se dessine un progrès dans l'organisation du mouvement, dans les méthodes de combat et dans la solidarité. A faire, en revanche, de l'activité révolutionnaire une activité transcendante, on réduit à rien cette *histoire*, se condamnant à ne tenir pour significatifs que les épisodes de la lutte explicite du parti révolutionnaire ou prétendu tel.

L'acharnement que Sartre met à déraciner la classe de son existence sociale et historique est plus malheureux encore quand il parle de la production ouvrière. Au lieu de montrer le sens d'une dialectique du travail dans la constitution de la classe, il rejette celle-ci à un niveau inférieur. L'idée marxiste que la production détermine le producteur est par lui réduite à sa signification la plus pauvre ; il croit y voir une théorie simpliste de la causalité, qui ferait du prolétariat un « déchet inerte de l'industrialisation » (p. 729). La production joue à ses yeux le rôle que joue le corps dans une philosophie spiritualiste, un instrument d'incarnation. « Bien sûr, écrit-il par exemple, le régime de la production est la condition nécessaire pour qu'une classe existe ; c'est

l'évolution historique tout entière, le procès du capital et le rôle de l'ouvrier dans la société bourgeoise qui *empêcheront* le prolétariat d'être un groupement arbitraire d'individus, mais cette condition n'est pas suffisante ; il faut la praxis ». (p. 734, nous soulignons). Tout se passe donc comme s'il y avait une entité métaphysique dénommée prolétariat, qui pourrait en droit s'incarner dans n'importe quel groupement d'individus, mais que d'heureuses circonstances historiques ont lié à un groupe défini empiriquement par le système de production. Ce raisonnement est à la lettre antimarxiste. Il faudrait dire à l'opposé, en effet, pour résumer Marx que les tâches de production qui reviennent au prolétariat dans le régime capitaliste et le rôle social qu'elles impliquent font de lui une classe dont l'existence est praxis.

Et d'abord comment entendre la fonction de producteur ? L'ouvrier produit-il comme le paysan ou comme l'esclave d'une société antique ? Serait-ce le cas qu'il faudrait déjà voir dans le travail une activité essentielle. Celui qui écrit que l'Industrie est comme le livre ouvert des forces humaines nous avertit qu'à travers l'histoire entière ceux qui ont été les dépositaires de cette industrie ont représenté ces forces mêmes. Mais le travail de l'ouvrier moderne est spécifique et l'industrie qui caractérise notre société lui donne un sens qu'il n'a jamais eu par le passé. Il y a d'abord que la production implique nécessairement une concentration des hommes, une coopération qui rend leurs actes solidaires les uns des autres, une organisation rationnelle qui fait du produit le résultat d'un procès concerté, le plus économique possible. Il y a ensuite que le domaine industriel tend à empiéter sur tous les autres et que les ouvriers alors même qu'ils sont privés d'une large participation à la vie sociale sont familiarisés avec un mode de production qui fonde cette vie sociale. Il y a encore que l'industrie est depuis ses origines le théâtre d'une révolution constante dans les méthodes de production et dans la technique et donc que le prolétariat est, à la différence de toutes les autres classes de producteurs, amené à transformer continuellement la perception qu'il avait de ses tâches, non seulement à s'adapter à de nouveaux instruments mais à changer sa conception de l'instrumentalité. Il y a enfin que la structure industrielle

est celle de toute société moderne et que les ouvriers ne peuvent envisager leur émancipation qu'en lui donnant le sens d'une prise en charge de l'industrie, d'une réorganisation des rapports sociaux au sein du processus de production. L'originalité du prolétariat en tant que classe, et non seulement son seul groupement de masse paraît donc dans son rôle de producteur. Ce n'est pas un hasard si une classe telle que la paysannerie, liée à une activité quasi stéréotypée, qui laisse ses membres à distance les uns des autres, quelle que soit la similitude de leurs travaux, dont le succès dépend largement de facteurs incontrôlables, appréhende le milieu comme un être, le cours du monde comme une fatalité, l'avenir comme le prolongement du passé, le rapport de l'homme à l'objet travaillé comme celui d'une simple contribution. De même il y a entre le mode de production du prolétariat et son effort pour s'organiser, sa tendance à prendre sous son contrôle les conditions existantes, sa capacité de se rapporter à des horizons infinis — le communisme — une parenté de signification qu'aucune théorie de la causalité ne sera susceptible d'expliquer mais qu'il faut absolument noter si nous voulons comprendre comment se poursuit l'expérience sociale de la classe sur tous les plans à la fois. Mais bien sûr pour être sensible à cette expérience, il faut la voir comme un phénomène social et non comme une somme de processus individuels. Or Sartre ne se préoccupe que de voir les effets de la production sur la psychologie des individus. « La simple condition objective de producteur, écrit-il par exemple, définit l'homme concret, ses besoins, ses problèmes vitaux, l'orientation de sa pensée, la nature de ses rapports avec autrui : elle ne décide pas de son appartenance à la classe. » (p. 731). L'essentiel à ses yeux est de chercher ce qui motive la décision révolutionnaire de l'ouvrier et de montrer que celle-ci répond à la volonté d'obtenir un changement pour ses semblables autant que pour lui-même. (p. 733). C'est l'évidence, sauf pour un mécaniste endurci — le plus souvent stalinien d'ailleurs — qu'à regarder l'individu la production ne fait pas le producteur (à quoi l'on pourrait ajouter que la décision ne fait pas davantage le révolutionnaire) ; mais ne peut-on quitter des yeux l'individu quand on parle

du groupe ? Il me semblait que la sociologie avait depuis quelque temps progressé sur ce point, Sartre ne doit pas le penser. Il part d'unités discrètes, les travailleurs ; faut-il les ajouter, demande-t-il à son interlocuteur familier (en toutes circonstances le plus bête possible) ; cela ferait une somme ; voulez-vous une totalité ? Il vous faut un principe. Ce principe, l'auteur nous l'a déjà donné et il nous le redonne, c'est celui de l'unité de la lutte qui réside dans le parti [1]. Le raisonnement est étrange, car si l'on y fait attention, il escamote le social à toutes les étapes : dans ses prémisses, puisqu'il ne mentionne que les individus, dans sa conclusion puisqu'il aboutit à une collectivité unie par la même volonté, s'identifiant dans l'action, parfaitement présente à soi et claire pour elle-même, qui ne répond qu'en apparence au nom de collectivité et qui, en vérité, ne pourrait être défini que comme un individu, ou mieux comme une conscience. En fait, si l'on veut montrer que la classe est autre chose qu'une somme d'individus, ne suffit-il pas déjà de dire qu'elle est leur rapport et que ce rapport ne peut être conçu comme une simple communication de chacun avec les autres, mais plutôt comme une *participation* à un shème de vie et d'action — les hommes se rejoignant dans une appréhension particulière de leur milieu et des autres groupes sociaux. En ceci, il est vrai, la classe est comme tout autre groupe : elle n'est pas une réalité à part des individus ; elle est ce qui leur permet d'agir et de penser en complicité et de se poser ensemble comme différents du reste de la société. Mais le problème n'est pas de superposer au social un principe grâce auquel le prolétariat gagnerait un

1. Sartre, il est vrai, parle d'une façon plus nuancée quand il écrit, après avoir fait la critique d'une sociologie mécaniste, que l'unité des ouvriers s'effectue quand ils participent au même combat ou forment une communauté d'action. Alors, dit-il, « les conduites individuelles... se rapporteraient toutes à l'entreprise collective et se définiraient par elle ». Mais ou bien il entend par action, la lutte ouverte et dirigée du parti, dans laquelle les acteurs s'identifient et alors il s'agit d'un état limite de communion plutôt que d'une communauté, en tout cas qui ne rend pas compte de la plupart des activités de la classe; ou bien cette communauté d'action peut être retrouvée déjà au niveau de la production collective et de la résistance commune opposée à l'exploitation dans les entreprises et la critique de l'importance de la production dans la vie de la classe n'a plus de sens. Malheureusement tout le contexte prouve que la première interprétation rend bien la pensée de l'auteur.

sens supérieur ; il est de montrer que celui-ci est dans son rapport social, sa socialité, révolutionnaire, comment en produisant les hommes se transforment et comment cette transformation alimente leur opposition à la classe dominante, comment leur simple refus de l'exploitation les amène à se rassembler dans des organismes de lutte, comment ils développent une histoire, c'est-à-dire une expérience cumulative qui s'inscrit parallèlement à celle du capitalisme mais pour son propre compte. Il n'y a d'ailleurs pas d'équivoque chez Marx sur ce point. Tant dans *Economie politique et Philosophie*, que dans l'*Idéologie allemande*, dans la *Sainte Famille*, dans *Misère de la Philosophie* et même dans la célèbre préface à la *Critique de l'Economie politique*, celle-ci de 1859, c'est-à-dire dans tous les ouvrages où Marx se préoccupe de définir la réalité sociale, on retrouve l'idée que les rapports sociaux constituent la structure de la société et que la classe se définit à ce niveau. Et partout, Marx bataille sur deux fronts, il attaque ceux qui veulent faire de la société ou de la classe des entités transcendantes par rapport aux individus et d'autre part ceux qui voudraient en faire le résultat de l'action d'individus libres. De la classe on peut dire ce que Marx dit de la société : « de la même façon qu'(elle)... produit l'homme en tant qu'homme elle est produite par lui ». Il est donc essentiel de comprendre comment la classe se fait en tant qu'elle travaille. [1] Ou pour reprendre une formule de Marx il s'agit de voir comment cette force productive produit son propre cours en même temps qu'elle produit au milieu des machines les formes matérielles de toute la vie sociale. S'agit-il par exemple d'un phénomène comme celui de la concentration du prolétariat dans la société industrielle : il est dans la perspective de Sartre une simple condition pour la praxis et l'on ne voit même pas pourquoi cette condition serait nécessaire. Elle est au contraire si importante pour Marx qu'elle lui fait considérer comme seul prolétariat révolutionnaire le prolétariat anglais et déclarer qu'un long processus historique devra s'écouler avant que la classe ouvrière alle-

1. Du travail Sartre ne retient plus que celui qu'un sujet accomplit sur soi. Cf. p. 750 «... d'où voulez-vous qu'elle vienne (la classe) sinon [illegible] les hommes font sur eux-mêmes? ».

mande puisse combattre pour son propre compte. C'est qu'une classe de plus en plus concentrée non seulement a de plus en plus de chance de s'opposer dans son ensemble à la bourgeoisie, mais surtout qu'elle gagne une importance dans la vie sociale, qu'elle réalise une connexion entre ses membres qui accroît sa capacité de direction. Le degré de concentration d'un prolétariat n'est donc pas une caractéristique matérielle, il est, en un sens, synonyme du degré de son existence sociale. La même remarque vaut pour le mode de productivité de la classe. Le bouleversement continu de la technique — et le plus visible de tous jusqu'ici, l'utilisation généralisée de l'énergie électrique — en un sens peuvent paraître seulement modifier les conditions matérielles de la classe et renforcer l'exploitation, mais ils transforment aussi la capacité productive de la classe et cette transformation n'est pas seulement subie ; elle ne peut s'effectuer qu'à la condition que les hommes se transforment à leur tour, s'adaptent au nouveau machinisme, réalisent de nouveaux montages corporels en réponse aux nouvelles exigences du milieu. En outre, dans le même temps que l'automatisation croissante de la production accentue la dépersonnalisation de l'individu et donne à son travail un caractère purement accidentel, en favorisant une interchangeabilité des tâches, en familiarisant le producteur avec les modes de production les plus divers, elle le rend sensible à une universalité que seule l'abolition de l'exploitation pourrait lui permettre de conquérir. On ne pourrait, à la rigueur, se désintéresser de l'évolution du rôle productif de la classe que si l'on concevait l'activité révolutionnaire sous la forme abstraite d'un effort pour renverser la bourgeoisie, au lieu de voir aussi en elle la tendance positive à la réorganisation de la société. Mais, de ce dernier point de vue, l'histoire de la production est aussi celle de la classe, elle nous renseigne en même temps que sur son devenir sur son *avènement*. D'ailleurs elle ne peut être réduite à sa signification économique ; ce que les hommes produisent, la manière dont ils produisent et la manière dont ils se situent les uns par rapport aux autres, se définissent contemporainement. De premiers rapports sociaux s'établissent au niveau de la production et de l'exploitation capitaliste : la division du

travail différencie des couches d'exécutants — professionnels, qualifiés, manœuvres, par exemple — tandis que le système de rémunération en rapport avec cette division et sous l'effet d'autres facteurs, établit une hiérarchie mouvante. Comment dire que, par rapport à cette structuration, la lutte révolutionnaire est contingente. Il est vrai que les ouvriers ont à nier les différences de leur condition pour faire front contre le Capital ; mais cette négation, le mouvement par lequel les hommes resaisissent l'identité de leur sort d'exploités et d'exécutants et se rejoignent dans l'entreprise commune, n'abolit pas leur diversité. Ainsi Lénine montre-t-il que l'idéologie réformiste exprime une aristocratie ouvrière liée au phénomène de l'exploitation impérialiste. Ceci ne signifie pas que les ouvriers les mieux payés forment une organisation isolée et ont des aspirations en propre, tandis que le reste de la classe participerait d'une autre idéologie. Si le réformisme se donnait pour ce qu'il était réellement, s'il était mécaniquement lié à une couche sociale, il ne serait pas équivoque : en fait, c'est la classe entière qui perçoit dans sa couche privilégiée comme une anticipation possible de son sort et elle ne renonce pas à la révolution comme on renonce à une idée devenue fausse ; aux yeux de la majorité la révolution c'est *d'abord* la lutte pour des réformes dont le bouleversement social n'est que la dernière conséquence. Les marxistes ont donc tort de parler d'illusion pour caractériser l'attachement des masses à une social-démocratie réformiste. L'illusion est une erreur qui n'est pas fondée dans le réel ; l'idéologie exprime certains rapports sociaux réels et son ambiguïté même le double caractère social d'unité et de diversité des prolétaires. Au vrai, les conditions économiques et sociales du réformisme suffisent si peu à l'expliquer qu'elles ne peuvent être elles-mêmes décrites sans qu'on fasse allusion à des facteurs de lutte de classe et à des motifs idéologiques. Car ce n'est pas seulement la dialectique du Capital qui compose une couche privilégiée, c'est la résistance du prolétariat à l'exploitation qui amène celui-ci à accorder des concessions et des privilèges. Et c'est aussi le mouvement propre de la classe pour s'organiser qui la conduit à confier à une fraction d'elle-même des fonctions de représentation quasi-permanentes, dans ses syndicats et ses

partis, et qui, par là même, accentue le processus de différenciation sociale et la puissance d'une minorité ouvrière.

Les changements dans l'organisation des producteurs affectent donc aussi l'organisation de la lutte et celle-ci, à son tour, la première. Pour prendre un autre exemple : la multiplication des ouvriers semi-qualifiés dans le capitalisme contemporain transforme la lutte contre le Capital. Le groupe décisif des O.S. dans la production est à l'origine du syndicalisme de masse en Europe ; aux Etats-Unis il a déterminé l'essor du C.I.O. ; en même temps il paraît influer sur les méthodes de grève (occupations d'usines et, dans certains cas, remise en marche sous le contrôle ouvrier). Mais le développement de cette nouvelle couche n'est pas déterminé par des facteurs purement économiques puisque le progrès de la technique et de la rationalisation est partiellement une réponse apportée par le Capitalisme à la résistance ouvrière, celui-ci cherchant de plus en plus à renforcer l'exploitation grâce à une intensification du travail.

L'opposition de l'objectif et du subjectif, de la condition et de la conscience de classe est donc artificielle dès qu'on veut lui donner un sens absolu. Que voulons-nous en conclure ? Que tout est dans tout ? Cette idée interdirait toute action et, par là même, elle ne peut être marxiste. Au reste la réciprocité d'influence que nous évoquons nous incite à mettre l'accent sur certains facteurs et à distinguer une dialectique principale dans le conditionnement. Par exemple lorsque nous parlons de l'influence qu'exerce sur le développement du capitalisme la résistance à l'exploitation, cette influence n'est pas du même ordre que celle que le mode de production a sur une couche ouvrière privilégiée, à l'époque de l'impérialisme, ou que celle que le développement de cette couche a sur l'idéologie révolutionnaire. Dans le premier cas il s'agit d'une relation permanente dans le cadre d'une certaine structure sociale et qui ne peut se traduire par un conditionnement historique. Dans les deux autres, on voit comment, à partir d'une situation donnée des rapports sociaux s'instituent et comment une perception de l'histoire et des élaborations idéologiques en procèdent. En fait, il est possible de mettre en forme le développement de la classe sous ses aspects multiples si on le

considère comme une expérience. Tandis que Sartre déclare « peu importe que la praxis soit ou non engendrée dialectiquement à partir de la condition prolétarienne » (p. 734), nous dirions à l'inverse que cette genèse dialectique de la classe est l'essentiel, qu'elle est la praxis elle-même. L'expérience du prolétariat, sa praxis donc, c'est le mouvement historique par lequel il intègre ses conditions d'existence (par quoi nous entendons son mode de production et les relations sociales qui lui répondent) se *réalise* en tant que classe en s'organisant et en luttant et élabore le sens de son opposition au capitalisme. Cette expérience comprend des niveaux différents, mais elle s'effectue à chaque niveau, déjà à ce niveau primaire que constitue la production puisque celle-ci, bien qu'imposée est accomplie et douée d'un sens par la classe, en sorte que le prolétariat n'a jamais affaire qu'à lui-même, qu'à sa propre activité, qu'aux problèmes que lui pose *sa* situation dans la société capitaliste. De ce point de vue, il s'agit donc de comprendre la lutte révolutionnaire en la replaçant dans l'expérience totale de la classe. La dynamique de la révolution russe n'est pas à considérer en soi, mais à relier à un prolétariat singulier, placé dans des conditions de production historiquement déterminées, entretenant avec les autres classes exploitées des relations qui ne sont celles d'aucun autre prolétariat d'Europe. L'organisation du bolchevisme, son centralisme rigoureux doit être vu non pas comme un trait nécessaire du mouvement ouvrier mais comme une certaine solution apportée aux rapports de la masse et de son avant-garde. Le problème devient de savoir comment la politique bolchevique *exprime* à la fois la maturité et les difficultés du prolétariat russe. Plus généralement, on en vient à s'interroger sur le sens du parti dans l'expérience ouvrière et, notamment, dans l'époque contemporaine. Mais c'est précisément cette dernière question que certains veulent éviter à tout prix. C'est que si l'on tient le parti non pour l'incarnation de la classe, mais pour son expression et si l'on admet qu'il peut exprimer les contradictions comme le progrès de la classe, une critique du stalinisme devient possible.

Cette critique, de toute nécessité, reviendrait à chercher le fondement économique et social de la politique et du mode

d'organisation du stalinisme et à clarifier leur rapport avec la lutte du prolétariat pour son émancipation. A cet égard elle s'inspire des mêmes principes que la critique léniniste de la social-démocratie réformiste. De même que celle-ci, en effet, le stalinisme ne peut être traité comme un accident ou comme un phénomène psychologique de trahison ; il a un sens historique et une fonction dans la société ; il n'entraîne pas les masses par hasard ; il est lié à un moment de l'expérience ouvrière et son rôle contre-révolutionnaire, parce qu'il contredit cette expérience, doit se dévoiler.

Le premier point à reconnaître est que la politique et l'organisation du stalinisme, à l'échelle internationale, ont un caractère bureaucratique. Par politique bureaucratique nous entendons une conduite de commandement qui fait du prolétariat un élément passif, dont on se sert, qu'on engage dans des combats et des alliances sans se préoccuper de son évolution consciente, à qui l'on tente d'imposer successivement des idéologies différentes sans que jamais l'élaboration, la discussion, la justification de la conception présente sortent du cadre d'une petite minorité de dirigeants. Par organisation bureaucratique, nous entendons un corps strictement discipliné et hiérarchisé dont la base n'a aucun contrôle sur la direction. Le bureaucratisme n'est pas un phénomène nouveau dans le mouvement ouvrier et l'on peut repérer une tendance permanente de celui-ci à rétablir en son sein la stricte division entre dirigeants et exécutants qui est caractéristique de la société d'exploitation. Cette tendance est manifeste dans la social-démocratie réformiste (qu'on songe seulement à la description qu'en donne Rosa Luxembourg pour l'Allemagne) et elle apparaît même, mais toujours contrariée par l'activité des ouvriers et la critique de Lénine, dans le bolchevisme. Elle traduit au plus profond les difficultés d'une classe écrasée par l'exploitation, qui doit, pour s'organiser, résoudre d'innombrables tâches théoriques et pratiques et se trouve ainsi amenée à confier à une minorité le rôle de direction tandis que son activité révolutionnaire et ses aspirations communistes propres supposent qu'elle supprime toute relation de domination en son sein et inaugure un nouveau mode d'action collectif. La nouveauté du stalinisme c'est que, pour la première fois, la bureaucra-

tie revêt l'aspect d'une véritable couche sociale, s'unifie à l'échelle internationale et acquiert une stabilité historique. Cette cristallisation bureaucratique est d'ordre à la fois social, économique et idéologique. Si nous considérons d'abord le processus d'organisation de la classe, il apparaît que la concentration de plus en plus poussée du prolétariat, le rassemblement d'importantes couches de travailleurs dans des tâches de production identiques et l'expérience des luttes issues de la première guerre mondiale (parallèlement au renforcement du pouvoir de l'Etat et à la concentration du capitalisme international) ont eu pour effet d'entraîner des masses de plus en plus considérables dans l'action politique, et ont fondé l'exigence d'une direction centralisée de la lutte à l'échelle internationale. Or, le même processus qui tend à différencier une couche de direction et la constitue en délégation permanente des intérêts de la classe amène celle-ci à se rattacher à des forces sociales étrangères au prolétariat. Certes ce retournement semble incompréhensible ou purement accidentel si l'on veut réduire l'histoire à la psychologie. Pourquoi une avant-garde qui se rassemble à l'origine pour la défense et l'émancipation de la classe en vient-elle à se donner des fins propres ? En fait, c'est que la distance idéologique que prennent par rapport à la classe les partis de la III[e] Internationale, quand ils prétendent lui prescrire ses fins, lui imposer le sens de sa marche, bref la changer en masse exécutante, est déjà une distance *sociale* ; c'est le mouvement par lequel la bureaucratie s'intègre idéalement aux classes exploiteuses. Cette remarque ne signifie pas qu'un mode de pensée bureaucratique détermine la constitution d'une couche sociale spécifique ; nous disons que c'est une même chose d'agir comme appareil de commandement, d'instituer dans un groupe des relations de caractère militaire, de se représenter la classe comme une masse inconsciente et de s'établir dans le système d'exploitation. Cependant, cet établissement est pour le stalinisme d'une autre nature que pour la social-démocratie réformiste. Celle-ci identifie simplement ses intérêts à ceux de la bourgeoisie dominante ; le stalinisme n'envisage la perspective de son développement qu'au travers d'une lutte à mort contre la bourgeoisie. Cette différence ne peut encore s'expliquer

que dans une perspective historique, celle de la transformation du capitalisme et de l'expérience que le mouvement ouvrier a fait au cours de sa lutte contre la bourgeoisie. Si le réformisme a pu devenir l'idéologie dominante de la IIe Internationale, c'est à la fois parce que le capitalisme pouvait accorder des réformes et parce que sa décadence (démontrée par la théorie marxiste) n'avait pas été pratiquement expérimentée par le prolétariat. Après la première guerre mondiale, la bureaucratie la plus dynamique de la classe ouvrière ne peut plus, comme on dit, *se mettre à la remorque* d'un capitalisme qui s'avère évidemment incapable de progresser, qui continue bien à privilégier certaines couches ouvrières, mais ne peut leur proposer qu'une moindre misère, qui apparaît engendrer nécessairement un cycle de crises et de guerres permanent. L'opposition radicale du stalinisme à la bourgeoisie ne traduit donc pas *a priori* l'action révolutionnaire des masses, comme n'a cessé de le croire Trotski, mais essentiellement l'incapacité de la bourgeoisie à ouvrir à l'aristocratie et à la bureaucratie ouvrière une perspective historique de progrès. Mais tandis que la bourgeoisie démontre son caractère parasitaire et régressif et son irrationalité, toute une série de transformations économiques font pressentir la possibilité d'un nouveau mode d'exploitation qui, en Europe, ne pourrait, semble-t-il, triompher que par l'élimination de la couche dirigeante actuelle. La concentration monopolistique, la puissance accrue de l'Etat dans l'économie, le développement du machinisme, la rationalisation de la production, l'exploitation intensive du prolétariat qui en découle donnent dans le cadre même du système actuel une importance nouvelle tant à la bureaucratie administrative et technique qu'à la bureaucratie du travail. Alors que ces deux bureaucraties demeurent largement étrangères d'un point de vue idéologique, il nous paraît clair que c'est dans la perspective de leur unification et d'une gestion étatique de l'économie que la bureaucratie ouvrière peut projeter un avenir autonome par rapport à la classe prolétarienne et à la bourgeoisie régnante. Le stalinisme peut être, selon nous, interprété en ce sens, avant même qu'on ait précisé son rapport au régime existant en U.R.S.S. Mais de toute évidence qu'il ait pu se

réaliser dans un pays du monde cette domination de la bureaucratie ouvrière, qu'elle ait pu réussir quelque part à trouver un fondement économique, cristalliser autour d'elle toutes les fonctions de gestion de la société et, grâce à une appropriation collective (en tant que couche dominante) se comporter comme une classe aux dépens du prolétariat, cet événement a joué un rôle décisif dans l'expansion et la prise de conscience de la bureaucratie stalinienne,

Veut-on donc définir le rapport du stalinisme avec le mouvement ouvrier, il faut à la fois rechercher les raisons pour lesquelles la classe, dans sa majorité, a suivi sa politique et voir en quel sens néanmoins elle s'en distingue. Nous avons déjà dit que le stalinisme répondait à un besoin dans le prolétariat, mais pourquoi, malgré sa stratégie à plusieurs reprises évidemment contre-révolutionnaire, a-t-il continué à capter l'énergie des ouvriers. Il ne suffit pas à cet égard, de remarquer que le réformisme a eu une longue emprise sur la classe ; le stalinisme a une autre puissance. C'est que sa politique ne consiste pas à émousser la violence ouvrière, mais à l'utiliser pour ses propres fins ; elle ne vise pas, historiquement, au compromis avec la bourgeoisie mais cherche l'élimination de celle-ci ; elle n'est donc pas conservatrice — au vrai sens du terme — mais, en fonction de ses intérêts propres, révolutionnaire. Chaque fois donc que le stalinisme cherche à enrayer le développement d'un mouvement de masses dans la crainte de voir son autorité balayée par une avant-garde clairvoyante ou l'influence du parti contestée par une direction issue de comités d'usine ou de soviets, son action, le plus souvent, ne consiste pas à pactiser purement et simplement avec le pouvoir bourgeois, comme le ferait le réformisme, mais à étouffer le mouvement au nom de considérations stratégiques que son opposition historique à la classe dominante justifie. Et alors même que le stalinisme collabore tactiquement avec la bourgeoisie, cette collaboration, parce qu'elle s'insère dans une perspective de conquête de l'Etat — dont l'existence de l'U. R. S. S. atteste le fondement réel — n'est pas vue comme une trahison. Cependant, l'attachement des masses au stalinisme ne se justifie pas par leur commune opposition aux couches capitalistes régnantes. Il serait artificiel de croire que le pro-

létariat se définit par sa seule haine du pouvoir existant et que cette attitude de haine demeure la même quelle que soit le parti auquel il se rallie. Pas plus que le réformisme, le stalinisme ne fonde sa puissance sur les seules illusions des masses. A un certain égard, la classe participe de certaines aspirations de la bureaucratie ; une réorganisation de l'industrie sur des bases plus rationnelles, l'élimination des crises et du chômage, la planification de la vie sociale ont en elles une résonance alors même qu'elles pressentent que cette transformation ne supprimerait pas l'exploitation et ne leur procurerait pas une véritable émancipation. Cependant, si forte que soit l'influence du stalinisme, elle ne peut s'exercer qu'à une seule condition : il doit être une opposition, privé de toute participation au pouvoir. S'il règne, son caractère antiprolétarien se dévoile nécessairement ; pour les ouvriers russes ou tchécoslovaques, la planification et la rationalisation sont d'abord celles de leur exploitation ; pour les ouvriers français, en 1947, une expérience se dessinait déjà qui dressait violemment une partie d'entre eux contre leur bureaucratie. En ceci réside la contradiction fondamentale du stalinisme. Mais c'est une chose de dire que le prolétariat doit nécessairement prendre consciencec de son opposition à la bureaucratie et de chercher les signes actuels de cette expérience ; c'en est une autre de savoir si l'avenir lui permettra de traduire positivement cette opposition en faisant échec à ses nouveaux exploiteurs. Il nous suffit d'indiquer ici que l'expérience de la classe ne se poursuivra, quelle qu'en soit l'issue, que par la tentative d'instaurer dans la lutte de nouveaux rapports incompatibles avec l'existence d'une direction bureaucratique.

Mais plutôt que de chercher le sens du prolétariat dans son histoire, il est certes plus commode de traiter de celui-ci comme d'un personnage dont l'action dépend de sa bonne ou mauvaise volonté, de sa lucidité ou de son ignorance, de sa force ou de sa faiblesse. L'histoire de la classe, selon Sartre, la voici réduite à la succession monotone de l'espoir et du découragement. Note-t-il que « l'organisation de la société capitaliste n'a cessé d'évoluer ni la situation de l'ouvrier de se modifier », c'est pour enchaîner, comme si

cette phrase n'avait aucun sens à ses yeux : « On trouvera, selon les époques, qu'il (l'ouvrier) « colle » plus ou moins à son action politique ou qu'il se résume plus ou moins dans sa vie professionnelle ; ses liens aux organisations de classe se resserrent ou se relâchent, les buts qu'on lui propose — réformes ou révolutions, peu importe — lui paraissent réels, parfois même à sa main, ou lointains et parfois imaginaires. S'il perd l'espoir, aucun discours ne peut le lui rendre : mais que l'action le prenne il croira : l'action est par elle-même une confiance. Et pourquoi le prend-elle ? Parce qu'elle est possible : il ne décide pas d'agir, il agit. il est action, sujet de l'histoire... Plusieurs fois l'action s'est terminée par un désastre : alors les travailleurs qui étaient le sujet collectif de l'histoire, en redeviennent individuellement les objets » (p. 717). Certes l'auteur a bien le droit de faire une description schématique de l'action ouvrière, sans se référer à des épisodes historiques précis. Mais l'étonnant est que cette action n'exprime à ses yeux aucune créativité [1]. Elle prend l'ouvrier ou le lâche comme une colère, et le monde s'en trouve à chaque fois pareillement bouleversé. La théorie des émotions se substitue à celle de l'histoire.

En fait, cette conception a pour fonction de justifier la toute puissance du parti. Aux oppositions de l'identité de condition et de l'unité de classe, de l'objectif et du subjectif, Sartre ajoute en effet celle de la spontanéité et de l'action du parti [2]. Et, bien sûr, toute sa critique est dirigée contre le spontanéisme. Il va de soi que si l'on entend

1. Qu'on songe seulement à la grève. N'est-il pas évident qu'elle change le forme. Est-il indifférent que depuis une trentaine d'années les ouvriers ne se contentent plus d'arrêter le travail mais dans certains cas occupent les usines et tentent même de les remettre en marche sous leur contrôle. Or ces tentatives n'ont jamais été inspirées par le parti.

2. Faut-il faire remarquer qu'un des grands mérites de l'œuvre philosophique de Sartre est d'avoir tenté de rompre avec un mode de pensée étroitement rationaliste. Or voici que dans *Les Communistes et la Paix*, l'auteur ne procède plus que par dichotomie : condition et classe, action et passion, subjectif et objectif, liberté et nature, être et faire, toutes ces oppositions se voient accorder une valeur absolue. Transformé en champion des idées claires et distinctes, Sartre met facilement les rieurs de son côté : « Pour un marxiste anti-stalinien, écrit-il par exemple, la praxis révolutionnaire des masses ne saurait se confondre avec les manœuvres qu'elles exécutent sous la direction du P.C. Et comme elle ne font rien

par spontanéisme un *élan* mystérieux (c'est lui-même qui emploie, pour s'en moquer, le terme de classe-élan) qui pousserait irrésistiblement les prolétaires à l'assaut du capitalisme, cette notion est indéfendable pour un marxiste. Mais à travers le concept de spontanéité, c'est de toute évidence celui d'histoire autonome ou d'expérience que Sartre vise, puisqu'il nous dit que la classe n'est *rien* sans le parti et ne peut se manifester indépendamment de lui. C'est sur ce dernier point que nous voulons insister en montrant que dans le marxisme la notion de classe est fondamentale tandis que celle de parti, si importante qu'elle soit, est seconde.

Marx n'a-t-il pourtant pas écrit : « Le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant en parti politique distinct ». Cette phrase dont Sartre fait si grand cas n'a cependant pas le sens qu'il lui attribue. Elle ne veut pas dire que la classe n'existe que par le parti, elle ne précise pas le rapport de l'un et de l'autre, elle ne donne pas au terme de parti la signification qu'il a prise avec le stalinisme. Comment Marx pourrait-il identifier classe et parti quand

d'autre que ces manœuvres, leur *vraie* praxis se manifeste par ce qu'elles ne font pas. Nous avons vu tout à l'heure la liberté se mêler à la nature; de même, ici, objectif et subjectif se mélangent et finalement une étrange réalité paraît qui est à la fois l'unité objective et insaisissable des masses en tant qu'on la conclut de leur dispersion et leur élan subjectif et invisible en tant qu'on le déduit de leur immobilité provisoire. Ce concept ambivalent nous est ensuite proposé sous le nom de classe » (p. 738). Et encore contre le même marxiste anti-stalinien « ... et puisqu'il s'agit d'ôter au Parti le mérite de réaliser l'unité d'action ouvrière, on situera le principe magique de leur unification quelque part entre le régime objectif de la production et la subjectivité du producteur comme la spontanéité individuelle entre l'être et le faire, comme la *libido* freudienne entre le corps et la claire conscience » (p. 739). Et de rire. Mais qui rit? Ceux-là même qui se gaussaient hier du concept *d'existence* ou de celui de *situation* : M. Lefèvre, bien sûr, son ami, M. Garaudy et son ennemi Naville. A moins que Sartre ne soit prêt à faire une redoutable mise au point sur les termes et les idées qui sont à la source de sa philosophie (à vrai dire nous n'y croyons pas un instant), il devrait, nous semble-t-il, garder une certaine retenue dans sa critique de l'ambiguïté. « Ces fadaises flattent l'optimisme socialiste », nous dit-il encore de ces tentatives anti-staliniennes. Mais Marx risque d'en être le roi, lui qui voit dans le travail une activité objective subjective (« toute la prétendue histoire du monde est production de l'homme par le travail humain donc le devenir de la nature pour l'homme ») et qui nous montre dans le prolétariat un être qui n'est pas ce qu'il paraît (« Peu importe ce que tel ou tel prolétaire ou même ce que le prolétariat tout entier *s'imagine* être son but, momentanément. Ce qu'il importe c'est ce qu'il est et ce qu'il sera contraint de faire conformément à son être »).

il voit dans la Commune de Paris la première forme d'un gouvernement ouvrier, en l'absence de toute direction révolutionnaire. En fait, chaque fois qu'il parle de la révolution prolétarienne, Marx la caractérise comme le soulèvement de l'immense majorité contre une minorité d'exploiteurs, comme l'émancipation des travailleurs eux-mêmes, et il réfute l'idée que cette émancipation puisse être l'œuvre d'une fraction extérieure à la classe qui agirait en son nom. Parlant par exemple du rôle des intellectuels dans le mouvement ouvrier, il écrit : « C'est un phénomène inhérent à la marche prolétarienne que des individus appartenant à la classe dominante viennent se joindre au prolétariat en lutte et lui apportent des éléments constitutifs... mais il y a ici deux observations à faire... » La première est que ces individus doivent avoir une valeur réelle, la seconde « ...qu'ils fassent leurs sans réserve les *conceptions* prolétariennes »[1]. Selon Marx il y a donc non seulement des aspirations de la classe mais des conceptions qui sont à rejoindre si l'on veut participer à sa lutte. Ce texte est d'autant plus significatif que Marx ajoute quelques lignes plus bas : « Nous avons formulé, lors de la création de l'Internationale, la devise de notre combat : l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe elle-même. Nous ne pouvons, par conséquent, faire route commune avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes, et qu'ils doivent être libérés par en haut, c'est-à-dire par des grands et petits bourgeois philanthropiques... » Cette dernière phrase, on s'en doute, ne vise pas le stalinisme ; mais il faut reconnaître que la théorie de l'autoémancipation des travailleurs n'est guère compatible avec son idéologie. Or c'est seulement dans le cadre de cette théorie qu'on peut comprendre quelle est pour Marx la fonction du parti : il est un produit ou une expression de la classe. Marx écrit en 1875, dans sa critique du Programme de Gotha : « L'activité internationale des classes ouvrières ne dépend nullement de l'existence de l'Association internationale des travailleurs. Celle-ci fut seulement la première tentative pour doter cette activité d'un

1. Cité par M. Rubel, *Karl Marx, Pages choisies pour une éthique socialiste*. p. 234-5.

organe central »[1]. Plus explicitement encore, s'il est possible, il distingue le socialisme moderne du socialisme doctrinaire par le fait que le premier seul est *engendré spontanément* par la classe[2]. Enfin il faut reconnaître que Marx voit dans le parti, non seulement l'organisation générale de la classe, mais surtout son unité idéologique. Ainsi comme le montre justement M. Rubel, parle-t-il constamment du parti ouvrier alors qu'il est seul avec Engels à l'exprimer[3].

Cette conception de la classe est, à quelques nuances près celle de grands leaders révolutionnaires. Trotsky affirme qu'il y a dans le prolétariat une tendance élémentaire et instinctive à reconstruire la société sur des bases communistes[4]. Rosa Luxembourg que « la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, qu'elle est le mouvement propre de la classe ouvrière »[5]. S'agit-il de « fadaises de l'optimisme socialiste » ? Il s'agit plutôt de cette idée profonde que la classe est révolutionnaire essentiellement et non par accident, révolutionnaire en elle-même et non parce qu'une fraction d'individus profite de son antagonisme avec la bourgeoisie pour l'entraîner dans une révolution politique[6]. Et Lénine, demandera-t-on, n'est-il pas vrai qu'il prétend que le mouvement ouvrier, laissé à lui-même, ne saurait dépasser le stade du trade-unionisme, et

1. La phrase de Marx sur l'organisation du prolétariat en parti politique distinct est de 1871 (*Résolution de la Conférence de l'Association internationale des travailleurs sur l'action politique de la classe ouvrière*). La pensée n'a donc pas varié sur ce point. Dans le même sens il écrivait d'ailleurs en 1860, dans une lettre à Freiligrath, que la Ligue communiste n'avait été « qu'un épisode dans l'histoire du parti, lequel naît *spontanément* du sol de la société moderne ». (Nous soulignons.)

2. « (Le socialisme doctrinaire) n'a été l'expression théorique du prolétariat qu'aussi longtemps que celui-ci ne s'était pas développé encore suffisamment jusqu'à engendrer spontanément son propre mouvement historique », cité par Rubel, *op. cit.*, p. 224.

3. Rubel, *op. cit.*, p. XLII.

4. Trotsky, *In Defense of Marxism*, p. 104.

5. Rosa Luxembourg, *Marxisme contre Dictature*, édit. Spartakus, p. 21.

6. Rappelons la phrase de Marx, « la classe est révolutionnaire ou elle n'est rien », dont Sartre fait un curieux usage. Associée par celui-ci à une autre citation concernant la nécessité du parti, elle paraît signifier : la classe agit en tant qu'elle s'identifie au parti. Il faut donc préciser que la première formule se trouve dans une lettre adressée à Schweitzer. Marx déclare seulement que la classe ne peut ni ne doit rien attendre des pouvoirs. Il affirme ainsi l'autonomie du prolétariat.

que l'intelligence politique lui est apportée du dehors ? De fait, l'importance du *Que faire* ne peut être contestée. Toutefois il convient de remarquer que son auteur donne une description fausse de l'histoire ouvrière, que sa conduite propre dément la thèse qu'il exprime, que cette thèse, enfin, traduit plus une contradiction du léninisme qu'un de ses traits essentiels [1]. Il est en effet inexact, tout d'abord, de prétendre que les ouvriers russes n'ont réussi par eux-mêmes qu'à se regrouper dans des associations économiques et que la conscience politique a été introduite en eux par des éléments extérieurs à la classe. Ce qu'il y a de caractéristique au contraire en Russie, c'est que le prolétariat a, dès l'origine, eu conscience de son opposition politique au régime et que ses revendications économiques ont toujours été liées à cette opposition. L'oppression tsariste, comme Trotski notamment l'a montré, favorisait davantage le regroupement des ouvriers dans des clubs politiques clandestins que dans des syndicats. Ce qui est seulement vrai, c'est que les activités politiques ouvrières sont demeurées dispersées tant que les éléments les plus dynamiques de l'intelligentzia ne lui ont pas permis de se cristalliser dans une organisation unique. Mais ces éléments *laissés à eux-mêmes* n'auraient eu aucun pouvoir, ils n'ont joué un rôle décisif que parce qu'ils venaient rejoindre un mouvement ouvrier profondément politique. Lénine paraît du reste plus soucieux de l'expérience anglaise que de l'expérience russe ; il est obnubilé par le développement du trade-unionisme en l'absence d'un parti politique. Mais cet exemple est lui-même ambigu. Car il s'agirait de savoir si la mentalité trade-unioniste exprime dans ce cas une tendance naturelle du prolétariat ou si elle n'est pas plutôt le produit d'un processus historique, comme la thèse de Lénine sur le développement du réformisme dans le cadre d'un impérialisme se propose précisément de le montrer. Le succès, à l'aube du mouvement ouvrier anglais d'un courant essentiellement politique, comme le fut le chartisme, alors que les associations économiques étaient encore peu nombreuses et fra-

1. Enfin il faut ajouter, si l'on en croit Trotsky dans son livre sur Staline, que Lénine aurait abandonné sa thèse.

giles, nous fait évidemment pencher vers cette idée. En tout cas, l'exemple allemand que Rosa Luxembourg a remarquablement analysé ne peut être récusé. Dans ce pays la social-démocratie n'est pas venue coiffer le mouvement syndical, elle fut, au contraire, à son origine et c'est seulement à une étape ultérieure que syndicalisme et social-démocratie en sont venus à se présenter comme deux mouvements distincts, le premier prétendant se suffire à lui-même. Quant à l'attitude de Lénine, au moins jusqu'à la révolution, elle n'est pas celle d'un homme pour qui le parti serait le détenteur de la vérité et la masse une force aveugle. Son combat incessant dans les premières années du bolchevisme pour donner la plus large place aux militants ouvriers dans toutes les instances du parti, son mépris à l'égard de ceux qu'il appelle déjà des bureaucrates, l'appui qu'il donne pendant la révolution russe aux ouvriers d'usine qu'il juge « cent fois plus à gauche que les leaders de l'organisation », ses analyses théoriques de la dictature du prolétariat qu'il assimile totalement avec le pouvoir des soviets sans faire une allusion au rôle particulier du parti, sont autant de signes de sa confiance en l'autonomie de la classe.

S'il faut cependant reconnaître qu'à certaines époques Lénine, comme Trotski d'ailleurs, a paru accorder une importance extrême au parti, il n'est pas inutile de noter que c'est à chaque fois dans une période de recul des masses et d'isolement de la révolution. C'est lorsque les soviets s'avèrent incapables d'assurer effectivement la gestion de l'économie, lorsque la révolution se trouve isolée en Europe, lorsque la direction du parti doit en fait assumer toutes les responsabilités que Lénine agit comme si la vérité se confondait avec sa personne, et par exemple qu'il supprime impitoyablement toutes les oppositions. C'est lorsque l'organisation est largement bureaucratisée et qu'il ne dispose plus d'aucun recours à une action ouvrière, que Trotski déclare que le parti ne peut se tromper. Chaque fois, cependant, que la classe écrit sa propre histoire, tous les grands leaders révolutionnaires se rejoignent pour affirmer son autonomie. C'est Marx lui-même qui, après avoir qualifié de « folie désespérée » toute tentative d' insurrection à Paris, soutient sans restriction les communards et voit dans

leur œuvre « un point de départ d'une importance universelle ». C'est Lénine qui cite en exemple cette attitude et raille les menchéviks et leur conception de l'opportunité révolutionnaire. C'est Trotsky qui décrit la révolution de 1905 et celle de 1917 comme l'œuvre des masses et met au premier plan le rôle des soviets (rôle que le bolchevisme lui-même met un temps à comprendre en 1905). C'est enfin Rosa Luxembourg qui condense en une formule significative son estimation de l'expérience ouvrière : « Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infaillibilité du meilleur comité central »[1].

Cet aspect du marxisme, Sartre comme tant d'autres, préfère l'oublier. Sans doute pense-t-il que l'action politique ne supporte pas une trop grande rigueur dans la théorie. Les vérités de raison sont bonnes pour la philosophie ; en politique celles du sens commun peuvent suffire. Il suffit donc de constater que le stalinisme est suivi par une importante fraction de la classe ouvrière pour juger qu'il est le parti du prolétariat. Il suffit qu'il procède directement du bolchevisme pour qu'il en soit le parfait continuateur. Il suffit enfin qu'on ne puisse le remplacer pour qu'on doive combattre à ses côtés. Au reste cette dernière remarque est pour Sartre décisive. Il demande : supprimeriez-vous le stalinisme, que feriez-vous à sa place ? Le trotskiste est la juste victime de ce jeu facile. Il est vrai que celui-ci se donne dans l'imaginaire la situation réelle que vit le stalinien et se contente de supposer la réponse révolutionnaire qu'il aurait fallu faire. Comme chaque situation est, pour une part, un effet de la politique stalinienne, le trotskiste est, à à chaque fois, condamné à remonter dans le temps jusqu'à l'avènement de Staline. Comme par ailleurs il sait que le stalinisme n'agira jamais comme il l'invite à le faire, il est toujours réduit à noter dans la marge du réel des avertissements et des corrections inutiles. Sartre peut donc bien dire que le possible trotskiste est abstrait et que le possible

1. *Op. cit.*, p. 33.

stalinien est, à la rigueur, le seul possible puisqu'il peut se muer en réel. Cette remarque ne vaut toutefois que contre le trotskisme et suppose entre celui-ci, le stalinisme et la pensée de Sartre, un postulat commun : le parti est sujet de la praxis. Nous avons tenté de dire en quoi cette idée était radicalement antimarxiste, et, ce qui est plus grave, fausse. Dès qu'on reconnaît que la praxis est la lutte et le devenir de la classe, le stalinisme peut être remis à sa place dans l'expérience prolétarienne et la question primordiale devient celle de clarifier cette expérience et de l'aider à se développer, non de chercher à remplacer le parti actuel par un autre parti qui, imposé du dehors, aurait nécessairement les mêmes traits.

Voilà bien l'abstraction, dira-t-on : un si long raisonnement pour conclure à l'abstention. Il est vrai qu'il est abstrait en regard de l'histoire quotidienne, de chercher plus la clarification que l'action efficace, d'accorder plus d'importance à un auditoire de cinquante ouvriers, qu'au public du Vel' d'Hiv', de chercher les signes d'une maturation ouvrière là où n'apparaît que le jeu du stalinisme et de la bourgeoisie. Voulons-nous donc opposer une vraie histoire qui ne se manifeste pas à celle de chaque jour ? En fait il ne s'agit pas d'un choix entre telle et telle histoire et d'une préférence pour les développements secrets plutôt que pour la publicité des événements, mais d'une manière de se lier à la société. Notre abstraction est d'essayer de rattacher notre pensée et notre conduite, dans la mesure du possible, à l'effort du prolétariat pour abolir l'exploitation. Sommes-nous alors plus abstraits que ceux qui, affirmant leur attachement au prolétariat, jugent du stalinisme sur sa seule opposition à la bourgeoisie, ne dominent pas le bruit de la phraséologie révolutionnaire et apprécient une société, l'U. R. S. S., non d'après les rapports qu'elle institue entre les hommes, mais d'après ce qu'elle dit d'elle-même. S'il est abstrait de dévoiler l'idéologie de commandement des partis staliniens et de la relier aux conditions d'exploitations dans lesquelles s'édifie la société russe, à ce compte le marxisme tout entier est abstrait qui parle de plus-value quand elle *n'apparaît* nulle part, et qui dénonce la mystification du libéralisme bourgeois quand celui-ci propose des valeurs

adorables. Peut-être pensera-t-on qu'il est plus sot qu'abstrait de vouloir tout ramener à la lutte prolétarienne et de croire que l'abolition de l'exploitation est la tâche essentielle de notre temps. Marx et Lénine qui le voulaient avaient pour eux, au moins, de participer à une lutte effective. Il n'en est plus de même aujourd'hui. On ne peut le nier. Mais on peut aussi noter que la classe n'a pas seulement effectué un recul, qu'elle a affronté le problème révolutionnaire par excellence, qui n'est pas seulement celui du renversement de la bourgeoisie, qui est d'abord celui de l'organisation de son propre pouvoir, celui de la gestion collective de la société, qu'elle a continué de manifester sa créativité en recourant à des formes de lutte nouvelles, qu'elle a abandonné toute une série d'illusions sur la démocratie ou le nationalisme, que les conditions économiques n'ont cessé d'évoluer dans un sens favorable à une réorganisation rationnelle de la société, qu'en bref, il n'est pas possible actuellement de biffer la possibilité du communisme.

Toutes ces réflexions, dira-t-on encore, se fondent sur une philosophie de l'histoire, une estimation de la lutte de classes, de la puissance prolétarienne qui relèvent d'une création imaginaire. Peut-être le marxisme est-il un délire cohérent, et tous les signes que nous voyons de la créativité des ouvriers ne parlent-ils qu'à notre paranoïa. Peut-être encore le marxisme a-t-il été vrai et est-il aujourd'hui périmé, la grandeur du léninisme un attribut de la belle époque dont le maniaque tente de réveiller les échos comme tel autre ceux du jazz pur. Le tout, si on le pense, est de le dire. Au reste, si la politique amuse, on pourra bien s'en occuper encore. Mais l'étonnant est que les intellectuels qui veulent aujourd'hui défendre, et à quelque égard, justifier le stalinisme sans accepter sa philosophie de l'histoire, ont toutes les manies du marxiste, font un usage constant de ses principaux concepts et n'ont pour originalité que de n'en pas comprendre le sens.

En dernière analyse, l'attitude de Sartre est celle d'un empirisme en politique et nous croyons qu'il finira par nous dire que la révolution est un mythe et le pacifisme la seule vertu du présent. Tout le malheur vient de ce que

l'empirisme se pratique en silence ; il ne souffre pas la théorie. S'il faut parler, la politique se change en vision du monde et l'empirisme en philosophie. Au niveau de la philosophie, la rencontre de Marx est inévitable et sa critique de toutes les mystifications n'a rien perdu de sa virulence.

Claude LEFORT.

Jean-Paul Sartre.

RÉPONSE A LEFORT

Je n'ai jamais nié l'enracinement social du travailleur ni les fondements objectifs de la classe; je n'ai jamais pensé que les hommes fussent entre eux comme des soldats de plomb et qu'il fallût travailler du dehors à les fondre ensemble. A mes yeux la solitude et l'union sont des relations complémentaires dont le rapport mesure l'intégration d'une société. Que certains groupes restreints soient fortement intégrés sans médiation, c'est l'évidence. Qu'une telle « socialité » puisse un jour caractériser la société tout entière, pourquoi pas? Marx nous annonce que l'association communiste résorbera en elle et dissoudra tous les pouvoirs : le libre épanouissement de chacun conditionnera l'épanouissement de tous. Observez toutefois que cette société doit avoir liquidé ses classes, c'est-à-dire le principe de la division. La lutte des classes, voilà la déchirure du tissu social : quand elle commence, cette déchirure, où s'arrête-t-elle? Le sens commun répond : pour que les classes s'opposent les unes aux autres, il faut bien que chacune possède en elle-même un principe d'unité. Mais ce n'est qu'un argument de sens commun : la nation n'est qu'un « songe bâtard »; elle est faite de morceaux; pourquoi la classe n'aurait-elle pas cette même cohérence illusoire, pourquoi la division ne se multiplierait-elle pas à l'infini à partir d'une opposition première? Et puis cette unité ne varie-t-elle pas avec les rapports de force? En temps de guerre étrangère la cohésion des troupes dépend de l'action. Agir rapproche, intègre; pâtir désagrège. Dans toute collectivité, on trouve en proportion variable l'activité et l'inertie : l'extériorité réciproque des membres — c'est-à-dire leur tendance à la désintégration — dépend de cette inertie, c'est-à-dire des forces qui s'exercent sur le groupe.

L'inertie des masses, ai-je dit que c'était leur statut naturel?

Les masses ne sont pas naturelles : elles ressemblent à la Nature mais on les fait; l'extériorité des particules qui les composent est produite; c'est un statut historique qu'on veut imposer au prolétariat à un certain stade de son évolution et du développement des techniques. Cet état de masse n'est jamais absolu, précisément parce qu'il existe (et qu'il a toujours existé) des organes de centralisation et de liaison. Ai-je placé le Parti en dehors de la classe ouvrière? Mais d'où lui viendrait sa transcendance? Et s'il lui était transcendant, comment pourrait-il agir sur elle? Et transcendant à quoi? Aux masses, quand justement les cellules communistes sont des micro-organismes qui se forment en leur sein? A la classe, quand les masses s'organisent en classe par le *moyen* du Parti? Où ai-je écrit que le Parti était identique à la classe? C'est comme si j'appelais *botte* le fil qui retient les asperges. Encore le fil est-il *extérieur* : mais le Parti, je pourrais dire — tenez, en usant de votre langage — que c'est « ce qui permet aux ouvriers d'agir et de penser en complicité et de se penser ensemble comme différents de la société ». Bref, c'est une médiation entre des hommes. Vous pensez que cette médiation s'établit d'elle-même entre les ouvriers; je pense, moi, qu'elle est, à certains moments de l'histoire ouvrière, à la fois rapport et *volonté*; cette ambiguïté (le rapport peut être vécu pour soi par les travailleurs en tant qu'on le leur propose, et voulu comme rapport en soi par le militant qui tente de l'établir) fonde la possibilité d'une dialectique qui tantôt oppose les masses au Parti et tantôt les unit. Ai-je nié que le Parti tire sa force du prolétariat, mais vous surprendrai-je en vous révélant que les communistes s'en déclarent persuadés comme vous et moi? Son rôle est de briser les cloisonnements invisibles qui risquent d'isoler les ouvriers les uns des autres; mais cela ne veut pas dire qu'il insuffle la vie à des cadavres. Il rapproche des passions, des intérêts, il met en commun des espérances et des entreprises, il garantit aux uns la solidarité des autres; c'est à travers ses consignes que la volonté de tous se manifeste à chacun; y obéir, c'est se faire collectif. Bien sûr ses commandements seront sans effet s'ils ne vont pas dans le sens des courants sociaux; mais pour qu'il se règle sur les tendances réelles du mouvement ouvrier, encore faut-il qu'elles existent; et, pour qu'elles existent, pour qu'elles se concrétisent, il faut un certain degré d'intégration. Si le lien se relâche, les masses s'étalent et s'éparpillent, les structures se détendent et mollissent, toute la collec-

tivité glisse vers un désordre moléculaire; qu'il se resserre, les couleurs reparaissent et les structures et les mouvements orientés. Et puisque vous citez volontiers Trotsky, prenez ces remarques pour un simple commentaire de ce qu'il a fort judicieusement écrit dans son *Histoire de la Révolution russe* : « Les partis et les leaders sont un élément non autonome mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du mouvement ni du cylindre mais de la vapeur. » Au fait, est-ce que vous n'en convenez pas vous-même dans votre article : « Les activités politiques des ouvriers sont demeurées dispersées tant que les éléments les plus dynamiques de l'intelligentzia ne lui ont pas permis de se cristalliser dans une organisation unique. Mais ces éléments *laissés à eux-mêmes* n'auraient eu aucun pouvoir. » Alors? Serions-nous d'accord? Pas du tout. Pour moi, la classe se fait, se défait, se refait sans cesse — ce qui ne veut nullement dire qu'elle revienne au point de départ; pour se refaire ou pour se maintenir, aujourd'hui plus que jamais, je prétends qu'elle a besoin de la médiation d'un groupe qui se soit formé dans son sein. Cela et rien de plus; il me paraissait inutile, dangereux et d'ailleurs outrecuidant de faire une théorie du prolétariat. Je disais : *aujourd'hui* les masses ont besoin du Parti. Vous, vous n'avez pas hésité : nous avons eu droit à votre théorie de la classe et à une reconstruction dialectique du mouvement ouvrier depuis ses origines. Le but : montrer que la classe écrit sa propre histoire, qu'elle s'organise progressivement par ses propres moyens et développe son expérience *spontanément*. Spontanément : non. Je dois l'avouer, le mot n'est jamais prononcé, mais comme dit Saint John Perse du soleil : « Il n'est pas nommé, mais sa présence est parmi nous. » Ou quel nom donnerez-vous à « l'effort de la classe pour se comporter comme une unité et pour affirmer sa suprématie totale »? Et à ce « processus naturel mais non inconscient »? Mais vous, vous voulez établir que le développement de la classe est autonome, que les partis n'en sont que l'*expression* transitoire. Et vous voulez prouver cela *contre moi*. Voyons comment vous allez vous y prendre.

Le prolétariat, disait Marx, « produit les conditions matérielles de son avènement... (qui sont) la forme coopérative du travail,

l'application raisonnée de la science à la technique... la transformation des moyens particuliers de travail en mouvement ne pouvant être combinés qu'en commun, l'économie de tous les moyens de production, d'un travail social combiné, l'entrée des peuples dans le réseau du marché mondial, etc., etc... » Mais pendant que les forces productives se socialisent, les rapports de production restent individuels. Vous en concluez donc — et qui ne vous approuverait? — que la conduite la plus élémentaire de l'ouvrier au travail est déjà révolutionnaire. D'une part en effet les conditions de production — c'est-à-dire le régime de la propriété — deviennent des entraves pour les forces productives — puisque justement le travail est socialisé. D'autre part le prolétariat, par son travail quotidien, engendre peu à peu les « conditions matérielles » qui, le jour venu, lui permettront de prendre le pouvoir. En produisant le capital, le prolétariat se produit lui-même comme fossoyeur du capitalisme. Il serait absurde de distinguer l'activité technique et l'activité politique du travailleur. Ce serait confondre la tâche purement abstraite et négative du prolétariat (renverser la bourgeoisie) avec sa tâche positive et concrète : organiser progressivement les nouveaux rapports qui s'institueront entre les hommes, s'acheminer peu à peu vers un « remaniement des données industrielles », etc. Et d'ailleurs, s'il est vrai que le prolétariat, au plus profond de sa détresse, engendre son propre cours. inversement sa *praxis* libératrice a pour limite infranchissable. au jour le jour, les conditions matérielles de la production : « Il leur faut... commencer, disait Marx, par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée... »

Tout est pour le mieux : le prolétariat fait sa propre histoire. il crée dans la peine et la souffrance ce moment futur où la question et la réponse seront confondues et où, comme vous dites galamment, il pourra « remanier les données de la production ». Et le travail, bien sûr, a une valeur que je nommerai, sans crainte de vous trahir, « culturelle ». L'ouvrier se produit en produisant : dans la mesure où la technique socialise objectivement la production, le travailleur, subjectivement, se détermine dans son mode de vie, ses conduites, son système de valeurs et son expérience, comme *socialiste*; l'organisation de la classe pour elle-même et dans sa lutte contre le capitalisme esquisse progressivement ce que sera la société post-révolutionnaire.

Voilà ce qu'on pourrait nommer de « l'immanentisme de classe ». Si l'on voulait mettre en lumière le finalisme honteux qui se cache sous toutes les dialectiques, on vous ferait dire que la classe ouvrière est le procédé le plus économique pour réaliser une société sans classes. Il fallait un travail si ingrat pour produire les conditions matérielles de cette société que l'humanité, voulant dépasser toute oppression, trouve un seul moyen: se faire prolétariat opprimé. Comment s'épuiser à produire la plus-value si l'on n'est dupe et victime? Le profit serait en somme une ruse de la Raison. Non, je plaisante et vous n'avez rien dit de semblable [1] : mais si j'étais « jeune patron », je serais lefortiste : avec votre interprétation, vous jetez les bases d'un marxisme pour tous. L'exploitation, bien sûr, existe. Mais qu'est-ce? Tout simplement la structure objective du système de production. Et, dans le fond, tout le monde y trouve son compte : pendant que les travailleurs préparent à long terme l'avènement de la société sans classe, le patron réalise son profit dans l'immédiat; on retrouve la solidarité du travail et du capital; convaincu de la nécessité et de l'inéluctabilité d'une société sans classe, le patron lefortiste sacrifie son honneur à la révolution et défend le régime, au besoin, par la force : il ne peut secourir ses camarades ouvriers qu'en les contraignant à produire les conditions de leur émancipation. Rien d'étonnant : vous voulez prouver, comme nous le verrons, que vous servirez mieux le prolétariat en vous ancrant dans la bourgeoisie intellectuelle. Si l'argument vaut pour vous, il vaut pour d'autres. Et pourquoi pas pour la bourgeoisie tout entière ?

Dans tout votre exposé, on le sent brusquement, quelque chose manque. On dirait que ce n'est plus Marx qui vous souffle à l'oreille; Engels a pris sa place. Engels qui tire le matérialisme dialectique vers l'économisme, Engels qui décrit l'exploitation comme un processus physico-chimique [2] et qui fait naître les

1. Je reviendrai plus loin, cependant, sur cet étrange caprice qui vous a fait lui défendre de « refuser son état ».

2. « Même en supposant que toute propriété individuelle repose à l'origine sur un travail personnel du possesseur et que, dans tout le cours ultérieur des choses, il n'est jamais échangé que des valeurs égales contre des valeurs égales nous arriverons nécessairement par le développement progressif de la production et de l'échange au mode actuel de production capitaliste et tout ce problème est expliqué par des causes économiques. »

Ce texte est dirigé contre la « conception de la violence » chez Dühring et dans cette perspective, il est admissible. Pour Marx aussi, d'ailleurs, le

conflits sociaux non de la structure même du régime de production, mais de l'évolution de ce régime [1], Engels qui nous montre les hommes produits par le système sans nous faire voir le système produit par les hommes et qui réduit le conflit interhumain à n'être qu'une expression symbolique des contradictions de l'économie. Le panlogicisme de Hegel se doublait d'un pantragicisme; et dans le marxisme, pareillement, il y a le procès du capital et le drame de l'homme : deux aspects inséparables de la même dialectique. Mais vous quand il s'agit du bourgeois, vous adoptez le point de vue de l'économisme : on ne le voit pas, il n'existe pas. Votre haine tranquille est si radicale que vous avez commencé par en faire un pur objet, le produit passif du capital et, par suite, du salarié. J'y suis : ce qui manque, c'est la lutte des classes. Puisque le bourgeois n'est qu'un des haut-parleurs du capitalisme, on ne saurait *lutter* contre lui, parer ses coups, déjouer ses ruses, esquiver, feinter, avancer ni rompre; on ne risque ni la défaite ni la victoire. Quand vous dites que le travailleur « lutte » contre la classe bourgeoise, vous voulez simplement signifier qu'il agit *en produisant* sur la forme actuelle de la production; ce prétendu conflit séculaire, cette guerre civile se réduit à la pression indéfiniment croissante qu'exercent des forces de production chaque jour plus

libre contrat du travail fait deux dupes : le patron aussi bien que l'ouvrier. Pourtant le son est tout autre; c'est que le capital n'est pas une chose c'est un rapport entre les hommes, une perversion et une inversion de la relation proprement humaine. Toute la différence est là.

1. « Le rapport entre la répartition pour chaque époque donnée et les conditions matérielles d'existence de la société à la même époque est tellement dans la nature des choses qu'il se reflète régulièrement dans l'instinct populaire. Tant qu'un mode de production se trouve dans la branche ascendante de son évolution, il est acclamé par ceux mêmes que désavantage le mode de répartition correspondant. C'est l'histoire des ouvriers anglais à l'avènement de la grande industrie. Aussi longtemps même que ce mode de production reste le mode social normal, la répartition satisfait... et si une protestation s'élève, c'est du sein même de la classe dominante... et c'est... dans la masse exploitée qu'elle ne trouve pas d'écho. » (A. D. II, 10.)

Comment comprendre alors que « la lutte (du prolétariat contre la bourgeoisie) commence avec son existence même »? En fait, il n'y a jamais de lutte : il y a un système économique que ses contradictions réelles finissent par faire éclater. Les protestations, les indignations, la haine qui ne sont « *que des symptômes* » interviennent « lorsque le mode de production a déjà parcouru une bonne partie de sa marche descendante, lorsqu'il se survit à moitié, lorsque les conditions de son existence ont en grande partie disparu ». Et que *signifient* ces réactions-témoins? Que « son successeur frappe à la porte ».

nombreuses et plus socialisées sur le vieux cadre formel qui les contient.

Libre à vous de rendre, après cela, au prolétariat toute la réalité humaine, toute la force vive et toute la conscience que vous refusez au bourgeois; libre à vous d'être hégélien pour parler des ouvriers et disciple d'Engels pour parler des patrons. Vous n'en avez pas moins supprimé le conflit comme drame réel entre des hommes; ces deux ennemis mortels s'ignorent. Si même il vous arrive, comme à regret, de reconnaître une « expérience » à la classe dominante comme à la classe prolétaire, vous vous hâtez d'ajouter que ces expériences sont parallèles. Comment s'affronteraient-elles puisqu'elles ne se rencontrent jamais? Bien sûr le patron figure dans celle de l'ouvrier : mais comme une détermination sans contenu; et dans le système du patron l'ouvrier n'est guère plus déterminé : c'est la condition *a priori* de la possibilité du capital.

Y croyez-vous, au fond, à la lutte des classes? Oui et non : elle vous assomme. Dans un article récent, vous avez laissé échapper quelques phrases bien significatives : vous reprochez au P. C. de mettre l'accent « sur la nécessité de lutter *contre* le capitalisme, de renverser la bourgeoisie, d'abolir la propriété privée ». Selon vous, ces conceptions sont « abstraites » : elles prennent pour objet la révolution, qui est un épisode politique, et non l'organisation du pouvoir prolétarien. Le Parti ne vise que l'efficacité de la lutte immédiate, la classe ouvrière en secoue l'emprise et, tout en contestant l'exploitation sous toutes ses formes, elle cherche à définir « la forme positive de son pouvoir ». Ce qui la ramène, bien entendu, à vos méditations. On ne peut mieux dire : la lutte des classes n'est pas le drame réel qui oppose des hommes concrets à chaque minute. C'est une structure abstraite d'un phénomène beaucoup plus riche : de *l'expérience cumulative*. Et vous en venez tout naturellement à parler du mouvement révolutionnaire, comme d'un « travail que le prolétariat exerce sur la société ». Il est vrai que, dans toute bataille, il y a dépense d'énergie, action sur la nature, production, destruction donc travail. D'où vient pourtant qu'on a répugnance à définir la bataille de Pavie comme un travail exécuté par l'armée impériale sur l'armée française? C'est qu'on négligerait l'élément proprement agonistique. Vous, si vous réduisez la lutte au travail, c'est que vous avez en sous-main supprimé l'un des combattants. Nul ne s'étonnera, après cela, de

vous voir inventer cet euphémisme gracieux pour désigner la Révolution : « un remaniement des données de la production industrielle ».

Voilà le prolétariat tout seul. Seul il peut « écrire sa propre histoire ». Au lieu d'être le pur effet inerte de forces mécaniques, il se produit en produisant son produit et, qu'il force le rendement ou qu'il fasse la grève, il rapproche inéluctablement l'heure de sa délivrance. « L'expérience sociale de la classe se poursuit sur tous les plans à la fois. » Pour tout dire, la classe ouvrière *n'a pas de dehors*. Vous l'avez d'ailleurs écrit : « Le prolétariat n'est rien d'objectif... il ne se définit que comme expérience. » Et « les changements qui affectent le prolétariat dans son nombre, sa structure et son mode de travail ne prennent un sens que dans la mesure où la classe ouvrière les assimile subjectivement et les traduit dans son opposition à l'exploitation. C'est-à-dire qu'il n'y a aucun facteur objectif qui garantisse au prolétariat son progrès. » Le beau tour, et comme vous savez de bonne heure abuser du langage. Vous prouvez l'unité du prolétariat par celle de son expérience, mais l'unité de l'expérience, quand elle se ferait progressivement, suppose l'unité du prolétariat. Non, direz-vous, l'une en se faisant fait l'autre ; l'expérience est à la mesure exacte de l'organisation et réciproquement. Mais précisément, cela ne va pas : le prolétariat est écrasé par un présent perpétuel. La machine et son produit sont présents, ils n'ont ni passé ni futur; le prolétariat, « produit de son propre produit » est apparu sans tradition et sur la destruction de toute tradition; Marx appelle les ouvriers « des hommes neufs », « l'invention de l'époque moderne ». Le milieu sans cesse bouleversé est défavorable à la formation d'une mémoire sociale et, vous qui citez le texte de Marx sur l'agitation de l'époque bourgeoise, il est étrange que vous ne vous en soyez pas avisé. « Ce bouleversement continuel des modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette obscurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier, etc... » Comme si cela ne suffisait pas, des cataclysmes venus de l'extérieur ébranlent la société entière, changent les structures sociales; les profondes altérations qui affectent le prolétariat dans les premières années de ce siècle eussent suffi à détruire sa mémoire sociale : ces ouvriers nouveaux qui surgissent vers 1910,

comment pouvez-vous imaginer qu'ils vont reprendre les traditions aristocratiques du syndicalisme révolutionnaire et des professionnels? Changement, oui; changement historique et cumulatif, sûrement pas. Mais il a fallu, par dessus le marché, que la guerre apporte son désordre : deux millions de salariés sont mobilisés, l'effectif féminin est décuplé, la jeune génération qui entre à la fabrique vers 1917 n'a jamais connu le syndicalisme. Le fait s'est confirmé pendant la dernière guerre et tous les observateurs ont remarqué que les jeunes ouvriers n'ont presque aucune connaissance des grèves de 36. Il s'agit pour eux de faits légendaires et peu compréhensibles. En un mot, si vous voulez, malgré tant de forces hostiles et tant de raisons d'oubli, que le prolétariat conserve une mémoire et une expérience communes, vous ne pouvez pas compter sur cette expérience même pour lui fournir ce minimum d'unité que la mémoire nécessite. Dans une société traditionaliste et aux transformations lentes, le cercle ne serait pas vicieux, l'expérience se crée ses propres instruments. Dans une classe en perpétuel bouleversement et dont l'organisation, comme nous verrons, est toujours *en retard* sur celle du patronat, il faut des cadres, des repères, des cautions de l'expérience. Dans la mesure où le passé demeure, fût-ce à titre de conduite, d'« exis » ou de schème directeur, c'est qu'il est conservé par des organes spécialisés; de même qu'elle a besoin d'une médiation entre ses membres, la classe ouvrière, loin d'être unifiée par sa mémoire, a besoin d'une médiation entre elle-même et son passé.

Laissons cela pour l'instant; supposons que les conditions formelles de cette « expérience cumulative » soient données en fait. Voici qui m'inquiète davantage : vous nous avez parlé de deux expériences parallèles; celle du patronat, celle du prolétariat. Je peux aussi vous en accorder d'autres : celle de la classe paysanne, celle des classes moyennes, etc., etc. Et je vois aussi qu'un bourgeois peut exprimer à sa manière l'expérience de la bourgeoisie, un paysan celle du paysannat. Mais vous, Lefort, *qui* êtes-vous? *Où* êtes-vous? Et comment pouvez-vous nous parler de l'expérience de cette classe ouvrière qui « n'a rien d'objectif » et qui « n'a affaire qu'à sa propre activité »? J'entends bien : vous vous comptez sans doute au nombre de ces intellectuels « qui, à force de travail, ont su acquérir l'intelligence théorique du mouvement ». Mais d'abord cela même n'est pas si clair et vous nous dites vous-même que Marx se moquait des intellectuels sociaux-

démocrates qui se prétendaient les maîtres à penser du prolétariat. Comment reconnaître le bon grain de l'ivraie? Il faut, dit-il un peu naïvement, que ces individus « aient une valeur réelle » et « qu'ils épousent les conceptions ouvrières ». Mais il avait ajouté — et cela paraît indispensable, surtout si l'on admet vos présuppositions — qu'ils rejoignaient le prolétariat dans sa lutte et qu'ils en devenaient des « éléments constitutifs ». Il a complété le tableau ailleurs, en expliquant que cet apport nouveau provenait d'une *prolétarisation réelle* de certaines couches de la bourgeoisie intellectuelle. Bien : un intellectuel prolétarisé tombe hors de sa classe, rejoint le prolétariat, adopte toutes ses conceptions et, seulement alors, est digne de le servir en lui communiquant l'intelligence théorique de ses propres réactions. Vous n'êtes pas prolétarisé, que je sache — pas plus, en tout cas, qu'un très grand nombre de jeunes universitaires qui se tiennent tout uniment pour des bourgeois. Vous n'êtes pas tombé hors de votre classe puisque vous fréquentez d'autres intellectuels et quelques ouvriers très cultivés, comme faisaient les républicains sous Louis-Philippe ou les radicaux du temps de Mac-Mahon. Vous n'acceptez pas toutes les conceptions de la classe ouvrière puisque la majorité des travailleurs votent communiste et que vous êtes hostile au « staliniens ». Enfin, vous ne pouvez prétendre que vous vérifiez la valeur pratique de vos idées au cours d'un action commune à laquelle vous participeriez, mêlé aux travailleurs, puisque vous n'agissez pas du tout. Comment donc pouvez-vous décrire et fixer « l'expérience subjective » de la classe ouvrière? Pour tout dire, la vérité d'un mouvement dialectique ne peut s'établir que de deux manières : si l'on est soi-même entraîné dans le mouvement, c'est la praxis qui décide. L'action et l'idée ne faisant qu'un, l'idée vraie est une action efficace. Si l'on est hors du coup et immobile, comme vous êtes, alors il faut être placé tout exactement à la fin de l'histoire. Ne me répondez pas qu'on pourrait poser la même alternative à propos de n'importe quel intellectuel « de gauche » : cela n'est pas vrai. Certains, inscrits à tel ou tel parti prolétarien, militent au milieu d'ouvriers. C'est *justement* l'appartenance au parti qui sert de médiation : par l'intermédiaire du Parti on peut (avec plus ou moins de succès) changer de classe. Mais surtout, Dieu me garde de refuser à personne une connaissance si légère, si incomplète soit-elle, du monde ouvrier. Celui-ci en sort, celui-là a des parents qui travaillent à la fabrique, et, même si le troi-

sième n'a fait que lire des ouvrages théoriques sur le prolétariat, il a du moins appris et compris un minimum d'idées abstraites : pour moi, il y a *communication* entre les groupes et les classes autant qu'entre les personnes. Communication *et* lutte. Et d'ailleurs la lutte même est communication. L'autre est là, immédiatement accessible — sinon déchiffrable — et son expérience est là, elle s'achève dans la mienne ou c'est la mienne qui s'y termine, toutes ces significations imparfaites, mal closes, interrompues, qui constituent notre savoir réel se comptent là-bas, dans l'autre qui connaît peut-être les réponses. Il ne saurait y avoir d'expérience, ni de lutte de classe si l'homme n'était pour l'homme immédiatement objet et sujet et si je ne trouvais tout l'Autre en moi [1]. Mais vous, vous qui prétendez que ces expériences sont séparées, vous qui vivez comme moi sur les revenus du capital et dont l'activité demeure improductive, vous n'avez le droit de nous éclairer sur la subjectivité ouvrière que si vous êtes Hegel et qu'elle est l'Esprit. Même alors, on comprendra mal que vous nous restituiez les moments de cette expérience étrangère, car enfin, dans la *Phénoménologie de l'Esprit*, c'est aussi bien sa propre conscience que Hegel accompagne dans ses démarches. Mais la subjectivité de l'Autre, comment en parler, si elle n'a pas de dehors? Pourtant je vois, à mieux regarder, que dans cette subjectivité l'intérieur est la pure extériorisation de l'intérieur. Le prolétariat comme expérience subjective, c'est le procès de production se déroulant dans le pur milieu de la subjectivité. Par exemple le statut objectif de producteur devient subjectivement « familia-

1. Cela ne signifie nullement que ces expériences sont *complémentaires* ni qu'elles puissent se fondre en un tout harmonieux qui serait par exemple « l'expérience humaine », comme l'ont cru les idéalistes de l'entre-deux-guerres. Au contraire elles sont la plupart du temps incompatibles, contradictoires, exclusives les unes des autres. Mais cela n'empêche pas que vous puissiez les trouver dans le champ même de votre expérience ni que vous soyez directement atteint par la haine d'un indigène colonisé, ni même que vous puissiez changer de perspective et tenter de vous voir avec d'autres yeux, c'est-à-dire déterminer votre réalité d'objet par rapport à d'autres systèmes de références. Mais de toute façon ces valeurs et ces points de vue qui ne sont pas les vôtres tout en étant mêlés aux vôtres, tout en se glissant partout pour vous contester, tout en se donnant à vous comme systèmes de relations compréhensibles, garderont à jamais leur irréductibilité : à jamais autres, à jamais étrangers; immédiatement présents et inassimilables. Nous verrons tout à l'heure comment faute de vous tenir à cette position moyenne, vous tombez d'un extrême à l'autre. Après nous avoir parlé « d'expériences parallèles », vous n'hésiterez pas, à totaliser l'expérience du monde méditerranéen.

rité avec le mode de production individuel » — le changement constant des techniques devient adaptation à de nouvelles tâches, transformation de la conception de l'instrumentalité —. Si l'automatisation de la production rend les individus *objectivement* interchangeables, la classe acquiert le sentiment de l'universalité. La subjectivité de la classe, c'est le mode de production saisi dans la perspective d'un passé et d'un futur et dont les parties s'organisent dans l'unité synthétique d'une expérience. Ainsi passez-vous de la totale subjectivité à l'objectivité entière. La pensée et son objet ne font qu'un. Seulement voilà : quand un communiste fait connaître les intérêts ou les sentiments du prolétariat, à tort ou à raison c'est *au nom* du prolétariat qu'il parle. Mais vous, Lefort, j'ai bien peur que vous ne parliez *sur* la classe ouvrière : votre vérité n'est pas efficace et l'on ne saurait dire qu'elle embrasse la totalité du réel puisque l'histoire continue; si vous refusez cependant de tenir vos idées pour des opinions c'est sûrement que vous tenez la méthode pour la progression de la chose elle-même. Et sans doute répétez-vous tout bas ce secret orgueilleux que Hegel a dit tout haut : « La pensée contient comme produit de son activité l'universel qui constitue le fond même, l'essence intime de la réalité de l'objet. » La classe ouvrière en produisant produit la raison *pour elle*, et vous, comme pensée en acte, vous produisez la raison qui produit le prolétariat.

Comme on comprend, dès lors, que vous soyez si prompt à saisir les rapports de convenance entre les différentes significations de l'expérience ouvrière! Comme on comprend que l'action du mode de travail sur le prolétariat vous paraisse si simple, si claire et, pardonnez-moi, si pauvre; et que vous vous moquiez des malheureux empiristes qui croyaient à l'opacité du monde, ce peu profond ruisseau. Tenez, essayons de le regarder de plus près, ce Savoir Absolu que vous nous dispensez.

L'originalité du prolétariat en tant que classe paraît, selon vous, dans son rôle de producteur. Voyons comment la classe *se fait* (expérience-unité) en tant qu'elle travaille, c'est-à-dire examinons votre système de transcription.

1° Vous nous avertissez de l'importance capitale de la concentration. Une classe plus concentrée a plus de chance de s'opposer dans son ensemble à la bourgeoisie; la connexion qu'elle réalise entre ses membres accroît sa capacité de direction. Et vous écri-

vez avec une assurance qui surprend : « le degré de concentration d'un prolétariat est synonyme du degré de son existence sociale ». Pourquoi pas? A condition, bien sûr, de définir l'existence sociale comme le degré de concentration. Quant à votre remarque sur les connexions, c'est une lapalissade si vous voulez dire que les contacts sont plus fréquents; c'est une erreur si vous prétendez le moins du monde préjuger de la nature et du sens de ces relations. Faudrait-il conclure que le prolétariat des U.S.A., où la concentration est plus poussée qu'en France « réalise une connexion... qui accroit sa capacité de direction »? Et son histoire, depuis les I. W. W. jusqu'aux lamentables compromissions du C.I.O. et à l'indifférence grandissante de la classe ouvrière, a-t-elle rien à voir avec la densité des populations? L'obéissance passive des 400.000 mineurs de Lewis est-ce à la concentration qu'elle est due et, quand cela serait, est-ce là ce que vous appelez auto-organisation? Des connexions, oui : mais entre qui et qui? La présence de travailleurs étrangers, d'un fort contingent nord-africain chez nous, d'une population noire aux U.S.A. ne changera-t-elle pas les effets de la concentration? Vous prétendez qu'il n'en faut pas tenir compte? Pourquoi, sinon parce que vous avez arbitrairement surestimé le rôle des facteurs *formels?* Mais quand on verrait dans la concentration une structure fondamentale du prolétariat, elle n'agirait que dans le sens des dispositions existantes. Elle multipliera tantôt les images de la colère et les chances d'émeutes, tantôt les exemples de résignation; en période d'équilibre. elle peut être un simple facteur de stabilité. Il y a bien longtemps que Costes a soutenu sa thèse démographique et, voyez-vous, je reconnais que « la sociologie a fait des progrès depuis ». Il expliquait que « l'accroissement d'une population unifiée... facilite la communication entre les différentes parties de la société et rend possible une représentation de plus en plus exacte de l'unité des lois naturelles ». On l'a tiré par la manche; on lui a expliqué que la quantité ne pouvait produire d'effets sociaux sinon dans le cadre d'une société déjà structurée et en fonction de structures existantes. Pourquoi donc fallait-il que vous, vous qui êtes si convaincu des progrès sociologiques, vous fassiez cinquante-trois ans plus tard la même erreur avec la même pompe? La concentration n'agit qu'à travers des milieux et des formes existantes. Direz-vous qu'il s'agit d'une « relation permanente dans le cadre d'une structure sociale et qui ne peut se traduire par un condition-

nement historique »? Mais je ne vous l'accorderai pas. Il est certain que la concentration dans une région donnée traduit une structure fondamentale et liée à l'ensemble de la production (industrialisation, outillage, répartition géographique des ressources, etc.). Mais la relation du prolétariat à cette concentration comme facteur de son expérience est conditionnée à son tour par une série de facteurs secondaires ou historiques qui peuvent la transformer sans que le nombre des fabriques et l'importance de leur personnel aient changé [1]. Et il est vrai que Marx considérait l'Angleterre comme le levier de la Révolution. Mais il est vrai aussi qu'il lui refusait l'esprit généralisateur, la passion insurrectionnelle et tenait pour probable que l'initiative viendrait de France. Dans le fond, ce qui lui paraissait révolutionnaire en Grande-Bretagne, ce n'était pas le prolétariat, c'était le Capital.

2° *Coopération* : « La coopération (dans le travail) rend leurs actes solidaires, l'organisation fait du produit le résultat d'un procès concerté. » Vous nous la baillez belle. Il suffit que cette coopération existe objectivement pour que vous soyez assuré de lui trouver une correspondance dans le mode d'organisation et l'expérience objective du prolétariat. Mais c'est vous, vous seul qui affirmez ce parallélisme. Il *doit* exister *parce que* votre théorie est vraie. Vous n'oubliez qu'une chose : l'exploitation. Cette coopération, y avez-vous songé, n'est pas vécue par l'ouvrier comme le signe heureux de la solidarité : il peut arriver qu'il la sente dans l'horreur et le refus, comme une solidarité de victimes, ou dans la contrainte, puisqu'il dépend du rythme des autres et de leur travail, ou tout simplement qu'il n'y soit pas sensible, comme il arrive dans beaucoup de cas d'automatisation. Le troisième cas est peut-être le plus fréquent : la fatigue, l'intensité du rythme imposé *isolent*; et puis la machine s'interpose entre les hommes; « l'inhumain » déchire les relations humaines. Dans les deux premiers cas, on fait l'expérience de la dépendance. L'ouvrier est conditionné non seulement par le patron mais par les camarades; dans cette « solidarité » raide et extérieure, un mouvement étranger dont la vitesse et la fréquence ont été fixées hors de lui, le traverse, le secoue, lui fait sentir cette horrible complicité à l'envers des victimes enchaînées par la même chaîne. De toute

1. Par exemple l'apparition des machines outils et la « nationalisation » qui a bouleversé la classe ouvrière n'a pas sensiblement précipité le très lent mouvement de concentration qui caractérise l'industrie française.

façon la véritable coopération est de l'autre côté, entre le patron, le directeur, les employés supérieurs : tous ces salariés qui vivent sur le revenu du capital, qui partagent l'idéologie et certains intérêts de la classe bourgeoise, peuvent coopérer, dresser des plans, organiser le travail. La coopération des ouvriers est très exactement l'envers de celle-là : ils s'aident à aider le patron mais ils ne s'aident pas. Ou plutôt ils s'aident *à rien*, ils coopèrent *à rien*. Et je m'étonne, vous qui aimez à citer Marx, que vous ne vous soyez pas soucié davantage du démenti qu'il vous a infligé par avance : « Leur coopération ne commence que dans le procès du travail; mais alors ils ont déjà cessé de s'appartenir à eux-mêmes. Dès qu'ils entrent dans le procès du travail ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent et sont membres d'un organisme producteur, ils ne représente plus qu'une forme spéciale d'existence du capital... (*Capital Ed. Costes* II, 225)... Le mécanisme spécifique de la période manufacturière, c'est l'ouvrier collectif lui-même, composé de beaucoup d'ouvriers parcellaires. L'ouvrier collectif possède... toutes les capacités productives... et les utilise — en appliquant uniquement à leurs fonctions spécifiques tous ses organes, individualisés dans des ouvriers particuliers en des groupes d'ouvriers. Plus l'ouvrier parcellaire est incomplet et même imparfait, plus il est parfait comme partie de l'ouvrier collectif... (III, 247-248) » Et voici le passage où Marx montre, contre votre révolutionnarisme sans lutte de classe, que l'*Autre* est présent comme agent réel du mouvement de la production jusque dans l'acte élémentaire de la production elle-même, jusque dans ce geste où vous voudriez que l'ouvrier se fasse déjà révolutionnaire par la simple appréhension de caractères objectifs de sa tâche : « La division manufacturière du travail leur oppose les puissances intellectuelles du procès matériel de production comme une propriété étrangère, une puissance qui les domine. Cette scission commence dans la coopération simple où le capitaliste représente vis-à-vis de chaque ouvrier l'unité et la volonté du corps de travail social. Elle se développe dans la manufacture qui fait de l'ouvrier un ouvrier estropié parcellaire. Elle s'achève dans la grande industrie qui fait de la science une puissance productive indépendante du travail et l'affecte au Capital. (*Id.* II, 244) » Puissent ces textes vous rappeler ce que vous oubliez sans cesse : que l'expérience ouvrière est à la fois expérience du travail salarié et expérience des oppresseurs : « L'aliénation apparaît....en ce que mon moyen de subsistance est

celui d'un autre, que l'objet de mon désir est la possession inaccessible d'un autre... que toute chose est en elle-même quelque chose d'autre qu'elle-même... » Oui, l'ouvrier est révolutionnaire dès son premier mouvement, mais c'est qu'il fait une expérience totale du monde et de l'Autre, c'est que l'autre est présent dans son acte et dans les objets de son désir comme la puissance hostile qui le vole, et c'est qu'il ne peut vouloir « remanier » son travail sans poser immédiatement la volonté d'arracher le pouvoir à l'autre[1].

3° « Le bouleversement continu de la technique (exige) que les hommes réalisent de nouveaux montages corporels... »

Là, vous êtes franchement odieux. Mais on vous excuse car vous manquez d'imagination plutôt que de cœur : en un mot, vous suivez votre idée. Vous jugerez Marx bien romantique : voyez comme il parle de ces changements corporels que vous appelez si gaiement de « nouveaux montages » : « La manufacture bouleverse l'individu et s'attaque à la racine même de la force de travail individuelle. Elle estropie l'ouvrier et fait de lui une espèce de monstre en favorisant, à la manière d'une serre, le développement de son habileté de détail par la suppression de tout un monde d'instincts et de capacités. (*Cap.* II, 263) ».

Malheureusement les biologistes et les psychotechniciens tendraient à lui donner raison plutôt qu'à vous. Vous les avez lus, bien sûr. Relisez-les. Mais peut-être songez-vous à l'influence « culturelle » du travail parcellaire : en ce cas, je regrette de vous le dire, les enquêtes anglo-saxonnes et allemandes crèveront votre beau rêve : l'influence culturelle du travail parcellaire est entièrement négative, il a liquidé la culture professionnelle, l'habileté technique et cette connaissance intuitive du matériau dont l'ouvrier professionnel était si fier; il a ruiné la curiosité, l'intérêt, le désir de s'instruire; il a produit des psychoses variées, il abrutit ceux qui ne perdent pas tout à fait la tête : ils répètent le même geste, au long du jour, rêvent ou comptent dans leur tête ou ruminent, remâchent la même phrase à chaque recommencement. Ah! Et

1. Le seul effet certain qu'on puisse attribuer à la coopération, c'est peut-être cette discipline « militaire » qui, selon Lénine, a transformé les usines en caserne. Mais justement vous ne voulez pas en entendre parler et vous expliquerez tout à l'heure que la militarisation des masses est le signe même de la bureaucratisation des dirigeants. C'est la solidarité *spontanée* que vous voudriez tirer de la coopération, comme un lapin d'un haut de forme.

puis il y a aussi, comme vous dites, ceux qui « s'adaptent » : ceux-là sont foutus. Ils se laissent couler : « Après tout, on n'a pas de responsabilités »; Quant au « travail sur la société », parlons-en : été, hiver : longs tramways, heures supplémentaires. On rentre, on dîne. on bâille, on dort. N'importe, vous vous réjouissez d'apprendre que le prolétariat en découvrant l'interchangeabilité des travailleurs s'est élevé jusqu'à l'appréhension de l'universalité. Mais je crains qu'il n'y ait erreur : l'interchangeabilité, c'est la crainte de perdre sa place, le sentiment angoissant d'être remplaçable. L'ouvrier qui chôme ou qui craint de chômer fait certainement l'expérience d'une étrange contradiction : ses besoins immédiats, sa faim, sa fatigue, sa détresse lui manifestent sa singularité; or il n'a plus le moyen de la penser, il n'est plus une personne; il ne lui reste que l'idée de l'universelle commutabilité (s'il l'a véritablement sous cette forme). Mais je ne vois pas que cette contradiction-là puisse l'avancer beaucoup; et si vous y aviez réfléchi, vous auriez vu qu'elle est bien dépassée depuis 93 ; cette universalité dont vous faites si grand cas, l'ouvrier ne vous a pas attendu pour la concevoir : c'est tout simplement l'universalité abstraite des démocraties. Qu'a-t-elle à voir, s'il vous plaît, avec l'universel concret de « l'individu à développement intégral » et de la communauté socialiste? En quoi, surtout, cette universalité commutative ressemble-t-elle à l'universelle *réciprocité* qui doit fonder les vrais rapports humains? Sur « l'influence de la différenciation sociale dans l'expérience cumulative du prolétariat » je n'ajouterai qu'un mot. Il y aura peut-être un jour une redistribution des rôles à l'intérieur de la classe ouvrière, mais ce qu'on peut dire aujourd'hui c'est que la « deuxième révolution industrielle » a plutôt agi comme niveleuse. On pourra noter la tendance (moins marquée qu'en beaucoup d'autres pays) à l'élimination des extrêmes (manœuvres et professionnels) au profit des intermédiaires (O. S.). On rencontre, certes, encore beaucoup d'entreprises à structure archaïque (nombre élevé de manœuvres) mais dans la mesure où le mouvement de rationalisation doit se poursuivre, le prolétariat se rapprochera, par sa composition, du prolétariat américain : mince couche d'ouvriers supérieurs, hautement qualifiés et très bien payés, sans rapports professionnels avec les O.S., masse nivelée, de plus en plus homogène; l'interchangeabilité amène en outre la suppression des frontières interprofessionnelles. Plus à l'aise que vous sur le terrain concret,

les communistes ont eu vite fait de voir l'ambiguïté de *l'expérience* : la masse est fluctuante, l'apprentissage n'est plus nécessaire; pour ces raisons, la résistance au capital sera moins forte. L'ouvrier sent davantage sa dépendance, il n'est plus qu'un rouage : des mouvements de masse sont possibles. Résistance moins forte, dépendance accrue : pulsions contradictoires; il faut renforcer l'une, affaiblir l'autre : il faut un militant pour aider ses camarades à définir le sens de cette expérience ambiguë.

D'ailleurs ce n'est pas à vos expériences cumulatives que j'en ai et je pense, en effet, que le prolétariat tire profit de tout — à la condition qu'on entende par ce mot la classe tout entière avec ses liens internes et ses organes sensibles. Mais je voulais, contre votre schématisme, contre votre fausse rigueur, contre vos conclusions doctorales et simplistes (le produit manufacturé requiert la coopération des travailleurs *donc* les travailleurs intégreront la coopération à leur expérience subjective) montrer qu'une expérience est une relation vivante et agissante à Tout, d'où résulte que chaque moment s'en présente comme un ensemble brouillé de significations et d'actions. D'abord les faits ne sont pas si tranchés que vous le dites : il faut les reconstruire, ensuite chacun d'eux — quand même il s'agirait de faits généraux et essentiels comme la concentration ou la différenciation interne — est à la fois obscur et sursignifiant. Obscur parce qu'il ne rend jamais compte de lui-même — sursignifiant parce qu'il contient une pluralité de sens dont chacun se dévoile comme une totalité autonome : il y a celui que donnent la fatigue, la faim, l'amertume — et celui, pratique, qui s'attache à l'attitude productrice ou travail — et celui que donne à tous les autres l'existence universelle de *l'Autre*, l'inversion des relations humaines et l'aliénation ou l'éclairement par l'expérience passée etc., etc. Toutes les structures objectives du monde social se livrent dans une indifférenciation première à la subjectivité ouvrière. Rien n'est élucidé, il n'y a pas de *garanties* : la résignation (écrasement par l'Autre) et la révolution (dépassement de l'Autre vers la tâche infinie) éclairent la situation simultanément mais leur rapport ne cesse de varier. S'agit-il d'idéalisme ou d'irrationnel? Pas du tout : tout *sera* clair, rationnel, tout *est* réel, à commencer par cette résistance au déchiffrement : simplement il faut prendre du temps; mais si l'expérience active commence par la réceptivité et l'incertitude il devient possible sinon nécessaire de demander de l'aide : le déchif-

frement *peut* se faire par une médiation. Non qu'un Parti puisse imposer ses clés : il les *essaye*, voila tout. Mais vous, dans l'intention de rendre toute médiation inutile, vous nous avez fait le coup de « l'expérience-qui-comporte-sa-propre-interprétation ». Les difficultés que nous avons rencontrées nous ramènent à l'idée commune d'expérience : ensemble obscur de « conséquences sans prémisses » qu'on déchiffre à plusieurs.

Voilà justement ce que vous refusez. Dans le fond, je vous comprends : le réel est opaque et d'approche difficile; et s'il est tel, c'est que nous sommes situés. Je conçois que le monde est d'abord obscur pour les ouvriers dans la mesure où le monde et l'ouvrier dans le monde sont obscurs pour moi. Mais vous ne voulez pas du tout qu'on vous situe : vous perdriez le Savoir. Votre *situation* vous enseignerait ce que vous n'êtes pas (vous n'êtes pas Hegel. Vous n'êtes pas Marx. Ni un ouvrier. Ni le Savoir Absolu) et ce que vous êtes (vous êtes un jeune intellectuel français, remarquablement intelligent, qui a des idées sur Marx comme on en avait sur la femme en 1890). Certes, vous acceptez que le prolétariat vive ses rapports de production et son opposition au capitalisme sous forme de conduites, d'effort vers l'unité, de découverte progressive de ses tâches, mais *à la condition* que vous soyez là pour faire la transcription d'un système dans l'autre, pour affecter l'objectif de son coefficient de subjectivité, pour nous décrire les rapports vécus des ouvriers entre eux, l'ambiguïté de leur relation à l'élite ouvrière, pour nous montrer ensuite comment ces rapports dans la subjectivité de la classe conduiront à l'attitude réformiste. En utilisant la « réciprocité » de perspectives vous pourrez trouver dans le réformisme *le sens* des rapports internes du prolétariat ou dans ces rapports la signification *en vérité* — c'est-à-dire dans le Savoir Absolu — de ce réformisme. Plus qu'aux militants, vous ressemblez à ces psychiatres qui établissent des correspondances entre les conduites objectives et les discours des malades sans vouloir entrer dans leur délire. Tout devient clair, personne n'est situé : ni vous par rapport aux classes, ni la classe ouvrière sinon par rapport à la production; vous niez en même temps votre position individuelle et celle des individus qui composent la classe : « Ne peut-on quitter des yeux l'individu quand on parle du groupe? » Comment donc! Quittez, quittez! La classe ouvrière n'est qu'une expérience universelle de culture; donc le sujet et l'objet sont homogènes : la pensée

déserte et la classe solitaire étayant mutuellement leurs solipsismes feront une expérience commune de l'universel.

Vous avez donné à votre créature l'activité, la force, la conscience et la vie, tous les dons sauf un : l'inertie. Votre prolétariat a le droit de progresser sans cesse : il n'a pas le droit de se tromper, d'ignorer, de faillir; bref, de pâtir. Vous avez rejeté pêle-mêle les entraves, la finitude, la fatigue, la peur du côté des individus et puis vous vous êtes tourné vers la classe impassible. L'histoire sanglante et parfois obscure du mouvement ouvrier n'est qu'un épiphénomène; vous ne nous en direz jamais les risques, les désastres et les renaissances : situation, opacité, ancrages, repérage, passivité, toutes ces qualités sont liées; par elles, l'homme est objet de l'homme, du soleil, du chien; or il ne vous paraît pas souhaitable qu'il existe un objet-Lefort ni une objectivité de la classe ouvrière. Naturellement, vous n'êtes pas assez fou pour refuser aux ouvriers l'appartenance au monde réel; ils peuvent mourir du choléra, de la famine; vous mentionnez vous-même la dépersonnalisation dont souffre l'O.S. ou les insuffisances de la culture prolétarienne. Vous admettriez sans peine que les massacres et les déportations de 1871 ont bouleversé la composition du prolétariat et l'ont privé de ses chefs. N'importe : en tant qu'il est *subi*, le changement n'affecte pas la classe, il transforme les individus ou, à la rigueur, les groupes restreints. Mais le prolétariat n'y participera que dans la mesure même où il l'intègre à son expérience.

Voici donc un prolétariat tout plénitude et positivité, comme le Dieu de Leibniz, qui ne fait qu'agir et qui réfléchit en soi son action. Mais la faiblesse, le néant, la passion se sont réfugiés en chacun de ses membres, en sorte qu'on peut, sans le toucher, le décimer par en dessous et finalement l'anéantir en agissant sur les individus qui le composent. Ne dirait-on pas que l'histoire active du prolétariat-sujet et l'histoire fluctuante des mouvements ouvriers se déroulent sur des plans différents. On pourrait trouver logique que vous fussiez Durkheimien : votre prolétariat ne ressemble-t-il pas à cette conscience collective qui « en dépendant du tout sans dépendre des parties qui la composent jouit, grâce à cette diffusion, d'une ubiquité qui la libère »? Mais non : vous avez bien spécifié que « la classe n'est pas une réalité à part des individus. » A vrai dire, la formule est ambiguë comme toutes celles de nos sociologues éclectiques et Durkheim pourrait aussi s'en réclamer. Mais prenons pour accordé que « la Sociologie a fait des progrès »

depuis l'*Essai sur la Division du Travail Social*. La classe, d'après vous, serait « ce qui permet d'agir et de penser en commun, etc... » Une définition fonctionnelle en somme; et qui vise un rapport. La classe c'est la socialité. Mais qu'est-ce que la socialité? Eh bien c'est justement ce qui permet aux individus d'appartenir aux groupes et, par exemple, à la classe. Nous revenons au point de départ : la classe est un rapport, un processus constant d'auto-organisation et d'intégration, une expérience : je ne suis guère éclairé. Quand vous dites : « *ce* qui permet... » la classe est médiation; vous en faites un « neutre » et c'est fort bien fait. Quand vous en faites « la participation à un schème d'action... » ce n'est déjà plus tout à fait la même chose, car cette participation n'est qu'une désignation abstraite pour le fait réel de penser et d'agir en commun. Tout au moins les deux définitions précédentes ne nous ont pas fait quitter le terrain du *neutre*. Mais lorsque vous écrivez « la classe... confie... à une fraction d'elle-même », je ne sais plus ce que vous voulez dire et je me demande avec inquiétude si vous ne parlez pas par métaphore. Et quand enfin je lis : « la classe n'a affaire qu'à sa propre activité », je comprends qu'il n'est pas question de métaphore et que vous désignez en ces termes le sujet de l'histoire ouvrière — peut être de l'histoire tout court. Y a-t-il une gradation ou faut-il croire que ces notions sont à peu près synonymes? Le fait d'agir sur soi-même pour intégrer les modifications de structure est-il tout à fait assimilable à l'expérience? Bah! direz-vous, la classe produit et se produit en produisant, la classe produit l'homme et l'homme produit la classe — c'est traduire en dialecte marxiste la trop fameuse formule de notre XIX[e] siècle : faire en se faisant faire. Mais la vraie question n'est pas là : peu m'importe en ce moment qu'elle se fasse, qu'on la fasse. Je voudrais savoir comment cette activité pure d'intégration peut se distinguer des individus par la direction même et les buts de sa *praxis* tout en n'étant rien « en dehors d'eux ». Faut-il concevoir une activité, de part en part sociale et collective, incapable de viser autre chose que le collectif, c'est-à-dire homogène aux objets de son expérience (*le* capitalisme, *la* production etc, *les* intérêts de classe, dans le cadre d'un projet infini). Mais si c'est cela que vous lui demandez d'être, la classe n'est plus qu'un système verbal choisi pour exprimer des *résultats* collectifs : vous revenez au « comme si ». La classe, telle que je la concevais, unie par le P.C., sans doute, pouvait dans ses mouvements révolutionnaires appré-

hender des totalités concrètes, c'est-à-dire des synthèses de singulier et d'universel : *cette* grève, *cette* revendication. Car je la vois, moi, *en elle-même*, comme un universel concret : singulière puisqu'on l'a faite avec ces hommes-ci, dans ces circonstances-ci — universelle puisqu'elle embrasse une collection entière. Bref, c'est une entreprise dont les actions et les pensées réelles s'insèrent dans le mouvement réel de l'histoire. Mais votre classe, que fait-elle? Elle s'organise : cela veut dire qu'elle intègre à son universalité des transformations morphologiques qui sont elles-mêmes universelles. Les changements de structure, de nombre, l'évolution du mode de travail : ces faits peuvent s'exprimer par des concepts abstraits, parfois quantitatifs; ils ne sont nullement *historiques* dans leur essence; il faudra, pour les situer, leur ajouter une date de l'extérieur. Et l'activité qui intégrera ces changements est-elle même abstraite puisqu'elle en fera un *ordre intérieur* de ses parties. Bref, elle passera le temps à définir et à appliquer des formules de regroupement et de redistribution. On verra par exemple que l'universalité comme signification abstraite de l'interchangeabilité sera intériorisée, universalité plus abstraite encore, en rapport universel entre les hommes. Entendez vous que c'est *un* des aspects de l'expérience ouvrière? Qu'elle contient aussi des formules concrètes, historiques, d'organisation et des souvenirs concrets de grands événements sociaux? Mais comment ces différents niveaux de l'expérience peuvent-ils exister ensemble? Et dans quels rapports sont-ils entre eux? Du reste la plupart de vos exemples nous montrent la transformation de contenus empiriques et pratiques, qui se généralisent et se schématisent en passant de l'objectif à la subjectivité de la classe ouvrière. Cela ne m'étonne pas : quand, pour échapper aux rudes problèmes de la conscience collective, on conçoit l'unité d'un groupe comme immanente, cette unité s'idéalise en s'intériorisant et s'appauvrit en s'universalisant.

Après tout, qu'est-ce que c'est votre classe? Quel est son rapport avec la *réalité?* Si vous voulez qu'on y croie, il faut nous la montrer, il faut nous faire voir des faits qui ne se seraient pas produits sans elle. Et puisqu'elle est active, il faut prouver sa réalité effective par les résultats de son action. Vous mettez justement son originalité dans son rapport à la production. S'il faut vous en croire, nous la rencontrerions au départ, à l'occasion du geste le plus élémentaire de l'homme au travail. A ce niveau elle serait déjà

l'intégration de ses réactions immédiates; et même, il ne serait pas difficile de distinguer l'attitude individuelle de la *praxis* collective : car les ouvriers, pris un à un, travaillent comme ils peuvent c'est-à-dire en tenant compte de leurs besoins, de leur fatigue, du salaire, des conflits sociaux en cours, etc. Mais, quoi qu'il en soit de leurs attitudes singulières, le prolétariat, leur classe, se manifeste par l'unité du mouvement collectif qui pousse par leur travail le capitalisme vers sa prochaine crise ou qui, par le moyen de leurs revendications, exerce une action harcelante et nocive sur l'économie nationale. Ainsi, comme l'a dit Marx dans un passage que vous citez, peu importe ce que l'ouvrier croit qu'il fait, l'important c'est ce qu'il est obligé de faire. Voilà *l'unité originelle* de la praxis et, par conséquent, du sujet de la praxis : la classe ouvrière par une double action convergente et simultanée prépare les conditions matérielles et sociales de la Révolution. Vous direz que la classe, c'est *cette entreprise* en tant que des hommes y participent et mènent la lutte contre l'exploitation. Deux ouvriers, quand ils s'ignoreraient l'un l'autre, sont liés par quelque chose de plus que la simple identité de condition : le contenu même de leurs actes est praxis révolutionnaire; leurs deux activités convergentes créent le monde clos du prolétariat.

Si c'est là votre preuve, je la tiens pour nulle. *L'objectivité* de la production, c'est ce qui se révèle au théoricien marxiste ou au capitaliste ou à l'ouvrier qui prend une vue réflexive sur l'activité ouvrière. Objectivement, le travailleur prépare la prochaine crise. Mais « *objectivement* », cela veut dire : dans le monde des économistes et des capitalistes. Pour lui, il fait ce qu'on lui a commandé, il vend sa force de travail pour vivre; on peut dire aussi bien que le producteur produit lui-même la société bourgeoise et que le patron se jette avec ses concurrents vers la ruine du régime en *prenant comme fossoyeur* le prolétaire. De ce point de vue, c'est la course au profit qui sera le facteur essentiel, c'est elle qui, par l'intermédiaire du patron et sous la menace, obligera le prolétaire à se faire le simple instrument de ce suicide. On ne décidera jamais si c'est le capitalisme qui se détruit par ses propres contradictions ou si c'est l'ouvrier qui « exécute la sentence que la société bourgeoise a porté contre elle-même ». A vrai dire, ces deux interprétations sont également justes, également incomplètes sans qu'aucune totalisation en soit jamais possible. Ce cercle est à l'image de l'Autre et de l'aliénation.

En tout cas vous fondez l'existence de votre classe *sujet* sur une demi-vérité. Et quand vous me répondriez que cette demi-vérité correspond justement à *l'expérience subjective* de la classe, je ne me tiendrais pas pour satisfait. Car il appartient indifféremment à la classe de se saisir comme produisant activement la ruine du capitalisme ou comme travaillant sous la contrainte pour ne pas mourir de faim.

En fait cette prétendue unité-sujet est une unité-objet. Ou si l'on veut l'unité de la prétendue *praxis* vient du système capitaliste lui-même. Les heures de travail s'unissent en dehors des travailleurs pour accroître le capital productif; inversement les structures d'une démocratie bourgeoise donneront à la crise économique qui la frappe une physionomie particulière et c'est l'unité même de la crise et l'interdépendance de ses retentissements dans les différents secteurs de la vie nationale qui imposeront de l'extérieur et par la médiation de l'Autre une certaine unité objective aux revendications des travailleurs. L'exemple de l'Angleterre est assez significatif parce que la politique des salaires s'y poursuit, aujourd'hui encore, en ordre dispersé : on sait que les Trade-Unions, inégalement développées, inégalement fortes, d'origine, d'âge et de structure différentes, se bornent en général à défendre les intérêts de leurs membres, parfois contre d'autres syndicats. Un groupe qui a obtenu une hausse de salaire acquiert donc un avantage « différentiel » qui se traduit par un dommage différentiel pour les autres groupes. Plus tard, d'autres Unions suivent son exemple, toujours en ordre dispersé; l'avantage originel était différentiel et positif pour le groupe le plus favorisé, il tend à s'annuler, c'est-à-dire à trouver sa contre-partie dans une hausse des prix. Toutefois cette tendance dépend de différents facteurs (l'importance du groupe le plus favorisé, sa situation dans la production, la distance, la concentration, etc) qui décideront de la vitesse de propagation. Dans le cas où le groupe serait d'importance restreinte, le délai de propagation peut être considérable : l'avantage acquis se consolide et la hausse des prix reste faible. S'il est très important, son exemple sera suivi tout de suite; aussitôt la ronde des prix et des salaires recommence, ce qui nécessitera l'intervention de l'État. C'est un exemple de ce que M. Lhomme [1] appelle politique non cohérente, c'est-à-dire « sans

1. Cf. Lhomme : La politique sociale de l'Angleterre contemporaine.

cohérence voulue et où l'équilibre est de nature statistique ». Pourtant les effets ont la structure de phénomènes concertés. La hausse des salaires peut être considérée comme une action de la classe ouvrière pour développer la rémunération des salariés. Si bien que Lhomme lui-même découvrira dans la politique des syndicats une tendance *générale* (« l'amélioration du sort des ouvriers, objectif majeur de *l'action syndicale*, est recherchée le plus souvent par la voie des hausses du salaire nominal ») qui se diversifie sous l'action d'une pluralité de facteurs (particularisme, structure propre à chaque groupe, esprit de corps, etc). C'est à cette tendance générale que leurs adversaires se référeront — par exemple l'*Economist* quand, en 1949, il accusa l'ensemble des syndicats *pris comme une personne* de jouer le rôle d' « agresseur économique ». Or il est vrai que chaque Trade-Union — indépendamment de la multiplicité de ses membres — peut être considérée comme une « decision-making unit ». (A ce niveau nous rencontrons *pour de vrai* le collectif et la socialité !) Mais il y a *des* centres de décision, et fort différents : les uns conservateurs (en général les syndicats anciens), les autres plus actifs (les syndicats de masse qui se recrutent dans les industries nouvelles). Le principe de l'imitation qui a réglé la succession des actes revendicatifs suppose précisément la séparation radicale des groupes [1]. Sans doute ils servent de modèle les uns aux autres. Mais c'est dans la mesure où ils se distinguent les uns des autres et où leurs intérêts s'opposent. Car les syndicats les moins favorisés ressentent l'avantage différentiel des plus favorisés comme un tort qu'on leur fait et inversement, les plus favorisés redoutent que leur succès ne déclanche un mouvement général : puisqu'une hausse de *tous* les salaires annulerait leur gain. L'action des uns sur les autres est donc *séparatiste* au même titre que les antagonismes individuels. Si les résultats sont *unifiés* c'est que la non-cohérence des actions de détail est inté-

1. Bien sûr on peut nier l'importance *réelle* de l'imitation. Il va de soi que le besoin, la situation générale la crainte de chômer et d'autres formes d'opposition au capitalisme sont des facteurs beaucoup plus importants. On ne fait pas la grève par esprit d'imitation : mais nous parlons d'imitation parce que c'est un mobile mentionné par les Unions elles-mêmes donc à la fois objectif et subjectif : les exigences du besoin étaient freinées par le défaitisme, par une surestimation des forces patronales : « On n'obtiendra rien! »; la réussite d'un groupe montre au contraire que la lutte est au moins possible. A parler rigoureusement il n'y a pas *imitation* mais la première action syndicale révèle à chaque syndicat ses possibilités.

grée par la réaction synthétique d'un système semi-cohérent : les parties du système économique sont solidaires, ou, si l'on préfère, le *procès* du capital est dialectique. Ici encore on pourrait dire que les changements de détail ne prennent leur sens que par relation au tout : plusieurs excitations semblables qui se produisent en des points divers du complexe « production-salaire-prix etc » fournissent l'occasion d'une réaction unique. En outre si les organismes fédéraux ne parviennent pas à orchestrer les revendications [1], du moins la politique de l'adversaire les unifiera : Mortin ne pense pas qu'il y ait menace d'inflation par hausse des salaires aux U.S.A.; la banque refuserait les crédits. En Grande-Bretagne, où elle n'a ni les mêmes intérêts ni la même fonction ni le même rapport avec l'État et les particuliers, le danger serait plus inquiétant [2]. Si *les* Unions deviennent *un* agresseur, c'est que *la* banque a décidé de les traiter comme une seule activité s'exerçant en des points divers. Et si *elle* l'a décidé, c'est justement qu'elle est une réalité sociale (malgré les antagonismes et par suite de l'union efficace de ses membres) et qu'elle peut par une seule réaction conjurer les menaces éparpillées. Au niveau supérieur, l'État opèrera la dernière unification en replaçant action et réaction, hausse des salaires et hausse des prix, prolétaires, patrons, banquiers et commerçants dans la perspective de l'organisme national [3]. Mais dans la mesure même où les revendications constituent une gêne pour l'industrie anglaise et risquent de précipiter la crise ou de contraindre le capitalisme à *se changer* pour rester le même (c'est-à-dire pour sauvegarder le profit) l'agression économique peut, sans trop d'abus, être appelée *révolutionnaire*. Cela signifie simplement que l'ouvrier ne peut améliorer sa condition sans compromettre l'équilibre socio-économique du capitalisme : tout se passe *comme si* un groupe révolutionnaire s'était formé et réellement engagé dans une lutte à mort contre la société présente et comme s'il se servait de la misère et des inquiétudes ouvrières

1. On sait l'échec de toutes les tentatives pour établir une « Wages national policy ».

2. W. A. Mortin : Trade-Unionisme, Full Employment and Inflation (*Amer. Econ. Rev.* 1930) cité par Lhomme, *ibid.*, p. 188.

3. Cette dernière remarque ne préjuge aucunement de la nature de l'État : la théorie de l'État reste à faire. En tout cas, quand il serait l'organe d'une classe, il n'en demeure pas moins qu'il voit plus loin que les groupes qui se constituent à l'intérieur de celle-ci. Il gérerait alors les intérêts de la classe en tant que telle et réaliserait l'exploitation à l'échelle nationale.

pour parvenir à ses fins. C'est précisément l'existence virtuelle de ce groupe qu'on prétend déceler dans la coordination des mouvements populaires (alors que cette coordination est simplement le reflet de l'unité nationale de l'économie), c'est cette existence idéale et qui donne une étrange vraisemblance au reproche si souvent fait aux Partis d'utiliser les mouvements sociaux à des fins politiques.

L'unité synthétique des effets ne peut démontrer l'unité de l'entreprise. Tout au contraire, c'est la réaction synthétique de l'adversaire (ministre, organisation patronale ou bancaire) qui donne aux excitations dispersées un air d'unité. Dira-t-on que cette unification *objective* des différents mouvements populaires aura pour résultat d'opérer leur réunion *réelle*. Cela s'est vu : la répression gouvernementale de 1831, en mêlant les républicains aux premières associations ouvrières, a certainement hâté leur entente. Mais cette unité empruntée est subie par les ouvriers comme un *statut de classe*. Les arrestations, licenciement, lock-out, etc. leur dévoilent soudain leur réalité objective de classe opprimée. Laissons là vos bergeries, vos « processus naturels mais non inconscients » : ce sont des mots. La vérité, c'est que les travailleurs font — dans le prolongement même de l'aliénation — l'expérience de leur *classe en soi ;* ils apprennent leur classe comme quelque chose qui est entre les mains de l'Autre. Ils l'apprennent comme ayant été d'abord objet pour l'Autre et ils prennent conscience d'être d'abord et par essence *des objets ;* leur essence ne leur appartient pas ; et leur premier mouvement pour revendiquer la classe et la conscience de classe, ce n'est pas le paisible développement que vous nous décrivez : c'est une lutte pour arracher leur réalité objective à l'Autre, pour réintérioriser leur essence et pour opposer à la *classe en soi*, la classe consciente de soi et revendiquant son être. Il y a en effet, comme vous l'avez marqué, une expérience de soi-même *comme classe*, qui se développe avec l'évolution du prolétariat : mais cette subjectivité même est à arracher à l'ennemi[1] la conscience de l'opprimé n'est pas l'accompagnement d'un processus *naturel* : elle *s'invente*. Par un double mouvement qui le porte à refuser d'être une chose et à reprendre *pour soi* dans la fierté les caractères objectif qu'on

1. J'entends par négation cette lutte par laquelle il « poursuit la mort de l'Autre » et non la comédie de négation par laquelle vous anéantissez en idée la classe bourgeoise.

lui impose, le prolétariat se constitue comme conscience. Sa subjectivité est à la fois la négation de la conscience de l'Autre et de sa propre objectivité.

De tout cela, pas un mot dans votre article : ce n'est pas votre affaire et vous vous souciez seulement de prouver que la classe se produit elle-même. Mais que reste-t-il de ces troublantes coïncidences, des régularités observées dans les conflits sociaux, de la totalisation des produits industriels? Pour ce qui nous occupe, rien : en cherchant de ce côté-là l'unité ouvrière, nous avons trouvé celle d'une classe d'oppression et d'un gouvernement à ses ordres. Si vous voulez nous convaincre de l'existence *réelle* d'un prolétariat autonome, *montrez-le.*

Cela, vous l'avez compris : c'est pourquoi le brillant dialecticien s'est tout à coup mué en sociologue. Vous avez *suggéré* le prolétariat, nous avions *pressenti* son existence idéale, *entrevu* son évolution naturelle et dialectique, réformiste et révolutionnaire; c'était bien. Le seul ennui, c'est qu'il demeurait invisible. Ce que l'on voit tous les jours, en effet, c'est une sorte de prolétariat bâtard, cinq millions de travailleurs dont l'unité réside évidemment dans leur mode de travail, de rémunération, de vie, dans leurs revendications, dans « leurs schèmes de vie et d'action », etc. *mais aussi* et très ostensiblement dans leur façon d'obéir (ensemble et *plus* ou *moins* bien) aux consignes des syndicats et des Partis. Ils se fréquentent dans des organisations communistes ou paracommunistes; souvent ce sont les feuilles syndicales qui les renseignent sur l'attitude — parfois sur l'existence — des autres groupes. Bref, la pure et simple observation ne décide pas : elle révèle simplement un ensemble d'hommes avec des institutions, des organes et des cadres. *Vous*, vous voulez montrer que l'appareil, les cadres, les organes spécialisés ne sont que *l'expression* de l'unité spontanée; la tâche n'est pas commode : votre génétique sociale nous a conduit à la *classe-autonomie.* C'est cette autonomie qu'il faut retrouver à travers l'hétéronomie et l'exploitation bureaucratique. Vous affirmez que la classe s'organise par elle-même : il faut donc, malgré les apparences, nous faire toucher *l'inefficacité* de tous ces organes spécialisés de rapprochement et de liaison. La classe sans les communistes, les organisations sans la classe en liberté, c'est l'Inde sans les Anglais, le latin sans pleurs et la Révolution sans larmes, c'est la Nature sans les Hommes.

Naturellement vous ne montrez rien. Vous ne pouviez rien

montrer puisqu'il eût fallu supprimer les partis et les syndicats pour s'assurer que leur disparition n'entraînait pas de changement.

Ce qui est plus intéressant, c'est que vous essayez tout de même de vous référer à une expérience positive. Il le faut, parbleu. Car vous avez beau m'expliquer que l'opposition brutale de l'activité et de la passivité, de l'unité et de la multiplicité, est dépassée depuis longtemps par les concepts éclectiques de la sociologie « fourre-tout », vous avez beau repousser l'idée de synthèse que vous trouvez chez Durkheim, l'idée de totalité que vous croyez trouver dans mon article : dès que vous définissez la classe comme « autre chose que la somme des individus » la cause est entendue. La classe est *le rapport se faisant médiation*. Et comme en fait il y a multiplicité de rapports, il faut à tout le moins qu'elle soit le rapport de tous ces rapports. Au reste, cela ne suffit pas; supposez un kaléidoscope : je puis parler du *rapport des couleurs*. Si je bouleverse le panorama kaléidoscopique, le rapport changera. Dans ce cas les relations sont les purs produits passifs de changements provoqués. Elles ne *rejoignent* pas, ce sont les contenus qui les *supportent*, elles sont neutres. Votre rapport de classe ne peut être ni le résultat d'une unification transcendante ni le rapport actif de la communication et de l'interaction, ni pourtant le rapport-épiphénomène qui découle passivement des changements objectifs. Il est répondrez-vous, et il se fait, il jaillit d'un rapprochement de hasard, mais à peine surgi il *rejoint* ses termes l'un à l'autre, etc, etc. On connaît le boniment : cependant cette notion « métastable » — qui mêle le faire et l'être de façon à faire passer l'extériorité inerte pour une praxis et la praxis pour une manière d'être — est loin de satisfaire à toutes les tâches que vous lui imposez. Vous voulez montrer le caractère emprunté, parasitaire des activités de Parti; ce n'est pas le Parti, qui unifie la classe, c'est la classe qui unifie le Parti. Donc il faut nous faire découvrir la classe — cette activité indûment revendiquée par le P.C. Or c'est justement ce que le *rapport* « spontané » ne saurait montrer. Le chômage, par exemple, est, sans aucun doute, pour une période donnée, une réalité cohérente et structurée. Mais son unité, nous l'avons vu, ne vient pas des travailleurs qui en souffrent : c'est l'unité même du procès capitaliste. Vous voulez intérioriser le chômage, en faire une expérience subjective de la classe? vous avez bien raison : seulement cette réintériorisation suppose déjà l'unité, comme activité de subjectivation. Que faut-il donc? Que vous nous mon-

triez l'ensemble des travailleurs à la fois comme une multiplicité — c'est-à-dire, en un sens, comme extérieurs les uns aux autres — et comme un pouvoir de digérer toute extériorité. Le chômage peut être une relation entre les chômeurs s'ils dépassent la misère qui les sépare vers une expérience du prolétariat. Expérience *de qui?* Qui est sujet? Expérience *de quoi?* Quel en est le contenu de classe? Dirons-nous qu'il y a réciprocité de perspectives? Cela serait parfait s'il ne s'agissait que de significations. Par exemple, il est *vrai* que le suicide de tel américain du Middle-West est susceptible de revêtir un double sens aux yeux du sociologue; *vrai* il est que la signification *sociale* est contenue par la signification individuelle comme la signification individuelle par la signification sociale. C'est qu'il s'agit purement et simplement de préceptes méthodologiques, visant la reconstruction d'un fait. Mais dans le cas qui nous occupe, le problème demeurerait entier si nous nous bornions à dire que le travailleur individuel est dans la classe (ou que sa conscience est dans la conscience collective) comme la classe est dans le travailleur : nous aurions simplement montré le rapport logique de l'extension du concept avec sa compréhension. Dans un milieu social structuré qui possède ses traditions, ses institutions, ses propagandes et sa culture, on peut bien imaginer la réciprocité car l'individu sera forgé dès sa naissance par le milieu social, il en recevra les coutumes et les techniques, la culture, etc. Mais la réalité sociale est en chacun et en tous comme un « pattern » culturel qui n'a de vie que celle qu'on lui donne, se *maintient* comme tradition, et n'évolue jamais comme mouvement intentionnel. Si le prolétariat est sujet, s'il écrit son histoire, il a une autre réalité que cette unité idéale : ce n'est pas un « pattern » c'est un pouvoir réel d'intégration. Donc, vous n'échapperez : il faut revenir à la synthèse.

Vous essayez une fois encore de voiler cette démarche nécessaire : vous paraissez un moment vous contenter de rapports vaguement structurés, d'une présence diffuse de chacun à tous, d'une multiplicité bergsonienne d'interpénétration qui ne serait ni tout à fait somme, ni tout à fait synthèse mais pourrait, à chaque instant passer de l'une à l'autre. Je reconnais que nos agglomérations urbaines sont assez souvent dans cet état colloïdal. Et la *massification* n'est jamais si poussée que l'ouvrier perde le sentiment d'appartenir à un *milieu*. Mais je vois aussi que cette « participation » est donnée communément pour une conséquence du

travail social d'organisation. Et ce travail semble, à première vue, exercé sur les masses par des organes spécialisés. Si le docker de Marseille et le docker de Brest se rejoignent c'est qu'il existe des partis, des syndicats, des journaux, des congrès qui les rassemblent. Peu importe alors que la majorité des ouvriers puisse être formée de sans-partis, de non-syndiqués : les renseignements se communiquent, les mots d'ordre circulent, les sentiments collectifs rayonnent à partir de centres actifs, l'action des minorités agglomère autour d'elle, entraîne les masses. Le bon-sens voit donc dans toute cette unité brouillée, sans cesse remise en question, le résidu d'un effort constant de l'élite ouvrière pour s'organiser. *A partir de là*, il s'opère dans la masse des réactions profondes, des courants naissent qui peuvent refluer sur les partis, sur les centrales syndicales et même les déborder. Si vous entendez prouver votre thèse c'est cette activité d'organisation, de direction, d'induction qu'il vous faut ôter aux fractions spécialisées et rendre à la totalité. Sinon, comment seriez-vous fondé à écrire : « ...une classe écrasée par l'exploitation... doit pour s'organiser résoudre d'innombrables tâches théoriques et pratiques, et se trouve ainsi amenée à confier à une minorité le rôle de direction tandis que son activité révolutionnaire et ses aspirations communistes propres supposent qu'elle supprime toute relation de domination en son sein et inaugure un nouveau mode d'action collectif »? Ou encore : « La classe entière... perçoitdans sa couche privilégiée une anticipation de son sort. » Ou : « Le mouvement de la classe pour s'organiser la conduit à confier à une fraction d'elle-même des fonctions de représentation... »? Ou, dans un autre article : « Le sentiment qu'a la classe... de son bas niveau culturel... »? Et comment parler de « l'expérience *totale* de la classe » si vous ne lui avez, préalablement, donné le droit de totaliser?

En un mot votre thèse ne tiendra que si vous confessez votre *organicisme* secret. Et c'est en effet ce que vous allez faire. Certes, vous ne prononcerez pas le mot; mais vous nous refilerez la chose. Le prolétariat, dites-vous, n'a affaire qu'à sa propre activité; les changements n'existent pour lui que dans la mesure où il les intègre. Eh bien, n'est-ce pas très exactement une des grandes lois de l'organicisme? « L'effet d'une excitation, écrit Goldstein, dépend en premier lieu de la signification que prend cette excitation pour l'organisme total. » Et si vous récusez Goldstein, nierez-vous avoir lu le gestaltiste Lewin, fameux

pour avoir appliqué la même règle aux groupes sociaux? Or, il écrivait, tout comme vous mais sans vos précautions, qu'une « situation sociale est un tout dynamique » et qu'une modification des parties n'existait pour ce tout qu'à travers une modification synthétique de l'ensemble. Et plus explicitement que vous ne faites, il applique en sociologie le principe du réajustement : un groupe social change pour nier le changement et rétablir l'équilibre. Ce qui l'amène à proclamer la relative autonomie de chaque « gestalt » : « elles créent chacune leur propre mouvement ». La subjectivité. c'est donc bien l'intériorité du groupe, définie comme auto-détermination. Le tour est joué.

Mais que devient votre marxisme? Et dois-je croire que c'est vraiment le *prolétariat* que vous décrivez comme « une participation à un schème de vie et d'action, une *appréhension particulière* du milieu », bref, comme « ce qui leur permet d'agir et de penser en complicité et de se poser ensemble comme différents du reste de la société ».

La dialectique nous fait concevoir un prolétariat-sujet de l'histoire, substance et garantie profonde du prolétariat - objet de la sociologie. Ce qui implique aussitôt le renversement dialectique des termes : l'existence du prolétariat empirique, administrant *la preuve de fait*, devient garantie à son tour. La « participation », « l'appréhension », etc., figurent le prolétariat pour soi comme « pattern » culturel rejoignant les individus; quant à la *praxis* dont le sens peut échapper à l'ouvrier (« peu importe ce qu'il croit faire »), c'est le prolétariat en soi. Et, comme vous distinguez l'apparence de la réalité profonde, on pourrait même se demander si le prolétariat-praxis n'est pas, à vos yeux, le caractère intelligible de votre prolétariat-gélatine. Mais d'autre part, la subjectivité du prolétariat comme participation vécue aux modèles culturels de la classe devient l'*objet* du sociologue, tandis que son objectivité profonde comme reconstruction historique du rationnel total s'ouvre sur le prolétariat-*sujet de l'histoire*. Le prolétariat-noumène est projet, activité d'auto-organisation, unité *en cours* : mais il ne se manifeste pas. Le prolétariat-tremblotin se manifeste mais ce mélange variable de viscosité et de pulvérulence peut produire aussi bien la séparation, l'impuissance et la solitude : tous les vocables mystiques dont use le sociologue éclectique pour exprimer son pressentiment de l'ineffable n'empêcheront pas que des hommes puissent être rejoints par la solitude, par la commune impuis-

sance, par la résignation, que leur manière d'être-les-uns-pour-les-autres puisse être justement un mutuel éloignement, un antagonisme, une répulsion. Voyez le malthusianisme : aux environs de 1935 il a gagné les milieux ouvriers, le taux de natalité s'est effondré. Il s'agit de données si générales et si claires que vous êtes obligé par vos principes de relever leur caractère social. Ou bien voudriez-vous nous faire admettre qu'il y a entre les modes finis et l'attribut, un intermédiaire collectif, quelque chose comme le mode infini de Spinoza? Sans rire, que ferez-vous de cette tendance croissante à la stérilité? Direz-vous que les pratiques abortives sont révolutionnaires? Qu'elles représentent une défense spontanée de l'ouvrier contre la baisse réelle de ses salaires[1] et qu'elles auront pour résultat certain de revaloriser la marchandise humaine? Je sais que c'est votre système : depuis le commencement vous nous répétez que le capitalisme est instable et fragile; après cela, quoi que fassent les ouvriers, ils finiront par le casser; *donc* le prolétariat est par essence révolutionnaire. Mais cette fois-ci, vous ne me convaincrez pas si facilement : combattu à la fois par le gouvernement, la bourgeoisie et le Parti, le malthusianisme (que l'anarcho-syndicalisme prêchait dans le désert) témoigne aujourd'hui d'une sorte de lassitude, de désespoir, de ressentiment. On n'a plus de devoirs sociaux, fût-ce envers les camarades ou les générations futures : ce génocide est un refus de l'avenir quel qu'il soit, une défiance de tout. C'est — comme l'émeute et la grève sauvage — un acte *radical* qui ne peut surgir que des profondeurs d'une population massifiée — en ce sens il s'agit bien d'un acte *homogène* aux conduites révolutionnaires mais inverti, négatif, refusant ce qu'elles affirment et plus proche de la révolte servile que de la *praxis* révolutionnaire. Or cette conduite asociale est justement un facteur de socialité : réaction contagieuse à un mode de vie collectif, elle tend à se propager; elle découvre à chacun que sa vie est intolérable et que c'est un crime de « donner la vie », d'alimenter les machines avec d'autres vies. Dans la classe bourgeoise les pratiques abortives restent asociales parce qu'on les dissimule. Le paradoxe, c'est que le malthusianisme des ouvriers ne prétend pas se cacher : les femmes en parlent entre elles, échangent des conseils, des adresses et, surtout, s'entraident. L'avortement chez les bourgeois, demeure, comme le suicide et l'érotisme, un fait de solitude et la constance de ces pratiques manifeste seu-

1. Après tout, Marx a dit, en son temps, quelque chose comme cela.

lement la constance des forces de désassimilation qui s'exercent sur l'individu. Au contraire l'avortement ouvrier est une pratique collective, c'est un suicide en commun; ceux et celles qui le pratiquent sont unis par une sorte de pitié. Vous le voyez, ce refus de donner la vie répond à toutes vos exigences : il est bien en effet « ce qui rejoint dans l'appréhension d'un même mode de vie et d'action... une participation aux schèmes... etc. ». Mieux encore il pourrait être la réaction directe de certains groupements ouvriers aux caractères actuels de la production de masse. Rappelez-vous ces Indiens nomades du Brésil qui se laissèrent tranquillement mourir quand les Portugais voulurent les attacher à la terre. Je me demande parfois si la « tristesse ouvrière » n'a pas justement les mêmes causes. Les Indiens n'ont pas été liquidés par les caractères formels de l'esclavage mais par le changement de leur mode de travail et de leur genre de vie (entraînant une alimentation différente et le passage forcé du nomadisme à la sédentarité); l'avènement de « l'automatisme », des tâches parcellaires et de la production de masse n'entraînerait-il pas, chez les ouvriers d'aujourd'hui, une désadaptation analogue : l'intérêt au travail décroît, la fatigue croît, les structures du monde ouvrier se brisent, la dépersonnalisation, les déformations physiologiques, l'interchangeabilité achèvent d'ôter au travailleur ses raisons de travailler. Montrez-nous donc sur cet exemple que les données objectives de la production se traduisent dans la subjectivité du prolétariat par une expérience révolutionnaire! Non : il n'y a aucun passage de la socialité empirique à la classe écrivant l'histoire.

Le concept de *classe* comme pure similitude de condition et d'intérêts (classe paysanne) et celui de *sujet historique* comme subjectivité assignée de force à l'histoire totale sont également vides. Nous avons vu qu'il ne suffit pas de les relier l'un à l'autre pour sortir du verbalisme. Quand vous aurez rejoint le sociologisme à l'histoire, l'eau au feu et la classe comme genre de vie au sujet historique comme praxis, vous n'aurez pas, pour autant, engendré le prolétariat. Car ce n'est rien encore de l'avoir « enraciné » dans la société, dans l'histoire, dans la situation présente, si vous ne lui donnez en même temps la *passion*, c'est-à-dire la possibilité de subir, de pâtir, celle même de mourir. Bref : le prolétariat n'a pas seulement affaire à sa propre activité; il a affaire aussi à son inertie et — à travers elle — à l'activité de l'Autre classe. Car c'est

aussi à travers notre passion que nous faisons l'expérience douloureuse et ambiguë du réel. L'action — même triomphante — par ses échecs de détail, le rythme qu'elle impose, la *défense* qu'elle exige, la fatigue qu'elle provoque — nous révèle notre inertie; mieux, le travail la suppose; s'il n'était inertie l'homme ne pourrait ni construire des outils ni se faire son propre outil; Marx l'a dit en propres termes. Et vous qui me reprochez de ne voir « que le travail que l'on fait sur soi », comment ne voyez vous pas que le travail est une *peine*. Et, si vous le voyez, pourquoi ne pas montrer que l'expérience est aussi expérience de la passion; c'est à cette seule condition qu'elle permet « l'appréhension » douloureuse et ambiguë du réel. Quand Marx reproche à Hegel d'avoir mis la dialectique sur la tête, il n'oppose pas seulement un matérialisme à un idéalisme : il veut montrer que chaque moment de la dialectique est une conquête par l'effort et le travail (au besoin par le combat) contre le hasard et l'extériorité; il veut réintroduire dans l'entreprise la plus rigoureusement concertée, le retard, le décalage, la distorsion constante de nos opérations. Bref la possibilité permanente d'un désordre qui manifeste le risque constant que l'humanité s'anéantisse. Et quand Hegel parle du « moment qui se pose pour soi », Marx voit surtout que l'œuvre même de l'homme, redevenant chose, manifeste à son tour l'inertie de la chose, son coefficient d'adversité et que les relations humaines qu'il a créées, retombent dans l'inertie, introduisant l'inhumain comme puissance destructrice entre les hommes. Nous dominons le milieu à force de travail mais le milieu nous domine à son tour par le foisonnement figé des pensées que nous y avons inscrites. La dialectique marxiste n'est pas le mouvement spontané de l'Esprit, c'est le dur labeur de l'homme pour s'insérer dans un monde qui le refuse. On rappelait récemment un mot de Brunschvicg reprochant à Hegel de n'avoir pas su introduire une *résistance* dans son système. Sans *retard*, c'est-à-dire sans quelque chose qui freine, la succession reste une idée formelle, un ordre. La durée concrète et réelle paraît avec l'effort, avec l'attente, la patience et l'impatience. Le temps, c'est la nécessité d'être toujours en avance ou en retard sur l'entreprise : nous voici revenus au morceau de sucre bergsonien. Mais le temps de Hegel n'avance ni ne retarde et les choses occupent dans son calme développement la seule place qu'elles y pouvaient occuper. Bien sûr, on fera mention de survivances, de conflits qui peuvent ralentir la marche de l'histoire :

ne nous y laissons pas prendre; il s'agit seulement d'auto-régulation : ces freinages fictifs permettront à l'Idée de se manifester sous toutes ses faces; ce sont des ruses de la Raison. La Dialectique de Hegel est nécessairement du temps passé puisqu'on ne peut le *vivre*, c'est dans le temps passé que les choses sont toujours à leur place; et Marx nous a fait retrouver le temps vrai de la dialectique. Mais vous qui acceptez en apparence les données du marxisme, vous avez ôté la résistance des choses et des hommes et c'est à l'Idéalisme de Hegel que vous retournez. A vous lire, on croirait que l'expérience subjective de la classe correspond terme à terme au régime contemporain ou encore qu'une même réalité se traduit simultanément et sans altération dans deux langages différents, le degré d'organisation subjective de la classe exprimant la nature et le degré de socialisation du travail. Par cette correspondance exacte vous détruisez le réel au profit de la signification.

Que l'expérience ouvrière cherche sans cesse à s'ajuster par l'évolution capitaliste. Qu'elle ait pu, quelquefois, correspondre exactement à la condition ouvrière prise dans sa totalité et que cette convenance du subjectif et de l'objectif puisse se retrouver demain, ce n'est pas moi qui le nierai. Je dis seulement que cette réciprocité devient idéale si on prétend qu'elle se réalise spontanément. Non, Lefort, l'ajustement n'est pas automatique : il faut prendre de la peine; je vois dans le mouvement ouvrier un effort conscient et constamment renouvelé des associations pour rattraper les retards, hâter les évolutions trop lentes et rejoindre le niveau de l'organisation patronale, parfois en brûlent les étapes.

Suffit : j'ai seulement voulu vous présenter la très rapide et très superficielle esquisse de cette histoire brouillée, pleine de retards et d'occasions perdues, où la classe ouvrière semble s'épuiser à rattraper un retard originel, dont le fil est brisé souvent par des foudres extérieures, des guerres, etc., etc., et dont le sujet se métamorphose brusquement sans que personne s'en soit aperçu. Je remarque que les facteurs décisifs n'en sont pas seulement les changements du régime de production mais aussi les aspects politiques de la situation; je vois qu'on n'y saurait rien comprendre si l'on refuse de l'envisager sous son aspect de *lutte*, je vois que les dirigeants ne sont rien sans les masses, mais que la classe n'a de cohésion et de puissance que dans la mesure où elle fait confiance aux dirigeants. Pour ce qui est, enfin, de l'autorité des

chefs, je vois bien aussi qu'elle n'est ni usurpée, ni illusoire : mais le dirigeant déchiffre la situation, l'éclaire par ses projets, à ses risques et périls, et la classe, en observant les consignes, *légitime* l'autorité du dirigeant : « C'est dans la *pratique* que l'homme doit démontrer la vérité, c'est à-dire la réalité et la puissance, l'en-deça de sa pensée. » Et je ne sais pourquoi vous citez Rosa Luxembourg et Trotzsky : car je ne dis pas autre chose qu'eux et ce sont eux, qui disent autre chose que vous; il ne s'agit pas en effet de montrer le Parti dictant leur opinion aux masses. Le Parti ne se distingue des masses que dans la mesure où il est leur union. C'est par cette union même qu'elles produisent leurs courants internes et c'est à partir de ces courants qu'il déchiffre la *situation* de la classe dans la société et sa position présente dans la lutte séculaire qu'elle mène. Le Parti forme les cadres sociaux de la mémoire ouvrière, il est l'esquisse de leur avenir, les organes de leur action, le lien permanent qui lutte contre leur massification; il est la *perspective* à partir de laquelle le prolétariat peut se replacer lui-même dans la société et prendre à son tour pour objet ceux qui font de lui un objet : il est la tradition et l'institution. Mais *le contenu* de ces formes vides naîtra par la liaison même du mouvement que font les masses pour se rapprocher; c'est par la *mise en rapport* que les intérêts particuliers se changent en intérêts généraux, c'est par elle que des individus isolés deviennent *une entreprise*.

Je n'en veux pour preuve que l'exemple de « créativité » que vous citez vous-même. L'expérience de départ s'est présentée comme un scandale : en 1903 on apprend que les ouvriers qualifiés ne sont plus irremplaçables, la grève perd une partie de son efficacité; à plus forte raison les O. S. paraissent désarmés. Or, si vous comptez bien, il a fallu trente-trois ans, en France [1], pour qu'on trouve une solution nouvelle, trente-trois ans pendant lesquels on enregistre, après l'échec des mouvements révolutionnaires et le recul général des prolétariats, malgré la misère ou plutôt à cause d'elle un ralentissement des conflits sociaux et l'accroissement du pourcentage des grèves perdues. Pourquoi donc en 36, lorsque les menaces extérieures se précisent et qu'une faible reprise des affaires s'amorce, pourquoi les masses inventent-elles « l'occupation d'usines »? Que le mouvement ait été « spontané » cela ne

1. Les grèves sur le tas se montrent en Italie après 18 et jusqu'au Fascisme.

fait plus de doute pour personne. Faut-il donc y voir une action de la classe comme *totalité?* Nous pouvons déterminer ici *le vrai* sens de cette *spontanéité* : en fait les masses sont normalement encadrées, elles ont des journaux, elles subissent l'influence des partis et des syndicats, il y a un système nerveux dans la foule, dont le *tonus* se propage en s'affaiblissant. Or, c'est dans ce milieu déjà passablement « centralisé » qu'on apprend tout à coup que le suffrage universel a élu 146 socialistes et 72 communistes à la Chambre. Il y avait eu en 1935 (à l'occasion du 14 juillet par exemple), des manifestations *politiques* qui avaient parfois groupé plus d'un demi-million de personnes, et le Comité du 14 juillet fut « porté par l'enthousiasme populaire ». Mais il faut rappeler que le Front Populaire fut une union politique et que le rapprochement se fit par le sommet; les élections cantonales et municipales marquèrent un glissement à gauche des *électeurs* c'est-à-dire ces citoyens dans le cadre des institutions démocratiques. L'accès au pouvoir du Front Populaire, après tant de signes, fut considéré par les ouvriers comme une sorte de promotion du prolétariat : en la personne de ses dirigeants, c'était la classe ouvrière qui accédait au gouvernement; la solidarité de ses deux partis de masse et leur unité d'action lui réflétait son unité propre; à n'en pas douter, jamais depuis 1871 la classe ouvrière n'a eu si vivement et si totalement conscience d'elle-même. Or, vers le même moment (le 11 mai au Havre, le 13 à Toulouse, le 14 à Courbevoie) trois grèves éclatent accompagnées d'occupations d'usine. La presse n'en dit rien tout d'abord. Mais l'*Humanité* du 24 mai fait observer que, dans les trois conflits, les ouvriers ont adopté des techniques de lutte nouvelles; ce même jour 600.000 manifestants défilent au Mur des Fédérés. Vers le 26 le mouvement de grève se généralise dans la région parisienne. A partir de juin, il s'étend à la France entière.

Il est visible que la classe ouvrière a senti son unité subjective dans la mesure même où elle voyait sa victoire objective aux élections, visible aussi qu'elle a traduit en termes de mouvement la victoire de ses partis. Bref elle a intériorisé son unité-objet et cette unité-objet, c'était celle de sa direction. Sa victoire dans le cadre des institutions bourgeoises, à travers ses dirigeants, elle l'a vécue dans et par les occupations d'usine. La pression se relâchait, quelque chose allait changer, l'ouvrier pourrait parler au patron d'égal à égal. On fit la grève dans la joie, *parce que c'était facile.*

Voilà qui en dit long sur la force de cette répression permanente, sur cette présence continue de l'ennemi armé, que vous semblez ignorer, sur cette contrepartie active, intentionnelle, décidée, de l'exploitation, l'oppression du gouvernement avec ses flics, au besoin avec l'armée. Ces masses se sont mis en marche parce que leur dirigeants dirigeaient aussi la France; et si elles ont *inventé* d'occuper les usines, c'est parce que, pour la première fois, elles l'ont osé. Il n'est pas douteux bien sûr qu'elles poussaient le gouvernement plus loin qu'il ne voulait aller : les masses ont leur rythme, leur mode d'action, leur pensée. Mais si elles ont pu mener cette action d'une frontière à l'autre, c'est qu'elles étaient perpétuellement rapprochées par des manifestations en commun, par des discours, par des journaux exaltants et c'est qu'elles voyaient leur unité hors d'elle, comme une garantie et comme une promesse. En un mot c'est *dans le cadre* de la prise du pouvoir par les élus du Front Populaire que les masses *déjà* rassemblées ont manifesté à leur tour leurs tendances et leur vrai vouloir. Vous direz, peut-être, que la S.F.I.O. et le P. C. en s'unissant n'ont fait qu'exprimer le prolétariat. Question de mots : car si l'expression peut déterminer cet immense raz-de-marée, alors c'est que l'expression est aussi, action. C'est ce que je tentais d'expliquer dans mon article : la « spontanéité » existe dans la mesure même où la classe *déjà réunie* peut dépasser ses chefs, les entraîner plus loin qu'ils ne veulent et traduire sur le terrain *social* une première décision qui ne fut peut-être que politique.

Mais comment pourriez-vous même concevoir ce que Trotzky appelait « la dialectique des chefs du parti et des masses » vous qui décidez à priori de ne jamais interpréter comme des *passions* les conduites du prolétariat. Comment pourriez-vous admettre, par exemple, que les masses de 36 ont donné l'interprétation *sociale* d'une action *politique* : vous avez si peur de reconnaître à « l'appareil » quelque activité que vous réduisez les luttes politiques à n'être qu'un aspect tout à fait secondaire et intermittent de l'expérience prolétarienne : « Il n'y a pas deux courants, l'un qui chemine à travers les manifestations politiques, l'autre à travers les regroupements économiques; il y a une expérience de l'opposition qui s'effectue constamment au sein et à partir du processus de production et qui de loin en loin se cristallise en lutte explicite à l'échelle de la société globale et affronte le pouvoir de l'État... »

En un point nous sommes d'accord : il n'y a pas deux courants. Mais voyons ce que vous en tirez.

Dès le départ, selon vous, le prolétariat existe : il vit sa situation d'exploité sous la forme active d'une *opposition* à l'exploitation. A peine né, le voilà qui met en question le droit des bourgeois à gouverner. Pourtant n'allons pas croire qu'il *refuse* son état : ce refus pourrait donner à croire qu'il *subit* sa condition, que le statut lui en est imposé. Allons donc « Refuser son état! Quand c'est avec cet état que sont données les conditions de lutte et de résolution sociale. » Je vous connais assez bien et pourtant vous avez réussi par cette phrase à me surprendre. Il est vrai : le travailleur a le droit de grève; et la production qui, dans le régime actuel « vide le producteur de sa substance », produit à longue échéance la mort du capitalisme. Mais de ce que cette intolérable situation comporte en elle-même la contradiction qui la fera cesser (beaucoup plus tard) faut-il en conclure que l'ouvrier doit l'accepter? Autant dire que le malade veut sa maladie parce qu'elle est la condition de sa guérison et le moyen du progrès médical. L'état prolétarien n'est pas seulement défini par le travail manuel; il l'est aussi par la condition de salarié; et quand je disais que l'ouurier refuse son état, je croyais répéter ce que Marx a dit cent fois [1]. Mais vous, vous avez laissé tomber un des thèmes principaux du Capital *parce qu'il vous gêne* : ça vous gène que le travail salarié *détruise* progressivement l'homme qui l'accomplit; elle vous gène, cette terrible déchéance progressive que Marx prévoit à chaque page de son œuvre. Plus qu'un autre il a insisté sur le caractère *dégradant* du travail salarié; il l'a montré minant physiquement l'ouvrier, le déformant jusqu'à l'infirmité, l'abrutissant, le ravalant au rôle d'*hilote* ou l'exposant à toutes les tromperies : Il a osé écrire que Lassalle devait son succès à l'abrutissement du prolétariat allemand. De tout cela, je ne trouve guère l'écho dans votre article. Pourtant, quand Marx parlait de cet abrutissement ou quand il appelait l'ouvrier un sous-homme, il ne songeait pas à l'insulter, tout au contraire et il lui semblait que la seule manière d'être homme, aujourd'hui, c'était d'être « un sous-homme cons-

1. « Le prolétariat a nécessairement pour tâche de révolutionner ses conditions d'existence... Le prolétariat voit son impuissance et la réalité d'une existence inhumaine... Il est dans la déchéance, la révolte contre cette déchéance : révolte à laquelle il est poussé nécessairement par la contradiction entre sa *nature* humaine et son existence vitale qui en est la négation manifeste, totale et décisive, etc., etc... »

cient de sa sous-humanité. » Simplement il voulait insister sur la difficulté de la lutte, il voulait montrer que l'ouvrier est *d'abord* écrasé, abruti, affaibli, sans armes, vaincu d'avance, circonvenu par le capital : l'admirable est justement qu'il s'arrachera peu à peu à cet état exactement comme l'homme lui-même en quelques millénaires s'est arraché à l'état de bête. Vous avez, vous, systématiquement oublié le travail « force ennemie ». Marx s'épuise à nous dire les dangers de la production industrielle, c'est au point qu'il va jusqu'à faire — lui si peu bavard sur l'avenir — des recommandations aux régimes socialistes : « L'homme socialisé, les producteurs associés règlent rationnellement le métabolisme entre eux et la nature, le soumettant à leur contrôle commun au lieu d'être dominé par lui comme par une force aveugle [1]. » et à leur prescrire de substituer « à l'individu parcellaire simple exécutant d'une fonction sociale, l'individu à développement intégral... » Tout cela vous déplaît fortement : vous sentez, j'imagine, les difficultés que rencontre Marx, vous voulez échapper à l'objection qu'on lui fait depuis Andler d'avoir deux conceptions du prolétariat, dont l'une est catastrophique et dont l'autre implique une sorte de révolution permanente. Oui, on l'a dit cent fois : si l'ouvrier tombe au dernier degré de la déchéance comment donc sera-t-il capable de prendre le destin de l'homme en charge, quand la crise ultime détraquera la machine capitaliste? Dans le fond ça revient à dire : si l'ouvrier est passif comment se transforme-t-il soudain en agent de l'histoire. Mais les deux thèses n'existent que dans l'entendement analytique de certains socialistes : en fait Marx admettait la nécessité d'un effort d'émancipation constant et d'autant plus soutenu que la classe voyait sa condition empirer davantage. En un mot, la thèse de Marx a toujours été le conditionnement réciproque de la paupérisation progressive et de la révolution permanente. Pour transformer la misère en facteur de révolution, il faut savoir lui découvrir sa raison d'être et ses exigences. Mais voilà justement ce qui vous gène : c'est qu'il faut justement une spécialisation. Oui : une partie des ouvriers s'unira d'abord pour appeler les autres à l'union; oui les militants rapprocheront les masses et les instruiront. Entre la classe, comme activité et comme entreprise historique, et la masse comme produit passif de la production, il faut une médiation. Il faut *quelqu'un* pour transformer en force ascensionnelle la pesanteur qui l'entraîne

1. Capital III. Trad. Eric Weil. *Critique*, janv.-févr. 47.

par le fond, pour transformer la souffrance en revendication. Voilà ce qui vous fait perdre la tête : si les masses sont affectées de quelque passivité, alors le Parti peut jouer un rôle historique ; c'est ce qu'il faut nier à tout prix. Et vous remplacez le rude combat qui se livre, au sein même des masses travailleuses, entre les forces d'unification et les forces de dispersion, par une évolution sans à coups : dès sa naissance, le prolétariat était doué ; tout petit il contestait déjà la validité du pouvoir bourgeois ; ce bon sujet, cet heureux naturel profondément « enraciné dans la nature et l'histoire » s'épanouit sous la douce influence du labeur quotidien. Douce et rude, bien sûr : il y aurait parfois de quoi perdre courage ; mais il se dit qu'il a assumé cette lourde tâche pour libérer l'humanité ; ça lui rend toute son énergie, comme fait aussi ce proverbe latin qu'il murmure souvent : *labor improbus vincit omnia*. Cependant il progresse : bientôt il sera mûr pour remanier les données de la production industrielle ; alors ce sera l'Arcadie ; l'unité primitive retrouvée au sein de l'abondance. Bref, nous revenons exactement aux sophismes que je démontais dans mon article : pour mettre le parti hors-jeu il faut supprimer la passivité ouvrière ou, si vous préférez, la faire digérer par l'activité : nous aurons alors ce « développement naturel mais nullement inconscient » qui nous conduira insensiblement du prolétariat-graine au prolétariat-fleur, au prolétariat-fruit.

Tout cela est bien bon : pour éviter de reconnaître l'efficacité de l'action communiste, vous opérez rapidement une substitution des natures : vous donnez l'activité du P. C. au prolétariat tout entier, vous ne reconnaissez au P. C. que l'existence passive : cette inertie c'est celle qui se trouvait *aussi* dans le prolétariat et que vous lui refilez ; mais vous rendez-vous compte que vous allez tomber de Charybde en Scylla : si le prolétariat est autonome, s'il n'a jamais affaire qu'à son activité, si les partis et les associations ne font qu'exprimer passivement le degré de son organisation, d'où vient *l'erreur?* Si vous vous refusez le droit d'expliquer l'influence de Lassalle par « l'abrutissement » de la classe ouvrière allemande comment l'expliquerez-vous. Car enfin, dans l'erreur, dans la faute politique, dans la mystification, il y a du non-être. Où le prendrez-vous, ce non-être, si le prolétariat est pure activité?

Vous sentez si bien que vous avez heurté l'antique problème qui ruine tous les dogmatismes, vous êtes si conscient des diffi-

cultés où vous allez vous noyer, que vous essayez d'abord de détruire l'idée même d'erreur. Prenons le réformisme : il vous paraît impossible qu'il soit « reçu », qu'il vienne d'une mystification ou d'une trahison. Il n'est ni ne saurait être une « illusion » de la classe ouvrière. Pourquoi? Parce que « l'idéologie exprime certains rapports sociaux réels et l'ambiguïté même (du réformisme) exprime le double caractère social d'unité et de diversité des prolétaires... La classe entière perçoit dans sa couche privilégiée une anticipation de son sort. »

A la bonne heure. Mais pourquoi ajoutez-vous « Si le réformisme se donnait pour ce qu'il est il ne serait pas équivoque... »? Il ne se donne donc pas pour ce qu'il est? Et ce que la masse perçoit comme l'anticipation de son propre sort ce n'est pas, d'après vous, *la réalité?* L'avantage égoïste qu'acquiert la couche privilégié n'est-ce pas justement cela qu'on appelle une illusion? Vous ditez que non : l'illusion serait une erreur qui ne serait pas fondée dans le réel : où avez-vous pris cela? Si je prends un arbre pour un homme, cette illusion s'explique fort bien *par le réel.* Elle implique justement une certaine organisation de mes sens, une certaine structure du champ perceptif, une attitude globale, un « comportement » qui m'insère justement dans le monde à cette place; la peur qui me prend devant cette forme sombre est évidemment la signification même, l'expression subjective de cet ensemble. En ce sens elle est fondée parfaitement dans le réel. C'est-à-dire en tant qu'elle exprime quelque chose qui est. Je reconnais qu'elle nous échappe, au contraire, en tant qu'elle vise *ce qui n'est pas* (cet homme non-existant qui m'effraie) : mais précisément c'est ce qui caractérise l'attitude ouvrière vis-à-vis du réformisme, du moins telle que vous le décrivez : son appréhension du sort actuel de la couche privilégiée comme représentant son sort futur, est en effet fondée dans le réel; en tant qu'elle signifie *quelque chose*, elle manifeste « la distance dans l'unité » du prolétariat. Mais en tant qu'elle saisit sur cette fraction privilégiée d'elle-même, une évolution qui la mènera de réforme en réforme et *sous la direction de ses chefs* jusqu'à l'ultime bouleversement, elle exprime quelque chose qui n'est pas et que rien de réel ne peut fonder. Et quand elle réaliserait en son sein l'indissoluble union du réformisme et de la révolution, il reste que cette extériorisation, cette aliénation de sa tendance objective, cette protection de soi-même, au dehors, cette déviation du mouvement par une minorité qui

l'exploite, et cette façon de saisir comme *avenir nécessaire* ce qui est volonté subjective sans garantie dans l'objectivité, tout cela nous amène *précisément* au *réformisme-illusion.*

De l'erreur nous passons au Mal : la classe *est* toujours tout ce qu'elle peut *faire*, la lutte politique est intermittente, l'expérience subjective se traduit par un progrès constant de l'auto-organisation, au reste le prolétariat n'a affaire qu'à sa propre activité et rien n'est en lui qui ne l'exprime et ne se fonde sur des bases réelles. Alors pourquoi n'êtes-vous pas communiste? Puisque le P. C. n'est pas extérieur à la classe, puisqu'il n'est séparé des masses que par cette « distance » que crée l'exercice du pouvoir, il faut bien qu'il *exprime* la classe. Et d'où lui viendrait son influence sur elle, s'il n'était pas justement ce qu'elle le fait? D'autres ont pu lui reprocher de représenter les intérêts d'une nation étrangère mais, comme vous avez de la suite dans les idées, vous ne retenez pas ce grief et vous réalisez ce tour de force de nous présenter un « stalinisme sans Staline ». Adversaires et amis du communisme, tous — et les communistes eux-mêmes — sans nier l'extrême importance des facteurs nationaux refusent d'étudier le développement des P. C. européens indépendamment de leurs rapports avec l'U.R.S.S.; les opinions diffèrent lorsqu'il s'agit d'*apprécier* le rôle de l'U.R.S.S. et son influence sur les politiques nationales. Mais vous, vous écrivez paisiblement : « Le stalinisme peut être interprété en ce sens *avant même* qu'on ait précisé son rapport au régime existant en U.R.S.S., mais de toute évidence, le fait qu'il ait pu être réalisé dans un pays... a joué un rôle décisif dans l'expansion et la prise de conscience de la bureaucratie stalinienne. » Vous ne pouvez admettre en effet que l'évolution propre de la société soviétique ait eu des incidences sur la structure interne du P. C. français : il faudrait reconnaître que le P. C. reçoit partiellement son statut *du dehors*; le prolétariat serait dirigé, par un être organisme ambigu dont le mouvement serait conditionné *à la fois* par les courants qui traversent les masses ouvrières et par les transformations d'une société étrangère, c'est-à-dire finalement par l'Autre et par le cours du monde. Mais, dans votre monadologie, la classe ouvrière « n'a ni porte ni fenêtre par quoi quelque chose puisse entrer ou sortir. » Vous recourerez donc à l'harmonie préétablie : chaque prolétariat produit son propre stalinisme; si l'une de ces bureaucratie s'empare du pouvoir dans son pays,

une admirable convenance fait apparaître à l'intérieur de chaque petit stalinisme national un changement approprié; il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une altération de structure : disons qu'il mettra moins de temps à devenir ce qu'il est. L'apparition *à l'extérieur* du stalinisme-avec-Staline est ressentie *à l'intérieur*, par les stalinismes-sans-Staline sous forme d'un rapport du prolétariat avec sa propre activité. Voilà pourtant où mène la « réciprocité des perspectives » quand on l'utilise sans discernement : dans la Constitution présente du prolétariat français vous prétendez trouver l'U.R.S.S. en modèle réduit; inversement la société soviétique toute entière vous paraît un agrandissement des prolétariats régionaux. En chacune de ces intériorités vous pourrez retrouver le mouvement dialectique de l'autre, vous pourrez prendre chacune d'elle comme symbole de l'autre, mais pour chacune il vous faudra rester sur le plan de l'auto-organisation.

Le résultat de cette monadologie? Il est au moins paradoxal : vous qui vous déclarez hostile au « stalinisme », vous vous êtes ôté les moyens de le condamner au lieu que moi, par exemple (avec tant d'autres qui n'usent que du « bon sens »), je ne cache pas mes sympathies pour de nombreux aspects de l'entreprise communiste et cependant je garde le droit et la faculté de l'apprécier. Ce que vous refusez par principe, je l'accepte sans gêne : et j'admets qu'il y ait dans la mémoire ouvrière des expériences partiellement ou provisoirement indéchiffrables dont la clé se trouve entre les mains du Kominform ou d'un autre prolétariat. De toutes les réceptivités, celles que vous combattez le plus ce sont les passions qui nous viennent de l'Autre et qui supposent l'intrusion de l'Autre en nous : mais comme je rencontre en moi, chez tous les hommes, dans tous les groupes et même dans toutes les classes, la présence de l'Autre, non seulement comme l'étranger à qui l'on s'oppose en complicité mais comme la puissance objectivante qui nous pénètre, nous divise et fait de nous des traîtres possibles aux yeux des autres membres du groupe, je conçois fort bien le rapport du Parti Français au Kominform et à l'U.R.S.S. et que chaque groupe ressente l'autre en lui comme sa propre inertie. Quelle que soit la dépendance réelle du P. C. par rapport au Kominform, leur relation implique nécessairement des conflits, des oppositions, des concessions, des accommodements, des compromis; ce qui est *consenti* à l'Autre se présente donc en chacun comme une inertie, comme une cristal

lisation opaque, comme une couche de *non-vie* au milieu de la vie. Bien entendu nous ne débattons pas sur le fond : je veux seulement dire que le P. C. F., agent subordonné, local, moins renseigné sur la situation mondiale, laisse pénétrer en soi l'activité de l'Autre qui devient une origine inconditionnée de sa propre activité et que, du même coup, le prolétariat, quand il respecte les consignes du Parti et de la C.G.T., s'engage dans une activité qui reflète en même temps ses propres tendances, la forme politique que le Parti leur donne et l'impératif plus abstrait, plus lointain du Kominform. En tant que le Parti au sein de la classe ouvrière est *sujet* de son activité, il y a dans l'intériorité subjective de ce sujet une couche d'objectivité et d'extériorité et ce sujet ne peut être sujet pour lui-même, c'est-à-dire « avoir affaire à sa propre activité », si ce n'est en tant qu'il est objet pour un autre sujet; la « distance » qui s'établit entre le prolétariat et la fraction de lui-même qui le représente ne vient pas du seul exercice du pouvoir : mais au cœur même du prolétariat, l'Autre est introduit à travers le P. C.; la consigne donnée par les chefs ne vise plus les travailleurs dans l'immanence de la classe et, sans les objectiver entièrement, elle se fait aussi le milieu conducteur pour une activité transcendante qui apparaît au plus profond de la classe ouvrière comme un certain *niveau* de son objectivation (niveau bien plus intime que celui de son objectivité pour le patronat). Cette description purement formelle vise seulement à établir *l'existence de l'Autre* comme activité objectivante au plus profond des subjectivités : elle reste vraie dans toutes les hypothèses; c'est dire qu'elle ne décide pas si la relation du P. C. à l'U.R.S.S. est favorable ou nuisible aux intérêts du prolétariat français. Je prétends simplement qu'on ne peut trouver de réponse à cette dernière question si l'on n'accepte d'abord l'hypothèse d'une constante interaction.

Vous la refusez. Donc, vous n'avez qu'à vous taire. Ceux que vous appelez « les staliniens » vous concéderaient sans difficulté que le Parti autoritaire, pas plus que l'État soviétique, ne peut être envisagé comme la forme définitive de l'organisation prolétarienne. Il s'agit d'organes provisoires, adaptés aux conditions actuelles de la lutte, et que le prolétariat résorbera quand ces conditions auront changé. En retour vous leur concédez que les ouvriers, pour la plupart, conservent leur attachement au P. C. Comment voudriez-vous qu'il en fût autrement? C'est « le mouvement

propre de la classe pour s'organiser qui accentue le processus de différenciation sociale et la puissance d'une minorité ouvrière. » Dans le stalinisme comme dans le réformisme d'hier la classe ouvrière reconnaît son reflet, son œuvre, le dépositaire provisoire de sa souveraineté.

Et pourtant vous jugez que cette minorité porte tort à la classe. Comment peut-elle faire? Elle tire tout son pouvoir du prolétariat qui ne peut retourner sa propre activité contre lui-même. Toute puissante pour *l'exprimer*, la « fraction » dirigeante n'en est que l'expression même : pour lui nuire, pour freiner son développement, il faut donc qu'elle ait une force maligne qui lui vienne du néant. Puisque le prolétariat n'a jamais affaire qu'à sa propre activité, puisque vous avez pu écrire que « la classe *confie* à une fraction, etc... » quelle pudeur subite vous empêche d'ajouter qu'elle « a choisi par elle-même et pour elle-même, la forme autoritaire d'organisation »? Vous qui voyez dans le salariat et dans la rigueur inhumaine du travail « des conditions et des moyens » pour « remanier les données de la production », que ne présentez-vous le « stalinisme » comme le moyen rigoureux mais unique de donner aux masses l'unité d'une armée — ou, selon votre langage, comme l'expression de la discipline inflexible que le prolétariat se donne en intégrant ses derniers changements sociaux? Ah! direz-vous, c'est qu'il y a autre chose : cette bureaucratie, voyez-vous, elle exploite les ouvriers. Et voici votre conte bleu : 1° différenciation d'une minorité; 2° création d'une *distance* par le fait même que dans la classe ouvrière les fonctions politiques et économiques ne sont pas autonomes. Autoritarisme bureaucratique. Ceci vaut aussi bien pour le réformisme que pour le P. C.; 3° la minorité « s'établit dans le système d'exploitation. » Elle prépare une organisation nouvelle qui transformera la classe ouvrière en masse inconsciente, militarisée, exploitée par sa propre bureaucratie; 4° le « réformisme » caractérisait une minorité qui voulait s'établir dans le système d'exploitation capitaliste. Le « stalinisme » paraît au moment où le capitalisme n'a plus rien à offrir aux « hommes nouveaux » de la classe ouvrière. Il mènera donc la lutte à mort contre l'élite au pouvoir. Il lutte pour l'avènement d'une forme d'exploitation nouvelle caractérisée par la domination de la bureaucratie ouvrière et la gestion étatique de l'économie.

A vous lire, je crois parfois que je me suis trompé, que j'ai ouvert

par mégarde le Contrat social, tant vous mélangez l'être et le devoir-être. Car enfin, cette description, *si on l'applique à l'U.R.S.S.* n'a rien de neuf; ce qui ne veut pas dire qu'elle soit vraie. Il y a longtemps qu'on présente le gouvernement et l'administration soviétique en liaison avec le Parti communiste russe comme une minorité (d'aucuns disent : une classe — et vous ne craignez pas le mot) qui a institué une manière de capitalisme d'état et, dans ce nouveau cadre, poursuit l'exploitation des ouvriers. Simplement, les opposants du régime, les Trotzky, les Serge qui, tout de même, avaient aidé à le construire, distinguaient ce qu'il aurait pu être et ce qu'il était devenu; ils recouraient à des circonstances *historiques* pour rendre compte de cette « dégénérescence ». Les masses étaient lasses, la résistance paysanne tournait à la guerre civile, etc., etc. En outre Trotzky, tout en reconnaissant que les circonstances poussaient à la bureaucratisation du parti, concevait pourtant une certaine marge de possibilités à l'intérieur de cette bureaucratie même : il y avait le *bon* bureaucrate — qui eût été Trotzky lui-même — le *mauvais* bureaucrate — qui était Staline. Vous avez balayé tout cela d'un tournemain : ça vivait trop, ça gênait; et puis après tout, la Révoluiton de 17, ça n'est pas vous qui l'avez faite. Donc, tout pouvoir vient du Diable; toute autorité exercée par une minorité ouvrière sur la classe ouvrière au nom de cette classe elle-même doit *nécessairement* se transformer en bureaucratie d'exploitation. Bien : c'est plus propre comme ça, plus mort. Mais il va de soi que les circonstances historiques ne justifient pas votre point de vue : par exemple vous vous embarrassez dans vos histoires de « distance » et vous ne songez même pas que la forme actuelle de l'expérience russe peut être dictée, au moins partiellement, par la nécessité *vitale* d'intensifier la production. Cette description platonicienne ne tient jamais compte de la situation de l'U.R.S.S. vers 1920, immense pays socialiste, donc menacé de mort, dont la guerre avait saccagé les richesses et dont l'industrie, bien qu'elle ait pris son essor dès les premières années du siècle, avait un retard séculaire à rattraper. Pousser l'industrialisation, développer l'industrie de production, créér des cadres nouveaux, établir une organisation technique, une rationalisation qui, par ses grands traits, ressemble au « tertiaire » des sociétés capitalistes : ces obligations ne vous paraissent pas fondamentales? Et vous ne croyez pas que la société soviétique, en danger de mort au milieu des démocraties bourgeoises, devait s'imposer une discipline de fer

ou disparaître? Prenons les choses autrement : à ce stade de la production, l'organisation industrielle est dictatoriale et la division du travail attaque jusqu'à l'*unité* du travailleur; pas une seconde, pourtant vous ne vous êtes demandé si la forme du pouvoir politique n'était pas *partout* conditionnée par la forme de cette organisation économique (qu'on a nommée improprement *technocratie*). Vous montrez la fraction bureaucratique rêvant de se fondre à la bureaucratie capitaliste dans le cadre d'une gestion étatique; mais vous ne songez même pas que cette fraction du prolétariat pourrait être en train de se constituer en bureaucratie autoritaire *pour lutter* contre l'autoritarisme bureaucratique des démocraties bourgeoises. En un mot vous ne songez pas même à montrer que les nécessités fondamentales de la production, au niveau actuel de la technique, conditionnent *avant tout* et pour chacune des classes adverses la forme présente de la lutte des classes. Vos fractions « staliniennes » sont seules au monde, elles n'ont affaire ni à des masses épuisées, dispersées au sein même de la concentration et pourtant militarisées, ni à des nécessités économiques, sociales et politiques, ni à des ennemis intérieurs, ni à des ennemis extérieurs, ni à une conjoncture concrète, c'est-à-dire à un certain rapport des puissances entre elles, avec les U.S.A. et l'U.R.S.S. Vous avez défini le stalinisme sans prendre aucune de ces données en considération; votre seule explication : la morphologie générale du prolétariat. A un certain stade de développement, la classe ouvrière produit une auto-toxine, le « stalinisme » qui peut l'empoisonner si elle ne parvient pas assez vite à l'éliminer. Le reste ne compte pas. Et même, à vous croire, le *fait* de la Révolution russe n'a pas l'importance qu'on lui attache trop souvent : l'auto-intoxication se fût produite sans elle, l'élimination se fera malgré la bureaucratie soviétique, partout et d'abord chez les Soviets. Cet épisode n'a de portée que pour les ouvriers russes et tchèques qui découvrent tout à coup la vérité [1].

1. Ici encore la plume hésite, on craint de vous trahir : est-ce qu'ils la *découvrent* ou est-ce qu'ils *doivent* la découvrir? Pourriez-vous affirmer tranquillement ici-même que vous disposez d'une documentation suffisante pour entreprendre l'étude de la « classe ouvrière » en U.R.S.S.? Et par documentation valable, j'entends : des documents dont l'origine soit nettement établie, dont la plupart soient de première main, dont on ait fait la critique externe et interne, qui puissent se recouper avec d'autres séries de documents, qui permettent soit une vue générale de tel corps d'industrie, soit une étude détaillée de telle concentration industrielle? Et si vous n'avez pas cela, que pouvez-vous dire? Que l'ouvrier *est* exploité

Mais cette dernière remarque me surprend tout à coup : comment donc? Il faut être *russe* pour découvrir la mystification? « Eh! oui, me dites-vous : tant que la fraction dirigeante ne s'est pas emparée du pouvoir, cette exploitation ne se manifeste pas. » Et je vois bien en effet que la bourgeoisie française ne partage avec les communistes ni ses capitaux ni ses revenus; le stalinisme ne peut rien exploiter tant qu'il est « une opposition privée de toute participation au pouvoir. » A la bonne heure : *donc* nos communistes ne sont pas des exploiteurs et c'est leur autoritarisme que vous leur reprochez. Ils « font du prolétariat un élément passif... ils l'engagent dans des combats et dans des alliances sans se précocuper de son évolution consciente... la discussion, l'élaboration, la justification (des concessions imposées au prolétariat) ne sortent jamais du cadre d'une petite minorité de dirigeants. » Mais le prolétariat ne peut *être* passif à moins de s'y déterminer lui-même : il ne peut donner de sens à l'existence du P. C. à moins de l'intégrer à l'expérience de la classe. Du reste ne poursuit-il pas une fin bien précise : le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir? C'est, dites vous, le but même du stalinisme : lutte à mort avec la bourgeoisie dans la perspective d'une conquête de l'État. Eh bien, l'accord est fait. C'est bien le P. C. qui doit mener la classe à la victoire. Mais vous protestez : d'abord l'opposition radicale du stalinisme à la bourgeoisie « ne traduit pas à priori l'action révolutionnaire des masses » mais l'incapacité de la bourgeoisie actuelle « d'ouvrir à l'aristocratie et à la bureaucratie ouvrière une perspective... de progrès ». Que vient faire ici « l'aristocratie ouvrière ? Et quand avez-vous prouvé ce que vous avancez-là? Admettons qu'une distance se crée nécessairement entre la fraction dirigeante et le reste de la classe; admettons qu'il se développe dans la fraction une tendance à se poser pour soi : reste à démontrer que cette tendance incline la « bureaucratie » à « s'établir dans le système d'exploitation, et, n'y trouvant pas ce qu'elle y cherche, à tenter de lui substituer un mode d'exploitation nouveau. Après tout, si vous ne saviez d'avance la conclusion qu'il faut tirer, vous pourriez conclure au

en U.R.S.S.? Sous cette forme vous visez surtout le système économique. La discussion est ouverte : mais ce n'est pas cela qui nous occupe en ce moment. Que la classe ouvrière, en U.R.S.S., *s'oppose* à l'exploitation? Oui : *cela*, c'est notre sujet. Mais la seule preuve que vous puissiez fournir, c'est qu'elle s'y oppose parce qu'elle ne peut y manquer sans vous donner tort.

contraire que l'échec de leur tentative rejette les dirigeants vers la classe ouvrière et leur dévoile l'impossibilité de distinguer leur propre sort de l'avènement total du prolétariat. N'est-ce pas ainsi que les ouvriers découvrent la vanité de leurs antagonismes et, pour surmonter leur impuissance, substituent l'intérêt de classe aux intérêts particuliers? Qui vous permet d'écrire qu'ils exploiteront les travailleurs? L'exemple de l'U.R.S.S.? Pour qu'il soit probant il faut décider à priori d'écarter toutes les circonstances historiques; il faut poser en principe que le sort d'une révolution, dépend uniquement des chefs et qu'on peut en prévoir rigoureusement le cours si seulement l'on connaît la nature des minorités dirigeantes; il faut affirmer que toute révolution dirigée par un P. C. doit aboutir à la société soviétique. Ou bien vous appuierez-vous sur les caractères actuels du P. C. français, sur la nature de son autorité? Vous y pensez, semble-t-il : vous marquez que c'est une même chose « d'instituer dans un groupe des relations de type militaire... et de s'établir dans le système d'exploitation... » Mais justement le « stalinisme » ne s'établit pas « dans le système » puisque, d'après vous, il ne vise qu'à le renverser. Et l'autorité « militaire » n'est indissolublement liée à l'exploitation *que* dans votre esprit : car si la classe s'abandonne à cette autorité, c'est justement parce que les circonstances présentes de la lutte, la puissance des organisations patronales et l'extension des conflits exigent qu'elle se soumette à un pouvoir dictatorial et centralisateur à l'échelle mondiale. Seulement vous avez votre idée faite : la lutte des classes n'existe pas. La violence et la haine, c'est chez les communistes qu'on les trouve : la classe ouvrière ne connaît pas cela; bien sûr elle n'aime pas trop les bourgeois mais elle a d'autres chats à fouetter : et ce n'est pas la haine qui la rapproche des « staliniens » mais son simple souci de réorganiser l'industrie sur des bases rationnelles : pour tout dire elle « participe de certaines aspirations de la bureaucratie »; bref vous avouez, non sans embarras, que l'attachement des masses au parti communiste n'est pas le résultat d'une « illusion ».

C'est ce qui ne nous ramène à notre propos : d'où vient l'Erreur? d'où vient le Mal? Comment les masses révolutionnaires peuvent-elles *subir* l'action contre-révolutionnaire du parti. L'exercice du pouvoir crée une distance. Fort bien : mais quand le P. C. serait disposé à traiter les masses en objet passif, il ne tiendrait pas un instant si les masses ne voulaient pas se laisser faire.

Vous n'en sortirez pas : si le P. C. est contre-révolutionnaire, il faut, d'après vos principes, que la classe le soit aussi; s'il est bureaucratisé, il faut que la classe ait produit la bureaucratie comme un moment de son expérience et de son auto-organisation. Puisque vous n'êtes pas communiste, c'est que vous portez un jugement de valeur sur le Parti. Pour ma part, ne croyez pas que je vous en oppose un autre. Et ce n'est ni le lieu ni le moment de défendre ou d'attaquer : ce que j'essaie de vous faire comprendre c'est que vous avez sapé vos propres positions en remplaçant le possibilisme trotzkyste par la nécessité hégélienne.

Vous répondez que vous n'avez pas porté de jugement : ce qui vous détourne du P. C. c'est ce que la classe ouvrière s'en détourne elle aussi. Elle est en train de faire l'expérience de son opposition à toutes les formes d'exploitation, y compris la bureaucratie stalinienne. Vous vous réservez donc la tâche de l'éclairer.

Mais, comment voulez-vous qu'on vous croie, à moins de partager votre hégélianisme? Le prolétariat fait, dites-vous, une expérience nouvelle. A quoi la reconnaissez-vous? A des signes. Ces signes, nous les connaissons comme vous; la presse de droite les énumère chaque matin : le sourd mécontentement de 47, la scission syndicale, l'apathie croissante, les grèves et les manifestations refusées, le nombre des abstentions dans les quartiers populaires aux dernières élections partielles, les renseignements que le P. C. nous donne lui-même sur la diminution du nombre de ses inscrits dans certains départements. Reste à les interpréter. Le *Figaro* qui vise comme vous, quoique pour des raisons probablement différentes, à séparer la classe de son appareil, y voudra voir la preuve d'une *action* du prolétariat. Encore la conçoit-il comme une explosion de révolte après une longue patience : las de *subir* une oppression qui le mène à sa perte, l'ouvrier se redresse et dit : non. Le P. C. préfère, lui, l'explication par la *passion* : il s'est produit un flottement de la direction; les masses ont été déconcertées; bien sûr, on se hâte d'ajouter que « dans la plupart des cas, les ouvriers ont corrigé d'eux-mêmes ». N'importe : pour innocenter les masses, on rejette la faute sur le Comité central et le Bureau politique; mais du coup, on risque de concentrer en eux toute l'activité de la classe. Bref nous avons affaire à des interprétations contraires; poussons-les à l'extrême et nous aurons deux images d'Épinal : la classe ouvrière se révolte contre les mauvais bergers qui l'ont

égarée — après une fausse manœuvre du pilote, le navire prolétarien semble désemparé. N l'une ni l'autre n'est tout à fait fausse et l'on ne peut, je crois, expliquer la situation présente sinon par un inextricable mélange d'action et de passion où la passion provisoirement domine. Mais vous n'allez pas par là : le prolétariat n'a ni portes ni fenêtres; il ne *subit* rien. De ce que nous prenions naïvement pour un découragement profond mais peut-être passager, vous ferez un refus actif et une expérience nouvelle de soi-même. Il y a quelques mois vous n'étiez pas tout à fait affirmatif, vous vous interrogiez encore : « L'antipathie des ouvriers les plus conscients à l'égard d'un nouveau parti est évidente. Cette répulsion n'est-elle qu'un aspect mineur de la démoralisation ouvrière ou a-t-elle un sens plus profond? » Mais vous avez eu vite fait de le trouver ce sens profond et vous nous le servez sur l'heure : le prolétariat est en train de tirer les conclusions d'une expérience nouvelle : « C'est que la classe ne peut s'aliéner dans aucune forme de représentation stable et structurée sans que cette représentation s'autonomise. » Revenant sur elle-même, la classe ouvrière prend une conscience plus profonde de sa nature : elle ne peut *se diviser*, elle exercera le pouvoir totalement et comme totalité ou pas du tout. Nous y voilà donc : le principal ressort de votre machinerie se découvre. Soit un fait : les ouvriers semblent découragés mais quand de bons apôtres leur proposent d'entrer dans un nouveau parti, ils les envoient promener. Le moyen le plus simple pour comprendre leur attitude c'est de leur demander ce qu'ils en disent : il est vrai que nous ne connaîtrons que leurs raisons conscientes : non, disent-ils, pas de politique; nous ne pouvons rien, nous ne changerons rien. Ou bien ils témoignent d'une certaine irritation à l'égard de la C.G.T. ou du Parti mais ils continuent de leur faire confiance, comme le prouvent les élections syndicales; et s'ils se méfient des prétendus Partis Révolutionnaires, ce n'est pas — s'il faut les croire — qu'ils aient fait l'expérience de la classe totale mais c'est qu'ils les soupçonnent fort d'être vendus. Y a-t-il d'autres raisons à leur conduite? Des raisons profondes? Peut-être bien : mais aucun signe objectif ne permet de les déceler. D'où vient alors votre certitude? D'une appréhension plus distincte et plus riche? d'une exigence de l'objet? de quelque sens nouveau qui vous fait accéder aux profondeurs abyssales? Non : tout simplement de votre volonté à priori d'interpréter l'expérience commune en profondeur. Vous avez

décidé que la profondeur était possible : autrement dit que les données immédiates de l'expérience sociologique pouvaient toujours se traduire en termes de praxis. Tout se passe donc comme si vous vous demandiez à quelle condition ces dégoûts peuvent exprimer le prolétariat comme sujet de l'histoire. Il s'agit en somme de projeter le passif *dans l'activité* et d'établir un système de correspondance entre les réalités négatives et les réalités positives, de manière que celles-là paraissent les signes objectifs de celles-ci. Et, par le fait, quand on s'est un peu familiarisé avec votre système, on lit sans sourire la phrase que vous avez écrite un jour sur l'avant-garde ouvrière : « Les raisons qui l'empêchent d'agir indiquent sa maturité. »

Seulement voilà : la preuve manque. Pourquoi cette correspondance devrait-elle exister, puisque vous n'avez pas réussi à démontrer que la classe ouvrière était *praxis* et sujet. Et quand vous auriez établi qu'il existe un prolétariat empirique et un prolétariat intelligible, qu'est-ce qui permet de croire qu'il existe entre eux une correspondance terme à terme? Pourquoi ce découragement ne serait-il pas simplement du découragement et rien d'autre. Direz-vous que la défiance des ouvriers les engage dans un mouvement dont le sens est l'abolition de tout organe différencié, de toute autorité particularisée au sein de la classe ouvrière? C'est ici qu'il faut se méfier; lorsque Marx écrit : « Peu importe ce que l'ouvrier croit qu'il fait, l'important c'est ce qu'il est obligé de faire », il entend signifier que les résultats objectifs de l'action peuvent être très différents de ceux qu'on escomptait; et aussi que l'action, rigoureusement définie par la situation elle-même et par les structures objectives, exprime mieux la réalité de l'agent, ses pouvoirs, et sa fonction que l'idée qu'il se fait de ses possibilités et de ses buts. Elle conserve, en un sens, son organisation pratique, elle se rapporte toujours à une fin comme à l'unité dialectique des moyens, quoiqu'elle se soit éloignée des premiers desseins de l'agent. Ainsi le monde social est-il peuplé d'actions qui ont perdu leurs hommes. Mais l'*intention* de ces actes en liberté, bien qu'elle constitue une de leurs structures objectives, a pour caractère singulier de ne renvoyer à aucune conscience. Intentions sans conscience, actions sans sujets, relations humaines, sans hommes, participant à la fois de la nécessité matérielle et de la finalité : telles sont à l'ordinaire nos entreprises quand elles se développent librement dans la dimension de l'objectivité. Admettons

que les réactions dispersées des ouvriers, dont la signification subjective est le découragement, puissent être envisagées dans leur résultat objectif comme contribuant à rendre tout parti ouvrier impossible; que dira-t-on? Ceci, certainement : voilà ce que les ouvriers *ont fait.* Mais le résultat objectif de l'action ouvrière renvoie à une intention *virtuelle* comme à l'unité idéale des moments de l'entreprise; il ne peut renvoyer à une conscience réelle — qu'elle soit ou non collective — ni à une expérience subjective. Bien au contraire on pourrait dire que la réalité objective de l'action, précisément parce qu'elle est objective, refuse toute relation à une subjectivité réelle. Quand donc le résultat en devrait être, plus tard, la négation de tous les partis, cette négation ne peut être portée au compte de la classe ni comme expérience subjective — puisqu'elle ne s'est pas encore vraiment dévoilée — ni comme intention réelle — puisque justement elle se donne comme *autre* que ce que le sujet voulait. Bref *vous ne pouvez pas faire une classe avec cela.* Quand vous faites bénéficier le prolétariat, comme expérience subjective, des implications objectives de ses conduites, vous nous mystifiez, vous créez un sujet-fantôme pour rassembler les *intentions virtuelles* qui sont, par principe, sans sujet; vous feignez ensuite de découvrir cette subjectivité-objective tout étendue à travers les consciences des individus et vous aliénez les consciences individuelles à ce spectre pour les libérer du P. C. C'est ce que vous avez fait à l'occasion de la production : elle a des conséquences fatales pour le capitalisme puisqu'elle accroît sans cesse l'accumulation du capital. Et comme chaque conduite productive est subjectivement un ensemble organisé de fins et de moyens, elle garde objectivement des intentions pétrifiées : entre autres celle d'anéantir le régime actuel. Mais si vous constituez le fond même de l'expérience prolétarienne par la réintériorisation de ces intentions, baptisées « opposition révolutionnaire », vous transformez le réel en irréalité, la classe en idées de classe et l'expérience, en idée d'expèrience. Votre classe, Lefort, n'a jamais existé; c'est par cette raison qu'elle n'a ni porte ni fenêtre : ce qu'elle est? la structure objective des actes collectifs, reconstruite d'après leurs résultats et présentée comme le contenu subjectif et profond de *toutes* les consciences individuelles et de chacune d'elles, c'est-à-dire comme une présence de droit *au delà* des subjectivités réelles. De là vient l'ambiguïté de ce spectre : par son objectivité réelle, elle est, en chacun, *objet* et vous

en parlez souvent comme d'un « pattern » culturel; mais par son irréelle subjectivité, elle se rapproche de l'idée et l'on devine en elle une sorte d'activité idéale, c'est-à-dire précisément l'activité des idées. Votre prolétariat n'existe pas : il n'a donc pu désapprouver les Partis ni faire l'expérience de lui-même. Il n'y a rien à éclairer, Lefort, sauf, peut-être les obscures racines de vos folies : mais vous n'en êtes pas là.

Quelqu'un disait à propos des philosophes anglais : tout empirisme est optimiste; celui qui refuse à l'esprit le pouvoir de prescrire ses lois à la Nature et de régler son propre cours, c'est qu'il croit sans l'avouer à l'existence d'un ordre naturel qui s'impose au monde et à l'esprit. En d'autres termes, la passivité de la contemplation nécessite l'activité de l'objet contemplé. Ainsi l'harmonieux développement que vous prêtez à la classe ouvrière n'a d'autre raison d'être que de justifier votre inaction. Vous montrez qu'elle s'organise seule pour vous dispenser de tout devoir envers elle et vous la murez dans la solitude pour n'être pas obligé de vous situer par rapport à elle. Vous l'avez mise hors jeu, vous êtes hors de portée; la passion ne saurait altérer vos jugements : vous ne partagez ni ses fins ni son genre de vie; pur objet de connaissance pour votre pur esprit elle se développe avec l'inflexible rigidité de l'idée; votre seul office est de lui dispenser la lumière : en vous l'idée de prolétariat se pose pour soi. Un philosophe de mes amis, après avoir condamné la folie de ce siècle, me disait un jour avec un sourire orgueilleux et amer : « Il ne nous reste plus que la lucidité... » Il devait la perdre quelques mois plus tard : aujourd'hui il ne lui reste plus rien. J'ai peur que vous ne lui ressembliez.

Mais, au fait, si votre classe ne renferme aucune passivité et si l'on ne peut agir sur elle est-il concevable qu'elle agisse sur les autres? Eh bien non : n'ayant affaire qu'à sa propre activité, le prolétariat ne peut agir que sur son action. Il s'organise, en un mot; il ne fait même que cela. « Le prolétariat ne se définit que comme expérience... Il n'est *rien d'objectif*.. C'est ce qui fait précisément son caractère révolutionnaire ce qui indique son extrême vulnérabilité. » Cette classe ne cesse de se préparer au grand « remaniement » auquel vous la destinez. Elle se polit, se fourbit, s'apprête; elle transforme lentement à l'intérieur d'elle-même les conditions objectives de la production en relations humaines. Quand la crise ultime immobilisera la grande mécanique, le prolétariat sera

juste à point pour recueillir l'héritage. Mais, jusque-là, ce sujet historique n'aura rien fait du tout. Vous me reprochiez de ne voir dans son histoire que des alternatives d'espoir et de désespoir : et il est vrai que je ne me dissimule pas plus ses défaites que ses triomphes; mais du moins, je sais qu'il agit, qu'il se bat, qu'il force l'histoire à changer son cours, qu'il est intervenu hier, qu'il interviendra demain, qu'il exerce sur les institutions et sur les hommes une pression qui varie sans cesse. Mais *selon vous* que fait-il? A quel moment de sa longue aventure a-t-il agi? En passant de l'exploitation « réformiste » à l'exploitation « stalinistc », il n'a fait que changer de maître; bien sûr vous nous montrez comment l'adversité l'éduque progressivement : mais je ne vois pas qu'il ait dans votre conception, pesé bien fort sur les destins du monde. Vous semblez concéder qu'il a fait la Révolution russe : mais c'est pour ajouter qu'on la lui a volée aussitôt. En supprimant son action sur l'Autre et l'action de l'Autre sur lui, vous avez transformé l'histoire sanglante et brisée de la lutte des classes en un évolutionnisme solipsiste. Une certaine tradition marxiste présente, je l'ai dit plus haut, la révolution mondiale comme l'effet des progressifs détraquements du capitalisme. Mais ces crises de plus en plus graves entraînent la paupérisation et « l'abrutissement » progressif des travailleurs. Marx en concluait à la nécessité d'une « organisation de classe » qui compensât les effets destructeurs de ces secousses par une émancipation graduelle de la classe ouvrière. Mais, dans votre souci de montrer l'inutilité des dirigeants, vous avez transporté leur fonction au régime de la production lui-même et.vous soutenez en somme cette étrange théorie que le capitalisme, en glissant vers la catastrophe finale, fournit au prolétariat des occasions de plus en plus nombreuses d'enrichir son expérience et de parfaire son organisation. Cela suffit à mon avis pour vous ranger au côté de vos amis réformistes : selon, en effet, que vous refusez ou que vous admettez la présence de l'*autre* dans tous les moments de la vie ouvrière et jusque dans les « données immédiates » de la production, vous êtes d'un côté ou de l'autre de la barricade, avec les socialistes réformistes ou avec les révolutionnaires. Je comparerais volontiers votre article à ces longs ouvrages que les Allemands nomment « Erziehungsroman » : vous y racontez, comme Marivaux dans *Marianne* et comme Gœthe dans *Wilhelm Meister*, comment l'adversité va rendre votre héros digne des plus hautes tâches.

Ces tâches, à présent, les remplira-t-il? Le roman finira-t-il bien? A cette question, vous tournez court : « C'est une chose de dire que le prolétariat doit nécessairement prendre conscience de son opposition à la bourgeoisie... C'en est une autre de savoir si l'avenir lui permettra de traduire positivement cette oppression en faisant échec à ses exploiteurs. Il nous suffit d'indiquer que l'expérience de la classe se poursuivra *qu'elle qu'en soit l'issue*.. etc. » Curieuse expérience qui paraissait si harmonieuse et qui risque de crever comme une bulle. Peut-être le prolétariat n'est-il qu'un rêve? Que s'est-il donc passé? C'est que dans la mesure même où vous en faites une expérience pure qui ne portera ses fruits que le jour du « remaniement », vous l'avez laissé sans défense au milieu du monde *réel*. Vous qui n'êtes pas situé et qui vous étiez perdu dans votre rêveuse lucidité, vous en sortez tout à coup et vous regardez votre héros du dehors. Comme il vous paraît fragile tout à coup! Du temps que vous étiez trotzkyste, vous donniez le pourrissement de l'histoire à cinquante chances contre cent; mais, du moins, il ne s'agissait que de possibles et vous vous apprêtiez à lutter contre eux : les jeux n'étaient pas faits. Il fallait voir comme vous repreniez Merleau-Ponty, suspect de complaisance envers le pourrissement : « La différence qui sépare un révolutionnaire de Merleau-Ponty c'est que celui-ci s'est mis du côté de la barbarie en la décrivant comme un fait... tandis qu'un révolutionnaire en tire la nécessité et l'urgence absolues d'une action militante. » Si c'est la différence qui sépare Merleau-Ponty et un révolutionnaire je vous le demande, Lefort, quelle est la différence qui vous sépare de Merleau-Ponty. Où sont-elles donc, l'urgence et la nécessité absolue de l'action militante? Oui, je sais : c'était une erreur de jeunesse : aujourd'hui les raisons même qui vous empêchent d'agir indiquent votre jeune maturité. A part ça, bien sûr, vous êtes toujours révolutionnaire. Avant hier, le révolutionnaire agissait, aujourd'hui son activité se définit par une inaction militante. Qui s'en étonnerait puisque *vous êtes le* révolutionnaire. Cependant, l'impitoyable expérience du prolétariat se déroule parallèlement à l'histoire du monde mais sans le refléter; elle ressemble à ces mélodies enregistrées qui vont inflexiblement vers leur apothéose mais qui s'arrêteront pour toujours si le disque se casse.

Au fond je me demande si tous vos discours ne cachent pas une idée plus secrète et plus cynique : la dialectique était faussée

au départ; la bourgeoisie devait produire le prolétariat, son propre fossoyeur; le prolétariat devait produire l'appareil « staliniste » comme un moment de son auto-organisation; mais le stalinisme était le fossoyeur du prolétariat : l'histoire s'arrête là; le dernier tableau de vos Bergeries révolutionnaire représente la fin du Monde. Ce brusque renversement aurait de quoi surprendre si ce catastrophisme terminal n'était avec l'optimisme initial une conséquence nécessaire de votre quiétisme. Peu vous importe que le monde se sauve ou se perde, pourvu qu'il soit bien établi que vous n'êtes pas dans le coup. On pourrait vous appliquer en la modifiant à peine une phrase que vous réserviez à définir la classe ouvrière : « Lefort n'a jamais affaire qu'à lui-même, qu'à sa propre activité, qu'aux problèmes que lui pose sa situation dans la classe bourgeoise. » C'est la définition, n'est-ce pas, du solipsiste ou du parfait révolutionnaire.

Jean-Paul SARTRE.

Bernard Frank.

CHRONIQUE D'UN AMOUR

J'avais déjà la cigarette anglaise, le cinéma, je peux m'ajouter un nouveau plaisir. Ma bibliothèque compte maintenant deux (n) 2 R.F. Amoureusement je me récite les noms à l'affiche : St John Perse, (ça vaux un poème un nom comme ça. Si j'étais Leiris, je m'y cramponnerais fort et j'obtiendrais dix pages), Malraux, Montherlant, Blanchot, Supervielle, Paulhan, Arland, Valery-Larbaud, Beckett, Cingria, Jouhandeau, Audiberti, Dothel, St John Perse. Do ré mi fa sol la si do. S'agit-il vraiment d'une revue, ne me trouverais-je pas plutôt en face d'un memento des grands noms de notre littérature contemporaine, d'un *Who's who in France ?* Pour un peu j'ai l'impression que Gallimard, tel don Ruy Gomez, vient me saisir par l'oreille et me traîne de tableaux en tableaux, en glapissant : « celui-ci c'est l'aîné, c'est l'aïeul, l'ancêtre, le grand homme ». (Oh ! l'habile producteur, qui réunirait dans la même ronde, et Jean Gabin et Préjean, et Marlène Dietrich, et Valentino, et Laureen Bacall, et Pierre Brasseur, et Danielle Darieux, et Garry Cooper, et Edwige Feuillère, et Jean Marais, et Orson Welles, et Gérard Philipe, qu'importe le scénario alors, le film fera recette.) Comme un aveugle, je caresse ces noms, qui m'évoquent campagnes et grands duchés, je les émiette dans ma bouche pour mon délice. Mais pourvu, oui pourvu, que rien ne jamais dérange cette superbe ordonnance, que pris d'un caprice, d'une lubie, Arland ou Paulhan ne se décide à fourrer dans ce beau papier des noms bâtards, noms de valets ou de sangs-mêlés, et déjà m'inquiète ce « publiera prochainement des poèmes, essais, et récits de : Louis de Broglie, Jean Grosjean, Marcel Bisiaux, René de Solier, Albert

Marie Schmitt, Bosco, Hellens, Michel de M'Uzou ». Cela respire, je l'avoue, son Tiers Etat ou sa Belgique. La piétaille peut attendre, et que l'on ne corrompe pas, pour l'amour du ciel, ce défilé de chevaliers, conduits par un paysan et un charmeur de rats, aux lourdes armures, aux casques où l'on étouffe. Car voilà que je m'imagine que nous sommes vingt-cinq mille à applaudir pour la dernière fois peut-être la littérature française en ordre de bataille, avant qu'elle n'aille se faire pourfendre, dans quelque Crécy légendaire dont seule elle a le secret.

Avec la *N.R.F.*, j'ai pris un bon départ, je suis un badeau placé au meilleur endroit. *Les Temps Modernes*, j'aurai beau faire, rien ne pourra empêcher que je ne les ai abordés que le mois de leur numéro spécial sur l'Amérique. Pour toujours j'ai manqué les débuts, ce fameux goût exquis de la banane fraîche. Après, bien sûr, le cœur n'y était plus. Quand des amis — pillards venaient me demander d'une voix joviale : « Vieux, on peut t'emprunter ces deux numéros-là ? » — je répondais « Mais oui, mais oui ». Au point où j'en étais. Ce coup-ci, pas d'histoires, tant pis si je déçois ou vexe. « Que veux-tu, j'ai besoin de *mes* *N.R.F.* pour une étude ». Que l'on grommelle alors : « Une étude, tu te rends compte, il a dit une étude, et pourquoi pas une thèse ? Et ça prétendait ne pouvoir souffrir le sérieux !... » Je m'en soucie comme du sourire de Mammy. Ma seule envie : glâner deux ans pour emplir, par exemple, l'espace qui sépare mon Littré (en quatre volumes) de mon Larousse (en six volumes). Mais ces caresses que je retourne dans ma tête ne sont qu'approches dérisoires, je deviendrais vite ridicule si je regardais trop souvent ces armures, sans oser y mettre mes doigts comme le bambin en extase. Ce que Breton, à propos de seins, me conseillait : « Mais touchez donc », Paulhan à son tour me l'assure : « Mais certainement on peut la lire. A quoi donc croyez-vous que je la destinais ? » L'occupation m'a donné des tics, des mauvais plis, les trop beaux objets me semblent volontiers factices, et peut-être ce mot *nouvelle* a-t-il déclanché des analogies déplaisantes ; néo-café, néo-sucre, néo-banania, néo-Larbaud, néo-Malraux, néo-Perse, etc. Eh bien soit, entrons, ôtons nos chaussures et lisons. Je me saisis

d'abord du Montherlant, *La Balance et le Ver*, car j'ai ouï dire que c'était le texte le plus vénérable du numéro un. Ne dormait-il pas dans les tiroirs de la *N.R.F.* depuis mars 1944. Les événements d'alors en empêchèrent la parution. (Sous entendu : la reculade des armées allemandes. Voilà un fait qui devrait arrêter nos mauvaises idées : par la faute des occupants, un texte de Montherlant a piétiné neuf ans. Que les épurateurs sans talent et les autres ferment donc leur clapet. Et pour confirmer ce propos, *Rivarol*, l'hebdomadaire que l'on sait, injurie dans son numéro 109, l'auteur de *Service inutile*[1].) Il est triste que je ne puisse écarter de mon visage, cette immonde pensée, tandis que je lis *La Balance et le Ver*, que pour la *N.R.F.* et ses lecteurs, ce n'eût pas été un mal que la Wehrmacht ne se débandât qu'un mois plus tard. Quel malin démon me glisse encore cette rêverie importune ? Paulhan annonce à Montherlant la proche parution de la *N.R.F.*, et qu'il serait fier et heureux d'avoir un texte de lui. Silence boudeur de Montherlant. Paulhan, c'est bien son tour, se tait. Enfin Montherlant parle : je veux bien écrire dans la *N.R.F.*, mais à cette condition que vous publiiez d'abord mon texte maudit. Le « maudit » me déçoit bien plus que je ne l'aurais souhaité. Je m'étais organisé une petite fête que l'insignifiance du texte détruit sans appel. Je m'étais dit : « Simone de Beauvoir avait déjà enfoncé dans notre vaniteux taureau d'assez cuisantes banderilles, bientôt suivie par le gros de la rédaction des *Temps Modernes*, transformé en péones et picadores (le Larousse a décidément fortifié mon vocabulaire sur cette ennuyeuse question), en défendant Montherlant j'aurais obtenu un beau succès d'estime. Ah quelle bataille ! Père garde-toi à droite, père garde-toi à gauche ! » D'accord Montherlant est un salaud. Je vous le concède son mépris des femmes est pacotille — pacotille. Entendu, le dieu solaire est ou comique ou ridicule. Vous trouvez bon son théâtre ? C'est possible, moi le théâtre, que ce soit le *Diable et le bon Dieu*, le *Malentendu*, la *Tête des Autres*, la *Reine morte*, le *Pain dur*, je le fourre dans mon cagibi. Ce n'est pas moi, vous le savez, qui défendrait ses taureaux. Mais tout de même, *La Balance*

1. Pour la note, voir la fin de l'article.

et le Ver, ce texte ***a de la gueule***, le bougre a du talent. (Pour cette dernière expression, ma voix s'enflerait). Odieux, odieux, odieux soit, mais du talent. Oui, c'est une question de principe (voix aigre), pour moi le talent prime tout, ça se discute, je le sais, Paulhan a bien raison qui... (citation introuvable dans l'état de ma bibliothèque). Vous ne voulez pas que je le dise ? Dans ce cas-là, adieu, ce n'est pas les revues qui manquent. — Ce ne serait pas la première fois que les autres revues accepteraient les déchets des *Temps Modernes*. — Vous en êtes un autre. » Et voilà, j'aurais quitté le bureau de la rue Bonaparte, les yeux vagues, les dents serrées, le cœur fier. Paris, je l'espère, aurait connu mon infortune. On brime les esprits libres. Pour mon plaisir je me serais répété : « qu'on les compte, qu'on les nomme ceux qui auraient eu mon courage ». Mais non, impossible de se battre, le « maudit » est misérable d'insignifiance, et seul un goût pervers de la mauvaise littérature me pousse à en parler. Comme légende, on peut tracer : Montherlant face au tableau. Notre homme, en effet, contemple le tableau de Valdès Léal, que l'on peut voir à Séville dans l'hôpital de la Caridad et médite dessus. Il y a *deux* méditations car le tableau a deux registres. Le registre du bas sur lequel il médite d'abord n'est, d'après lui, pas intéressant. Qu'en dire ? (l'interrogation est de Montherlant). N'importe qui, bien sûr, serait resté coi, mais c'est le propre d'un homme d'esprit de transformer en or ce qui n'était que plomb. Le registre déshérité va inspirer à Montherlant *deux* idées. Je les résume. Mais je me servirai des mots de l'auteur. *Première idée :* (puisqu'il les compte faisons comme lui) « voici une maxime profonde, de mon invention, et dont je me suis servi souvent, pour mon plus grand bien : quand une chose est détestable, et cependant inévitable, ce qu'il faut, ce n'est pas la supporter seulement, qui restera lourd quoiqu'on fasse, c'est trouver le biais par quoi l'aimer ». *Deuxième idée :* « les vers qui vous dévorent mort, mais aussi les vers qui vous dévorent vivant ». Et suivent alors des considérations particulièrement éveillées sur les fameux vers de la célébrité, de l'incompréhension, du dénigrement et de l'indifférence. Les yeux baissés, l'auteur conclut :

« voilà ce que nous inspire le registre du bas, celui qui n'est pas intéressant ». Sénèque le jeune s'était, il y a des siècles, spécialisé dans ce genre de littérature, et pour que la ressemblance soit poussée au delà de la norme, Sénèque comme Montherlant, adorait la concision bavarde, la subtilité prolixe. Remercions Montherlant de nous avoir prêté, pour nos exercices spirituels, deux de ses idées, rendons-les lui avec précaution, et élevons nos regards sur le registre supérieur. Le magicien va faire de plus en plus fort. Durant la réaction chimique le silence est de rigueur. Vous vous souvenez bien des deux éléments ? Je vous les rappelle : le regard de Montherlant, le registre supérieur. Fermez les yeux. Ouvrez-les : le sablier s'est vidé, un lieu commun s'étale comme une rose, retournez le sablier, recommencez, deux, trois, quatre cinq, mais si, six. Au bout de sept lieux, l'artiste signe et s'en va. A propos du même tableau, Montherlant ajoute curieusement, en note : « Comment Barrès, qui a écrit sur ce tableau quelques lignes dont il n'y a rien à retenir... » Ne soyons donc pas méchants et concluons que ce tableau n'est pas un fer à cheval. Après ce texte, c'est un bonheur de plonger sa tête dans la *Métamorphose des Dieux*, de Malraux. Ce murmure de formules, ce choc de statues, ce grondement de dieux morts, cette intelligence font oublier les procédés de style, la répétition, les comédies. Cela nettoie l'esprit. Mais je ne peux pourtant oublier que c'est Montherlant, qui me fit mieux comprendre les raisons de ma méfiance presque paysanne envers la peinture. Précisons : de la critique sur cet art. Je m'étonnais souvent que telle personne qui proférait des énormités sur la littérature, put pourtant se targuer de l'étendue de ses connaissances, et presque d'une sorte de goût en peinture. Quel était ce mystère ? Et j'inclinais à penser, — malgré l'agacement que me procurait cette formule — qu'il fallait vraiment parler des formes diverses de l'intelligence. Mais non, simplement la peinture — prenons, pour un instant, cette expression triviale — a bon dos. Elle est toujours prête à accueillir n'importe quel commentaire, sans sourciller. Il est plus difficile de faire l'important devant un texte. La tricherie, ici, est relativement *voyante*. Les mots sont là, et je devrais me servir de mots pour en parler. L'égalité des

armes établit une sorte de jugement de Dieu, de vague preuve par neuf. Et on peut observer qui, finalement, a ses mots renversés, scarabés sur le dos, dont les pattes s'agitent en vain. Cette couleur, ces lignes, ce n'était pas sans tort que je les suspectais, je savais trop, tandis que je les regardais, que de petites phrases traîtres pouvaient passer entre elles et moi : « Il faut que j'aille prendre mon foie de veau chez le tripier. Isabelle passe chez moi vers les neuf heures », ou les réflexions de Montherlant. On parle toujours anglais, chinois, sur la peinture, d'où notre sourire de politesse devant le commentaire dont on nous accable. Nous attendons la traduction, les casques de l'O.N.U., pour nous prononcer, mais parfois nous manquons de patience. « Ne parlez pas sur la peinture, sous peine de fortes amendes », je crois cet écriteau nécessaire dans toutes les galeries de peinture. Un aveu : ce serait pour moi une souffrance de me nicher dans la conscience baladeuse d'un critique d'art en mission. Il me semble que j'aurais de l'épouvante, devant les embarras de la circulation. Deux mots entre parenthèses encore : Montherlant passe pour un très grand écrivain, le grand écrivain. On s'agace devant ses comédies, mais il ne semble pas que l'on veuille vraiment lui retirer ce titre. Qu'ai-je lu de lui pour le bien juger ? Les *Jeunes Filles* ? Mais j'avais à peine douze ans. Ce roman ne m'ennuyait pas, mais je le trouvais, facile, théâtral, vulgaire, *cousu de fil blanc*. Comment dire ? J'avais un peu honte de le lire. Il me semblait que si l'on me surprenait en train de dévorer *Pitié pour les femmes*, on rirait de moi, que c'en serait fini de mon prestige intellectuel auprès des grandes personnes. Plus tard, *Service inutile*, les *Bestiaires*, la *Petite Infante de Castille*, etc., non vraiment je ne suis pas qualifié pour le dépecer. Mais pourtant cette déconvenue radicale, son succès, qu'il soit *l'auteur* pour un groupe défini de lecteurs, voilà qui mérite commentaires. Et cette phrase toute récente de lui, « en toutes choses un sens pour le vulgaire et un sens pour les délicats ». Montherlant est vraiment, malgré les brouilles, la rupture, l'écrivain *Grasset*.

(Du reste, Grasset se serait délecté à écrire la phrase que je viens de citer.) Par là j'entends que Gallimard est foncièrement républicain (ce n'est pas un compliment, Laval

aussi est républicain), mais Grasset, Montherlant, synarchiques. Les livres de Montherlant, je les disais théâtraux, mais aussi naïfs, comme le public qui s'en repaît. Tout est souligné dans cette œuvre : le courage, le catholicisme, la noblesse, l'amour, l'anarchie, la hiérarchie ; il n'y a pas une ligne, semble-t-il, que l'on ne se soit pas soucié d'entourer au crayon rouge afin que le critique et le lecteur puissent l'enfermer dans un thème. L'amateur de Montherlant et Montherlant sont deux conspirateurs farfelus qui joueraient sur les planches d'un théâtre, persuadés que personne ne les regarde, ne comprend leurs mots de ducs. C'est bien là le secret en plein jour. On est assez effrayé de l'extraordinaire servilité de la critique dans son ensemble, qui ratatine l'écrivain contemporain, en le persuadant du furieux intérêt du plus petit de ses opuscules. Serait-ce que la littérature s'est irrémédiablement constituée en monades, que Montherlant est *vraiment* le grand auteur d'un public et d'une critique ? Qu'il y a une intelligence Montherlant, un art Montherlant, qu'en tant qu'habitant d'une autre monade je suis incapable d'apprécier ? C'est bien possible. Il me faut relire sans tarder Montherlant. Car cette cassure littéraire importe.

Un texte d'un jeune écrivain — je le dis jeune car je n'avais rien lu de lui jusqu'à ce jour, — et qui a cette particularité d'avoir été écrit par un garçon qui porte le nom même d'un des plus vieux collaborateurs de la *N.R.F.*, — Jean Schlumberger — m'a, par contre, réjoui le cœur. Je pèse les mots l'un après l'autre (ce qui compense leur banalité) le Jean Schlumberger de la *Nouvelle* a une drôlerie de ton qu'était loin de posséder l'auteur estimable de *Plaisir à Corneille*[1]. Comme on a tort de courir chercher à l'étranger, ce que l'on trouve chez nous. Ne s'est-on pas assez extasié, il y a six mois, sur cet Argentin J. L. Borgès, pour son *Fiction* (Etiemble en a parlé ici même), n'a-t-on pas dit avec une exaltation bien française, qu'il s'agissait d'un esprit curieux, que ce *Fiction* était une révélation, et tout, et patati et patata ! Mais moi je vous l'affirme, Schlumberger est notre Borgès. Et plutôt que de consacrer x pages

1. Je lui dois de m'avoir fait comprendre et aimer très jeune, des pièces peu connues de Corneille.

à un étranger (même ami de la France, même tout pénétré de notre culture), j'ai du plaisir à m'étendre, m'étaler sur un auteur de chez nous. La grande astuce de Borgès — on s'en souvient — c'était d'écrire de longs (ou de courts) commentaires sur des livres qui n'avaient jamais existé, mais cela, avec une telle minutie dans le détail, un tel sérieux, de telles nomenclatures que nous finissions par nous demander si nous ne rêvions pas, si après tout, si par impossible, eh bien ! oui, si le livre n'avait pas réellement existé. Mais devant Schlumberger, devant *Genèse d'un livre*, K.O. Borgès ! Mon enthousiasme m'autorise, dès l'abord, à deux légers reproches : je n'ai pas beaucoup aimé le titre que Schlumberger a donné à son livre imaginaire, pas davantage le nom choisi pour la dédicace.

Ce *Lion devenu vieux*, cette Anne de Biérille-Noyant, on n'y croit pas. C'est trop borgien, c'est comme si le pastiche nous sussurait : « Coucou, me voilà ! » Mais langue solipsiste que je suis, j'oublie tout simplement d'indiquer la trouvaille de Schlumberger : il va faire semblant de commenter *ses* œuvres. Il s'en explique dans une note qu'il faut lire, car pour parler comme le guide Michelin, elle vaut le dérangement : « En vue d'une édition d'*Œuvres complètes*, l'auteur s'est proposé d'écrire pour chacun de ses livres, une introduction (un examen eût dit Corneille [1]) où il explique à quel dessein répondait pour lui cet ouvrage, dans quelles circonstances il l'a composé et ce qu'il en pense aujourd'hui. Le *Lion devenu vieux* parut en 1924 ». La note n'est pas un habile attrape-nigaud. La suite confond. Je vous jure bien qu'on finit par y croire, à ce livre irréel, bien plus, on a envie de parcourir à grands pas les quais de la Seine pour s'emparer de ce fameux *Lion* (c'est une bio-

1. Ici il ne s'agit pas d'un reproche, mais d'une prière. Le détail est bon mais cruel. Schlumberger l'ancien, a, je l'ai dit, écrit un *Plaisir à Corneille*. Vous me comprenez, Schlumberger le jeune. Je vous en veux un peu de ce trait. Et que diable, il y a de la place dans le tissu littéraire. Cette façon de faire rire sur un aîné, si peu que ce soit, me donne un sentiment de gêne. Pourquoi n'y aurait-il pas deux Schlumberger dans notre littérature? N'y a-t-il pas eu, en musique, des Bach à ne savoir qu'en faire? Plus près de nous et pour prendre un exemple sous la main, il y a un Bernard Frank qui fut brave et commanda un sous-marin durant la vieille guerre. Il écrivit des récits de plongée, fit des conférences sur Jules Verne, est-ce que je l'admoneste, moi?

graphie de Retz) et s'en repaître. Ne voilà pas que Schlumberger s'invente des concurrents, des jalousies. N'affirme-t-il pas que Suarez, lui aussi, se proposait d'écrire une biographie de Retz, et qu'il lui en voulut pour la vie de l'avoir devancé ? (J'ai longtemps pris Suarez pour un personnage de la « Comédie Schlumberger » ; erreur, Gide consulté dans son *Journal* le nomme en ces termes : « Je relis d'excellentes pages de Suarez dans *Présences* autour de Dostoievsky, Musset, Loti, etc. Il est peu d'hommes avec qui j'aurais pris plus grand plaisir à converser, si seulement son orgueil n'y eût mis tant et de si absurdes obstacles. ») Ces brouilles, ces recherches fictives, ce travail sur du rien affolent l'esprit. On est berné et content de l'être. Même Gide est enrôlé : « Avez-vous pris des notes sur Retz, m'écrivait Gide, en janvier 1914 ? Faites-le vite et vous sentirez ainsi plus complète la permission de le perdre de vue pour un temps. » Ce faux respire le Gide. Maintenant notre mythomane s'organise une critique de Thibaudet : « Je reste surpris qu'Albert Thibaudet, ayant plus tard à rendre compte du *Lion devenu vieux*, n'y ait en somme vu qu'un travail scolaire où manquait l'étincelle d'une nécessité intime. » La fin décourage un peu le compliment, « mais un caillou posé sur la surface de l'eau n'y coule pas plus discrètement que ne fit mon malheureux livre sous une nappe d'indifférence ». Quel auteur, en effet, même le plus masochiste — pourrait parler en termes pareils de son livre ? S'agit-il d'une tromperie nouvelle ? Après tout je n'ai lu de Schlumberger que ce *Genèse d'un Livre*, ce « four » imaginaire qu'il avoue ici n'est peut-être placé que pour mieux rehausser le succès de ses œuvres futures tout aussi irréelles les unes que les autres. Je compte les pages : une, deux, trois, oui, à peine dix pages et pourtant je suis pris d'un vertige. Comment ne pas rêver à des livres complètement truqués où les miroirs succéderaient aux miroirs. Le faux (qui deviendrait vrai) et le vrai (qui deviendrait faux) alterneraient sans cesse, ne nous laissant, comme une obsession, aucun répit. Un livre qui serait théâtre, roman, essai, confession, créatures, acteurs, auteurs, journaux, l'*Opéra Fabuleux*.

Une idée saugrenue monte sous la plume, avec la lenteur accélérée de la sève que l'on voit dans des documentaires

scientifiques : et si contre toute attente, Schlumberger s'était mis à commenter ses œuvres complètes, poussé par un pernicieux ennui, et comme s'il se prenait pour Hugo, Chateaubriand ou Proust, quelle saveur désormais trouverais-je à pareil examen ? Je sais, c'est impossible. On voit bien que je connais mal ce charmant et austère petit homme au crâne rose, que j'ai lu avec une négligence coupable ses œuvres délicates, que j'oublie vite un passé tout de mesure, d'accord, mais enfin, la manie serait innocente, — des écrivains retraités ont bien le droit de se livrer à des passe-temps inoffensifs —, de toute façon que Schlumberger l'Ancien me pardonne et qu'il m'autorise pour mon plaisir à m'occuper quelque temps de cette hypothèse absurde. Ce que je trouvais chez S. le Jeune, trait de génie, drôlerie sans nom, deviendra-t-il si je le reporte à l'actif de S. l'Ancien, du seul fait que ce dernier ait réellement écrit jadis une biographie de Retz, pédanterie sans pareille ? Et si oui, pourquoi ? Pourquoi la réalité d'un livre détruirait-elle la saveur d'un commentaire, et son absence la créerait-elle ? Quelle est cette loi littéraire, qui donne tort au labeur, à la probité, et encourage la mythomanie, le canulard, l'inachevé ? Serait-ce parce que, chez S. l'Ancien, ce commentaire nous paraîtrait une volonté de défendre l'indéfendable, du moins ce qui semble ne pouvoir tenir tout seul, — sans l'aide de béquilles — tandis que S. le Jeune, ce même commentaire se métamorphosait en invention ?

La singularité de S. le Jeune, c'est de s'être livré à un exercice dans le vide, sans filet, c'est d'avoir voulu concurrencer un certain réel, non comme Balzac en se servant de mots que l'on entasse comme des cubes jusqu'à ce que la construction se disloque, mais en introduisant une voix aérienne et parallèle. Cette littérature, qui est littérature concrète (rien à voir avec la musique du même nom !) sur de la littérature abstraite, je la nommerai littérature du second degré. Quand je parlerai tout à l'heure de la note de Bernard de Fallois sur Constant, j'y reviendrai. La visite continue. La présence de Blanchot et de Beckett montre bien l'intention de la *N.R.F.* de prendre le meilleur du nouveau. Un général que le 18 juin rendit célèbre parlait un jour du neuf et du raisonnable. Enfin la vieille maison —

ne reculant décidément devant aucun sacrifice — a sonné le ban et l'arrière-ban de la philosophie *littéraire*, celle de l'honnête homme, que tout un chacun peut comprendre sans se servir d'un dictionnaire allemand-français (ah ! ah ! ah !), en mobilisant deux réservistes qui ont fait leurs preuves un peu avant la guerre de 39 et durant l'occupation. J'ai précisément nommé Caillois et Grenier. (Curieux Caillois, certainement très intelligent mais dont la réthorique semble freiner obstinément la sortie des idées.) Nos deux philosophes ne craignent pas le communisme. Caillois le dit : « Le socialisme ne me fait pas peur et j'estime en outre naturel que le parti communiste ou l'Union Soviétique fassent la politique de leur choix et de leurs moyens. » (C'est du reste un tic commun à la plupart des intellectuels français qui *examinent* les questions du communisme, de nous certifier que le communisme ne les gêne pas le moins du monde, car dans leur vie gaillarde, ils en ont vu bien d'autres. Non, ce qui les attriste, c'est seulement cette petite verrue qui souille un si beau visage. Leur propos, c'est de l'enlever. Mais voilà, ils ne sont pas très sûrs que les communistes soient d'accord pour que cette intervention chirurgicale ait lieu.) Eh ! que j'aimerais, je l'avoue, lire enfin que le communisme est une chose inquiétante qui risquerait de changer totalement nos habitudes et même de détruire nos envies d'écrire.

Ce serait une injustice, d'oublier le monumental *Amers* de Saint-John Perse, ce grondement d'eau verte, ces cailloux sonores, ces épaves superbes qui battent les flancs de la rue Sébastien-Bottin ont quelque chose qui étonne l'esprit et lui inspire le silence et le respect. Pourtant j'en viens à me demander si Arland, malgré son « plus ingrate la fortune de la poésie, à qui n'est guère échu que le silence », n'impose pas à la poésie un quota de rigueur. Mais le mot ghetto doit se voir remplacer ici par celui de quartier résidentiel. A moins que ce Saint-John Island d'où Perse nous envoie ces vagues soit un de ces parcs où dorment, moroses, les peaux-rouges.

Ce qui donne, malgré leur dissemblance extravagante, un air de famille à la plupart des écrivains que je viens de nommer, c'est que, comme ce dur de la Jamaïque dont Cau

faisait un jour le portrait, ils sont dévorés par le passé composé : ils ont écrit, ils ont été ignorés, attaqués, ils ont eu du succès. Vous lisez romans, essais, poésies, notes, vous voyez des mots qui ont l'air de mots, vous êtes persuadés de tâter de la littérature, quelle erreur ! Approchez-vous, tout disparaîtra comme par enchantement. Comment nommer ce voile qui a l'apparence de la chair ? Ce n'est pas de la littérature, c'est, comme on parle du *Journal des faux monnayeurs*, une sorte de journal de la littérature. Repus, gavés, gras à lard, nos anciens de Saint-Loup, entre deux siestes, se contentent d'annoter d'une main lasse, — la main même de ces rois fainéants — cette table de la loi que fut leur littérature, d'ajouter négligemment quelques feuillets à leurs œuvres complètes. Pourquoi jeter les dés une nouvelle fois alors qu'il est si agréable de commenter les beaux coups d'antan ? « Tu te souviens des *Caves du Vatican* ? Et du Théâtre de la Cruauté ? Et quand Malraux, couvert de tics, retour d'Espagne, allait hurler dans les bureaux de Gaston ? » Pour que la fête soit complète, pour que rien ne manque à ce banquet, les jeunes gens respectueux sont invités à écouter en silence la geste des anciens. On ira même tirer du fin fond des caves, la vieille bouteille — un Proust — que l'on gardait pour les grandes occasions, un mariage par exemple. Racine, du moins, tandis que son visage n'était plus que boursouflure, allait d'un pauvre pas à Port-Royal s'agenouiller devant les solitaires. Et pourtant je le trouve émouvant ce premier numéro dont les titres sont comme un chant de mort : *Amers*, *Cimetière*, *La Balance et le Ver*, *La Solitude essentielle*. Oui, c'est comme si ceux qui furent de grands écrivains, s'étant costumés en fossoyeurs, portaient dans leurs vieilles mains tremblantes, le cercueil contenant les joyaux d'une génération. Et plus d'un d'entre nous, en lisant tel texte, doit avoir le serrement de cœur qui étreignait le narrateur de *A la recherche*, tandis que, dans ce salon, il scrutait les visages décomposés par le temps de ceux ou de celles qui furent princesses ou ducs aux noms de lacs et de fées. O Charlus, ô Guermantes, toute cette farine sur vos visages n'y pourra effacer la pourriture qui s'y montre. En catimini, je vais reposer le masque du vicomte qu'en ces jours de carême, il m'avait plu d'endosser et je change

d'étage. Car c'est un fait, la *N.R.F.* est bien le Printemps (ou les Galeries Lafayette) de notre littérature. Le liftier me crie d'une voix forte : « Ici chroniques en tous genres, romans, poésies, théâtre, littérature générale, recherche. » Le mot chronique à lui seul, aurait suffi à me retenir. (Enfermé dans son donjon, un vieux seigneur déroule somptueusement les temps passés.) L'article est objet de série, la chronique, artisanale. Le chroniqueur est le délégué du temps dans une revue. Tout lui est permis. Comme un félin, il aime parfois prendre dans ses lignes, un ridicule petit auteur, le perdre de vue, puis subitement lui asséner deux mots sur la tête. Le mot chronique a le pouvoir de m'évoquer le moyen-âge, le siècle le plus en technicolor de l'histoire du monde. Pimpants et alertes, nos Froissard derrière leurs rayons tout neufs nous attendent avec le sourire de circonstance. Un seul a mine chagrine. Allons, allons, Arland, vous que j'aime bien car vous fûtes pour moi, à la *N.R.F.* un lecteur bienveillant (et puis nous avons en commun cette passion : le goût de la Lanson et de Tuffau), ne faites pas pareille tête. Ces doléances sur la condition littéraire, sont-elles de bon ton, un jour d'inauguration ? Je sais, c'est un tic célèbre parmi les détenteurs de la Chronique de la Littérature Générale, (vous voyez, je n'oublie aucun mot de la fonction), de pleurer misère, de se lamenter sur la décadence de la critique, lors de leur premier article. Mais tout de même, comme vous l'a rappelé drôlement Mauriac, vous n'êtes pas dans la corporation, un enfant de Marie. Bien sûr, c'est gentil de déplorer que l'on parle si peu « de Noël Devaulx, de Dhotel, de Gadenne, de Bloch-Michel... » Mais vous savez bien que ce n'est pas la règle du jeu. A quoi donc serviraient Dominique Aury et les travailleurs de la note, si vous en veniez à vous occuper de la littérature d'aujourd'hui ? Il est beau, quand on est un haut fonctionnaire de la littérature, un ministre même, d'aller poser une pierre, de signaler d'un mot superbe, (qui semble sous-entendre un trésor d'arguments), un jeune écrivain, mais que diable, laissons aux flaireurs ces besognes subalternes.

Arland est le Fontenelle de la critique. On sait que l'auteur des *Oracles*, à l'aide de phrases et d'idées simples, dis-

sertait avec une marquise, sur les mystères du ciel. Arland — les temps l'exigent — supprime la marquise, mais garde cette clarté et cette aisance de ton. Mais au fait, qu'est-ce que c'est, la littérature générale ? La Montagne de la critique. Ah ! le grand, le bel, le vif air que voilà ! On bavarde, c'est entendu, mais c'est un bavardage de prince. Quelle pureté ! Comme on se sent lavé de la poussière, de l'odeur des villes. Que Mme de Staël délasse du dernier Goncourt. Mais j'ai l'air de le conseiller, ce vieux routier d'Arland, qui dès le second numéro se faufile dans un Sainte-Beuve. Aux dernières nouvelles (je parle du trois) le cher homme n'a pas quitté ce beau fromage. Voilà le schème de l'opération. Il faut une victime, une fourmi travailleuse : le pauvre bougre qui s'est donné un mal fou pour écrire douze cents pages, une biographie d'une valeur éprouvée (Proust, Montaigne, en l'occurrence Sainte-Beuve, enfin qui vous voulez.) Des revues, des hebdomadaires, des quotidiens, on voit bouillonner une sorte de bave de contentement. Les littérateurs généraux sortent de partout. « Sainte-Beuve, Sainte-Beuve, vous avez bien dit, Sainte-Beuve ?» Mais ils ne connaissent que cela, ils l'adorent, ils s'en pourlèchent. Ces messieurs sont comme la Belle au Bois dormant, il suffisait d'un prince, d'un livre pour ouvrir le petit tiroir où dormaient des mots précieux. Les douze cents pages vont être atomisées : deux lignes. « De Diderot et de Balzac, M. André Billy est passé à Sainte-Beuve. Si le philosophe et le romancier l'avaient tous deux séduit, c'était d'abord par la générosité de leur figure. Mais Sainte-Beuve ? » Adieu Billy. Je suis injuste. On reverra Billy, en note : « Ici André Billy me semble trop généreux ». Voilà la première phase. Mais les biographes se montrant infatigables, les études succèderont aux études. Le jour va venir où le littérateur, dans l'euphorie, tapotera un appétissant deux cents pages. Appelez ça comme vous voulez : contestations, chronique d'un amour, situations, lettres de France, littérature présente, la littérature et moi, hygiène des lettres, un livre existe. Aussitôt paru, le livre sera un bonheur pour les maréchaux de la critique. Kemp se surpassera : « Excellent de vie. Quelle dureté dans l'érudition et dans le goût. Quelle densité, et excitant au possible avec ça ! Quel dégonflage de fausse gloire. Enfin un

critique qui retrouve le style de Jules César, la verve de Daudet. Décidément X n'a pas son pareil pour dégonfler les baudruches, remettre à leur place les importants. » Ces compliments, écrits dans un galop initial, on brossera sur le dos du confrère une petite histoire de la littérature, qui elle-même deviendra, etc...

La *N.R.F.*, dans son second numéro, pousse encore plus loin la division du travail, le partage de la critique. Blanchot s'occupe de la Recherche littéraire (comme on parle de la Recherche scientifique), c'est le Joliot-Curie, le Einstein de la critique. Enfermé dans son laboratoire, il effraie un peu avec ses cornues, ses alambics, le grand public. Ce n'est pas le patron de la critique, mais son Faust. Mme Dominique Aury, elle, préfère la plaine, la lumière des villes. Derrière son rayon, elle détaille de la lingerie en tous genres ou des layettes. Comme le théâtre m'ennuie (déjà dit) et que j'ignore tout de la poésie, je me rends au sous-sol, dans les mines où s'agitent les travailleurs de la note, les bagnards de la littérature. Ceux qui, dans toutes les revues du monde, ont besoin d'écraser deux mots pour en sortir un. Si on a une vue moins pessimiste des choses, on peut affirmer que ce sont des chercheurs, des géologues, ou même des laborantins. Et souvent, du reste, le grand seigneur, celui qui trône avec les caractères d'imprimerie les plus énormes, n'hésite pas à redescendre dans la mine, entreprendre une fouille symbolique, voulant indiquer aux malheureux qui triment dur qu'il y a du plaisir à se trouver là où ils sont et que chaque soldat possède dans sa giberne son bâton de maréchal. Ce fut pour moi pendant longtemps, une distraction sans mélange de dénombrer les stakanovistes de la note, ceux à qui, si je possédais un rang spécial dans la littérature, j'aurais eu du plaisir à remettre la médaille du mérite. Et tout naturellement viennent des noms à mes lèvres. Mais la raillerie est cruelle et la généralité de l'analyse me dissuade de la poursuivre.

(*A suivre.*)

Bernard FRANK.

G. Limbour.

LE CUBISME

Tel est le titre de l'expôsiton rétrospective que vient d'ouvrir le Musée d'Art Moderne. Elle s'étend sur une très courte période, de 1907 à 1914, et ne nous permet donc pas d'envisager le développement complet et si varié de ce mouvement dont les promoteurs étaient alors de très jeunes hommes. Elle ne nous relate qu'une petite partie de l'histoire du cubisme, sa prodigieuse naissance, son départ rapide et sûr, soutenu par l'enthousiasme et le génie, et sans doute aussi par la fraternité de quelques hommes. Toute brève qu'elle soit, cette période, par son importance et sa fécondité, fixe ses limites légitimes à une exposition remarquable, dense et cohérente, propre à donner une idée exacte des différents peintres qui créèrent ou s'associèrent à ce mouvement. Elle nous fait espérer, — ce qui semble être l'intention des organisateurs — que la suite du cubisme sera présentée dans une exposition ultérieure.

Nous jouissons déjà, aujourd'hui, pour juger le cubisme, d'un recul suffisant. Bien que toutes ses conséquences ne soient peut-être pas encore développées, il nous apparaît comme une conception de la peinture, déjà entrée dans l'histoire, tout autant que l'impressionnisme et qui n'est plus à discuter. Une telle exposition n'offre donc pas, sauf aux jeunes gens et aux retardataires, grand'chose à découvrir ; bien qu'elle contienne quelques œuvres venues de l'étranger et que nous ne reverrons plus de sitôt. Hormi celles-ci, nous y admirons donc des tableaux déjà connus de nous, ou assez semblables à ceux que nous connaissions déjà, excellente occasion pour reviser nos jugements, et réajuster nos idées, entreprise constante dont nous ne devrions jamais nous écarter. Aussi cette exposition vient-elle fort à propos, après d'autres, nombreuses et des mieux choisies, qui nous

ont apporté les chefs d'œuvre des grandes époques. Car l'esprit, prompt à abandonner un judicieux équilibre, se laisse volontiers pencher vers des faveurs exclusives, et si de nombreux amateurs, il n'y a pas si longtemps, ignoraient ou méprisaient l'art de la Renaissance (par exemple) au nom de leur passion pour l'art moderne, combien n'en voit-on pas, aujourd'hui, nouveaux adeptes de l'art ancien, l'ayant découvert dans nos musées, les expositions ou au cours d'un voyage à Venise ou Florence, tendre à trouver un peu court et pauvre, celui de notre époque ! Peut-être rien ne s'oublie aussi facilement, non pas que notre temps, mais que celui qui vient tout juste de le précéder. Il n'est pas encore l'ancien, mais celui qui est déjà, croit-on, dépassé. Ni le passé ni le présent, il est celui dont on ne veut plus, ou pas encore. Une semblable rétrospective est donc susceptible de ramener à des vues plus justes.

Ce que l'on voit au Musée de l'Art Moderne, forme un ensemble cohérent et complet — et historiquement des plus vivants — en ce qu'il offre aussi bien que du bon, mais en plus faible proportion, et juste ce qui convient, du médiocre, et même du mauvais, oui, de l'ennuyeux, mais du très intéressant ennuyeux. Dans un mouvement comme le cubisme, il ne peut pas y avoir que de grands inventeurs, rien que des génies. Ce serait trop pour une époque. Ceux qui ont combattu — mais n'insistons pas trop sur le combat, rien de spectaculaire, de théâtral, pas d'empoignade avec le public, de scandale comme au temps de Dada, seulement combat en chambre, avec la toile — ceux qui ont travaillé au côté des inventeurs et des inspirés, quel rôle véritable ont-ils joué ? Ils les ont fortifiés de leur foi ? C'est possible. Ici, ils ne jouent pas le rôle de repoussoir. Il serait vain, je crois, et dangereux de penser qu'ils ont servi d'intermédiaires entre le public et l'art nouveau, par ce qu'ils présentaient de plus accessible dans leurs compositions (et partant de médiocre), thèmes empruntés encore à l'époque précédente, formes encore bien reconnaissables, lisibles comme on dit, par un mélange plus ou moins bien fondu d'ancien et de nouveau, ils auraient progressivement amené une partie du public à ce qui était plus pur, plus ardu et plus hardi, le vrai cubisme. Je crois cela peu possible. On

accède à la bonne peinture, d'un premier élan ou progressivement, mais non par la médiocre ou la mauvaise prises comme degrés. Il n'y a pas de tels escaliers.

Dans les grands mouvements littéraires ou artistiques : quand nous savons que certains artistes se rencontraient quotidiennement, ou travaillaient parfois en commun, il y a des inventions qu'il serait difficile d'attribuer à l'un ou à l'autre. C'est à l'historien de démêler ces difficultés. A vrai dire de tels problèmes restent secondaires. Leur discussion peut soulever des questions personnelles qui nous restent indifférentes car une réunion de jeunes hommes imaginatifs crée une atmosphère favorable à la découverte, et celui qui réalise une idée n'est pas forcément celui qui l'a imaginée ou entrevue, et il y a plusieurs manières de la réaliser. Nous voyons donc, au cours de ces sept années, certaines idées surgir, et aussitôt les différents peintres s'en emparent et l'appliquent, chacun selon son tempérament, et de ces inventions collectives, le *papier collé* nous fournit un excellent exemple.

Le premier monument qui s'impose à la vue, à l'entrée de l'Exposition, est *Les Demoiselles d'Avignon*, peint par Picasso en 1907, et prêté par le Musée d'Art Moderne de New-York. Si l'histoire voit en cette œuvre intense et passionnée, le premier tableau cubiste, nous, qui ne sommes pas historien, lui attribuerons un autre mérite qu'historique, car, loin de présentir quelques défaillances ou incertitudes, par sa puissance, son unité, l'intensité de chaque partie. il constitue l'une des plus belles pièces de l'art présent. Pour limiter son importance à un rôle historique, on a pu dire que ce tableau semblait composé à deux époques différentes, la partie droite marquant une évolution sur la partie gauche, les volumes des visages n'étant pas traités de la même manière, ni les couleurs semblablement utilisées. Il est manifeste, en effet, que les deux femmes de droite ne sont pas tout à fait de la même famille esthétique que celles de gauche, mais cette différence ne nuit pas plus à l'unité du tableau que ne ferait, dans une composition classique, la présence d'un groupe de femmes noires à côté de femmes blanches, si ces couleurs opposées étaient équilibrées par l'ensemble du tableau. Le thème serait un bordel d'Avignon, le moment

particulièrement *pathétique* pour le visiteur qu'on appelait *la montre* ou *le choix*. Cette apparition commotionnante de derrière les rideaux, se figeant promptement en immobilité, est relatée avec une admirable violence, les regards singulièrement intenses, les gestes et les poses très significatifs. Cette apparition dans un bordel, qui au premier abord, pourrait paraître un thème vulgaire, prend ici un sens métaphorique et mythologique surprenant ; car c'est bien une apparition qui surgit de derrière les rideaux, celle de femmes d'une nouvelle race, jusqu'alors inconnue, d'une humanité recréée, et non plus représentée. Et n'est-il pas très admirable que le cubisme qui bouleverse à ce point les formes naturelles et apparaît à certains une transposition toute intellectuelle, ramasse au contraire dans sa transfiguration toutes les émotions et les puissances de la vie, mieux que ne le saurait faire un réalisme très soumis ? C'est cela que nous retrouverons dans toutes les grandes œuvres cubistes — et qui place cette époque de la peinture à la hauteur des plus grandes — une ferveur, une émotion devant les objets, un don de la poésie, c'est-à-dire de la présence et de l'apparition — jamais dépassé, traduits par une égale et lucide intelligence.

Non loin des *Demoiselles d'Avignon*, nous voyons deux paysages, l'un de Picasso, l'autre de Braque. (Laissons de côté l'ancêtre Cézanne !) Picasso n'en fera plus que très rarement. Braque davantage, et plus tard des grèves avec des barques, et plus tard encore des champs de blé. (Et récemment, un paysage avec bicyclette.) En principe, le cubisme ne rejette aucun thème ; la suite de l'exposition nous amènera à développer ces considérations. Mais, en fait, il a été amené, probablement par réaction contre la peinture d'extérieur, de l'époque précédente, à préférer certains thèmes, en particulier des objets fabriqués par l'homme. (La figure humaine fait-elle exception ? Mais elle existe moins que le paysage ; elle est un objet de fabrication humaine !) Le cubisme est une peinture d'intérieur et qui n'aime pas le fluide, l'air et l'eau. Les bons paysages de cette époque, peu nombreux, seront des paysages de ville, des maisons, c'est-à-dire des objets fabriqués par l'homme, de la nature d'un paquet de tabac, et le ciel est un tapis de table. Braque a écrit que le peintre rivalisait avec Dieu :

il crée un monde d'art. Peut-être, en ce cas, n'a-t-il pas besoin de la nature ? Pourtant ne pourrait-il être tenté d'aller rivaliser avec Dieu sur son propre terrain, le paysage ? C'est très osé ! Picasso ne se soucie guère de relever le défi : il laisse le paysage à son créateur. Mais Braque s'en soucie : il est de taille à relever le gant. D'autres cubistes auront le tort de s'aventurer sur ce champ clos, où Dieu restera le plus fort : ils ne sauront pas lui arracher son bien. *pour y mettre leur signature* : tant pis pour eux.

Analysant progressivement les objets et les reflets fixés sur eux, Braque et Picasso élaborent une architecture nouvelle de plans superposés et étagés, où les objets perdent de plus en plus leur configuration réelle pour devenir des constructions imaginaires, cependant qu'ils restreignent leur palette à des couleurs, non pas ascétiques, mais méditatives, graves et recueillies, qui pourraient paraître monotones, s'ils ne les diversifiaient par des procédés aussi variés que subtils. En ces tableaux du cubisme analytique, ce qui charme, et même ensorcèle, est le frémissement, la vibration délicate des moindres surfaces (les plans sont d'ailleurs de dimensions restreintes) produite par la multiplicité de petites touches vives, ou par de très minimes épaisseurs. Des lignes ou des contours sont tracés au pinceau trempé dans un jus d'essence très mat, entourés de champs de peinture très transparente, imbibant et teintant tout juste, et irrégulièrement, la toile. renforcés çà et là par des matières plus solides, encore que toujours discrètes. Il arrivera à Braque, qui a de la *matière* du tableau le plus grand souci, d'utiliser un sable très fin auquel la lumière s'égratigne. Certains plans sont animés par des semis de points. Ainsi c'est tout le contraire de ce que seront plus tard les à-plats. Tous ces procédés de jolie imagination accrochent et varient la lumière de la façon la plus plaisante et sensible. La lumière est toujours le souci du peintre, et même comment, finalement, peindrait-il autre chose que de la lumière ? Mais ce n'est plus celle de Dieu, c'est celle du tableau. Et comme on a renvoyé à leur paradis terrestre, avec mille remerciements au créateur, les couleurs trop naturelles et divines des champs, du ciel et des fleurs, la réduction de la gamme à quelques tons irréels et rares, abstraits et cubistes enfin, favorise ce jeu divers des nouvelles

illuminations. Aussi pas une surface qui ne vive, palpite et ne *chante*. Le fameux *ascétisme*, c'est de la joie !

Ainsi, s'il y a des couleurs cubistes, il ne faut pas dire que « *ce sont celles employées par les cubistes* », car ce n'est pas là définir leur nature. Mais nous comprenons maintenant leur signification, et leur origine qui ne peut être que celle là même d'où viennent les formes. *Entrons dans le cubisme par la couleur !* qui n'est pas celle des cubes ! De toute évidence le cubisme n'est pas une géométrie picturale : c'est une révolte contre le paradis terrestre.

Or, tandis que Braque et Picasso faisaient ainsi chanter des couleurs sourdes, il arrivait à Robert Delaunay une bien curieuse aventure, et d'autant plus piquante, me semble-t-il. que j'ai été amené à évoquer le paradis terrestre. Car ce jeune peintre qui devait tant montrer son amour du modernisme. aimait les églises gothiques. Ce qui le transportait dans la perspective à refaire des nefs de l'église Saint-Séverin, c'était les reflets des vitraux moyenâgeux, coulant sur les piliers et colorant les pavés de disques multicolores. Ainsi, ces feux chatoyants qu'il devait projeter de ses fenêtres sur la Tour Eiffel et la Grand'Roue, il les avait pris à un vieux rêve séculaire. Ses disques abstraits qui devaient tourner à la gloire de Blériot, le conquérant du ciel, ces palettes rougeoyantes et bleuissantes d'hélices, et même ces maillots mystiques sur le torse des joueurs de rugby, il avait ramassé tout cela, comme un chiffonnier exalté, sur les dalles de la maison de Dieu. Mais non pour en faire du cubisme, même coloré. Je n'ai jamais très bien compris pourquoi il disloquait parfois la Tour Eiffel. Hors du cubisme, il s'en allait avec Sonia Delaunay vers les cibles du *simultanéisme* et de l'abstraction pure, les bras chargés de bouquets de verre.

Plusieurs peintres sont apparus, qu'afin d'éviter des erreurs, il ne faut pas d'abord nommer brutalement en bloc. Ce qui frappe d'abord chez eux c'est qu'ils ne limitent pas leur vue aux objets de l'atelier (ou à des constructions imaginaires comme les *Formes* de Léger). Ils peignent des spectacles plus vastes et de plein air et ont recours à des thèmes des époques précédentes. En principe, ai-je dit, le cubisme pouvait prendre n'importe quel thème : mais à condition

qu'il y eut recréation dans l'esprit du cubisme. Or il apparaît manifestement que certains peintres, dits cubistes, ne pensent pas et ne sentent pas en cubistes ; ils se bornent à traduire — approximativement — une réalité donnée dans le langage du cubisme. Et l'on sent l'effort de cette transposition, effort intellectuel et trop volontaire qui risque de momifier la vie, quant aux couleurs, ou de la raidir dans le carcan d'une vaine géométrie.

Lhote est-il vraiment cubiste, quand il *représente* une foire parisienne, en couleurs naturelles un peu décalées, ou une prairie avec des arbres anguleux, des vaches de même ? Il s'agit plutôt là, comme dans ses natures mortes, d'un effort de stylisation dans le genre cubiste : nous restons à mi-chemin entre le réel et l'imaginaire. Disons franchement que cela n'aboutit qu'à un affadissement de la réalité. Vivent alors les couleurs pimpantes des peintres naïfs et spontanés.

Il en va de même chez Gleizes, pourtant théoricien du cubisme, trop théoricien peut-être, et qui a jadis publié un livre où il me paraît d'ailleurs s'arrêter au seuil du cubisme.

Gleizes a le goût des grandes compositions. En 1911, c'est le *Portrait de Jacques Nayral* lisant un journal presque grandeur nature dans un jardin, parmi les fleurs, (semble-t-il), sous un ciel opaque, ou des *Femmes à la Cuisine*, avec chien, baquets, paysage (semble-t-il) aperçu par la fenêtre ouverte ; ou mieux, *La Chasse*, avec des cavaliers, des personnages à pied, un joueur de cor. Voilà un thème, très à l'usage des prédécesseurs, et de plein air, qu'il apparaît dangereux de traiter en cubiste. Précisément, c'est là un thème, bon pour toute école, que Gleizes va traiter délibérément, en cubiste. Il l'adapte, comme une histoire peut se raconter en plusieurs langues. On a nettement l'impression que le peintre n'a pas commencé par voir le tableau, n'a pas du premier coup pensé spontanément cubiste, qu'il a d'abord vu la scène au naturel, puis s'est appliqué à faire entrer de force ce monde de chasseurs vivants dans les formes cubistes. Mais ces chasseurs résistent. La vie refuse le carcan. Et les couleurs vont souffrir notablement de cette transposition. Ce joueur de cor particulièrement défie le cubisme, avec sa casaque et son cuivre. Car la casaque n'a de sens, que rouge, éclatante, et le cor il le faut en cuivre,

bien brillant. Sinon ce n'est plus la chasse. Comment Gleizes traduit-il ces couleurs ? Il en assourdit la sonorité, il en ternit l'éclat, il les étouffe, et en fin de compte les salit. A quoi bon faire un homme dans un jardin, si les fleurs sont desséchées, fanées, décolorées dans l'acide d'une théorie, écrasées dans l'herbier sans grâce d'un principe ! Ici le soi-disant cubisme apparaît comme nature. Cette couleur qui n'est plus celle de la réalité, mais n'est pas celle de l'imagination et toute la tristesse des compromis.

Cette impossibilité, cette contradiction intrinsèque à voir d'abord nature, puis à composer cubiste apparaît aussi clairement dans les grandes toiles très différentes de 1913 qui *représentent* synthétiquement des scènes bretonnes. C'est une éclatante démonstration que le cubisme refuse le folklore et la couleur locale. Pris entre deux exigences, celle du réel et celle de son esthétique, Gleizes sacrifie le charme sensible ; l'atmosphère et la poésie des lieux sans les remplacer par la poésie d'une fiction. N'est-ce pas une erreur de vouloir faire passer du pittoresque dans un langage qui précisément s'y oppose ? A quoi bon ces *Bateaux de pêche* si le canon de la théorie tire à bout portant dessus, les fait voler en éclats et si l'art du peintre consiste à nous les escamoter ? Voici dans quelle obligation Gleizes nous met, quel travail il impose au spectateur : refaire les bateaux avec les morceaux, autrement dit *retrouver la réalité* avec ce qu'il en reste dans le tableau, nous référer à nos souvenirs de Bretagne, bref *sortir du tableau*, le nier, l'oublier. Nous faire songer à la nature, c'est le contraire de l'art. Un vrai tableau cubiste est sans référence aucune, nous tient prisonnier dans ses limites, sans possibilité d'en sortir, parce qu'il supprime momentanément l'univers.

Nous sommes heureux de retrouver, dans une des salles les plus séduisantes de cette exposition, quelques exemples de papiers collés. Ici, Braque, sobre et élégant, incorpore à des dessins très aérés une ou deux surfaces de papier d'emballage uni, marron ou noir. C'est une couleur et une matière jouant en épaisseur, transfigurée par le dessin qui l'équilibre.

Tout au contraire Gris choisit des papiers colorés surchargés de fleurs, de points, de marbrures, ou imitant des pailles

aux coloris variés. Papiers de chambres, sans doute, et d'un goût apparemment douteux. Il les incorpore à des tableaux peints à l'huile, de telle manière qu'il est d'abord difficile de discerner les parties peintes et les parties collées. Jeu d'ambiguïté ? Sans doute, mais ce serait insuffisant. D'un autre côté, il serait difficile, fastidieux et long de refaire ces ramages au pinceau. Voilà du travail tout fait, mais non pas par un artiste, et le jeu consiste à faire entrer ce papier anonyme et de goût douteux (mais choisi avec grand tact et discernement), chargé d'un fort potentiel sentimental, dans une œuvre d'art où il va changer de signification et profondément d'aspect.

Est-ce l'usage de ces papiers qui incite Gris (dont nous avons vu dans la salle de 1911 des tableaux de teintes très neutres) à employer la couleur, et à créer aussi le plus beau cubisme coloré de cette époque ? C'est dans le singulier *Fumeur*, des tons sûrement agressifs, acides et criards. Les œuvres voisines nous montrent comment il emmène les objets dans le royaume enchanté de la poésie par le jeu plein d'invention de ses plans et le charme de ses couleurs au point que ce semble une sorte de *Commedia dell' Arte* jouée par des verres, des cartes, des guitares et cornets de jacquet. Peut-être ses damiers aux cases bleues ou jaunes ne vont-ils pas sans nous rappeler l'habit d'Arlequin ou certains Dominos aussi tendres qu'enigmatiques. Un rouge vineux, un violet ambigu mais non funèbre, un vert billard, parcourus par les ondulations parallèles des veinures du bois et sans signification précise, ont pour rôle d'entraîner dans l'imaginaire cette fête costumée du petit monde des objets, prélude à la grandeur future.

G. Limbour.

N. B. — Ces notes étant personnelles et donc fort partiales probablement, j'ai laissé de côté certains peintres auxquels je suis très attaché comme Léger, ou médiocrement comme La Fresnaye, ou pas du tout comme Villon, Metzinger, ou Marcoussis, etc... — et toute la sculpture avec l'admirable Laurens.

Jean Pouillon.

LA FORCE PRINCIPALE DES ARMÉES

Le problème général posé par le massacre d'Oradour est de savoir quelles sont les responsabilités d'individus ayant participé à une action criminelle collective, c'est-à-dire une action dont aucun d'eux ne peut seul totalement rendre compte ni quant à son déroulement matériel ni quant à son caractère criminel, mais qui pourtant ne peut avoir eu lieu que par leur solidarité effective. Le massacre d'Oradour, en effet, ne se réduit pas purement et simplement à une somme d'actes criminels isolés. Inversement, en juxtaposant ceux de ces derniers que l'on peut établir, on ne reconstitue pas dans sa totalité spécifique un crime qui résulte de leur enchevêtrement et de leur renforcement réciproque. On voit le paradoxe, qui est d'ailleurs celui de la genèse de toute réalité sociale ou collective : les responsabilités individuelles ne s'additionnent pas pour rester, dans leur total, distinctes et séparément appréciables, mais en quelque sorte elles se multiplient et paraissent s'évanouir dans leur produit. Autrement dit, il s'agissait pour les juges de Bordeaux de mettre en lumière des responsabilités personnelles sans pour autant laisser dans l'ombre le caractère essentiellement collectif de l'action, et il fallait surtout que le verdict soit adéquat aux unes et à l'autre. Pratiquement, la question était donc de choisir un point de départ. Fallait-il partir du caractère collectif de l'action, affirmer l'unité et l'indivisibilité de la culpabilité, c'est-à-dire admettre une criminalité collective et présumer alors la responsabilité individuelle de chaque soldat de la compagnie S.S., au risque de ne pouvoir en fait la prouver ? Ou bien fallait-il essayer de déterminer la part de chacun, au risque de ne pouvoir au bout du compte retrouver le caractère collectif du crime ? A s'engager sur la première voie,

on risquait de prononcer des condamnations dépassant la responsabilité propre des accusés, en somme de manquer celle-ci pas excès. Mais, à choisir la seconde, ainsi qu'on l'a fait, on l'a peut-être manquée par défaut et le crime collectif est peut-être resté impuni.

Juridiquement, cette alternative a pris la forme d'un choix entre deux procédures : le droit commun, selon lequel l'accusation cherche à établir contradictoirement la culpabilité et la responsabilité de chaque accusé, ou la loi du 15 septembre 1948. Cette dernière comportait deux dispositions fondamentales : la présomption de culpabilité à l'encontre de tout individu ayant appartenu à une formation criminelle, le renversement de la charge de la preuve, qui incombait non plus à l'accusation mais à la défense. L'accusé devait, pour n'être pas condamné, apporter la preuve de son innocence (définie à la fois par l'incorporation de force et la non-participation au crime), ce n'était plus au ministère public de prouver sa culpabilité. La première disposition se comprenait — il était logique d'inculper toute personne s'étant trouvée à Oradour dans les rangs alemands — mais à la condition qu'elle servît seulement à l'inculpation des coupables possibles, à la condition que la présomption ne fût pas prise pour une preuve entraînant automatiquement la condamnation. Or la seconde conduisait fatalement à cette conséquence. Comment en effet, en l'absence de témoins et sauf cas exceptionnel, un accusé aurait-il pu prouver sa non-participation au crime ? En outre, un tel renversement de la charge de la preuve est, en toutes circonstances, inadmissible. On admettrait plus aisément des condamnations d'office que cette hypocrisie qui ligote la défense tout en prétendant respecter ses droits. Sans doute les juges restaient-ils toujours libres d'apprécier la présomption. Mais ou bien cette restriction ne voulait rien dire, ou bien elle équivalait pratiquement à un retour au droit commun. Avant que la loi ait été abrogée, le président du tribunal avait d'ailleurs assuré qu'il le respecterait. Le Parlement a donc bien fait d'abroger la loi du 15 septembre 1948, bien que dans sa majorité il se soit décidé pour des raisons qui n'avaient pas grand-chose à voir avec la justice ni avec la logique, comme on le verra plus loin.

On a affirmé que cette loi introduisait dans le droit français la notion de responsabilité collective. A strictement parler l'expression « responsabilité collective » ne veut rien dire. La responsabilité est personnelle par définition. D'ailleurs les partisans de la loi de 1948 ne prétendaient nullement que les accusés étaient collectivement responsables, ils affirmaient au contraire leurs responsabilités individuelles et la loi avait, croyaient-ils, pour mérite d'assurer la mise en forme juridique de cette affirmation. S'il était nécessaire de l'abroger, c'est, encore une fois, parce que cette mise en forme conduisait à imposer à la défense la charge de la preuve. Mais l'abrogation ne supprime pas le problème. Le fait d'avoir été S.S. à Oradour, d'avoir participé si peu que ce soit à l'action criminelle, a entraîné une responsabilité non limitée à cette présence ou à cet acte isolé : chaque crime, ou même plus simplement chaque délit particulier, s'est inséré dans un ensemble qui lui a donné comme une signification nouvelle, dont il est impossible de faire abstraction. Monter la garde aux portes d'un village, en soi ce n'est rien, la monter à Oradour, c'était participer à ce qui se passait au même moment dans le bourg. En l'occurence, la responsabilité a pris appui sur la culpabilité et l'a dépassée, de telle sorte que chaque participant apparaît plus responsable encore que coupable. Le verbe « participer » exprime cette idée : participer, c'est agir de telle sorte que l'acte déborde sa particularité matérielle. Il en résulte une sorte de recouvrement des responsabilités individuelles les unes par les autres. On est tenté d'en conclure que chacun peut payer pour l'autre, que dans cette solidarité confuse des responsabilités chacun porte le poids de toutes. En ce sens, on pourrait parler de responsabilité collective. Mais d'une part cette notion est si confuse qu'elle n'est d'aucun usage juridique possible, et d'autre part elle n'est pas spécialement liée à la loi de 1948. La preuve en est que les défenseurs des accusés l'ont, sans trop le dire, utilisée également. En effet l'argumentation précédente se retourne : dans l'association complexe de toutes les responsabilités chacune d'entre elles peut se dissoudre et, pour obtenir l'acquittement ou les circonstances atténuantes, quand le crime n'est pas niable,

il suffit de soutenir qu'aucune responsabilité individuelle ne peut l'expliquer dans sa totalité spécifique. On est alors bien près d'admettre pour en rendre compte une mystérieuse et confuse intention collective, qui n'est bien entendu l'intention de personne. Un recours analogue au collectif est implicite dans la défense des accusés alsaciens : son argument essentiel est tiré de l'incorporation de force, et il consiste à opposer à toute éventuelle responsabilité individuelle dans le massacre le principe d'une innocence collective, dont on ne voit pas pourquoi elle serait moins choquante que la responsabilité ainsi qualifiée. Dire que tous sont collectivement responsables peut donc signifier aussi bien que tous le sont personnellement ou qu'aucun ne l'est. La notion de responsabilité collective, prise au sens de la solidarité des responsabilités individuelles et du dépassement de la culpabilité par la responsabilité, renvoie donc au problème initial, elle ne permet pas de le résoudre. Tout le monde y a eu recours et la loi de 1948 n'y était pour rien. Les uns s'en sont servi pour hausser la responsabilité individuelle jusqu'au niveau du crime collectif, mais, ce faisant, ils ont camouflé la vraie question qui naît du décalage entre les deux ; les autres l'ont utilisée pour au contraire accentuer ce dernier, mais, ce faisant, ils ont détruit la responsabilité individuelle et supprimé arbitrairement le problème qui tient également à ce que le décalage n'exclut pourtant pas la relation de l'individu au crime. Dans les deux cas, on n'a pas cherché à savoir ce qui s'était passé ni comment cela s'était passé, on a cherché simplement pour des buts polémiques soit à radicaliser la responsabilité individuelle, soit à la volatiliser.

L'expression « responsabilité collective » peut aussi désigner le principe au nom duquel on se croit en droit d'opérer un transfert de responsabilité afin de faire supporter à un individu la responsabilité de l'acte commis par un autre. Une telle opération est évidemment à proscrire absolument. Mais était-elle impliquée dans la loi de 1948 ? Certainement pas sous sa forme la plus brutale, qui consiste à transférer la responsabilité du coupable à l'innocent. Rien de semblable n'était prévu par la loi, qui ne présumait la responsabilité qu'à

l'égard des membres appartenant à une formation criminelle, cette appartenance devant être effectivement prouvée. Les limites de l'opération étaient ainsi strictement limitées. Rien de comparable par conséquent, contrairement à ce que certains ont voulu faire croire, aux fusillades d'otages par lesquelles les Allemands répondaient aux actions du maquis. En revanche un transfert de responsabilité risquait d'être effectué d'un plus coupable à un moins coupable. La chose était d'autant plus grave que la loi ne prévoyait aucun moyen de se prémunir contre ce risque, puisqu'elle considérait a priori toutes les responsabilités comme égales : « ...tous les individus appartenant à cette formation ou à ce groupe peuvent être considérés comme co-auteurs... » Ce risque devenait une certitude à partir du moment où les chefs hiérarchiques de la formation étaient tous absents et où l'on avait affaire uniquement, ou presque, à de simples exécutants. On peut même se demander si la loi de 1948 ne reposait pas dès le début sur un préjugé assez inquiétant, que les faits ont d'ailleurs vérifié, mais en la rendant du même coup décisivement odieuse. Ses auteurs paraissent avoir pensé à la fois qu'il était indispensable de punir de façon exemplaire les crimes de guerre, mais qu'on ne pourrait jamais faire comparaître devant les juges les chefs qui les avaient ordonnés. Ils acceptaient d'avance de ne déférer aux tribunaux que des sous-ordres et élaboraient contre eux une loi de circonstances, non pas parce qu'il fallait aussi les atteindre, mais parce qu'on était sûr de n'atteindre qu'eux.

La loi de 1948, faite pour être appliquée par des tribunaux militaires à l'encontre de militaires, était inspirée de l'esprit le moins militaire qui fût. Apparemment, elle devait fournir la sanction juridique des crimes commis sous le couvert de la discipline. Son but semblait être d'éviter que la discipline militaire puisse être invoquée comme excuse. Mais précisément seuls, les sous-ordres songent à se défendre en disant qu'il leur était impossible de désobéir. Bien sûr, si des officiers S.S. avaient été présents à Bordeaux, ils auraient eux aussi invoqué la discipline, les ordres reçus. Les militaires de tout grade vantent volontiers l'obéissance « sans hésitation ni murmure » et affirment

la pratiquer, comme s'ils sentaient qu'elle peut être un jour leur planche de salut. Mais ils mentent. L'ordre ne va pas, inchangé, du général au sous-officier et au deuxième classe. Il n'apparaît comme dictant une conduite à l'exclusion de toute autre qu'à partir d'un certain échelon. L'ordre de tuer tous les habitants d'Oradour n'est certainement pas venu tel quel d'Hitler ou même du général Lammerding aux soldats des pelotons d'exécution ou aux incendiaires de l'église. L'ordre supérieur était de se montrer impitoyable, de frapper les populations civiles. Mais comment, mais où, mais dans quelles conditions ? Il a fallu que quelques-uns le décident, ajoutent des précisions successives à l'instruction initiale. Bien entendu la responsabilité individuelle des exécutants n'était pas supprimée pour autant. Mais une hiérarchie des responsabilités aurait pu être établie, selon la procédure habituelle du droit commun. C'est cette possibilité que la loi de 1948 ignorait délibérément. Peut-être était-ce voulu, était-ce une manifestation de la traditionnelle hypocrisie militaire ? A Oradour, cette bonne vieille force principale des armées avait sans doute donné de trop singulières preuves de son efficacité, il fallait donc éviter qu'elle fût condamnée. La loi de 1948, malgré les apparences, lui aurait évité cette regrettable humiliation. Sans doute est-ce un groupe militaire discipliné qui aurait été frappé ; mais il fallait bien faire la part du feu, et l'important était que n'apparaisse aucune hiérarchie dans la culpabilité. En effet, on l'a vu, la loi mettait tous les membres de la formation criminelle sur le même plan : tous également coupables, toutes distinctions effacées entre officiers et simples soldats, entre volontaires et non volontaires, rien que des exécutants. Si elle avait été appliquée, personne n'aurait pu pour s'innocenter arguer de la discipline militaire, pas plus qu'il n'y aurait eu lieu de l'invoquer pour condamner. Elle affirmait la solidarité horizontale des « co-auteurs » du crime, pour n'avoir pas à mettre en cause la hiérarchie verticale qui constitue l'armée.

Il est donc inexact de dire qu'en revenant au droit commun on s'engageait nécessairement sur la voie de l'indulgence. Si les officiers S.S. avaient été présents, il n'aurait

pas été impossible de prouver leurs responsabilités, et les peines relativement peu sévères infligées aux subalternes auraient semblé normales. D'autre part, seule la procédure traditionnelle a permis de poser la question de savoir si l'argument de la contrainte subie, de l'ordre reçu, suffit à innocenter l'exécutant, si n'importe quel militaire peut, dans n'importe quel cas s'en prévaloir. A cette question, il est vrai, le tribunal militaire de Bordeaux n'a pas répondu clairement. On le comprend ! Il s'est trouvé dans un bien cruel dilemme : ou condamner le glorieux ciment des meilleures armées, on excuser un crime. Mais, il faut le répéter, c'est le droit commun qui l'y a enfermé.

Rendons grâces par conséquent aux Alsaciens d'avoir su faire preuve d'assez d'obstination et de mauvaise foi pour entraîner le Parlement à abroger la loi du 15 septembre 1948. Le résultat est d'autant plus remarquable qu'ils n'ont nullement visé ce but. Ils ont d'abord simplement demandé que la loi ne s'applique pas aux douze Alsaciens incorporés de force dans la Wehrmacht et qui s'étaient trouvés à Oradour. Au nom de leur patriotisme, ils protestaient contre l'application à l'égard de leurs compatriotes d'une loi qui, disaient-ils, ôtaient à ceux-ci les garanties du droit commun et les rendait collectivement responsables. Cette protestation reposait sur un mensonge et une contradiction. Un mensonge, puisque l'article 3 de la loi précisait bien que les inculpés alsaciens étaient poursuivis seulement comme « *personnellement* co-auteurs ou complices » ; autrement dit, la charge de la preuve incombait dans leur cas à l'accusation, selon la règle du droit commun. Une contradiction, puisqu'ils ne devaient faire aucune difficulté un peu plus tard pour affirmer leur innocence collective. Au début, ils se contentaient encore de dire : si nos compatriotes sont coupables, ils devront être châtiés ; tout ce que nous voulons, c'est qu'ils ne soient pas jugés avec des Allemands. Les défauts profonds de la loi apparaissaient d'ailleurs si peu aux défenseurs des Alsaciens, que ceux-ci ne voyaient aucun inconvénient à ce qu'elle continue de s'appliquer aux Allemands, et c'est bien ce qui se serait passé si la disjonction réclamée avait été prononcée. Aussi peut-on dire que c'est le tribunal de Bordeaux qui est le véritable auteur de l'abrogation de la

loi, et non le Parlement, car c'est lui qui, en refusant la disjonction, a obligé les députés à revenir sur leur vote de 1948. Cette disjonction se heurtait en effet à un double obstacle juridique : d'après l'article 3 de la loi, les Alsaciens ne pouvaient être poursuivis que parce que l'instance était contradictoire à l'égard d'Allemands, c'est-à-dire parce que des Allemands étaient présents. Si donc leur cas était disjoint, ils ne pouvaient plus être traduits devant le tribunal et étaient en fait acquittés sans jugement, et si pourtant on trouvait le moyen de les traduire devant un autre tribunal, la cour de justice par exemple, on violait la règle de l'unité de juridiction d'après laquelle un même crime ne peut être jugé par deux juridictions différentes. Pour ne pas appliquer la loi aux Alsaciens, on l'a donc abrogée pour tout le monde. Mais, en leur donnant ainsi plus que ce qu'ils avaient demandé, on leur accordait moins, puisque, également soumis au droit commun, Alsaciens et Allemands se retrouvaient ensemble. Le Parlement a alors décidé, pour donner entière satisfaction aux premiers, qu'au terme du procès de Bordeaux alors en cours, il y aurait pour eux un réquisitoire, des plaidoiries et un jugement distincts.

On pouvait penser que le problème était réglé. « Nous voulons que les Alsaciens soient jugés en Français », avait dit le maire de Strasbourg. Encore fallait-il pour cela qu'ils soient jugés. Or, à peine le jugement était-il prononcé, qu'une nouvelle campagne se développait dans toute l'Alsace en faveur tantôt de la révision du procès, tantôt de l'amnistie, tantôt même de la réhabilitation. On ne pouvait plus clairement avouer que le but de la première agitation était non pas d'obtenir un jugement séparé, mais un acquittement. Et encore, non pas un acquittement après appréciation des responsabilités, mais un acquittement de principe. Le Parlement vota l'amnistie réclamée, non pas tant qu'il ait été convaincu par l'argumentation des députés alsaciens, mais plutôt pour éviter une renaissance de l'autonomisme. Il est d'ailleurs probable que ce souci était partagé par un certain nombre de parlementaires d'Alsace, et que la proximité des élections municipales n'y était pas étrangère.

Mais l'amnistie a posé en pleine clarté le problème de la discipline militaire. L'argument qui fut mis en avant en

faveur de l'amnistie est en effet celui de l'incorporation de force. Les Alsaciens mobilisés dans la Wehrmacht étaient, a-t-on dit, non les complices, mais les victimes des Allemands. On ne peut donc les tenir pour responsables des crimes commis par les unités auxquelles ils appartenaient, ils n'y ont participé que contraints et forcés. La thèse n'est pas sans valeur, elle n'a pourtant pas toute la force que les Alsaciens lui accordent, car enfin si la contrainte a incontestablement joué lors de l'incorporation, il n'est pas automatiquement évident qu'elle ait joué aussi et de façon absolument irrésistible au moment du crime. Autrement dit, le jugement doit tenir compte de l'incorporation forcée, mais il doit tenir compte aussi de l'attitude lors du crime. La question devient donc : les Alsaciens pouvaient-ils désobéir ? Ils ont bien senti qu'il fallait poser la question, puisque pour se défendre ils ont à leur tour demandé à ceux qui les considéraient comme coupables malgré l'incorporation de force : « qu'auriez-vous fait à la place de nos compatriotes ? » Désobéir ou essayer en vain de déserter signifiaient la mort. « Peut-on alors condamner quelqu'un pour ne pas s'être conduit en héros ? » La réponse est certainement négative, mais là encore, il ne faut pas trop se presser de conclure à l'innocence. Le petit jeu des questions et réponses peut continuer, et on répliquera : « suffit-il donc de n'avoir pu désobéir pour se sentir réellement innocent ? Si vous, qui n'étiez pas à Oradour, vous y étiez trouvé, oseriez-vous réclamer une amnistie qui ressemble singulièrement à une réhabilitation ? » Bien entendu les réponses à des questions de ce genre n'ont aucune portée juridique et ne peuvent fournir des règles sûres d'appréciation. Mais la question « *pouvait-on désobéir* » n'en a pas davantage ? En droit, la seule question était : « *fallait-il* désobéir ?» Elle était la seule, parce qu'aucune autre ne permettait de poser une règle claire. Elle était la seule aussi, parce qu'il fallait renoncer, si les accusés ne les avouaient pas, à leur imputer des crimes précis. Sur ce point, la procédure du droit commun était aussi impuissante que la procédure fixée par la loi de 1948. En revanche, lorsque les accusés reconnaissaient avoir exécuté des ordres — et ils ne pouvaient pas ne pas le reconnaître puisque telle était leur

défense —, elle seule permettait de s'interroger sur les limites de la discipline militaire. C'était là la question cruciale.

On l'a posée surtout à propos des inculpés alsaciens. Elle doit l'être aussi à propos des Allemands. La distinction qu'on a voulu établir entre les deux catégories d'accusés et que l'amnistie a malheureusement consacrée, est d'une parfaite hypocrisie. Bien plus, n'importe quel militaire, de fait ou en puissance, n'importe quel mobilisable sait bien qu'elle le vise aussi. Et c'est ce qui à fait l'importance du procès de Bordeaux. Il n'a pas permis de résoudre le problème initial : déterminer dans un crime collectif les responsabilités individuelles. Mais cet échec ne sginifie pas que celles-ci n'existent pas. Il montre au contraire qu'on ne peut pas tirer son épingle du jeu, que la discipline militaire doit être acceptée ou refusée en bloc. Comme aucune loi ne dit franchement ce qu'il faut faire, il est juste que le tribunal ait été relativement indulgent à l'égard des simples exécutants, seuls inculpés présents. Mais il est bon que la question de principe ait été posée et il est significatif qu'aucune réponse n'ait été apportée. La question reste donc du ressort de la morale personnelle, la société juridique ne veut pas en connaître. Cette prudente réserve n'a qu'un sens : la société et l'armée qui en est l'expression se réservant tous les droits, celui de commander des ignominies et celui de punir ensuite ceux qui ont obéi. Chaque mobilisable sait ainsi à quoi s'en tenir ! De ce point de vue on peut se féliciter sans paradoxe qu'il n'y ait eu à Bordeaux que des simples soldats et des sous-officiers. Dans leur cas en effet, la question « faut-il ou non désobéir ? » prend une valeur vraiment exemplaire. Que l'on réponde comme l'intrépide colonel, commissaire du gouvernement, que « l'exécutant n'est jamais justifié à commettre un délit, même s'il a pour base l'ordre reçu », et l'on se demandera comment l'on peut maintenir en prison les objecteurs de conscience qui justement ne veulent pas avoir à obéir à un ordre criminel. On se demandera aussi ce qu'il devrait advenir des soldats qui refuseraient d'entreprendre une expédition punitive en Tunisie, au cap Bon par exemple, ou en Indochine. Qu'à l'inverse on proclame, comme l'a fait aussi le même colonel, cette fois prudent, que « le parfait

équilibre [de l'armée] ne se maintient qu'avec la mise en jeu d'une stricte discipline », et on ne se demandera pas où peut conduire la force principale des armées : Oradour l'a montré. Sans doute, comme l'a dit encore l'éclectique commissaire du Gouvernement, « la vérité réside dans un juste milieu ». Tuez donc, militaires, mais pas trop !

Jean POUILLON.

N. D. L. R. — L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au mois prochain la suite de l'étude de S. et K. KENNEDY, *Le Travail forcé aux États-Unis.*

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHATTENAY, Paris. — Avril 1953
Dépôt légal : 2e trimestre 1953